

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 02 OCTOBRE 2014

TOME II

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Approbation du rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité – Année 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) et à mobilité réduite.

Une des dispositions de la Loi est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. Pour la Ville de Montpellier, cette commission a été créée par délibération le 26 juillet 2010 et la première séance plénière a eu lieu le 15 septembre 2011. Selon l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rôle de la CCA est :

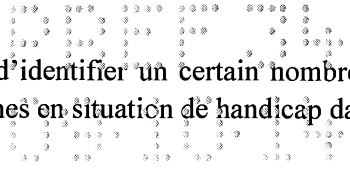
- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Ladite commission est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile nommés par Monsieur le Maire. Y siègent 7 élus, 5 associations liées au handicap, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les usagers.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentant les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

Ainsi, le présent rapport, soumis au Conseil Municipal, constitue un état des lieux de l'accessibilité du territoire communal. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de

202



l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet d'identifier un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes en situation de handicap dans la cité.

Ce rapport est, entre autres, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2013. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

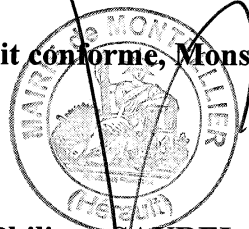
Le rapport 2013 a été validé en CCA plénière le 11 septembre 2014. Après validation par le Conseil Municipal, il sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Général, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

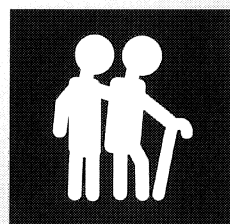
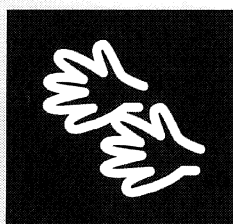
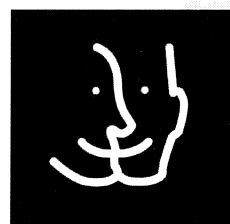
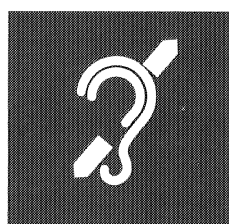
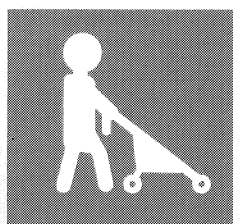
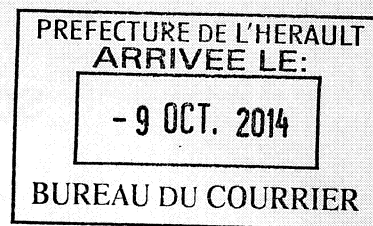
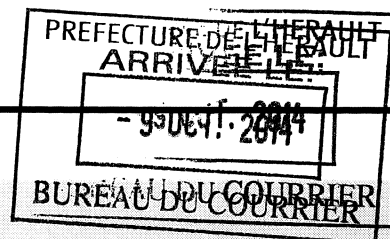
Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ



RAPPORT ANNUEL - ANNÉE 2013

DIRECTION DE LA COHÉSION SOCIALE
1, PLACE GEORGES FRÊCHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2



SOMMAIRE

Introduction	Page 2
1/ Voirie et espaces publics	Page 7
2/ Services de transports collectifs et l'intermodalité	Page 16
3/ Cadre bâti – Établissements Recevant du Public	Page 22
4/ Cadre bâti – Logements	Page 27
5/ Autres thématiques et actions portées par la Ville	Page 29
Conclusion	Page 39
Sources	Page 40
Annexes	Page 41

INTRODUCTION

La loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation d'handicap et à mobilité réduite. Elle consacre un volet important à l'accessibilité, basée sur les principes de :

- la continuité de la chaîne de déplacement entre le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leurs intermodalités,
- « l'accès à tout pour tous ».

Il semble essentiel de rappeler en introduction de ce rapport la définition selon cette même loi des termes handicap et accessibilité.

La loi du 11 février 2005 précise qu'au sens législatif constitue un handicap « *toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant* ».

Le nombre de personnes concernées par une situation de handicap est relativement important. Sur les 65,8 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2013 (chiffres INSEE), les données chiffrées fournies par l'Association des Paralysés de France estiment que :

- 8 millions de personnes sont touchées par une ou plusieurs déficiences motrices,
- 4 millions sont concernées par une déficience mentale,
- 3,1 millions souffrent d'une déficience auditive,
- 4 millions de personnes sont déficientes visuelles.

A ces chiffres, il faut ajouter le vieillissement démographique que connaît notre pays. **En 2030, il est estimé que 40 à 50 % de la population sera touchée par des problèmes de mobilité.**

Ainsi, a minima, **le handicap concerne directement 10% de la population française**, d'où l'importance de traiter des questions d'accessibilité. Il est par ailleurs à noter que tous les aménagements réalisés en matière d'accessibilité favorisent la mobilité et l'intégration dans la cité d'un public beaucoup plus large : personnes âgées, femmes enceintes, personnes illettrées... Ce principe fait référence au **concept de conception universelle** qui définit une stratégie qui vise à concevoir des services et produits afin que toute personne sans distinction d'âge, de genre, de capacité ou d'origine puissent avoir les mêmes opportunités de comprendre, d'accéder et de participer pleinement aux activités sociales, culturelles et de loisirs, de la manière la plus indépendante possible.

Selon la loi du 11 février 2005 : « *Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.* »

Cette notion s'incarne ainsi dans des champs pluri-thématiques dans la mesure où elle concerne aussi bien l'accès à la scolarisation, au logement, à emploi, aux différentes pratiques.

Elle demande d'interroger l'ensemble des éléments qui permet l'effectivité des diverses modalités d'accès :

- l'accès physique pour le cadre bâti, la voirie, l'utilisation des équipements...
- l'accès informationnel pour le repérage spatial,
- l'accès communicationnel pour la qualité de l'accueil,
- l'accès organisationnel afin d'offrir une équivalence de prestations par rapport à celles proposées au public valide.

Il s'agit enfin d'appréhender tous les types de handicap (moteur, sensoriel, mental et psychique, polyhandicap).

La loi du 11 février 2005 a fixé **plusieurs échéances en termes de mise en accessibilité** :

- *au 1^{er} janvier 2010* :
 - Adoption du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et l'Espace public (PAVE)
 - Etablissement d'un diagnostic d'accessibilité pour les établissements recevant du public (ERP) les plus importants : catégories 1 et 2
- *au 1^{er} janvier 2011* :
 - Diagnostic d'accessibilité pour les ERP de catégories 3 et 4
- *au 16 mai 2012* :
 - Accessibilité des services de communication publique en ligne (Internet, téléphone...)
- *au 1^{er} janvier 2015* :
 - Accessibilité des établissements recevant du public
- *au 12 février 2015* :
 - Accessibilité des transports

Dans le cadre de l'accessibilité, la loi du 11 février 2005 a également prévu la **mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité** (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

Le rôle de cette Commission, selon l'article 46 et l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

La CCA a également comme **mission d'établir un rapport annuel, présenté au Conseil municipal puis transmis au Préfet, au Président du Conseil Général, au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés**. Le rapport 2012 a été présenté et voté lors du Conseil Municipal du 25 mars 2013. L'édition 2013 est l'objet du présent document.

La Commission Communale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées de la Ville de Montpellier a été créée par délibération le 26 juillet 2010. La première séance plénière a eu lieu le jeudi 15 septembre 2011.

Cette commission est présidée par le Maire qui en arrête la liste des membres. Elle est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile. En 2013, elle était composée de la manière suivante :

▪ **Elus (7 sièges) :**

- *Mme Magalie COUVERT*, adjointe au Maire, déléguée à l'accessibilité et aux questions du handicap, à la commission communale d'accessibilité, au plan de développement de l'accessibilité des bâtiments communaux et des espaces publics,
- *Mme Hélène QVISTGAARD*, adjointe au Maire, déléguée au logement, à la lutte contre l'habitat indigne, droit au logement et au service municipal de la caution, à l'observatoire du logement précaire, l'hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO, aux relations avec les bailleurs sociaux,
- *M. Philippe THINES*, adjoint au Maire, délégué à la qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain.
- *M. Frédéric TSITSONIS*, adjoint au Maire, délégué à la nouvelle Mairie, à l'économie des ressources et du patrimoine : construction, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, conduite et conception des opérations et construction publique,
- *Mme Claudine TROADEC-ROBERT*, conseillère municipale, déléguée au réseau OMS "Ville Santé" et au plan canicule,
- *Mme Agnès BOYER*, conseillère municipale, déléguée aux professions libérales, au 7ème Art, aux Crèches Familiale, à l'éducation du goût,
- *Mme Marie-Josée AUGÉ-CAUMONT*, conseillère municipale.

▪ **Associations liées au handicap (5 sièges) :**

- *Mme Jocelyne ROCHE*, Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques de l'Hérault,
- *M. Alain MIRAULT*, Association des Paralysés de France,
- *M. Thierry JAMMES*, Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon,
- *M. Alain MALLET*, Association Frédéric Peyson,
- *M. Roger BOUDON*, Association pour Personnes en Situation de Handicap 34

▪ **Bailleurs Sociaux et Usagers (2 sièges) :**

- *Mme Yolande ROBERT*, Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (A.C.M),
- *Mme Gabrielle POURREAU*, association nationale de consommateurs et d'usagers CLCV (« Consommation Logement et Cadre de Vie »).

Au sein de la Ville de Montpellier, la CCA s'appuie sur l'organisation suivante :

- **le Conseil Municipal** qui valide une fois par an le rapport annuel de la Commission Communale d'Accessibilité.
- **la commission plénière** : instance de concertation, de coordination et de proposition d'un programme d'actions. Elle réunit les élus, les représentants d'associations liées au handicap, des bailleurs sociaux et des usagers. En 2013,

elle s'est tenue le 22 février.

- **les groupes de travail** : ils ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer des priorités d'intervention. Ils visent, dans une démarche partenariale et transversale, à trouver des solutions afin de rendre la ville plus accessible et d'intégrer pleinement les citoyens handicapés dans la vie de la cité. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par le sujet, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation d'handicap.

Trois groupes de travail ont été mis en place. Ils visent à traiter l'ensemble des composantes de l'accessibilité :

- réuni le 1^{er} février et le 6 décembre 2013, **le groupe de travail « Mobilité »** traite des questions de voirie, d'espaces publics, de stationnement, de transports et d'intermodalités (en lien avec la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite). Ce Groupe de Travail réunit les directions techniques de la Ville (cf. Annexe n°1 : composition des groupes de travail) et est animé par la DGU (Direction du Génie Urbain) ;
- rassemblé le 16 avril et 26 novembre 2013 en séance et sur le terrain le 13 mars (visite Maison Pour Tous Villon), le 4 juin (visite Maison Pour Tous Escoutaire) et le 3 juillet (visite du Centre d'art contemporain de la Panacée), **le groupe de travail « Cadre bâti »** aborde la question de l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP). Ce Groupe de Travail est piloté par la DAI (Direction Architecture et Immobilier) en lien avec la Direction de la Cohésion Sociale. Les directions de la Ville comme la DTMAS (Direction Travaux Maintenance Action Solidaire), la DRE (Direction Réussite Educative), la DAT (Direction de l'Action Territoriale) y sont associées. Des partenaires institutionnels (Chambre de Commerce et d'Industrie, le Conseil Régional, le Conseil Général et la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sont aussi invités.
- **le groupe de travail « Accès aux droits et à l'information »** s'est réuni en séance le 30 mai 2013. Il traite de l'accueil ainsi que de l'accès des personnes handicapées aux différents services et offres relevant de la vie quotidienne et vie sociale et de la mise en place d'un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées. Piloté par la Direction de la Cohésion Sociale, il rassemble, entre autres, des représentants du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), de la DJSEL (Direction Jeunesse Sports Emploi Logement), de la DRP (Direction des Relations aux Publics), de la DSI (Direction des Systèmes d'Information), de la Direction de la Communication et de partenaires extérieures comme la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées), de l'OPH-ACM (Office Public d'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Comme il a été mentionné plus haut, la CCA doit **établir chaque année un rapport annuel de l'accessibilité sur le territoire communal**. Ce document a de multiples vocations : il permet de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

En ce qui concerne la commune de Montpellier, ce présent rapport constitue **un état des lieux de l'accessibilité du territoire qui permet de suivre annuellement les évolutions et les améliorations**. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il

permet de recenser un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes handicapées dans la cité.

L'évolution du classement du baromètre APF de l'Accessibilité illustre bien les efforts de la Ville de Montpellier en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap parmi toutes les communes de France. En 2011, la Ville de Montpellier est classée 36^{ème} avec une note de 12,8/20, pour se hisser à la 10^{ème} place en 2012 (15,8/20) et à la 21^{ème} en 2013 (16/20) suite à une forte augmentation du nombre de villes qui atteignent cette note pour la première fois cette année.

1/ VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

La loi du 11 février 2005 (article 45) renforce les obligations des communes en matière d'accessibilité et prévoit que **chaque commune doit élaborer un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (P.A.V.E.) avant le 1^{er} janvier 2010**. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite (personnes âgées, femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds...) l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situés sur le territoire de la commune.

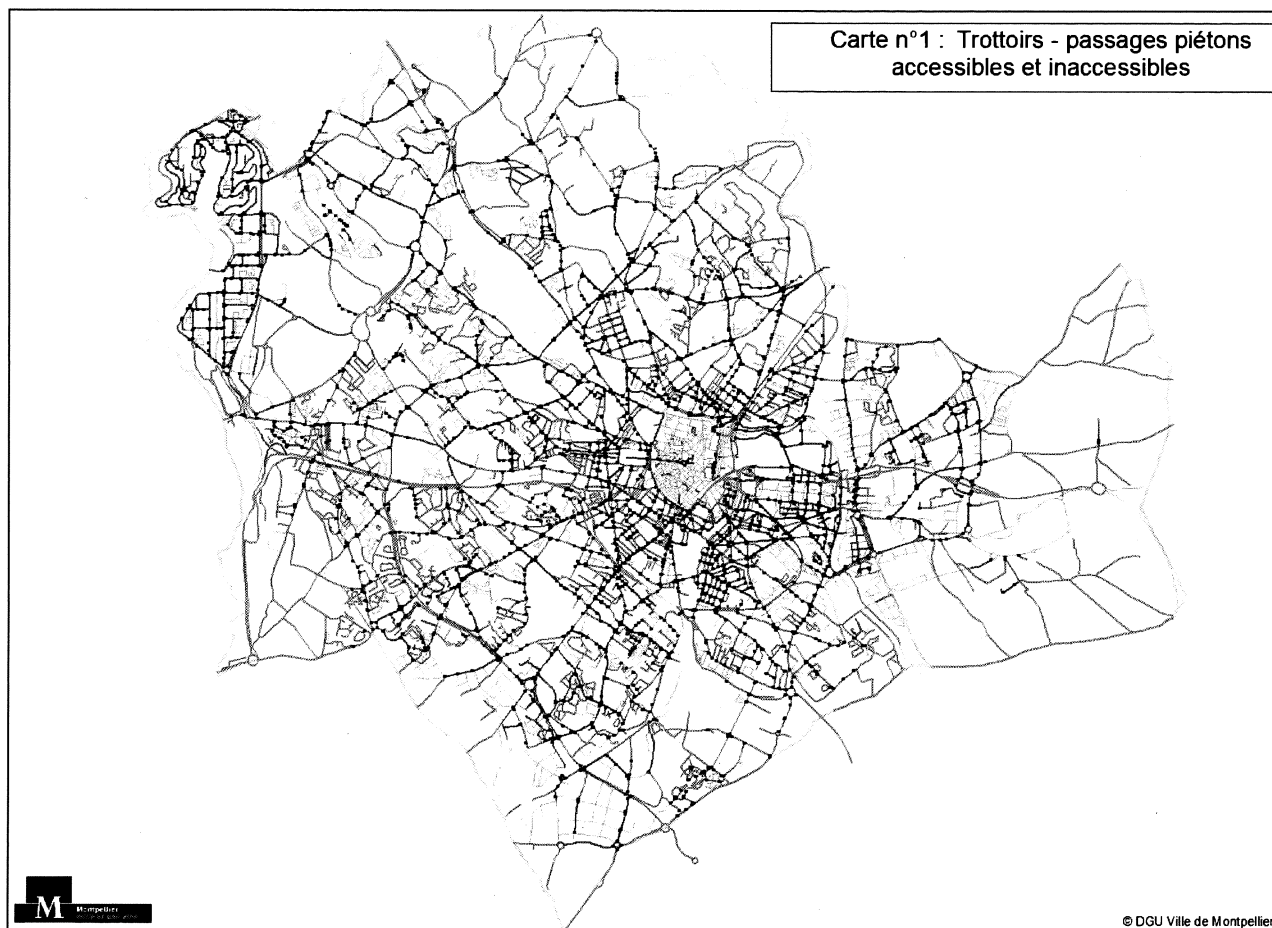
Le PAVE est un document qui doit présenter :

- l'état des lieux de l'accessibilité de la commune. Il porte sur toutes les voies présentes sur le territoire communal (voies communales, voies d'intérêt communautaire, routes départementales...),
- les propositions de travaux d'amélioration de l'accessibilité et leur chiffrage
- leur programmation,
- la périodicité de son évaluation ainsi que les modalités de sa révision.

La première phase de la démarche consiste à élaborer un diagnostic. **Dès 2009, la Ville de Montpellier a engagé ce diagnostic permettant de dresser l'état objectif de l'accessibilité des circulations piétonnes**. Cet audit a porté sur la largeur des trottoirs, leur encombrement, l'état technique des passages piétons, la présence ou non des bandes podotactiles, etc.

Ce diagnostic a révélé que **28% des voies de la commune, soit 148 kilomètres, sont accessibles au sens de la réglementation**. Pour rappel, une voie est considérée comme accessible « si au moins un côté est accessible avec une largeur supérieure à 1,40 mètres sans obstacle ». Il est noté toutefois des disparités notables en fonction des secteurs. Par exemple, un bon niveau d'accessibilité sur la Mosson est constaté ce qui n'est pas le cas sur les Faubourgs (cf. carte n°1 ci-dessous).

Dans le cadre du diagnostic, la Ville a souhaité aller plus loin en repérant les voies disposant d'au moins un trottoir supérieur à 1,20 mètre sans obstacle. Elles représentent un linéaire de 402 kilomètres (trottoirs existants souvent en centre-ville). Il s'agit d'un niveau d'accessibilité certes inférieur à la norme mais qui est susceptible de répondre à des besoins prioritaires. Une proposition pourrait être donc de travailler prioritairement sur ces voies en affinant leur caractère accessible.



Dans le cadre de la mise en accessibilité des trottoirs, une attention particulière est portée aux **obstacles qui constituent une des principales gênes pour les PMR, et plus particulièrement pour les personnes déficientes visuelles**. En effet, la taille, le positionnement et la possibilité de détection sont déterminants pour assurer la bonne perception des obstacles. Les obstacles ponctuels, de type étalage, container, poubelle, bac à fleurs, grille d'arbre, panneau publicitaire, peuvent également constituer une contrainte dans les déplacements, et parfois un danger.

Les objets sont difficilement détectables pour les non-voyants, et plus largement pour l'ensemble des déficients visuels. Ainsi, un certain nombre de dispositions normatives est prévu. Par exemple, les obstacles et le mobilier urbain doivent présenter un contraste. Ce peut être une bande de contraste visuel d'une hauteur de plus de 10 cm et implantée entre 1,20 m et 1,40 m pour le mobilier urbain haut. Si les bornes et potelets ont une hauteur inférieure à 1,30 m, ce qui est généralement le cas, le contraste est situé alors en partie haute du mobilier.

Les difficultés à s'orienter dans l'espace sont également prises en compte. En effet, la signalisation classique ne suffit pas toujours, en particulier pour les personnes âgées, les personnes handicapées visuelles ou mentales qui ont besoin de repères physiques ou symboliques ne passant pas par le message écrit. Ces éléments sont étudiés notamment dans les espaces publics ouverts ou ceux présentant une réelle difficulté d'orientation (multiplication des terrasses et des éléments de mobilier urbain par exemple). Ils sont traités par la mise en place d'une signalétique claire, bien positionnée, lisible, et de bandes de guidage pour les mal ou non-voyants.

Depuis 2010, la Ville de Montpellier a engagé des **travaux de cheminement aux abords des lignes de tramway** qui sont financés à 70% par la Ville de Montpellier et à 30% grâce aux subventions du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional). Ce programme prévoit 600 000 euros d'investissement par an jusqu'en 2014. Sur l'année 2013, en concertation avec le Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes Handicapées et Malades Chroniques,

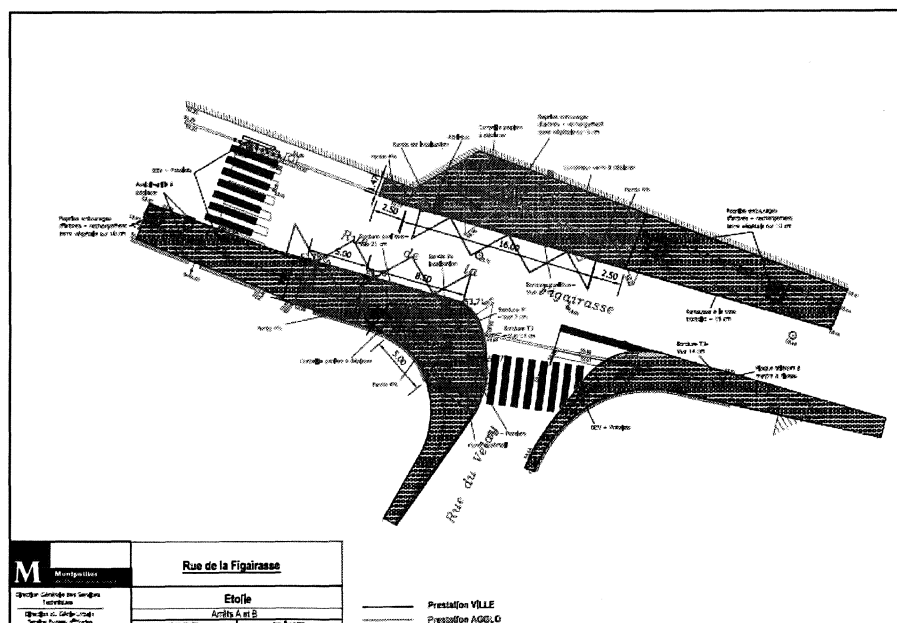
- 150 000 euros ont été investis sur une portion de la route de Lodève pour rendre **accessible le cheminement piéton depuis l'arrêt de tramway Zamenhof de la ligne n°3 jusqu'à l'esplanade du quartier de Celleneuve** ;
- 320 000 euros ont permis la **création d'un cheminement piéton sur l'Avenue des Moulins**, depuis l'arrêt de tramway Pilory de la ligne 3 jusqu'à l'entrée du collège Saint-Roch (Celleneuve) ;
- 160 000 euros ont été consacrés pour permettre la réalisation d'un **cheminement piéton accessible sur l'Avenue de l'Industrie** depuis l'arrêt de Tramway Restanque (ligne 4) jusqu'à la rue du Lantissargues (Près d'Arènes) où se trouvent les locaux de l'Association des Paralysés de France.

Sur l'année 2013, la Direction du Génie Urbain a aménagé d'autres voies intégrant des problématiques d'accessibilité :

- sur la Mosson, **mise en accessibilité des Halles des 4 saisons** (avenue de Heidelberg) pour 650 000 euros ;
- sur le quartier Lepic, **aménagement de places GIG-GIC et mise en sécurité pour l'accès au Groupe Scolaire Churchill / Desbordes-Valmore** pour 100 000 euros ;
- sur le quartier Croix d'Argent - Sabines, **travaux de voirie** (trottoirs, places de parking GIG-GIC, etc.) **pour l'accessibilité au Groupe Scolaire Beethoven**, situé à l'angle des rues du Mas Nouguier et Chemin de Poutignon pour 850 000 euros ;
- sur le quartier de Celleneuve, **mise en accessibilité des trottoirs de la rue des Avelaniers** pour 350 000 euros.

Afin de ne pas rompre la chaîne des déplacements, parallèlement à la mise en accessibilité des arrêts bus, **les traversées piétonnes font l'objet d'une mise en conformité**. La Ville de Montpellier accompagne ainsi les travaux d'accessibilité des arrêts de bus réalisés par la communauté d'agglomération.

Exemples récents : rue de la Figairasse (Figuerolles), rue Frédéric Fabrèges (quartier St-Martin), etc.



Enfin, la Ville de Montpellier a pris en 2013 certaines dispositions visant à favoriser le bien-vivre ensemble et l'inclusion des personnes handicapées. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2013, un **nouveau règlement des terrasses est en application** (cf. Annexe n°2) qui permet de délimiter l'emprise au sol des mobiliers (chaises, tables, parasols, bacs à fleurs, menus, etc.) afin d'éviter qu'ils débordent sur l'espace public, entravent le cheminement et qu'ils provoquent des accidents lorsque les personnes en situation de handicap, notamment les déficients visuels, s'y heurtent et se blessent. En cas de non-respect, un courrier de rappel à l'ordre est envoyé. Des sanctions graduées et des amendes sont prévues. Les personnes en situation de handicap ont la possibilité de signaler toute infraction par courrier à la Ville (à la Direction de l'Espace Public). Celle-ci procède alors à un rappel à l'ordre. La même procédure est mise en place pour les saillies de végétation sur la voie publique.

Autre disposition pour faciliter la déambulation ainsi que la norme des trottoirs sans encombrements d'1m 40, la Ville a autorisé par une délibération du Conseil Municipal du 04 février 2013 (cf. Annexe n°3) le **remplacement des poteaux qui gênent la déambulation par la pose de panneaux sur les façades des bâtiments** (article L. 173.1 du code de la voirie routière).

En 2012, il avait été comptabilisé 2 042 passages piétons accessibles physiquement du point de vue géométrique de la norme, soit 66,1% du total. 1 300 de ces passages piétons, soit 66 %, sont à la norme au niveau physique et visuel. **En 2013, 150 passages piétons ont été mis aux normes ce qui porte à 2 192 le nombre de passages accessibles.**

En ce qui concerne l'aménagement des passages piétons, les aspects déterminants permettant l'utilisation d'une traversée piétonne par les PMR sont :

- la présence d'abaissement de trottoir,
- l'existence d'un passage libre derrière cet abaissement pour assurer la continuité du cheminement longitudinal,
- une pente et un dévers conformes,
- la présence de BEV (Bandes d'Éveil de Vigilance) permettant la détection par une personne déficiente visuelle,
- le marquage au sol visible permettant à l'ensemble des usagers de repérer la traversée piétonne et plus particulièrement pour les personnes déficientes visuelles,
- une bonne visibilité notamment à gauche pour s'assurer de l'arrivée d'un véhicule,
- l'implantation d'un guidage dans l'axe de la traversée si la partie rabaissée du trottoir et les BEV ne sont pas droites (un non-voyant pourrait traverser dans une mauvaise direction).

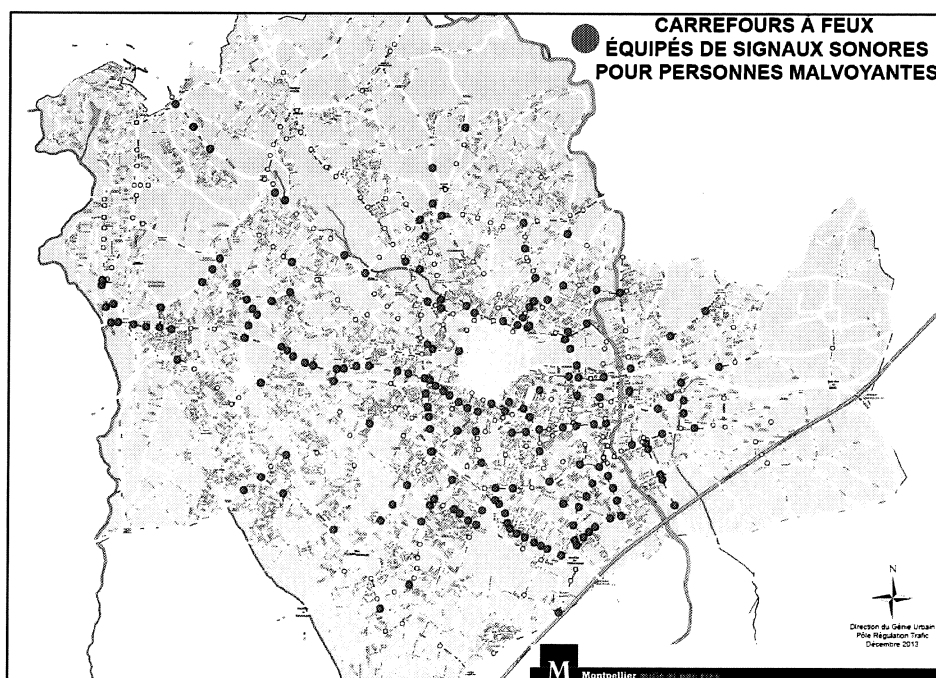


Aménagement de passage piéton (source DGU)



Dans le diagnostic réalisé en 2009, il était fait état de 100 carrefours sur 334 étaient équipés de systèmes dédiés aux personnes mal ou non-voyantes. **En 2013, le nombre est porté à 200 feux sonores sur 370 carrefours.**

La Ville dispose de feux tricolores sonores parmi les plus performants de France. Montpellier est la seule ville à proposer des feux qui indiquent, non seulement le nom de la rue dans laquelle ils sont implantés, mais aussi la direction vers laquelle le piéton s'engage (cf. Annexe n°4).

La prise en compte du handicap visuel au niveau des carrefours à feux fait l'objet d'une programmation pluriannuelle. En effet, la Ville de Montpellier, via la Direction du Génie Urbain, recueille les demandes des associations de non-voyants d'équiper en traversée sonores des carrefours à feux. Ces demandes représentent une douzaine de carrefours équipés chaque année. De plus, lorsque de nouveaux carrefours à feux sont créés ou modifiés, la Ville met automatiquement en place des équipements sonores pour les non-voyants. Enfin, dans le cadre de la maintenance, la Ville de Montpellier réserve chaque année des crédits pour une vingtaine de signaux sonores.



**PROCEDURE pour EFFECTUER une traversée
PIETON sur CARREFOUR avec FEUX TRICOLORES**

1) Personne voyante
Pour obtenir le piéton vert pensez à utiliser les boutons poussoirs dont certains feux sont équipés.

2) Personne déficiente
Appuyez sur le bouton de votre télécommande. Ces télécommandes (modèle évason) peuvent être mise en appel automatique de détection, pour cela appuyez 5 secondes (validé par 3 bips sonores) pour le retrait de cette fonction appuyez 5 secondes (validé par un signal sonore continu)

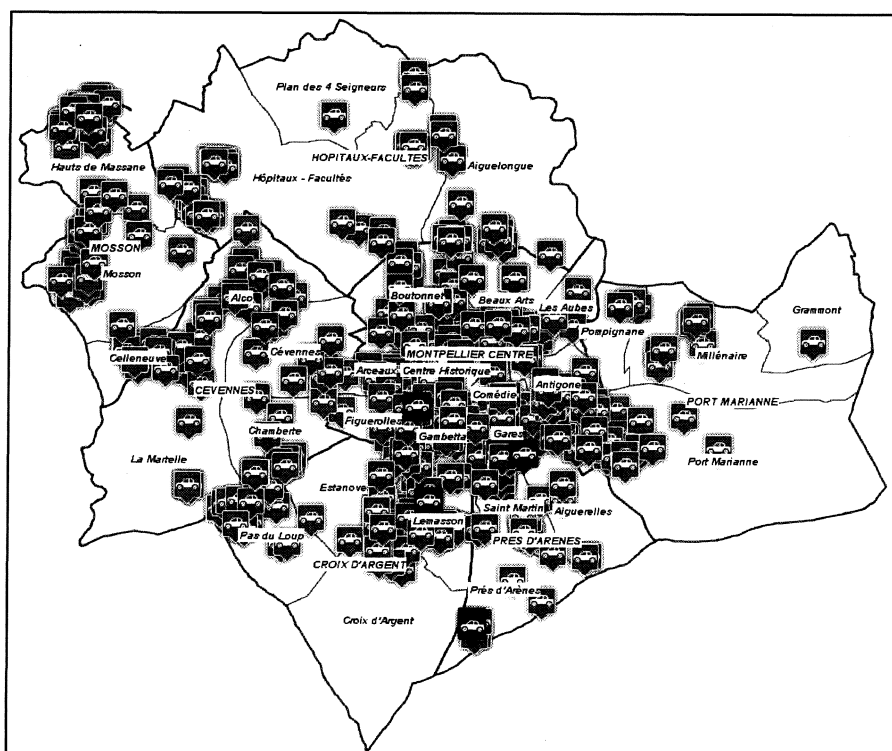


Feux sonores (source DGU)

En 2012, sur les 5 325 places de parking gérées par la Ville de Montpellier, 4 703 étaient destinées aux personnes valides et 622 sont réservées aux PMR. **50 places ont été créées, en 2013, ce qui porte le total des places PMR à 672.** La répartition de ces places se fait ainsi :

- 425 en longitudinal,
- 58 en épi,
- 189 en perpendiculaire.

Le stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite fait partie de la chaîne du déplacement. A ce titre, depuis 1996, lorsque c'est techniquement possible, la création de places PMR par la Ville se fait (avec justification) à la demande des personnes handicapées qui résident à proximité.



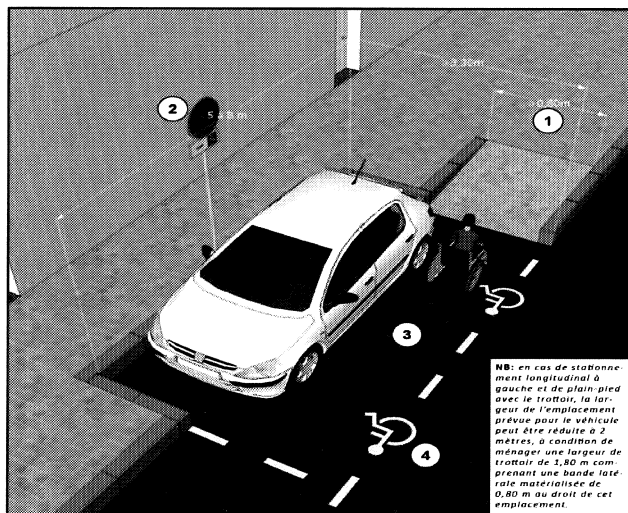
Répartition des places GIG-GIC en 2013 selon les normes (Cartographie accessibilité DSI-DGU)

Toutefois, sur les 672 places, seules 145 sont conformes réglementairement (en vert), soit 22%. Ces places de stationnement PMR sont actuellement non-conformes (rouge) du fait :

- d'une largeur, et parfois d'une longueur, insuffisante,
- de leur positionnement, notamment en lien avec l'accessibilité du trottoir proche.

Pour rappel, la création de places de stationnement spécifiques pour les personnes handicapées nécessite des caractéristiques techniques particulières, selon ces normes :

- la largeur totale doit être supérieure ou égale à 3,30 m, sa longueur dépend de la contrainte d'accès au trottoir,
- la place réservée doit impérativement être de plain-pied, en dehors de tout obstacle et de toute circulation automobile, pour permettre une bonne approche des véhicules par les personnes circulant en fauteuil roulant,
- une bande d'accès latérale d'au moins 0,80m de large est prévue à côté des places
- la bande d'accès latérale doit elle-même obéir aux prescriptions relatives aux pentes, ressauts, bateaux, etc.,
- les emplacements longitudinaux permettent au conducteur de sortir sans danger.



Photos 1 et 2 – création des places PMR aux normes (source DGU)

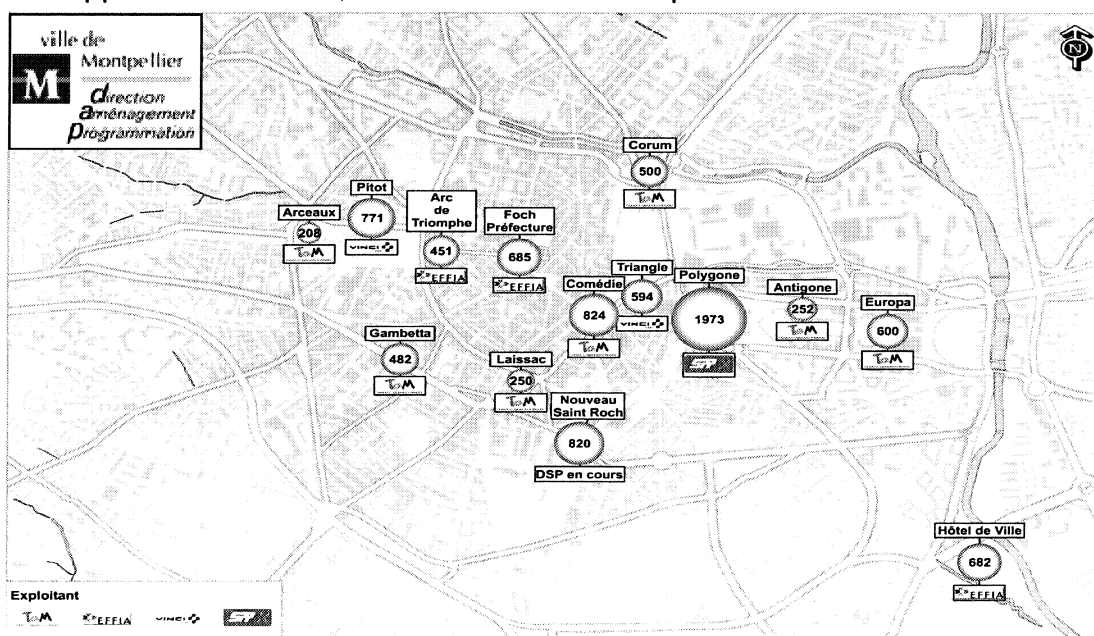
Sur les 672 places, 311 sont comprises dans des zones de stationnement réglementées :

- 141 en zone jaune (courte durée, inférieure à 2 heures),
- 95 en zone orange (moyenne durée, inférieure à 5 heures),
- 75 en zone verte (longue durée, journée de 9h)

Une politique tarifaire spécifique s'applique pour le stationnement d'une personne en situation de handicap comme le stipule l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DG U-P279 du 27/12/2013 dans son article 6 (cf. Annexe n°5) : « Des emplacements sont réservés aux personnes à mobilité réduite. Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur. Ils sont gratuits pour les véhicules pourvus (...) de la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées, attestant qu'ils sont affectés au transport d'une personne handicapée. Les véhicules de personnes à mobilité réduite doivent être impérativement stationnés sur les emplacements réservés pour bénéficier de la gratuité. En dehors de ces emplacements, il conviendra d'acquitter les droits de stationnement en respectant la zone concernée. Toute utilisation indue de ces titres est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur. »

Par ailleurs, onze parkings appartenant à la Ville sont gérés en Délégation de Service Public (DSP) par des sociétés privées ou d'économie mixte. L'accessibilité est variable :

- **Antigone (ex-Nombre d'Or)** : Il est en partie accessible. La mise en accessibilité totale est prévue dans le cadre du nouveau contrat de Délégation de Service Public (DSP) qui entrera en vigueur le 1^{er} février 2014.
Problématiques les plus importantes : interphonie non visuel, absence de signalétique.
- **Arc de Triomphe** : La mise en accessibilité de ce parking est prévu dans le cadre de la nouvelle DSP qui a démarré le 15 février 2013. Les travaux devraient commencer en avril 2014 et se terminer en septembre 2015.
Problématiques les plus importantes : Défaut des circulations verticales, interphonie non visuel, absence de boucle magnétique à l'accueil.
- **Europa** : Accessible aux personnes handicapées
- **Foch/Préfecture/Marché aux Fleurs** : La mise en accessibilité de ce parking est prévu dans le cadre de la nouvelle DSP qui a démarré le 15 février 2013. Les travaux devraient commencer en avril 2014 et se terminer en septembre 2015.
Problématiques les plus importantes : Défaut des circulations verticales, interphonie non visuel.
- **Gambetta** : la mise en accessibilité a été réalisée suite aux travaux pour la réalisation du Tramway.
- **Halles Laissac** : le monte-charge n'est pas accessible. Après destruction et construction des nouvelles Halles, le parking du « Nouveau Saint-Roch » situé à quelques centaines de mètres servira à accueillir les personnes qui avaient l'habitude de s'y garer.
Problématiques les plus importantes : Défaut des circulations verticales, places adaptées mal positionnées, signalétique.
- **Pitot** : Il n'est pas aux normes en termes de largeur des fauteuils, de boutons en braille et de voix électronique annonçant les niveaux.
Problématiques les plus importantes : Défaut des circulations verticales et de l'Accueil.
- **Arceaux** : en plein air, pas d'étage donc accessible par la rue et les côtés.
- **Comédie** : suite aux travaux de 2009, l'accessibilité est conforme.
- **Nouvel Hôtel de Ville** : il est accessible. A noter que des bornes d'appel à l'entrée du parking permettent d'entrer en contact avec le personnel du prestataire gérant le site pour demander des renseignements ou de l'aide pour être accompagné jusqu'à l'accueil de la mairie. Dix places aux dernières normes sont réservées GIG-GIC.
- **Polygone** : Parking accessible. Il est géré par un bail commercial. La moitié des places appartient à la Ville, le reste à une société privée.



Trois autres parkings privés ou gérés par une autre collectivité contribuent à augmenter le nombre de places de parking offertes aux personnes handicapées :

- **Corum** (Communauté d'Agglomération) : le parking est accessible.
- **Gare** : le parking est accessible en partie. Dans le cadre de la ZAC « Nouveau Saint Roch », un nouveau parking de 800 places totalement accessible est prévu. Les travaux ont démarré et il devrait être mis en service en février 2015 ;
- **Triangle** : parking accessible.

D'une manière générale, la Ville engage régulièrement des actions de mise en accessibilité lors des travaux de réaménagement des espaces publics ou en faveur des transports en commun, également lors de travaux de maintenance. Il s'agit toutefois à présent avec le P.A.V.E. **d'établir les propositions de travaux d'amélioration dans le cadre d'une programmation.** Une concertation a donc été engagée dans ce sens avec les associations représentant les personnes handicapées dans le cadre du Groupe de travail « Mobilité » de la CCA. A ce stade, quelques pistes ont émergé. Ainsi, afin de définir les priorités en termes d'intervention, il a été proposé de partir de la quotidienneté de l'usage, donc des secteurs régulièrement fréquentés par les personnes handicapées, et de traiter les « points noirs » en termes de sécurité (carrefour du Corum, Gare Saint-Roch, etc.).

Pour conclure, sur l'année 2013, un travail collaboratif a été engagé entre le bureau d'étude de la DGU et le Comité de Liaison afin d'élaborer des fiches types d'aménagement à intégrer dans le PAVE (cf. Annexe n°6). Elles contiennent un rappel de la législation et des recommandations sur le cheminement, les traversées de chaussée, les passages piétons, les feux de signalisation, les escaliers, le mobilier urbain, la signalétique, le stationnement, etc.

La DGU a aussi organisé des tests sur site avec les associations portant par exemple sur l'aménagement du parvis de la gare St-Roch ou la création d'une nouvelle bande de guidage. Elle adapte aussi la longueur des places de stationnement PMR de 7 à 8 mètres pour les nouveaux véhicules du GIHP (Ducatto et Jumper de 6,40 m de long).



Cheminement parvis nouvelle Gare St-Roch (source DGU)

2/ LES SERVICES DE TRANSPORTS COLLECTIFS ET L'INTERMODALITE

Le SDA (Schéma Directeur d'Accessibilité) du réseau de Transports en commun est une prérogative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM) qui a réalisé un audit exhaustif sur l'accessibilité des transports en commun. La Ville de Montpellier est maître d'œuvre de cette opération, pour le compte de la CAM.

Il est prévu qu'en 2015, la totalité des services de transport collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit accessible à l'ensemble des personnes en situation de handicap, de même qu'aux personnes à mobilité réduite (PMR). En effet, la loi du 11 février 2005 introduit l'obligation pour les autorités organisatrices de transports de rendre accessible leur réseau de transport sous un délai de 10 ans (articles 19 et 45).

Par ailleurs, les AOT doivent élaborer un Schéma Directeur d'Accessibilité de leurs services de transport fixant la programmation de la mise en accessibilité dans le respect du délai et définissant les modalités de l'accessibilité des différents types de transport. **Le SDA du réseau de transport collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvé par délibération le 26 novembre 2009.**

Le SDA de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit sur la période **2009-2015** et tient compte à la fois des diagnostics d'accessibilité du réseau de transport réalisés entre 2007 et 2009 et des priorités identifiées par les associations dans le cadre de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIA), mise en place en 2007. Le montant total des travaux est estimé à 25,4 millions d'euros :

- 16 millions d'euros pour le renouvellement du matériel roulant bus,
- 9,4 millions d'euros pour les aménagements et équipements du réseau.

Pour 2013, le montant total des actions de mise en accessibilité engagé par Montpellier Agglomération s'élève à **1,64 million d'euros**, dont 999 100 euros de travaux et d'études de voirie.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à la TaM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) le service public de transport urbain.

La CAM accompagne les programmes d'aménagement de la Ville de Montpellier (réfection de chaussées, sécurisation des abords des écoles) par la mise en accessibilité des arrêts.



Les 4 lignes de Tramway. Photo Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le réseau tramway de Montpellier Agglomération est composé de 4 lignes comptant 84 stations qui desservent les communes de Montpellier, Saint-Jean de Védas, Castelnau-le-Lez, Le Crès, Jacou, Juvignac, Lattes et Pérols. Les lignes de tramway sont certifiées NF-Service.

En termes de fréquentation, ce sont les lignes de tramway transportent le plus grand nombre de voyageurs : 130 000 voyages / jour sur la ligne 1, 51 000 voyages sur la ligne 2, 59 000 sur la ligne 3, 20 000 voyages sur la ligne 4.

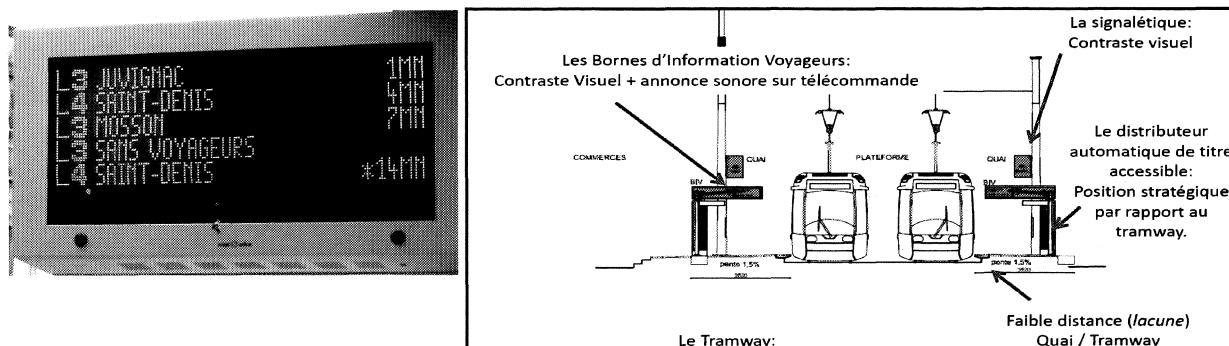
Le tramway, qui transporte 80% de la clientèle depuis le printemps 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, **est entièrement accessible**. En premier lieu, les rames sont visuellement différentes, ce qui permet un repérage facile par les personnes malvoyantes ou atteintes de troubles du comportement. Toutes les rames disposent d'un plancher bas. Les aménagements intérieurs prévoient un éclairage et des contrastes visuels, une glissade du revêtement de sol, des emplacements réservés UFR (Usager de Fauteuil Roulant), des barres de préhension et des mains courantes, des boutons d'ouverture de porte et des valideurs de titres de transport d'une hauteur inférieure à 1,30 mètre. Des informations sonores et visuelles annoncent les stations, la ligne et la direction, les ouvertures et fermetures des portes, un plan de la ligne et ses correspondances permettent de s'orienter. Des informations sont affichées sur des écrans TFT (Thin Film Transistor).

En ce qui concerne les **stations de tramway**, le diagnostic de l'accessibilité s'est attaché à considérer les aspects liés à l'usage en plus des aspects purement réglementaires qui ont évolué depuis la réalisation des stations. En effet, le tramway étant le mode de transport plébiscité par les associations et les personnes en situation d'handicap, son niveau réel d'usage est important. En termes d'aménagement, les quais disposent de bandes d'éveil et de vigilance (BEV), de barrières de protection, le mobilier est positionné de manière à limiter les obstacles...



Cheminement arrêt St-Martin Ligne 3 (source DCS)

De nombreux équipements sont présents en station, comme les distributeurs automatique de titres de transport (DAT), les 280 bornes d'information voyageurs (BIV) qui présentent une information dynamique (temps d'attente, destination, perturbations sur le réseau), information visuelle sur le réseau (plan du quartier, plan du réseau de transport, horaires, tarifs), information sonore pour les situations perturbées. D'autres mobiliers urbains permettent d'assurer le confort : abris voyageurs (70% des arrêts en ville en sont équipés), bancs, appuis ischiatiques, éclairage).



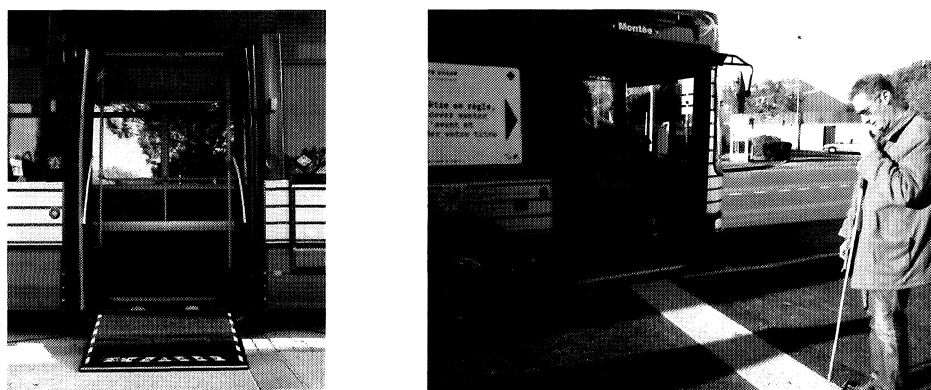
Bornes d'Information voyageur et plan schématique des quais (source CAM)

En 2010, des annonces sonores extérieures aux stations de correspondance du réseau ont été installées : Place de l'Europe, Corum, Gare Saint-Roch et Rives du Lez. L'information relayée concerne le numéro de ligne à l'arrivée d'une rame et la destination. Les nouvelles stations d'échange de la ligne 3 sont toutes équipées de dispositifs d'annonces sonores.

Depuis la rentrée 2013, **le réseau bus** de Montpellier Agglomération est composé de 13 lignes de bus qui desservent Montpellier intra-muros (514 points d'arrêt) et 20 lignes qui desservent toutes les communes de l'Agglomération (587 points d'arrêt environ). Pour information, le réseau TC (Transport en Commun) de Montpellier Agglomération est complété par Hérault Transport qui dessert essentiellement les communes périphériques de la Communauté d'Agglomération.

Compte tenu de son importance dans le chiffrage (8 millions d'euros), le phasage des travaux de mise en accessibilité du réseau de bus a été conçu en procédant par ligne et en fonction des critères suivants : besoins exprimés par les personnes handicapées, localisation des pôles générateurs de déplacements (santé, administrations, enseignement, culture, sports, activités économiques), fréquentation du réseau et des pratiques des usagers (intermodalité), prise en compte des évolutions du réseau bus à court – moyen terme liées à la restructuration du réseau et à ses adaptations.

Montpellier Agglomération a établi une programmation pluriannuelle de renouvellement du **matériel roulant** ainsi qu'un programme de rénovation des véhicules sur le réseau urbain **qui est 100 % accessible depuis 2012** (114 véhicules en exploitation commerciale), avec un plancher bas avec palette rétractable. En fonction du dévers ou de la pente de la voie, les véhicules peuvent s'agenouiller pour améliorer l'accessibilité.



Accessibilité des bus (sources CAM et DGU)

Pour la période 2009-2015, le programme de renouvellement des bus se poursuit pour un montant global de 16 millions d'euros. Dans ce cadre, 2 bus CITELIS GNV (Gaz Naturel pour Véhicule), accessibles aux PMR, ont été acquis en 2013 pour un montant de **650 000 euros**.

L'ensemble du parc est équipé d'un bandeau qui permet de faire défiler une information visuelle (numéro de ligne, destination, prochain arrêt). Dans les bus, les bandeaux seront remplacés progressivement par des écrans TFT à l'instar des véhicules les plus récents (CITELIS) qui permet d'afficher des informations spécifiques (ligne, sens, déroulé de la ligne, information clientèle, ...). Le système fonctionne par liaison GPS, en lien avec le système d'aide à l'exploitation (SAE). Depuis 2011, le dispositif est complété par une information sonore.

L'accessibilité des arrêts bus a été évaluée en intégrant à la fois les aspects réglementaires et l'usage suivant une méthode d'évaluation élaborée conjointement avec le Centre de recherche pour l'intégration des différences dans les espaces de vie (CRIDEV). Chaque arrêt bus a ainsi fait l'objet d'une notation par rapport à son niveau de convenance en motricité (handicap moteur) et en « *Perception, Psyché, Prévenance* » (3P pour la prise en compte des autres handicaps). En conséquence par l'intermédiaire du Comité de Liaison et de Coordination des personnes Handicapées et Malades Chroniques, il a été convenu d'identifier les niveaux d'accessibilité des arrêts.

Ainsi, fin 2013, le réseau complet comptait **1 211** arrêts bus (**514** sur le réseau urbain, **587** sur le réseau suburbain et **110** arrêts Hérault Transport).

Sur le **réseau urbain** TaM, 50 arrêts (10%) sont totalement inaccessibles et beaucoup sont non aménageables à leur emplacement actuel compte tenu de la présence d'obstacles non déplaçables, d'un manque de place ou encore d'une configuration topographique ou environnementale trop contraignante (pente, courbe, tissu urbain, ...). Il s'agit dans ces cas-là d'impossibilités techniques avérées (ITA) qui nécessitent soit le déplacement de l'arrêt, soit la mise en place de services de substitution.

20% des arrêts sont inaccessibles pour l'un des deux critères (motricité ou 3P). Ainsi, au total, **70%** des arrêts sont accessibles pour les deux critères et 75% si on prend que le seul critère de la motricité.



Aménagement arrêt de bus (source DGU)

Dans le cadre du SDA (Schéma Directeur d'Accessibilité), la CAM a acté une mise en accessibilité progressive de l'ensemble des lignes de bus :

- Poursuite des études de mise en accessibilité des lignes 11 (Les Bouisses – Gare Saint Roch), 16 (Tournezy – Gare Saint-Roch).
- Fin des études de mise en accessibilité de la ligne La Ronde (Place de France – Saint-Cléophas) de l'arrêt « Belvédère » à l'arrêt « Tonnelles »
- Réalisation des études de mise en accessibilité des lignes 18 (Sabines – Lattes Centre), 22 (Saint-Eloi – Jacou) ainsi que 4 arrêts de la ligne 12 (Catalpas – Gare Saint-Roch)
- Lancement des études de mise en accessibilité des lignes 6 (Pas du Loup – Euromédecine), 34 (Mosson – Cournonsec) et 38 (Rondelet – Cournonsec).
- Fin de la réalisation des travaux de mise en accessibilité de la ligne 19 (Hôtel du Département – Pierre de Coubertin), de la ligne 11 hors périmètre « Grand Cœur » et de la ligne 16 hors périmètre « Grand Cœur »
- Réalisation des travaux de mise en accessibilité des lignes La Ronde (Place de France – Saint-Cléophas) entre l'arrêt « Belvédère » et l'arrêt « Tourterelles » soit 16 arrêts, et de la ligne 18,
- **Les 72 arrêts de la ligne 7 (Hauts de Massane-La Martelle-Celleneuve) sont complètement accessibles.**

Depuis septembre 2013, les pôles d'échanges du réseau de transports en commun de Montpellier Agglomération **sont au nombre de 23** : Gare Saint-Roch, Place de l'Europe, Mosson, Euromédecine, Occitanie, Saint-Eloi, Place de France, Odysseum, Jacou, Georges Pompidou, Via Domitia, Notre-Dame de Sablassou, Charles de Gaulle, Sabines, Saint-Jean le Sec, Saint-Jean de Védas Centre, Juvignac, Lattes-Centre, Boirargues, Parc Expo, Pérols Centre, Pérols Étang de l'Or et Garcia Lorca.

Pour chaque pôle, les points suivants ont été analysés : accessibilité des arrêts bus et stations tramway, accessibilité des places de stationnement réservées GIG – GIC, ainsi que la qualité de l'information mise à disposition des usagers et la possibilité pour les usagers de s'orienter et de se repérer dans les pôles d'échanges afin de réaliser leurs correspondances dans de bonnes conditions. En termes de programmation, s'agissant de lieux stratégiques du réseau de transports en commun de Montpellier Agglomération où s'expriment l'intermodalité mais aussi le report modal de la voiture particulière vers le réseau de transport, la mise en accessibilité des pôles d'échanges est prévue sur 4 ans à partir de 2011.

Les espaces de mobilité TaM ont fait l'objet d'une analyse détaillée en termes d'accessibilité s'agissant d'un espace à vocation commerciale et informative qu'il est important de rendre accessible à tous.

Au regard de la réglementation, des normes et de l'usage, les travaux ont porté sur les éléments suivants :

- **cheminement** sur la voirie publique depuis le point d'arrêt du réseau le plus proche (bus et tramway), le franchissement de la porte d'accès et l'intérieur de l'ERP, son organisation et l'accessibilité des services proposés.
- **les thématiques** d'accessibilité physique des lieux (pentes, dévers, largeur de cheminement et des accès, hauteur du guichet, etc.), l'orientation (signalétique, éléments de guidage, information multi-sensorielle, etc.), information fournie aux usagers et pénibilité de la démarche.

Situés en face de la Gare Saint-Roch et « vitrine » du réseau de par leur position hyper centrale, un nouvel espace de mobilité a été ouvert au public en juillet 2013. Il intègre des évolutions des supports d'information et de communication en proposant un accueil personnalisé ouvert sur les différentes offres de transport proposées, de multiples services numériques (gestionnaire de file d'attente, bornes informatiques, prise de rendez-vous par Internet, plans numérisés...) et dématérialisés sur le site Internet.

A la demande du Comité de Liaison, la création d'un **plan en braille** mené par TaM est en projet

Enfin, comme le prévoyait la loi, la CAM a mis en place un service de **transport de substitution** par le biais d'un partenariat avec le **GIHP** (Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques) **qui vient d'être renouvelé pour 3 ans**. Le service est ouvert de 7h à 1h du lundi au dimanche. Il s'agit d'un service porte à porte. Il s'adresse aux membres de l'association ayant un handicap ne leur permettant pas d'utiliser les transports en commun traditionnels. L'accès aux services est déterminé sur dossier, en fonction des conditions du handicap. Il est réservé en priorité aux utilisateurs en fauteuil roulant (UFR), aux personnes non voyantes et aux personnes ayant un handicap temporaire de mobilité empêchant l'utilisation du réseau TaM. La CAM a fixé les tarifs d'utilisation du service : 2,50 euros par voyage en semaine, 3,90 euros le soir, le week-end et les jours fériés. Pour utiliser le service, les usagers doivent réserver à l'avance. Pour assurer le service sur le périmètre montpelliérain, la GIHP dispose de **44** véhicules de gabarits différents afin de pouvoir s'adapter à la demande.



Véhicule du GIHP sur une place GIG-GIC adaptée (source DGU)

3/ CADRE BATI – ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

La loi du 11 février 2005 ainsi que l'article R111-19-9 du code de la construction et de l'habitation imposent aux exploitants d'un Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1^{ère} à 4^{ème} catégories de réaliser un diagnostic d'accessibilité. Ce diagnostic vise :

- d'une part à analyser l'établissement au regard de ses obligations de mise en accessibilité,
- et d'autre part à établir, à titre informatif, une estimation du coût des travaux nécessaires pour respecter ces obligations.

Ces diagnostics devaient être réalisés avant :

- le 1^{er} janvier 2010 pour les ERP de 1^{ère} et 2^{ème} catégories,
- le 1^{er} janvier 2011 pour les ERP de 3^{ème} et 4^{ème} catégories.

En ce qui concerne la commune de Montpellier, **les diagnostics des 240 ERP (dont 120 écoles et des ERP de 5^{ème} catégorie) ont été réalisés conformément à la loi.** Ils ont été réalisés entre mars 2009 et février 2011 par 2 bureaux d'études : Qualiconsult et A2CH. Ils ont permis de mieux connaître l'état d'accessibilité de l'ensemble des ERP communaux (écoles, crèches, bâtiments culturels, infrastructures sportives, locaux administratifs...) et le coût de leur mise en conformité. L'ensemble de ces diagnostics a coûté 112 000 euros.

A la lecture des documents, plusieurs difficultés ont émergé. Tout d'abord, **le caractère mal exploitable des diagnostics** qui comptent un nombre trop important de données et qui définissent un critère de niveau d'accessibilité peu opérationnel.

Il a fallu trouver une méthode d'analyse face à cette très grande masse d'informations. Les critères proposés (complexité/coût, usage, localisation) ont été enregistrés dans la base de données Patrimoine de la collectivité et une première cartographie à l'échelle de la ville a été réalisée. Un espace collaboratif interne à la collectivité a également été créé pour permettre la mise en commun des données par l'ensemble des services concernés.

Une analyse par croisement des données a été proposée. Ainsi, l'analyse du croisement de la complexité et du montant des travaux a permis de faire apparaître que les bâtiments dont la mise en conformité est simple et faiblement coûteuse représentent 20% du parc tandis que les cas complexes et coûteux constituent à peine 6% du parc en nombre de bâtiments.

Les diagnostics ont estimé le coût de la mise en accessibilité totale des ERP communaux au minimum à 25 millions d'euros HT. Aujourd'hui, cette somme doit être ajustée en raison de l'augmentation des coûts de la construction, du coût des études et des aléas, **soit une actualisation à hauteur de 40 millions d'euros TTC.**

Au vu du nombre de bâtiments concernés et du volume financier, il est apparu nécessaire à la Ville de procéder à une priorisation de ses interventions. Ce sujet a été débattu dans le cadre du groupe de travail « *Cadre bâti* » de la CCA. Il a été décidé avec les associations représentant les personnes handicapées de retenir, comme pour le PAVE, la fréquence de l'usage comme principal critère et donc de **traiter en premier lieu la mise en accessibilité des Mairies de Proximité et des Maisons pour Tous** (coût estimé entre 2,5 et 5 millions d'euros).

Dans cette optique, la visite de la Maison Pour Tous François VILLON a été réalisée le mercredi 13 mars 2013. Les membres de la CCA présents ont cheminé au sein de cette MPT et ont analysé différents points :

- stationnement et cheminement extérieur pour accéder à la MPT,
- disposition des entrées principale et secondaire,
- aménagements des banques du hall d'accueil,
- ouverture et revêtement des portes vitrées extérieures et intérieures,
- conformité de l'escalier et de l'ascenseur,
- sécurité incendie et oculus des portes,
- signalétique des salles et des infrastructures,
- préhensibilité des poignées de portes,
- disposition des accessoires dans les toilettes.



Entrée principale de la Maison Pour Tous



Visite des salles, escalier, ascenseur et toilettes



Aménagements des banques et signalétique du hall d'accueil de la MPT et de la Mairie de proximité



Il a été constaté sur site que beaucoup d'observations relatives aux non conformités étaient similaires à celles mises en avant par le diagnostic réalisé sur l'accessibilité du bâtiment.

Suite à cette visite, la mise en conformité de la MPT a été programmée et réalisée sur la fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014, pour un coût de 80 000 euros.

Une autre réunion du Groupe de Travail a eu lieu le mardi 4 juin 2013, sur le site de la Maison Pour Tous ESCOUTAIRE.



Entrée Maison Pour Tous Escoutaire et crèche T. SENTIS



Réflexions sur le Parking et l'accès à la MPT



Essai pour la dénivellation et la longueur des pentes



Accessibilité depuis la MPT jusqu'à l'arrêt du Tramway

Les membres de la CCA présents ont cheminé au sein de cette MPT et ont noté les points négatifs et positifs par secteur. Là aussi, la plupart des observations relatives aux non conformités étaient similaires à celles mises en avant par le diagnostic réalisé sur l'accessibilité du bâtiment. La mise en accessibilité du bâtiment s'élèverait à environ 250 000 euros (études et travaux). Le calendrier prévisionnel envisagerait la finalisation des études à la fin de l'année 2014 pour un début des travaux au premier semestre 2015.

L'expérience de chaque usager apporte des compléments d'information quant aux difficultés d'usage. Aussi, avant d'engager les travaux, le Groupe de Travail a validé la systématisation des visites de site. D'autres visites seront programmées sur 2014.

Il est important de rappeler que la Ville de Montpellier possède d'ores et déjà **un certain nombre de bâtiments conformes** comme :

- l'école maternelle de Gaulle-Anthonioz (Rives du Lez) - 2004,
- l'école élémentaire Jaurès (Rives du Lez) - 2005,
- l'école Rabelais (Malbosc) - 2006,
- l'école primaire Michel de l'Hospital (Millénaire) - 2007,
- l'école primaire Olympe de Gouges (Ovalie) - 2009-2011,
- l'école Mitterrand (Malbosc) - 2012,
- l'école primaire Chengdu (Port Marianne) - 2013,
- l'école primaire Beethoven (Croix d'Argent/Sabines) - 2013/2014 (2^e tranche),

- la Maison Pour Tous Rosa Lee Parks (Malbosc) - 2009,
- le cinéma Nestor Burma (Celleneuve) - 2011,
- le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier (Prés d'Arènes) - 2011,
- la crèche Adélaïde Cambon (Prés d'Arènes) - 2012,
- la crèche Joséphine Baker (Ovalie) - 2012,
- **la Panacée, Centre de Culture Contemporaine** a ouvert ses portes le 22 juin 2013 et a été visité le 3 juillet par les membres du Groupe de travail « *Cadre Bâti* ». Situé en plein cœur de la cité dans l'ancien collège royal de médecine, la Panacée est à la fois un lieu de production, d'expérimentation et d'exposition, elle accompagne et fait connaître les artistes contemporains dans la diversité de leurs pratiques. Elle est le seul équipement culturel en France à accueillir une résidence universitaire dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et le Crous de Montpellier. Ce centre d'art dispose d'une large diversité d'espaces comme un restaurant, un patio, un auditorium, qui sont totalement ouverts afin de favoriser des échanges entre les artistes, les étudiants hébergés à la résidence universitaire, et tous les publics dont les personnes en situation de handicap afin que à l'offre culturelle leur soit la plus accessible possible.



Plan incliné entrée Panacée



Hall d'accueil : signalétique et balise sonore



Auditorium : places PMR, boucle magnétique, luminosité adaptée



Accès à la cour intérieure et aux salles de collections

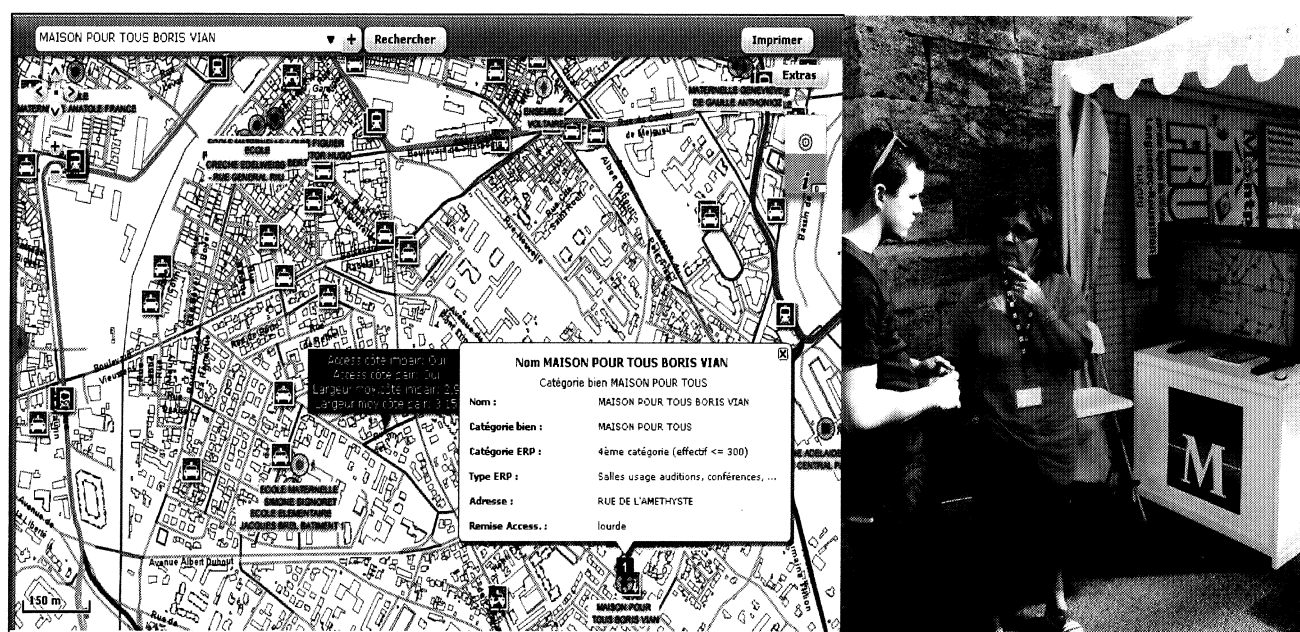
L'ouverture récente de bâtiments culturels appartenant à la Ville de Montpellier a permis de prendre en compte les dernières obligations en matière d'accessibilité dont les salles de spectacle du Rockstore et de Rabelais réaménagées en 2013.

Enfin, à l'initiative de la Direction Architecture et Immobilier, une **Cartographie numérique sur l'accessibilité** a été développée par la Direction des Systèmes d'Information. Cette application est issue de cartes et bases de données des différentes Directions et Services de la Ville traitant de l'accessibilité.

Elle permet aussi de prendre en compte les données d'autres gestionnaires d'établissements recevant du public. Elle offre de nombreuses possibilités avec des « filtres » (symbologie) qui permettent de faire apparaître de manière dynamique les informations souhaitées, comme par exemple : la dénomination et la qualification des lieux, l'accessibilité par bâtiment géré par la Ville (Mairies de proximité, Maisons Pour Tous, etc.), la capacité d'accueil, l'état de la voirie, la localisation des feux sonores, les lignes et arrêts de Tramway et de bus, les places de parking GIG-GIC aux dernières normes (en vert) ou non (en rouge), etc.

Les associations de personnes en situation de handicap ont la possibilité de faire des retours sur des expertises d'usage via le Comité de Liaison.

Cette cartographie a été présentée au public par la DSI lors de la manifestation « *Handi'Com* », le 2 octobre 2013. Elle est interactive et consultable par le citoyen sur le site de la Ville en temps réel (<http://www.montpellier.fr/4098-cartographie-de-l-accessibilite-de-montpellier.htm>).



4/ CADRE BATI – LOGEMENTS

La loi du 11 février 2005 dispose que les commissions communales pour l'accessibilité **organisent un système de recensement de l'offre de logements accessibles.**

Il s'agit d'un besoin important exprimé de la part des personnes handicapées. A titre d'exemple, un tiers des demandes d'intervention recensées au CCAS concernent la question du logement.

Pour l'instant, aucune démarche concrète n'a été engagée dans ce domaine. Ce sera l'un des chantiers principaux qui devra être mené en 2014. Il devra réunir les bailleurs sociaux, les Fédérations des Agences Immobilières et les autres partenaires institutionnels, en particulier la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui dispose de la compétence Habitat-Logement.

Des actions à destination des personnes handicapées ont été engagées dans le cadre du Plan Local de l'Habitat.

Compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, son but est d'élaborer une politique du logement harmonieuse et équilibrée, de répondre aux besoins des habitants et de favoriser la mixité sociale en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de logements entre les communes et les quartiers.

Le PLH a été établi pour une durée de 6 ans et intégré au Schéma de COhérence Territoriale (SCOT). Fruit d'un travail partenarial conduit en liaison étroite avec chacune des 31 communes et avec les acteurs et professionnels de l'habitat, le PLH a été adopté par le Conseil d'Agglomération du 16 mai 2007.

L'Agglomération de Montpellier concentre 48 % des places du département de l'Hérault en établissements spécialisés pour personnes handicapées, et de par son équipement hospitalier, elle reste le secteur privilégié pour l'installation de nouveaux équipements.

Dans le cadre du PLH 2007-2012, il avait été identifié comme besoins prioritaires la création de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de Font-Colombe, de quarante places, destinée aux personnes lourdement handicapées et dépendantes. Cet établissement géré par l'ADAGES (Association de Développement d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés), est situé au 509 rue du Château Bon, à l'entrée du Parc Font-Colombe. Il est destiné à accueillir des adultes atteints d'autisme et/ou souffrant de Troubles Envahissants du Développement (TED). Les travaux ont été engagés début 2012 pour une mise en service début juillet 2013. L'Agglomération a garanti les emprunts de cette opération.

Par ailleurs, le PLH a soutenu la mise en œuvre **de deux opérations dans le cadre du droit commun qui ont intégré des logements pour des personnes handicapées.** L'une se trouve à Castelnau-le-Lez et l'autre sur Montpellier. Il s'agit de l'opération « Bernard de Ventadour », Route de Ganges, porté par ACM qui a permis la construction de 34 logements, dont 10 adaptés au handicap lourd.

Enfin, depuis 2006, **quatre foyers occupationnels pour personnes handicapées ont été agréés.** Il s'agit d'extension et/ou de création. Deux sont situés à Grabels (« Les Ecureuils ») et Villeneuve-lès-Maguelone « Les Compagnons de Maguelone ». Les deux

autres sont localisés à Montpellier : « *l'Archipel de Massane* » (36 chambres) avec une extension en 2010 d'une nouvelle unité de 11 logements, gérés par l'ADAGES et situé rue de Saint-Priest ; et le Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) « *Le Guilhem* » situé sur l'avenue du Père Soulas, avec 42 logements gérés par l'ALPAIM (Association Languedocienne Pour l'Aide aux Insuffisants Mentaux). Même si ce projet ne peut bénéficier d'un agrément de la CAM, il est à noter également la réhabilitation du FAM « *Les quatre seigneurs* » de 60 places géré par l'ADAGES, situé sur l'avenue du Pic Saint-Loup.

Le nouveau PLH qui s'étend de 2013 à 2018, prévoit la production de 5 000 logements par an, soit 30 000 logements sur la durée du programme sur toute l'agglomération.

A Montpellier, il est prévu la production de **2 500** logements par an, soit **15 000** logements à produire sur la période 2013-2018.

Le PLH fixe un objectif minimum de 25% de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion au sein de la production neuve. Cet objectif s'applique pour chacune des 31 communes. A l'échelle de l'Agglomération, cela équivaut à 1500 logements locatifs sociaux. Sur Montpellier, l'objectif est de produire 4 500 logements locatifs sociaux sur la période 2013-2018, soit 750 logements en moyenne par an.

5/ AUTRES THEMATIQUES ET ACTIONS PORTEES PAR LA VILLE

La Ville de Montpellier est attentive à l'intégration des personnes handicapées dans la cité. C'est la raison pour laquelle elle a développé différentes opérations dans le domaine de l'accueil, de l'emploi et de l'accès aux services et offres de la vie quotidienne et sociale.

5.1) Développement d'actions visant à faciliter l'accueil du public en situation de handicap :

- **Accessibilité du nouvel Hôtel de Ville** qui a été travaillée avec des représentants du Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques :
 - **parvis** : 2 bandes de guidage le traversent afin de permettre aux non-voyants et malvoyants d'arriver jusqu'au sas d'entrée.



- **Sas d'entrée** : une balise audio spécifique située à l'entrée de l'Hôtel de Ville, permet aux personnes équipées d'une télécommande universelle, (fournie par le CCAS et qui actionne aussi les feux sonores) de se signaler auprès d'un agent placé derrière la banque d'accueil. Ainsi alerté, un personnel se rend à la rencontre de l'usager et le guide dans ses démarches administratives.



- **banques d'accueil** : des tailles différentes permettent de recevoir le public valide ou PMR.
- **guichets individuels** : des Services Population, Etat Civil et Vie Quotidienne ont une ergonomie suffisante pour l'accessibilité des PMR et plus largement pour la confidentialité des informations échangées avec le public. Un chiffre et un signal sonore permettent d'orienter le public. Pour éviter de stigmatiser les personnes handicapées, les agents ont été formés et sensibilisés à l'accueil du public en situation de handicap.



- **Six ascenseurs** : pour les aveugles et malvoyants, les boutons des étages sont en relief et en braille. Une voix féminine numérisée annonce les étages.
 - **Salles de réunion** : plusieurs salles sont équipées de micros et de boucles magnétiques permettant aux personnes malentendantes d'assister à des réunions.
- **Mise en accessibilité des 131 bureaux de vote de la Ville** : ils sont accessibles pour les personnes en fauteuil roulant et les PMR grâce à la réalisation de plans inclinés par les services techniques municipaux. Des isolements pour les personnes handicapées sont également installés dans tous les bureaux de vote.
- Dans le cadre du référentiel Qualiville, **formation de près de 150 agents des services de la Ville en lien avec le public** (Accueil, Etat Civil, Mairies de proximité, Cimetières, Police Municipale, Fourrière, Accueil social du Service Enfance, etc.) à **une sensibilisation à l'accueil d'un usager en situation de handicap et une initiation à la langue des signes**. Réparties en 12 sessions de 3 jours du 2 septembre 2013 au 21 janvier 2014, les stagiaires ont été formés sur les obligations réglementaires de la loi de 2005, sur les différentes typologies de handicap (moteur, mental, psychique, visuel et auditif) et à l'accueil des PMR (cf. Annexe n°7). Des mises en situation et une initiation en LSF dispensée par des formatrices expérimentées ont parachevées cette formation organisée par la Direction des Ressources Humaines, la Direction des Relations aux Publics et le CNFPT. Cette formation d'un coût de 21 600 euros pourrait être élargie à d'autres personnels de la Ville.
- **Formation volontaire et individuelle** (via les offres de formation du CNFPT) des **auxiliaires de puériculture dans les crèches à l'accueil du jeune enfant handicapé** (9 mois – 3 ans).

- **Soutien financier (5 000 euros) et logistique accordé à l'association « Les enfants d'Hélène »** (quartier du Petit-Bard). Ce Centre de loisirs créée en 2008 et ouvert début 2009, accueille 31 enfants (16 valides et 15 en situation de handicap) les mercredis et lors des vacances scolaires (8h30-18h) sur le Groupe Scolaire Armstrong-Bon (Quartier Cévennes-Petit Bard). Les enfants en situation de handicap souffrent d'autisme, de Troubles du comportement ou sont atteints d'IMC (infirmité motrice cérébrale légère). Les 6 animateurs ont des diplômes APA (Activités Physiques Adaptées) et le BAFD. La spécificité du Centre de Loisirs est de mixer les enfants par groupe (un groupe de 5 enfants dont 2 enfants en situation de handicap avec 3 enfants valides sous la responsabilité d'un animateur).
- **Aide au fonctionnement de la crèche associative « La Coccinelle » (quartier des Cévennes) pour un montant de 135 000 euros.** Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la ville verse à l'association une prestation de service (1,70 euro par heure facturée) qui est identique aux autres crèches associatives subventionnées dans le cadre du CEJ. La spécificité de cette crèche est d'accueillir des enfants malentendants. Le personnel est formé à la langue des signes et des encadrants malentendants ont été recrutés pour mieux les accueillir.
- **Formation des ATSEM à la prise en charge des enfants handicapés (3-6 ans) dans les écoles maternelles de la Ville.** Les 408 ATSEM de la Ville (338 postes fixes et 70 remplaçantes) sont toutes parties en formation (plan de formation sur 3 ans).
- Près de 20 000 enfants sont scolarisés dans les écoles de la Ville de Montpellier. Parmi eux, 616 sont en situation de handicap et sont scolarisés dans le milieu dit « ordinaire ». **La collectivité met à disposition 15 ATSEM dans les CLIS (Classes d'Inclusion Scolaire) qui accueillent en élémentaire près de 180 d'entre eux.**
- **Sensibilisation des 450 animateurs de la Ville dans le cadre de leur formation (BAFA, BAFD, BPJEPS) à l'accueil des enfants en situation de handicap sur les temps périscolaires et extrascolaires.**



- Pour favoriser l'accueil des enfants (crèche, écoles, Restauration Scolaire) souffrant d'un handicap ou d'une maladie, **mise en place de Projets d'Accueil Individualisé médical.** Le PAI a pour objectif de définir la prise en charge dans le cadre scolaire et périscolaire de l'élève au regard de ses spécificités et d'assurer la communication avec la communauté éducative de l'établissement.

- Depuis octobre 2013, la Direction de la Cohésion Sociale a été dotée d'un **poste à temps plein de Chef de Projet « Handicap et Accessibilité »** dont le rôle est d'animer et de coordonner la politique de la Ville dans le domaine du handicap et de l'accessibilité.
- Subventionnement (4 300 euros) depuis plusieurs années de l'association « **Halte Pouce** ». Cette structure fonctionne sous la forme d'un réseau d'écoute, d'aide et d'accompagnement à la parentalité dédié aux handicaps. Ainsi en 2013, près de 240 familles ont fait appel à la structure pour de l'appui technique de montages de dossiers auprès de la MDPH, pour la rédaction de courriers à caractère juridique ou administratif et comme médiateur auprès de structures scolaires ou hospitalières. Parallèlement, dans les locaux de l'APF (Association des Paralysés de France), l'association a développé un Service d'Aide à la Personne (S.A.P) qui par leur intermédiaire permet aux familles de recruter un répétiteur (aide à la scolarité), une aide humaine pour de la garde d'enfants ou des soins à domiciles, etc.
- La Direction du Protocole de la Ville de Montpellier a fait l'acquisition pour 9 000 euros d'une **plateforme élévatrice portable** afin que les personnes en situation de handicap puissent accéder au podium lors de cérémonies extérieures ou pour d'autres événements. La LIFTBOY 100 S a une capacité de charge de 225 kg et peut être installée très facilement par les agents en charge des manifestations.



5.2) Développement d'actions visant à faciliter l'emploi des personnes handicapées :

- **Aménagement du temps de travail** pour les personnels handicapés qui préparent un concours.
- **Achat par la collectivité pour les personnels sourds d'ordinateurs et de tablettes informatiques adaptés ainsi qu'un visiophone OPLINK** (marque WEBSourd) qui permet à un interprète en langue des signes française de traduire en direct les informations ou les conversations souhaitées.
- **Partenariat avec le SAMETH** (Service d'Appui pour le Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés) de Montpellier qui agit pour le maintien en emploi des personnes reconnues travailleurs handicapés.
- **Recours à l'article 15 du Code des Marchés Publics** pour réserver des lots à des entreprises employant des personnes handicapées. Par exemple, sur la Ville de

Montpellier, un lot est réservé à une entreprise employant des personnes handicapées dans le cadre du recyclage des cartouches d'encre, imprimantes, télécopieurs, photocopieurs (5m³ au total) ainsi que du recyclage et remplacement des outillages électroportatif. D'autres petits lots concernent des ESAT pour l'achat de mobilier de collectivité (8 400 euros) ou des Ateliers Protégés pour l'achat de petites fournitures de bureau. 43 000 euros ont été engagés dans ce cadre, soit l'équivalent de 10 000 heures de travail.

- Pour la première fois, en 2012, **soutien au forum « HANDI'JOB »** organisé par Cap-Emploi, l'AFPA et Manpower qui s'était tenu le 13 novembre, au stade Yves du Manoir. Ce forum, qui existe depuis 2010, a pour objectif de promouvoir l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. La Ville a amplifié son soutien en acceptant que l'édition du 21 novembre 2013 se tienne à l'Hôtel de Ville de Montpellier pendant la semaine nationale pour l'emploi des personnes handicapées (SEPH). Une aide logistique, matérielle et une subvention de 2 500 € a été accordée à cette manifestation qui a offert 200 offres d'emploi aux 1 700 visiteurs.



- La Ville de Montpellier a confié en 2013 l'entretien de ses **12 hectares de vignes, situées sur l'Agriparc du Mas Nouguier, à l'ESAT (Etablissement et Service d'aide par le Travail) « Les Compagnons de Maguelone »**. Entretien des sols, épamprage, ébourgeonnage, sarclage, taille, ramassage des sarments, écimage, etc. sont réalisés par des travailleurs en situation de handicap exerçant le métier de viticulteur. Par ce partenariat, la Ville de Montpellier favorise l'emploi local et participe à l'insertion professionnelle de 84 adultes en situation de handicap. Ainsi 15 000 bouteilles de la cuvée « M » sont produites annuellement : deux vins rouges (Syrah, grenache et Mourvèdre), un vin blanc (Vionnier), un vin rosé (Grenache).



- Sur l'année 2013, la Direction Culture et Patrimoine de la Ville de Montpellier a **soutenu financièrement** (5 000 euros) l'**ESAT la « Bulle Bleue »**. Cette structure développe un projet innovant et atypique qui réunit 13 comédiens, 8 régisseurs, 3 personnes chargées de l'accueil autour d'activités artistiques, culturelles, théâtrales et de formation aux métiers du spectacle sur un site exceptionnel, l'ancien chai du Mas de Prunet. Parmi, les 1 600 ESAT recensés, il est le seul de ce type dans le Grand sud. Parallèlement, l'ESAT a développé d'autres services, dont un volet restauration avec sa « Brigade Bulle Bleue » de 13 cuisiniers et « Jardin et création » avec 6 paysagistes. La Ville avait par ailleurs en 2012 **accordé sa garantie pour le remboursement d'un prêt** de 262 000 euros à hauteur de 25%.
- **La Ville de Montpellier a entamé une procédure de conventionnement avec le FIPHFP** (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique). Ce fonds, alimenté par les contributions des collectivités qui ne respectent pas l'obligation d'emploi de 6% d'agents en situation de handicap, permet aux collectivités, qui respectent ce taux, de pouvoir financer certains travaux ou équipements pour ses personnels et les locaux professionnels.

5.3) Développement d'actions facilitant l'accès aux services et offres de la vie quotidienne et sociale :

- **Soutien financier et matériel aux associations intervenant auprès de personnes handicapées :** en 2013, 76 606 euros ont été octroyés sur la délégation Handicap et Accessibilité.
- **Organisation depuis 2009 d'une manifestation de sensibilisation, « HANDI'COM », dédiée au handicap** (budget de 30 000 euros) **en partenariat avec les associations**. Le but est de « *changer les regards, pour changer les comportements* » par le biais de stands d'information, d'animations et de mises en situation. Les trois premières années, cet événement s'est tenu sur la place de la Comédie. A partir de 2012, il a été décidé de mettre en place un nouveau format de la manifestation en organisant un événement semestriel sur différents quartiers de la ville. La première édition s'est tenue le 3 octobre, sur la Place Tastavin et la deuxième le 27 mars 2013 sur le campus Universitaire de Triolet. Le dernier événement a eu lieu le 2 octobre 2012, sous l'aqueduc des Arceaux, et a permis de sensibiliser 450 enfants des Centres de Loisirs municipaux. Préalablement à la manifestation « **HANDI'COM** » du mois d'octobre, des rencontres préparatoires à cet événement ont eu lieu en mairie (20 juin 2013) et sur 4 groupes scolaires le mercredi 25 septembre 2013 avec les enfants des Centres de Loisirs municipaux. Le but étant de préparer avec les bénévoles des associations et la filière animation de la Direction de l'Education, le rassemblement du mercredi 2 octobre en organisant **des ateliers de sensibilisation aux thématiques du handicap** (initiation LSF, braille, respect du mobilier urbain dédié à la personne handicapée, changement du regard et des comportements, etc.).



- **Les jeunes élus du Conseil Municipal des Enfants** ont souhaité sur l'année 2013 travailler avec la Direction de la Cohésion Sociale **sur la thématique du Handicap**. Les éléments apportés par les enfants ont été ensuite transmis aux directions techniques de la Ville afin que leurs propositions soient étudiées. Dans cette optique, des places de parking GIG-GIC supplémentaires ont été créées devant le domicile d'enfants en situation de handicap. Certains jeunes élus étaient présents lors des manifestations « *HANDI'COM* ».
- **Octroi à 16 associations de créneaux dédiés à la pratique sportive** des personnes handicapées dans les infrastructures de la Ville (1 464 heures pour un montant de 79 543 euros), **mise à disposition d'animateurs diplômés** pour l'accueil du public handicapé sur certains événements ou manifestations (Ville à vélos, Fête des sports, Ovalie Tour, M Tour, Tournoi Foot-CESDA, etc.), **octroi de financements pour les associations sportives** (34 000 euros). Près de mille personnes en situation de handicap ont pu bénéficier cette année des animations proposées par le Service de Sports.
- **Développement d'un partenariat entre le Cinéma Nestor BURMA (Celleneuve) et les associations « Parents et amis de la Villa Saint Georges » et « Halte-Pouce » dans le cadre de l'opération « Ciné-ma Différence »**. Le but est de proposer chaque troisième dimanche du mois des séances de cinéma ouvertes à tous, accessibles à des personnes en situation de handicap (autisme, polyhandicap...) qui d'habitude les exclues - elles et leurs familles - des loisirs culturels. Ces séances bénéficient d'aménagements spécifiques : lumière s'éteignant doucement, son abaissé pour ne pas agresser des personnes pouvant souffrir d'hyperacousie, respect du droit de chaque spectateur à exprimer ses émotions à sa manière et avec les moyens de communication dont il dispose. Les premières séances ont eu lieu en 2012. Depuis, dix programmations sur l'année 2013 ont réuni au total 513 spectateurs. Les prochaines séances sur 2014 devraient permettre de multiplier les projections de films sous-titrés pour les personnes atteintes de surdité.



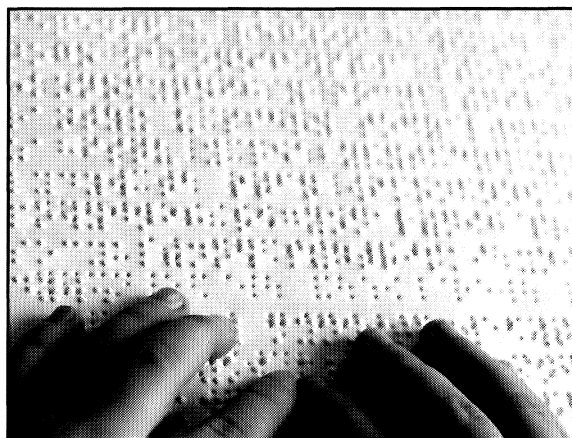
- Le site Internet de la Ville est accessible depuis plusieurs années. Début 2013, une nouvelle version l'a rendu **conforme aux normes WCAG 2.0 et RGAA 2.2** (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) et reprend les attentes des personnes en situation de handicap dont les déficients visuels. La société COOPERNET a assuré une prestation de Conseil et d'Assistance à Maîtrise

d'Ouvrage pour la Ville. Elle a réalisé plusieurs tests parmi des bénévoles issus du monde associatif lié au handicap pour pouvoir encore le rendre plus accessible. L'accès aux rubriques est ainsi facilité par des codes structurés et adaptés aux personnes en situation de handicap. **Des vidéos en LSF** sous-titrées et doublées **permettent d'expliquer les principales démarches administratives** (état civil, listes électorales, actes de naissance, mariage, décès, etc.).

Le site Internet de la Ville de Montpellier permet aussi de présenter ses lieux d'arts et de culture ouverts aux personnes handicapées : Carré Ste-Anne, La Panacée, etc. <http://www.montpellier.fr/287-handicap-et-accessibilite.htm>



- **Traduction en braille en 25 exemplaires du journal municipal « Montpellier Notre Ville » (MNV)** qui est adressé, via le Centre de Transcription et d'Édition en Braille de Toulouse, à des Montpelliérains qui en ont fait la demande auprès du CCAS (coût 8 162 euros). Il est aussi consultable sur le site Internet de la Ville et accessible aux logiciels de lecture pour mal et non-voyants ainsi que dans les médiathèques.

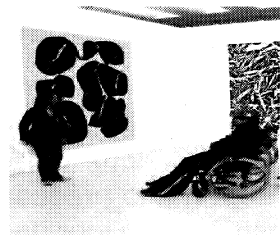
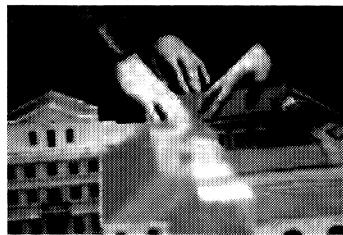
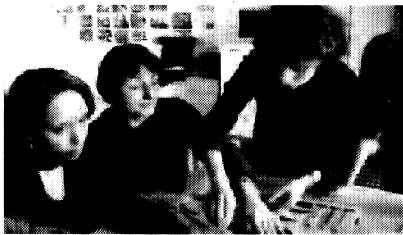


- **La plaquette de présentation de l'Espace Montpellier Jeunesse a été traduite en braille** pour que les déficients visuels accèdent aux offres de logement, de formation, d'emploi, etc.
- Sur l'année 2013, **huit Cartoparties** (collecte de données par les citoyens en partenariat avec différentes associations) **ont été organisées**. Elles permettent de recenser quartier par quartier tous les lieux accessibles de la ville (commerces, espaces publics, administrations...) aux personnes atteintes d'un handicap moteur. Ces informations sont consultables via une application pour téléphones mobiles et PC (handimap.org). Les quartiers suivants ont été cartographiés : Beaux-Arts, Port-Marianne, Antigone, Boulevard de Strasbourg, Arceaux, Croix d'Argent, Celleneuve,

- **Labellisation « Tourisme et Handicap » de l'Office de Tourisme de Montpellier pour l'accueil des 4 types de handicap** (auditif, visuel, cognitif, moteur). Proposition de visites guidées adaptées pour les personnes en fauteuil roulant et aux personnes mal ou non voyantes. Un agent saisonnier formé à la langue des signes accueille les personnes sourdes durant la période estivale.
- Depuis 2012, la Ville de Montpellier a entériné le lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des 950 locaux d'activités (commerçants, artisans) du centre-ville dans le cadre de l'opération '*Montpellier Grand Cœur*'. Une participation de l'Etat au titre du Fonds d'Intervention pour les Services l'Artisanat et le Commerce (FISAC) est mobilisée afin de rendre le dispositif plus incitatif. La subvention de la Ville et du FISAC s'élève ainsi à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier. A ce dispositif s'ajoute **une prime forfaitaire de 300 euros si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux personnes à mobilité réduite** (cf. annexe n°8).

Enfin, il semble intéressant dans le cadre de ce rapport de mentionner 2 initiatives portées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- **L'espace HOMERE** de la Médiathèque Emile Zola dispose de 4 cabines de lecture assistée par ordinateur. Grâce aux logiciels JAWS (synthèse vocale qui traduit le texte en son), OPENBOOK (reconnaissance de caractère), ZOOMTEXT (grossissement de caractère) ainsi qu'au logiciel de transcription en braille, l'utilisateur accède aux 160 000 documents numériques ou scannés de la médiathèque et peut se rendre sur Internet.
- Entièrement repensé et métamorphosé, le **Musée Fabre** a ouvert ses portes en 2007. L'accès, les visites guidées et les ateliers de pratique artistique sont accessibles aux personnes à mobilité réduite :
 - *les visiteurs en situation de handicap mental* peuvent faire appel aux dispositifs de médiation et d'accompagnement via le personnel d'accueil,
 - *pour les personnes en fauteuil ou fatigables*, des fauteuils roulants sont prêtés sur simple demande à l'accueil. Un guide de visite spécifique « *Le musée en douceur* » propose un itinéraire permettant via une signalétique de se repérer et de choisir un cheminement adapté. L'auditorium possède plusieurs emplacements pour les fauteuils roulants.
 - *pour les personnes en situation de handicap visuel*, un itinéraire de guidage adapté (cheminement podotactile) permet d'accéder au musée depuis l'arrêt de la station de tramway *Corum*. Les chiens guides d'accompagnement ont également accès au musée. Des audio-guides sont disponibles au tarif de 1 euro. Le guide de visite dispose d'une partie en braille. Des bornes d'information permettent au fil du parcours d'identifier le thème et le numéro de la salle grâce à une signalétique en braille. Certaines salles proposent des classeurs contenant des textes en braille et en gros caractères, décrivant le thème de la salle et la liste des artistes. Une maquette tactile représentant les trois principaux bâtiments permet au public en situation de handicap visuel d'appréhender l'espace.



© musée Fabre, Montpellier Agglomération

- *pour les visiteurs en situation de handicap auditif*, des boucles magnétiques sont connectées aux audio-guides. Une boucle à induction magnétique est aussi installée dans l'auditorium du musée. Le visiteur malentendant peut aussi télécharger librement l'ensemble des commentaires des audio-guides sur le site du musée Fabre : www.montpellier-agglo.com/museefabre dans la rubrique Etudier/Téléchargements/Sons.

CONCLUSION

Ce rapport 2013 de la Commission Communale pour l'Accessibilité constitue le deuxième état des lieux de l'accessibilité sur le territoire communal. Son volume a augmenté par rapport à la précédente édition grâce au travail des Directions de la Ville pour rendre notre cité chaque jour un peu plus accessible aux Montpelliérains en situation de handicap. Pour marquer son engagement, la Ville a par ailleurs souhaité candidater pour la première fois, en 2013, à « *l'Access City Award* », prix décerné par la Commission Européenne afin de récompenser les villes qui font preuve d'initiatives en matière d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap.

Dans le même état d'esprit, ce rapport a vu la partie « *autres thématiques et actions portées par la Ville* » s'accroître grâce au travail transversal de recensement des nombreuses actions que mène chaque Service dans le domaine du handicap. Des actions qui sont souvent peu ou pas connues du public.

Les manifestations « *Handi'Com* » du 27 mars sur Triolet et du 2 octobre aux Arceaux ont permis de mettre particulièrement l'accent cette année sur les actions de sensibilisation aux thématiques du handicap à l'attention des habitants de Montpellier et des enfants des Centres de Loisirs. Plus largement, la Ville de Montpellier souhaite par ce type d'actions de sensibilisation rappeler les règles de citoyenneté et du « bien vivre ensemble » dans la cité afin de « changer les regards pour modifier les comportements ».

Le 4ème Forum « *Handi'Job* » pour l'emploi des personnes handicapées a eu lieu en Mairie le 21 novembre 2013. En accueillant cette importante manifestation, la Ville a souhaité accompagner les 1 700 demandeurs d'emploi qui se sont présentés vers le chemin de l'inclusion professionnelle et pour l'accès aux droits des personnes en situation de handicap.

L'année 2013 a vu le partenariat avec les associations de personnes en situation de handicap s'amplifier (CCA, Groupes de Travail, manifestations de sensibilisation, etc.). En effet, leur expertise d'usage permet de prendre en compte leurs remarques lors des réunions mais aussi lors des visites sur les structures avant travaux, puis lorsque les travaux ont été achevés.

L'accès au logement des personnes handicapées reste la thématique la moins traitée. C'est un travail de recensement de fond qui doit être abordée spécifiquement dans une optique partenariale entre les différents intervenants et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont c'est la compétence.

SOURCES :

1. CCAS : Analyse des Besoins Sociaux des années 2008, 2009, 2010, 2011,
2. CAM : Rapport annuel 2013 « Accessibilité » du réseau de transport en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 06/02/14
3. CAM : Plan Local de l'Habitat 2017-2012 et 2013-2018
4. Ville de Montpellier, Direction Aménagement Programmation,
5. Ville de Montpellier, Direction Architecture et Immobilier
6. Ville de Montpellier, Direction du Génie Urbain
7. Ville de Montpellier, Direction de la Réglementation et de Tranquillité Publique, Service Surveillance de la Voie Publique et de de l'Environnement Urbain

ANNEXES :

- 1- Composition des groupes de travail de la Commission Communale pour l'accessibilité
- 2- Règlement des terrasses (Direction de l'Espace Public)
- 3- Signalisation ancrage en façade (Direction du Génie Urbain)
- 4- Article de L'Hérault du jour du 11/03/2014 : « *Un bip qui fait parler les feux tricolores* ».
- 5- Arrêté N°2013/NT/R/DGU-P279 du 27/12/2013 qui fait mention à l'article 6 de la gratuité des places GIG GIC pour les personnes handicapées
- 6- Exemple de voirie accessible à Montpellier – Echanges sur des procédures communes entre le Comité de Liaison et la Direction du Génie Urbain
- 7- CNFPT : Formation sensibilisation à l'accueil d'un usager en situation de handicap et initiation langue des signes – Agents d'accueil DRP (Direction Relation au Public)
- 8- Deuxième campagne FISAC (Mission Grand Cœur)

ANNEXE 1

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL CADRE BATI	
STRUCTURE	REPRESENTANT
Comité de Liaison et de Coordination des associations des Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH)	ROCHE Jocelyne
Association des Paralysés de France	MIRAULT Alain
Association Frédéric Peyson	MALLET Alain
Association Roule Nature	GRANGE Gilles
Fédération des Aveugles et des Amblyopes de France-LR	JAMMES Thierry
Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	BOUDON Roger
Association Consommation Logement Cadre de Vie 34	POURREAU Gabrielle
Chambre de Commerce et de l'Industrie	MARTINEZ Françoise
Conseil Général de l'Hérault	QUENTIN Jean-Pierre
Conseil Régional de l'Hérault	FULCONIS Régis
Montpellier Agglomération	LE VANNIER Isabelle
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESTISON Jean-Louis
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	TERSINET Séverine
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	ABEL-COLOMB Aurélie
Ville de Montpellier - Direction Génie Urbain	BRETTES-CHEVET M-Laure
Ville de Montpellier - Direction Travaux Maintenance Action Solidaire	CELIE Thierry
Ville de Montpellier - Direction Réussite Educative	FACQ Emmanuelle
Ville de Montpellier - Direction de l'Action Territoriale	NUCCIO Philippe
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	BONNEFOY Pauline
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	GALAUD Jean-Pierre

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL MOBILITE	
STRUCTURE	REPRESENTANT
Comité de Liaison et de Coordination des associations des Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH)	ROCHE Jocelyne
Association des Paralysés de France	MIRAULT Alain
Association Frédéric Peyson	MALLET Alain
Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	BOUDON Roger
Association François Aupetit	LIBERATORE Michel
Fédération des Aveugles et des Amblyopes de France-LR	JAMMES Thierry
Chambre de Commerce et de l'Industrie	MARTINEZ Françoise
Montpellier Agglomération	MAHDJOUB Camel
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESTISON Jean-Louis TERSINET Séverine ABEL-COLOB Aurélie
Ville de Montpellier - Direction Génie Urbain	GAY Christian
Ville de Montpellier - Direction Génie Urbain	BRETTES-CHEVET M-Laure
Ville de Montpellier - CCAS	De la TORRE Luis
Ville de Montpellier - Aménagements Urbains – Mission Tramway	ARNEGUY Mélanie MARTINEZ José
Ville de Montpellier - Direction de l'Espace Public	DEVAU Bernard
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	BONNEFOY Pauline
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	GALAUD Jean-Pierre

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DROITS ET A L'INFORMATION	
STRUCTURE	REPRESENTANT
Groupe pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques (GIHP)	ROCHE Jocelyne
Association CAP Horizon	LAPALUD Jacky
Fédération des Aveugles et des Amblyopes de France-LR	JAMMES Thierry
Association socioculturelle Frédéric Peyson	MALLET Alain
Fédération Nationale des Accidentés du Travail et Handicapés (FNATH)	HENRY Gabrielle
Association Consommation Logement Cadre de Vie (CLCV)	
Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)	
Montpellier Agglomération	
Office Public d'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH/ACM)	ROBERT Yolande
Centre Communal d'Action Sociale	DE LA TORRE Luis
Centre Communal d'Action Sociale	BOURDARIAS Anne
Ville de Montpellier - Direction Jeunesse Sports Emploi Logement	ESCANDE J-François
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESTISON Jean-Louis
Ville de Montpellier - Direction Génie Urbain	GAY Christian
Ville de Montpellier - Direction Culture et Patrimoine	ASTESANO Valérie
Ville de Montpellier - Direction Réussite Educative	JEAN André
Ville de Montpellier - Direction de l'Action Territoriale	FERRAN Pierre
Ville de Montpellier - Direction des Relations aux Publics	KROMPASZKY Olga
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	BONNEFOY Pauline
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	GALAUD Jean-Pierre

ANNEXE 2



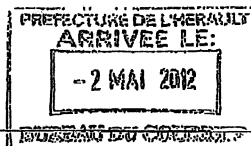
Direction de l'Espace Public

Arrêté n°180

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

REGLEMENT D'OCCUPATION DE L'ESPACE URBAIN

PAR LES TERRASSES ET ETALAGES



Le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21; L.2122-22; L.2213-6 et L.2212-1;
- Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques;
- Vu l'article L.113.2 du Code de la Voirie Routière;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 28 novembre 1983 portant règlement de voirie et ses modifications;
- Vu l'arrêté municipal n° 03/09 du 17 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990, relatif à la lutte contre le bruit;
- Vu l'arrêté municipal du 15 mars 2012, portant règlement de la propreté de la ville;
- Vu le décret du 15 décembre 1998, relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public;
- Vu le règlement sanitaire départemental de l'Hérault du 9 mai 1979, modifié ;

- Considérant que dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité de passage, de l'hygiène publique, il importe de réglementer l'occupation de l'espace public par les terrasses et les étalages ;

ARRETE

Le règlement d'occupation de l'espace public est établi ainsi qu'il suit:

TITRE 1 – Champ d'application et définitions

Article 1 – Objet et Champ d'application

L'arrêté municipal en date du 24 juillet 1987 portant règlement des autorisations d'étalages et de terrasses sur la voie publique est abrogé.

Le présent règlement fixe les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses et d'étalages sur les espaces publics de la Ville.

L'objet de cet arrêté concernant les conditions d'implantation des terrasses et des étalages et la nature des éléments qui les constituent est de répondre aux objectifs suivants:

- L'espace public appartient à tous et doit rester un lieu privilégié d'échange et de partage.
- Toutes les fonctions (cheminement des piétons, activités publiques et privées, ...) doivent pouvoir cohabiter sur l'espace public.
- Toute activité commerciale sur l'espace public doit en renforcer l'agrément en respectant le cadre de vie des habitants.
- Les établissements de restauration et les débits de boissons participent à l'animation de la Ville et à son économie, en favorisant l'attractivité commerciale, culturelle et touristique.
- Les occupations du domaine public doivent s'intégrer harmonieusement dans l'environnement urbain.

Article 2 – Définitions

2-1 – Terrasses

Une terrasse est une occupation du domaine public par des chaises, tables, parasols, bacs à fleurs ou éventuellement d'autres accessoires permettant la consommation sur place.

Ces installations sont réservées aux personnes physiques ou morales exploitant des établissements de restauration ou des débits de boissons. Il s'agit, à titre principal, de cafés, brasseries, glaciers, restaurants ou salons de thé.

Les terrasses autorisées sont réparties en plusieurs catégories.

2-1-1 – Les terrasses de Classe A ("terrasses ouvertes")

Ce sont des terrasses simples délimitées par des éléments non fixés au sol et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle (tables, chaises, parasols disposés sans scellement au sol). Des éléments de délimitation tels que des brise vent, inférieurs à 1,20 mètre de hauteur sont admis. Tous les éléments constituant la terrasse doivent être rangés à l'intérieur du commerce, ou de ses dépendances, pendant les heures de fermeture.

2-1-2 – Les terrasses de Classe B ("terrasses aménagées")

B.1 : Les terrasses aménagées permanentes:

Ce sont des terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades, par des dispositifs mobiles ou pourvues d'accessoires de confort de l'emplacement qui ne sont pas rentrés tous les soirs tels que paravents, jardinières, écrans, platelages, portiques ...

B.2: Les terrasses aménagées saisonnières:

Durant la période hivernale et strictement du 1^{er} octobre au 31 mars, le commerçant peut protéger sa terrasse des intempéries par l'installation de bâches. Celles-ci seront installées parallèlement ou/et perpendiculairement à la façade sans dépasser l'emprise autorisée pour la terrasse ouverte, tout en conservant la libre entrée et sortie des clients pour en sauvegarder la sécurité.

2-1-3 – Les terrasses de Classe C ("terrasses fermées")

Ce sont les terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades, par des panneaux menuisés comparables à des châssis fixes ancrés au sol, et équipées d'éléments de confort. Ces terrasses doivent être conçues pour être démontées à la demande de la Ville sans altération du domaine public. Elles sont permanentes au cours de l'année.

2-2 - Un "étalage" est une installation destinée à présenter à l'exposition ou à la vente sur la voie publique, tous objets ou denrées dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur d'un local commercial devant lequel il est établi.

TITRE 2 – Règles générales

Article 3 – Autorisation préalable

Conformément aux dispositions des articles L.2122-21; L.2122-22; L.2213-6 et L.2212-1 du Code général des Collectivités Territoriales et de l'article L. 113-2 du Code de la voirie routière, l'installation de terrasses ou d'étalages est soumise à autorisation préalable du Maire. Cette autorisation est délivrée par arrêté. Elle devra respecter les règles d'urbanisme et de protection des sites en la matière. Le demandeur doit s'informer à ce sujet.

Article 4- Caractère de l'occupation

4-1 – L'autorisation est personnelle

L'autorisation est établie à titre personnel. Elle n'est pas transmissible, elle ne peut être cédée, louée, vendue à l'occasion d'une mutation commerciale. Elle est résiliée de plein droit en cas de mutation commerciale ou de disparition de l'activité commerciale.

Lors d'une cessation de commerce, d'un changement d'activité, d'une cession de fonds ou d'un changement de gérance l'autorisation est annulée de plein droit.

Le nouvel exploitant du fonds doit alors demander une nouvelle autorisation, cette demande est instruite dans les conditions du présent règlement, article 5.

4-2 - L'autorisation est préalable

Ainsi qu'il est détaillé à l'article 16 de ce règlement, l'autorisation peut être retirée ou suspendue à tout moment pour motif d'ordre public ou d'intérêt général ou en cas de non observation des conditions réglementaires d'exploitation ou de non-paiement des redevances en temps voulu.

L'autorisation peut être suspendue, après information préalable de l'exploitant, pour une durée déterminée pour des travaux et manifestations de toutes natures autorisés par la Ville.

Si des travaux occasionnent la suspension des étalages ou terrasses pendant au moins quinze jours consécutifs, un dégrèvement des droits de voirie au prorata temporis pourra être accordé sur demande.

Tout retrait ou suspension d'une autorisation entraîne l'obligation de libérer immédiatement l'espace public de toute occupation et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

4-3 - L'autorisation à durée déterminée

Les arrêtés ont effet du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande (cf. article 5). Chaque année avant le 30 septembre, l'exploitant est tenu de renouveler sa demande d'autorisation, par écrit. Si l'exploitant souhaite modifier le type de terrasse, sa composition, sa surface, sa durée, les prescriptions mentionnées à l'article 5 sont applicables.

Des autorisations temporaires ou saisonnières sont admises. Les demandes d'autorisation doivent être faites sous les mêmes formes que les autorisations permanentes.

Les droits d'occupation sont facturés au prorata temporis par durée minimum d'un mois.

4-4 - L'autorisation est soumise à redevance

Toute occupation de l'espace public est assujettie à une redevance.

Cette redevance est fonction de la nature de l'emprise au sol et de la durée d'exploitation des installations et du zonage.

Le montant de la redevance et le zonage sont déterminés annuellement par délibération du Conseil municipal.

Les redevances dues pour les autorisations des terrasses et des étalages qui donnent lieu à un tarif annuel sont exigibles :

- à échoir (c'est-à-dire d'avance) pour des montants inférieurs à 1500 €
- pour les montants supérieurs à 1500 €, en deux versements : à échoir pour le premier versement et avant le 15 juillet pour le deuxième versement.

L'installation des terrasses ne peut avoir lieu qu'après notification de l'arrêté d'autorisation et du paiement.

Les redevances dues pour des occupations temporaires sont dues intégralement pour la durée autorisée lors de la remise de l'arrêté.

Ces redevances peuvent être réduites dans les cas suivants :

- Résiliation anticipée de l'autorisation notamment à la suite d'un changement dans le cas d'une mutation commerciale. Le montant est alors calculé en nombre de mois entre la date d'effet et la date de résiliation, tout mois commencé étant dû.
- Début d'activité en cours d'année. Le montant est alors calculé en nombre de mois entre la date d'effet et le 31 décembre, tout mois commencé étant dû.
- Travaux effectués sur la voirie ou sur l'immeuble empêchant l'installation ou l'usage de la terrasse ou de l'étalage pour une durée supérieure à une semaine. Le montant dû sera alors minoré à raison d'1/52^{ème} du montant annuel, par semaine d'empêchement effectif et en fonction de la surface réellement installée. Dans ce cas et à défaut du bénéfice de cette minoration, le bénéficiaire devra signaler par écrit et sous 48 heures son impossibilité d'installation ou d'usage.

Article 5 - Formalités pour la demande de création

La demande doit permettre à la Ville de se représenter la future occupation, d'en mesurer l'impact exact sur l'environnement urbain et les incidences sur la vie des riverains.

5-1 - Une demande écrite

Seuls, les propriétaires ou exploitants (personnes physiques ou morales) de fonds de commerce à rez-de-chaussée ouverts au public dont la façade donne sur la voie publique, peuvent obtenir, dans les conditions du présent règlement, des autorisations d'étalages et de terrasses pour l'exercice du commerce principal.

Les personnes physiques ou morales souhaitant obtenir une autorisation doivent en faire la demande par écrit et déposer un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées 3 mois avant la date d'installation souhaitée. Celle-ci ne pourra donc être effective moins de 3 mois après la date de dépôt d'un dossier complet en mairie. Un accusé de réception est délivré pour chaque demande.

5-2 - Les pièces à joindre

Le dossier de demande d'autorisation d'occupation du domaine public par une terrasse ou un étalage comprend les renseignements suivants,

- o concernant le demandeur :
 - o Nom de l'établissement, adresse précise, n° de téléphone et adresse internet, n° SIRET,
 - o Nom de la société ou du propriétaire du fonds de commerce, adresse complète, n° de téléphone,
 - o Nom du gérant ou exploitant, adresse complète, n° de téléphone,
 - o Nom du propriétaire des murs, adresse complète,
 - o Nom, qualité, adresse complète, n° de téléphone de la personne chargée d'acquitter la redevance.
- o Concernant les éléments techniques :
 - o Surface intérieure de l'établissement en m², largeur de la façade en mètre,
 - o Plan détaillé et coté, de l'implantation de la terrasse ou de l'étalage, comportant le nom des rues, la largeur du ou des trottoirs et des rues, les entrées d'immeubles, le mobilier urbain présent sur l'espace public, les commerces voisins, l'emplacement désiré et les emprises des terrasses environnantes,
 - o Pour les terrasses, le nombre de mobiliers prévus (tables, chaises, parasols, jardinières, parasol, platelage, paravents, ...), leur description (matériaux, couleurs) accompagnée de photos,
 - o Les activités accessoires sollicitées (dessertes, conservateurs, ...) ainsi que leurs dimensions. Ces mobiliers et accessoires doivent figurer sur le plan,
 - o La localisation et les dimensions du lieu de stockage des mobiliers et accessoires de la terrasse.

Ce dossier devra être accompagné des pièces suivantes:

- o une photo récente de la devanture de l'établissement, en plan large,
- o une photo montage permettant d'évaluer le positionnement et l'intégration du projet dans l'environnement urbain,
- o une photocopie de l'inscription au registre du Commerce (datant de moins de 3 mois),
- o une copie du bail commercial et de l'assurance de l'établissement,
- o une copie de l'assurance en responsabilité civile de l'exploitation,
- o une copie de la licence d'un débit de boisson à consommer sur place et/ou de la licence restauration pour les établissements concernés,
- o du permis d'exploitation.

Dans tous les cas où l'installation d'un étalage, d'une terrasse entraîne une modification de la façade de l'immeuble ou une emprise au sol par scellement, le titulaire du fonds de commerce est tenu de déposer simultanément une déclaration préalable auprès des services de la Direction de l'Urbanisme. Dans le secteur sauvegardé de la ville de Montpellier, l'avis de l'architecte des bâtiments de France est obligatoire et doit être conforme.

Le dépôt du dossier ne vaut en aucun cas autorisation tacite. Tout dossier incomplet ou inexact ne sera pas instruit et retourné à l'expéditeur.

L'autorisation d'occupation du domaine public n'est accordée, par arrêté, qu'après obtention des autorisations d'urbanisme.

5-5- Le délai d'instruction

Le délai d'instruction légal est de deux mois, et de trois mois dans les sites protégés, compte tenu des consultations obligatoires supplémentaires. Le délai court à compter de l'émission de l'accusé de réception du dossier complet.

La Ville met en place une téléprocédure permettant de constituer la demande d'autorisation et assurant au candidat le suivi des dossiers en ligne.

Article 6 - Les conditions pour obtenir une autorisation

Le fait de présenter une demande ne présage pas de la nature de la réponse de la Ville. Pour être accepté, celle-ci doit satisfaire plusieurs conditions:

6-1- Les ayants-droits

Les ayants-droits pouvant obtenir des autorisations d'occupation du domaine public sont les propriétaires ou exploitants de fonds de commerce en rez-de-chaussée des immeubles ouverts au public sur la voie publique.

Les établissements bénéficiant d'un droit de terrasse doivent exercer une partie de leur activité au rez-de-chaussée, avec un accès et une visibilité directe à la terrasse et, par conséquent, ils doivent disposer d'une façade sur le domaine public.

La superficie en salle doit être suffisante pour permettre le rangement du matériel de la terrasse. A défaut, une réserve doit être disponible à cet effet.

L'autorisation d'installer une terrasse n'est accordée que si cette dernière constitue un complément à la capacité d'accueil de l'activité principale de brasserie, restaurant, glacier ou salon de thé. La capacité d'accueil d'un établissement est déterminée par la présence permanente de tables et de chaises à l'intérieur de ce dernier.

Les établissements concernés doivent être aménagés en conséquence et pouvoir fonctionner, sans qu'aucune nuisance sonore ne soit audible sur le domaine public, par les voisins et les riverains.

6-2- Les caractéristiques des installations

Les installations, pour être autorisées, doivent présenter un aspect esthétique compatible avec le caractère des diverses voies et constituer un élément d'animation.

Les autorisations peuvent être supprimées, sans indemnité ni délai, pour des raisons d'intérêt public, ainsi qu'en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique, et dans les cas d'infraction au présent règlement, si le contrevenant n'a pas déféré aux mises en demeure qui lui ont été notifiées.

Elles doivent être conçues de manière à pouvoir être enlevées à la première demande de la Ville dans un délai maximum d'une journée et ce, sans indemnisation.

Les limites des emprises autorisées sont matérialisées par marquage au sol effectué par les services municipaux aux frais des titulaires.

Les travaux et aménagements projetés doivent être conformes aux dispositions des règlements de sécurité. Aucune installation ne doit être de nature à gêner l'accès aux équipements de sécurité ou entraver la circulation, notamment des véhicules de secours ou de ceux assurant un service public. L'exploitant est responsable des dommages occasionnés par son installation sur le domaine public.

6-3- Un engagement formel du pétitionnaire

Le pétitionnaire doit se conformer aux dispositions du règlement et à celles contenues dans son arrêté d'autorisation.

Article 7 – Les conditions à respecter dans l'exploitation d'une autorisation

L'autorisation de voirie accordée, le permissionnaire est soumis à plusieurs exigences;

7-1- Responsabilité

Les exploitants d'étalages et de terrasses sont seuls responsables tant envers la Ville qu'envers les tiers, de tout accident, dégât ou dommage de quelque nature que ce soit, pouvant résulter de leurs installations.

En outre, la Ville ne les garantit en aucun cas pour les dommages causés à leurs dispositifs du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

L'exploitant doit souscrire une police d'assurance garantissant son activité et la présenter à toute demande de l'Administration.

7-2- Entretien des terrasses

Les mobiliers et équipements doivent toujours présenter un aspect en adéquation avec le site, avec la sécurité et être maintenus en bon état.

Les étalages, terrasses ainsi que leurs abords seront maintenus en permanence en état de propreté durant la journée et le soir à la fermeture. Les exploitants doivent enlever tous les papiers, débris, mégots ou emballages qui viendraient à être jetés par leur clientèle ou par leur personnel.

L'exploitant doit disposer du personnel suffisant pour assurer cette obligation.

Cendriers et poubelles de table doivent être mis autant que besoin à la disposition de la clientèle.

Le rangement des terrasses sera effectué à l'aide de charlots ou par portage. Aucun traînage au sol n'est admis.

Aucun matériel ou dispositif ne doit empêcher l'écoulement des eaux de lavage et de pluie.

Des négligences exposent les bénéficiaires à se voir suspendre ou retirer leur autorisation.

7-3- Respect de la morale

Il est formellement interdit d'exposer, sur les étalages, des livres, brochures, publications, photographies, gravures ou autres objets attentatoires à l'ordre public, à la décence ou à la morale. Toute infraction pourra entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation d'étalage.

7-4- Entretien et hygiène des étalages

Les denrées alimentaires vendues sur les étalages sont soumises aux conditions générales et particulières du Règlement Sanitaire Départemental les concernant.

Les denrées alimentaires ne peuvent être exposées aux étalages qu'à la condition d'être efficacement protégées contre les poussières et les souillures.

Par ailleurs, l'étalage ne peut servir à la découpe ou à la préparation de nourriture, viande, volaille, poisson. Aucune rôtissoire n'est admise sur le domaine public.

Toute émanation entraînant des nuisances (fumées, odeurs, etc.) est interdite et conduirait au retrait de l'autorisation.

Des négligences exposent les bénéficiaires à se voir suspendre ou retirer leur autorisation.

7-5- Gestion du bruit

Toute sonorisation d'étalage ou de terrasse est strictement interdite.

Il appartient au permissionnaire de veiller à ce que l'exploitation de sa terrasse ne trouble pas la tranquillité ou le repos des habitants, par des bruits causés sans nécessité ou par un défaut de précaution, par expression musicale de quelque nature que ce soit.

L'exploitant doit informer sa clientèle du nécessaire respect de l'environnement nocturne. Il doit intervenir auprès de celle-ci lorsqu'elle génère des bruits de discussions (cas des fumeurs qui sortent de l'établissement) sur le domaine public, devant son établissement.

Toute consommation est interdite en dehors des emprises de la terrasse.

La Ville pourra imposer au pétitionnaire toute mesure visant à réduire le bruit dans son établissement.

La manipulation du mobilier placé sur le domaine public ne doit pas être source de nuisances sonores pour le voisinage.

Le non respect de ces conditions d'exploitation édictées dans cet article expose les bénéficiaires à se voir suspendre ou retirer leur autorisation.

7-6- Respect des obligations de sécurité

Concernant le réseau électrique de la terrasse, toute installation électrique sur une terrasse doit être réalisée par un professionnel habilité. Elle devra faire l'objet d'un contrôle réalisé par un professionnel agréé. Une vérification ultérieure périodique selon les mêmes prescriptions est demandée. L'exploitant devra être en capacité de produire l'attestation correspondante.

Concernant les usagers du domaine public, les dispositifs de terrasses ne pourront pas gêner, restreindre ou occulter l'éclairage public des voies de circulation.

7-8- Respect des modalités d'accessibilité

Les terrasses doivent être conçues pour accueillir des personnes à mobilité réduite.

Tous les éléments de la terrasse doivent pouvoir être retirés immédiatement en cas de nécessité.

Aucun élément lourd ne doit être placé sur les plaques ou portes d'accès aux divers réseaux des concessionnaires (EDF, Générale des Eaux, Télécom, ...).

TITRE 3 – La délimitation des installations

Article 8 – Principe

Autoriser une terrasse, c'est permettre à une personne l'installation de tables et de chaises, voire d'accessoires, disposés de façon cohérente sur une emprise au sol, dont la surface, qui sert également au calcul de la redevance, est déterminée avec précision en fonction de la surface de l'espace public considéré.

Il s'agit donc:

- 1) De calculer la surface de l'emprise au sol,
- 2) De déterminer le type de terrasse A, ou B, ou C.

Sont également pris en compte, les éléments relatifs à la densité de la circulation piétonne, qui peuvent modifier les dimensions données pour faciliter la fluidité du trafic ou le confort des usages.

Les indications fournies par les services de sécurité et de lutte contre l'incendie seront prises en compte.

Article 9 – La délimitation des terrasses

Les terrasses trouvent leur place sur le domaine public non dévolu à la circulation routière tout en préservant les exigences de sécurité et de commodité pour la circulation piétonne et l'accès des riverains.

9-1- La largeur des terrasses

Tout accès d'immeuble ou de propriété doit être permis, sans jamais être inférieur à 1,40 m.

Un passage de 1,40 m minimum doit être laissé libre entre les terrasses.

9-2- La profondeur des terrasses

L'installation de la terrasse peut être accolée à la façade ou décalée.

Un passage de 1,40 m minimum doit être laissé libre de tout mobilier sur les trottoirs. En cas de largeur inférieure, aucune terrasse ne sera autorisée.

Dans les rues piétonnes, la profondeur de la terrasse (c'est-à-dire la dimension perpendiculaire à la façade) ne peut être supérieure à la moitié de la largeur de la voie en laissant un passage médian d'au moins 1,60 m.

La profondeur autorisée sera déterminée en fonction de l'utilisation de l'espace public et des flux de piétons.

9-3- Les terrasses déportées

Les terrasses ne pourront être déportées au-delà des voies de circulation. L'installation de terrasse ou d'un étalage n'est pas permise le long des bâtiments qui font face à l'établissement.

A titre d'exception sur certaines places ou placettes, les terrasses pourront être déportées, sous réserve d'être à proximité et visibles depuis l'entrée de l'établissement.

Article 10 – La composition de la terrasse

Tous les éléments composants la terrasse sont définis dans un style homogène (pas de dépareillement de mobiliers ou de parasols).

Aucune inscription publicitaire ne doit apparaître sur le mobilier ou les accessoires.

10-1 – Mobilier de terrasse

10-1-1 – Tables et chaises

Les tables et les chaises doivent être de bonne qualité et réalisées dans des matériaux nobles (Ex : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte).

10-1-2 - Les jardinières

Les jardinières sont des éléments décoratifs de la terrasse lorsque leur nombre ne provoque pas d'effet de jardin privatif au détriment du domaine public. Leur nombre doit donc rester en proportion de cette définition. Elles sont situées à l'intérieur de l'emprise de la terrasse.

Les jardinières devront être mobiles, de façon à être retirées rapidement du domaine public en cas de nécessité.

10-1-3 - Les écrans

Les écrans sont des dispositifs mobiles de délimitation des terrasses, installés perpendiculairement à la façade. Ils seront installés à l'intérieur du périmètre autorisé de la terrasse, sans en dépasser les limites y compris pour leur support. Ils ne doivent pas masquer les perspectives urbaines.

Les écrans sont composés d'une armature, support d'une toile tendue ou d'un panneau menuisé, et éventuellement vitré. Les profilés et montants menuisés sont des sections inférieures à 5cm. La transparence doit être recherchée. Le cadre repose sur le sol par l'intermédiaire de pieds ou de platines, non scellés au sol.

La publicité est interdite sur les écrans, seule l'enseigne du commerçant peut être rappelée.

Les écrans d'une terrasse seront tous identiques, de teinte unique assortie à la composition de la terrasse.

Ils seront retirés et rentrés pendant les heures de fermeture.

10-1-4 - Les porte-menus

Le nombre de porte-menus autorisé est limité à 2 par terrasse. Il se situe à l'intérieur du périmètre de la terrasse. Le porte-menu comporte la liste et le prix des produits mis à la vente par l'établissement. Le cadre devra être monté sur pied unique ou double.

Le porte-menu devra être remis pendant les heures de fermeture.

Les "Menus Board" (panneaux illustrant, par photographie des produits, des assiettes ou l'offre commerciale de l'établissement) sont limités en taille (maximum un panneau amovible de 80 x 120 cm) et doivent être retirés tous les soirs quel que soit le type de terrasse.

10-2 - Élément de protection solaire

Aucune inscription publicitaire ne doit apparaître, seule l'enseigne de l'établissement pourra figurer sur la toile.

Ils doivent être retirés, roulés et rentrés pendant les heures de fermeture et ne doivent pas constituer une gêne pour la circulation lorsqu'ils sont ouverts.

10-2-1 Les parasols

Les parasols doivent être sur pied unique, de dimension excluant tout lest et cordage aux angles. Aucun scellement ne doit être effectué dans le revêtement du trottoir.

Pour les grands modèles, des fixations par douilles au sol peuvent être admises avec un système d'amarage constitué de targettes descendues dans des douilles fixées dans le sol et dont le diamètre n'excède pas 2 cm et la longueur 8 cm, avec un dispositif d'obturation pendant les périodes de non utilisation. Les frais de remise en état du trottoir lors de la dépose définitive seront à la charge du titulaire.

Par dérogation, les grands modèles pourront rester sur l'espace public pendant les heures de fermeture à condition qu'ils soient repliés et sur des emplacements prévus et autorisés, dans ces cas la catégorie de la terrasse est en type « B » : terrasse aménagée.

Les parasols sont recommandés pour les espaces publics de petite taille et de configuration irrégulière. Sur certaines places, la commune se réserve le droit d'imposer une couleur unique pour la toile.

10-2-2 Les parasols sur portique dits à double-pente

Ces parasols peuvent être autorisés s'ils répondent aux deux conditions suivantes:

- l'espace public dans lequel ils trouvent leur place est vaste,
- leur faîtage est parallèle à la rue, ou dans l'alignement des façades de l'espace urbain considéré. Sur les places, tous les faîtages doivent être parallèles entre eux. En cas d'impossibilité le portique est remplacé par un parasol.

Les stores et bannes doivent faire l'objet d'une instruction particulière au titre de la réglementation sur les enseignes et à celle des surplombs du domaine public.

Par dérogation, leur remisage pourra être admis sur l'espace public à condition qu'ils soient repliés et sur des emplacements prévus et autorisés, définis dans l'arrêté. Dans ce cas la catégorie de la terrasse est en type « B » : terrasse aménagée.

10-3 Les platelages

Un platelage peut être admis à effet de compenser une pente ou pour aligner les sols intérieurs et extérieurs lorsque la terrasse est accolée à l'établissement. Ce plancher est composé d'éléments modulables réalisés en bois de couleur naturelle ou vernis. Le platelage sera rangé à l'intérieur de l'établissement en dehors des périodes d'ouverture pour les terrasses de classe A. Il pourra être conservé sur le domaine public pour les terrasses de classe B, sous certaines conditions de situation ne créant pas de gêne sur l'espace public.

10-4 Les structures « hivernales » (terrasses de classe B2)

En raison d'une protection particulière aux intempéries, une terrasse pourra être protégée à l'aide de joues, les plus transparentes possibles, supportées par une armature légère et démontable, ceci uniquement durant la période du 1^{er} octobre au 31 mars.

La terrasse doit conserver une entrée ouverte.

La structure supportant la toile doit être correctement dimensionnée afin de ne pas se déformer. La section des éléments et tubes la composant intégrera l'évacuation des eaux de la toiture. Les assemblages sont soignés et maîtrisés.

Aucun scellement ne doit être effectué dans le revêtement du trottoir. Les fixations par douilles au sol peuvent être admises avec un système d'amarrage constitué de targettes descendues dans des douilles fixées dans le sol et dont le diamètre n'excède pas 2 cm et la longueur 8 cm, avec un dispositif d'obturation pendant les périodes de non utilisation. Les frais de remise en état du trottoir lors de leur dépose définitive seront à la charge du titulaire.

Les accroches des joues latérales et les portants des terrasses hivernales sur la façade de l'immeuble sont les plus légères possibles afin de ne pas dénaturer celle-ci, ni détériorer sa modénature.

Ces structures ne peuvent être autorisées que sur un espace public vaste et ouvert.

10-5 Les structures fixes (terrasses de classe C)

Ce sont les terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades, par des panneaux menuisés fixes. Ces terrasses sont installées à demeure sur le domaine public mais doivent être démontables à la demande de la Mairie. Elles font l'objet d'une déclaration préalable de travaux.

Article 11 – La délimitation des étalages

La longueur des étalages est définie par les limites de la façade du fonds de commerce. Ces limites ne peuvent être dépassées.

Sur les trottoirs, un passage minimum de 1,40 m doit rester libre pour la circulation des piétons.

Sur les voies piétonnes, l'étalage est plaqué contre la devanture.

Les étalages ne peuvent dépasser une hauteur de 1,20 m à partir du sol sauf pour les distributeurs de cartes postales, qui pourront avoir une hauteur supérieure.

Compte tenu de leur spécificité, des dispositions particulières pourront être adoptées pour les étalages d'épicerie et de fleurs.

TITRE 4 – La durée de l'exploitation des installations.

La durée d'exploitation des installations est variable selon leur lieu d'implantation et leur nature: elle peut être mensuelle ou annuelle.

Article 12 – Les horaires d'exploitation

Le retrait des mobiliers et accessoires s'effectuera à la fin de l'heure légale de fermeture, telle que définie par arrêté préfectoral, dans le respect de la tranquillité des riverains.

Article 13 – Remisage des mobiliers

Les étalages doivent être remisés à la fermeture de l'établissement. Aucun étalage, ni terrasse ne pourra être installé avant 7h du matin. Des dérogations à cet horaire pourront être accordées sur justification particulière.

En dehors des périodes et des horaires de fonctionnement, les mobiliers de terrasse de type A seront rangés dans l'établissement ou remisés dans un local, et non sur le domaine public ou privé ouvert au public.

Aucun entrepôt matériel ne sera maintenu à l'extérieur. Par dérogation sur certains espaces, les parasols pourront être maintenus la nuit à condition d'être repliés et ordonnancés sur l'espace. Cette dérogation devra être sollicitée lors de la constitution du dossier.

TITRE 5 – Conditions d'application

Article 14 – Règles relatives aux commerces accessoires

Les titulaires d'autorisation de terrasses ou d'étalages peuvent être autorisés à exploiter sur une partie de ceux-ci ou sur une extension temporaire, des commerces accessoires tels que glaces, huîtres et coquillages. Aucune nuisance (sonore ou olfactive) ne doit être provoquée par ces activités.

Article 15 – Titre d'autorisation

Les titulaires d'autorisation sont tenus de présenter leur titre aux agents accrédités toutes les fois qu'ils en sont requis.

La carte d'autorisation d'occupation du domaine public doit être affichée sur la vitrine de manière visible, de l'extérieur de l'établissement.

Article 16 – Situations irrégulières

Les constatations d'infraction sont notifiées aux contrevenants. La mise en demeure indique un délai de mise en conformité au présent règlement.

Au terme de ce délai, un défaut de mise en conformité entraîne la suspension ou le retrait de l'autorisation à l'issue d'une procédure contradictoire.

Sans préjudice des dispositions énoncées ci-dessus, l'administration peut dresser procès-verbal de contravention en vue de poursuites pénales.

En l'absence de paiement de l'intégralité de la redevance aux échéances prévues, le retrait de l'autorisation est automatique et aucune nouvelle demande d'autorisation ne pourra être délivrée tant que le paiement est dû.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de ne pas renouveler l'autorisation en cas de manquements répétés aux lois et règlements, notamment ceux relatifs à l'hygiène, au bruit ou au respect des heures de fermeture.

Article 17 – Mesures de police

En cas d'occupation illicite de la voie publique provoquant une gêne pour la circulation, des troubles pour la tranquillité des riverains ou, compte tenu de la nature des lieux, une nuisance pour le site, la Ville pourra requérir l'enlèvement immédiat des installations concernées, ou faire procéder d'office à leur suppression, sans que le contrevenant ne puisse réclamer aucune indemnité.

Article 18 – Exécution

Pour toute nouvelle demande de terrasse ou d'étalage toutes les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement exigées.

Pour les établissements déjà existants et possédant déjà une terrasse ou un étalage le dossier de demande sera exigible, pour l'année 2013, avant le 30 septembre 2012.

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Montpellier, le 26 AVR 2012

Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Notifié le :
Publié le :

ANNEXE 3



Direction du Génie Urbain
Service Voirie

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 12

Séance publique du lundi 4 février 2013

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

034-213401722-20130204-0000061098-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/02/2013

Réception en Préfecture : 06/02/2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Mngalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cécile SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Ancrages en façade Mise en oeuvre de l'article L.173.1 du code de la voirie routière sur le territoire de la Ville de Montpellier

Philippe THINES rapporte :

Dans ses articles L.171-1 à L 171-11, le Code de la voirie routière permet, uniquement sur le territoire de la Ville de Paris, l'établissement de supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public, de signalisation routière sur les façades des propriétés riveraines tant qu'ils n'entraînent pas pour les riverains de dépossession définitive.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007, a, dans son article 23, modifié le Code de la voirie routière en créant un article L 173-1 qui prévoit que les articles L 171-2 à L 171-11, initialement réservées à la Ville de Paris, peuvent être applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie et d'éclairage public.

De manière à pourvoir aux besoins d'installations de l'éclairage public, de signalisation de police ou d'information locale et à limiter les obstacles sur les circulations piétonnes au bénéfice de la mobilité des piétons et de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, il est pertinent de demander l'application des articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (ROUEU) titre 3 en date du 31 juillet 1998 permet d'ores et déjà à la ville d'ancrer sur les façades les plaques de rue de la ville.

Il convient désormais d'étendre ces dispositifs aux supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public et de signalisation routière. Une fois cette délibération adoptée, la ville pourra procéder à l'établissement et à l'entretien des appareils d'éclairage public et de signalisation de police selon les modalités prévues aux articles susvisés. Ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive. A noter que ces prérogatives ne peuvent faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de se clore ou bâtir son bien.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal :

- de décider de la mise en application, sur le territoire de la ville de Montpellier, des articles L. 171-2 à L. 171-11 du Code de la Voirie Routière en application de l'article L. 171-3 du code de la Voirie Routière.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

Technologie. La Ville s'est équipée de hauts-parleurs pour les mal-voyants.

Un bip qui fait parler les feux tricolores

Il fallait y penser. Montpellier s'est équipée de feux tricolores sonores pour guider les mal et non-voyants. Comment ça marche ? C'est très simple. Les signalisations sont améliorées, incluant un système de haut-parleur.

Thierry James, vice-président de la Fédération des aveugles de France, explique : « On donne l'orientation, l'itinéraire de traversée, grâce à des haut-parleurs ».

Lorsqu'une personne mal-voyante s'approche d'un carrefour, elle n'a qu'à cliquer sur le bouton de sa télécommande pour savoir où elle se trouve et où elle va. Ce « bip », comme l'appelle les initiés, est disponible dans les locaux de la CCAS. Il est délivré gratuitement à quiconque le demande.

En plus de ce dispositif ingénieux, si un aveugle juge qu'un feu, près de chez lui ou ailleurs, mérite d'être équipé, il peut déposer une requête auprès de la mairie, qui sera dans l'obligation de sonoriser la signalisation. Thierry James est aussi président de la commission accessibilité au plan

national. « Depuis 1984, un texte réglementaire impose aux municipalités de s'équiper », précise-t-il, « aujourd'hui, dans le reste de l'agglomération, aucun effort n'a été fait, mais sachant ce qui se fait en France, je dois dire que Montpellier a fait un travail remarquable ».

Le hic, c'est qu'elle est la seule ville de l'agglomération à appliquer le décret et même à « aller au-delà », selon T. James.

Les conséquences pourraient être lourdes pour les communes désobéissantes. Même si aucune sanction n'est prévue à ce stade, « Si un malvoyant se fait renverser dans une commune où les équipements n'ont pas été mis en place, le maire est pénalement responsable, et pourrait être mis en porte-à-faux ».

En France, le nombre d'aveugles - avec une vision inférieure ou égale à 1/20 - atteindrait 55 000 à 77 000 personnes. Les mal-voyants représenteraient une population 4 fois plus importante, dont la vision se situe entre 1/20 et 4/20.

BENJAMIN CHABERT



A l'aide de ce bip, le piéton connaît sa position et son itinéraire. »

ANNEXE 5



Direction du
Génie Urbain

Service RTDO

Arrêté n° 2013/NT/R/DGU-
P279

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de stationnement payant sur voirie Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 1986 qui définit les principes d'organisation du stationnement payant sur voirie en trois zones et quatre tarifications ;
- VU l'arrêté 2009/NT/R/DGU-P237 du 10 novembre 2009, réglementant le stationnement payant des véhicules sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 04 février 2008 confiant à Transports de l'Agglomération de Montpellier la gestion des emplacements de stationnement payant sur voirie de la Ville ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 05 octobre 2009 qui définit les principes d'utilisation de l'horodateur individuel embarqué ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT que le stationnement des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité et la commodité de la circulation ; que devant l'augmentation croissante du parc automobile, la réglementation des conditions d'occupation des voies répond à une nécessité d'ordre public ;
- CONSIDÉRANT que le domaine public routier ne saurait être utilisé pour la satisfaction d'intérêts privés de caractère patrimonial, tels que ceux que traduisent les stationnements prolongés et exclusifs, donc abusifs ;
- CONSIDÉRANT que dans l'intérêt général l'institution d'un stationnement payant est nécessaire dans certains secteurs de la Ville afin de garantir une rotation plus rapide des véhicules avec l'application de mesures tarifaires adaptées, par la mise en place de 4 tarifications ;

Page 1 sur 15

- CONSIDÉRANT que les dispositions à prendre doivent soumettre les stationnements, de même nature et de même durée, à un régime identique sans que le principe d'égalité des citoyens devant les " charges publiques " ne fasse obstacle à des différenciations entre les catégories d'usagers et de voies ;

- CONSIDÉRANT qu'à ce titre un stationnement dit " résidents " peut être instauré pour faciliter le stationnement des véhicules des riverains des voies situées dans un périmètre défini ;

Arrête :

Article 1er :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée (zone jaune), aux emplacements prévus à cet effet sur :

- la Rue de l'Acropole ;
- le Boulevard de l'Aéroport International ;
- le Carrefour de l'Aéroport International ;
- la Rue des Aiguierelles ;
- la Rue de l'Aire ;
- la Rue Alcyone ;
- la Rue d'Alger ;
- la Rue d'Alsace ;
- le Boulevard d'Antigone ;
- la Rue Etienne Antoine ;
- la Rue Jeanne d'Arc ;
- le Boulevard des Arceaux ;
- l'Avenue d'Assas ;
- la Rue d'Athènes ;
- la Rue d'Aubeterre ;
- la Rue Balard ;
- la Rue Barthez ;
- la Rue Baudin ;
- la Rue Baumès ;
- la Rue Bayard ;
- la Place des Beaux Arts ;
- la Rue de Belfort ;
- la Rue Belmont ;
- le Passage David Bélugou ;
- la Rue Léon Blum ;
- la Rue Bonnard ;
- la Rue Bornier ;
- la Rue Sébastien Bourdon ;
- la Rue Boussairolles ;
- la Rue Auguste Broussonnet ;
- la Rue Brueys ;
- la Rue Campan ;
- la Rue Carlencas ;
- la Place Carnot ;
- la Rue du Carré du Roi ;
- l'Avenue Jacques Cartier ;
- la Rue de la Cavalerie ;
- l'Avenue Samuel Champlain ;
- la Rue Chaptal ;
- la Rue Cité Benoit ;
- la Rue Clapiès ;

- l'Avenue Georges Clémenceau ;
- la Rue du Clos René ;
- la Place Emile Combes ;
- la Rue Auguste Comte ;
- la Rue Adam de Craponne ;
- la Rue de Crête ;
- la Rue Curie ;
- la Rue Daru ;
- la Rue Bernard Délicieux ;
- la Rue Dessale-Possel ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue Dom Vaissette ;
- la Rue Don Bosco ;
- la Rue Donnat ;
- la Rue Doria ;
- la Rue Du Guesclin ;
- la Rue Durand ;
- la Rue de L'Ecole de Droit ;
- la Rue de l'Épire ;
- l'Avenue des États du Languedoc ;
- la Rue Ferdinand Fabre ;
- la Rue Farges ;
- la Rue du Faubourg Boutonnet ;
- la Rue du Faubourg Figuerolles ;
- la Rue du Faubourg Saint Jaumes ;
- la Place Faulquier ;
- la Rue de Ferrare ;
- la Rue Louis Figuié ;
- la Rue Flaugergues ;
- la Place Pierre Flotte ;
- la Rue Galatée ;
- la Rue Galavielle ;
- le Cours Gambetta ;
- la Rue Francis Garnier ;
- la Rue Général Lafon ;
- la Rue Général Riu ;
- la Rue Général Vincent ;
- la Rue Gerhardt ;
- la Rue Isidore Girard ;
- la Rue du Grand Saint Jean ;
- la Rue Henri Guinier ;
- la Rue Louise Guiraud ;
- le Boulevard Henri IV ;
- la Rue du Jardin Martel ;
- la Rue Joffre ;
- la Rue Jeanne Jugau ;
- le Quai Laffite ;
- la Rue Laffite ;
- la Rue Lakanal ;
- la Rue Lamartine ;
- la Rue Albert Leenhardt ;
- la Place Leroy-Beaulieu ;
- la Rue Levat ;
- la Rue de Lorraine ;
- la Rue Lunaret ;
- la Rue Magnol ;
- la Rue Mareschal ;
- la Rue de la Merci ;

- la Rue de la Méditerranée ;
- l'Avenue Jean Mcrmoz ;
- la Rue de Moissac ;
- l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Rue de Montréal ;
- la Rue Marie Muller ;
- Plan Narcissa ;
- l'Allée du Nouveau Monde ;
- la Rue Paladilhe ;
- la Rue de la Palissade ;
- le Quai du Palladium ;
- la Rue Parlier ;
- Plan Pasquier ;
- la Place du Père Louis ;
- la Rue François Périer ;
- la Rue des Pins ;
- l'Avenue du Pirée ;
- la Rue de Plagne ;
- l'Allée Platon ;
- l'Avenue de la Pompignane ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue du Pont de Lattes ;
- la Rue Poséidon ;
- la Rue Pralon ;
- la Rue Proudhon ;
- la Rue de la Raffinerie ;
- la Rue Rambaud ;
- la Rue Henri René ;
- la Rue de Rhodes ;
- la Rue Hilaire Ricard ;
- l'Impasse Richer de Belleval ;
- la Rue Richer de Belleval ;
- la Place Rondelet ;
- la Rue Rondelet ;
- la Rue Daniel Sage ;
- la Rue Saint Alexis ;
- la Rue Saint Barthélemy ;
- l'Avenue Saint Charles ;
- la Rue Saint Claude ;
- la Rue Saint Denis ;
- la Place Roger Salengro ;
- le Quai de Sauvages ;
- la Rue de la Sauzède ;
- la Rue Sérane ;
- la Rue Professeur Henri Serre ;
- la Rue des Soldats ;
- la Rue de la Spirale ;
- le Boulevard de Strasbourg ;
- la Place de Strasbourg ;
- la Rue de Tarragone ;
- la Rue de Thèbes ;
- la Rue Thetis ;
- la Rue Toiras ;
- la Rue de la Tour Sainte Eulalie ;
- la Rue de la Trente Deuxième ;
- la Rue Eugène Varlin ;
- le Quai du Verdanson ;
- la Rue de Verdun ;

- la Rue de Villefranche ;
- le Quai des Tanneurs ;
- la Rue Renaud de Villeneuve ;
- la Rue Emile Zola.

Article 2 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée (zone orange), aux emplacements prévus à cet effet sur :

- la Rue de l'Abbé de l'Epée ;
- la Rue des Abeilles ;
- la Rue Abert ;
- l'Avenue Aglaé Adanson ;
- la Rue des Aigucrelles ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Amoureux ;
- la Rue des Anthémis ;
- la Rue d'Argencourt ;
- la Rue Bazille Balard ;
- la Rue de Barcelone ;
- le Chemin des Barques ;
- la Rue Bastide ;
- la Rue Frédéric Bazille ;
- la Rue Beau Séjour ;
- la Rue Achille Bégé ;
- la Rue de Bercy ;
- le Boulevard Berthelot ;
- l'Avenue de Boirargues ;
- la Rue Bonnié ;
- l'Avenue Bouisson-Bertrand ;
- la Rue Bourrelly ;
- la Rue Boyer ;
- la Rue Brumaire ;
- la Rue Marie Caizergues ;
- Rambla des Calissons ;
- la Rue Canton ;
- la Rue Etienne Cardaire ;
- la Rue Ernest Castan ;
- l'Avenue de Castelnau ;
- la Rue de la Cavalerie ;
- la Rue Francèze de Cézelli ;
- la Rue Chamayou ;
- la Rue Chaptal ;
- la Place Jean Antoine Chaptal ;
- la Rue de Chio ;
- la Rue du Cimetière des Protestants ;
- la Rue Colin ;
- la Rue du Commerce ;
- la Rue du Comté de Melgueil ;
- la Rue de la Constituante ;
- le Boulevard des Consuls de Mer ;
- l'Allée de Corfou ;
- la Rue Coulondre ;
- la Rue de Cronstadt ;
- la Rue des Cyclamens ;

- la Rue du Dahomey ;
- la Rue Claude Debussy ;
- la Rue Camille Descosy ;
- la Rue Desmazes ;
- l'Avenue des Droits de l'Homme ;
- l'Avenue Albert Dubout ;
- la Rue Dubreuil ;
- la Rue Raoul Dufy ;
- l'Avenue Raymond Dugrand ;
- la Rue Paul Dukas ;
- la Rue Shirin Ebadi ;
- la Rue Enclos Fermaud ;
- l'Avenue Albert Einstein ;
- la Rue d'Epidaure ;
- la Rue des Etats Généraux ;
- la Rue de Famagouste ;
- l'Avenue de Fès ;
- la Rue Louis Figuier ;
- l'Impasse Fino-Bricka ;
- la Rue de la Fontaine de Lattes ;
- la Rue Fontenille ;
- la Rue Fouques ;
- la Rue Primaire ;
- la Rue Fructidor ;
- la Rue des Fuchsias ;
- la Rue des Gabares ;
- la Rue de Galata ;
- la Place Ernest Granier ;
- la Rue François Henry d'Harcourt ;
- la Rue Henri ;
- la Rue du Jardin Durand ;
- la Rue Lakanal ;
- le Quai Laurens ;
- la Rue Mathieu Laurens ;
- la Rue Lunaret ;
- la Rue Wangari Maathai ;
- la Rue du Marché aux Bestiaux ;
- l'Avenue de Maurin ;
- la Rue Yehudi Menuhin ;
- la Rue Messidor ;
- la Rue Meyrueis ;
- la Rue Ernest Michel ;
- la Rue de Messine ;
- la Rue du Micocoulier ;
- la Rue Adolphe Mion ;
- l'Avenue du Mondial 98 ;
- l'Avenue Marie de Montpellier ;
- la Rue Moquin-Tandon ;
- le Chemin de Moularès ;
- la Rue du Moulin de Sémalen ;
- la Rue du Moulin des Sept Caus ;
- l'Avenue de Nîmes ;
- la Rue Nissolle ;
- la Rue Nivose ;
- la Rue Nozcran ;
- la Rue de la Nuit du 4 Août 1789 ;
- la Rue d'Obsen ;
- la Rue des Orchidées ;

- le Boulevard d'Orient ;
- la Rue Paladilhe ;
- la Place des Patriotes ;
- la Rue du Pavillon ;
- la Rue des Pensées ;
- l'Avenue du Petit Train ;
- la Rue Frédéric Peyson ;
- l'Avenue du Pirée ;
- la Rue de la Poésie ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue Pouget ;
- la Rue Proudhon ;
- la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie ;
- le Boulevard Rabelais ;
- la Rue de Raguse ;
- la Rue Ramel ;
- la Rue Raoux ;
- la Rue Henri René ;
- le Boulevard Renouvier ;
- la Rue des Rêves ;
- la Rue Rigaud ;
- la Rue Roudil ;
- la Rue Louis-Frédéric Rouquette ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue Saint Léon ;
- la Rue Saint Louis ;
- la Rue Saint Vincent de Paul ;
- la Rue Sainte Catherine ;
- la Rue Aung San Sun Kyi ;
- la Rue Marcel de Serres ;
- le Boulevard de Strasbourg ;
- la Rue de Substantion ;
- la Rue de Syracuse ;
- la Rue Thérèse ;
- la Rue Charles de Tourtoulon ;
- la Rue Michel Trocmé ;
- la Rue de la Tuilerie ;
- la Rue Turgot ;
- la Rue Victor Vasarely ;
- la Rue Vendémiaire ;
- la Rue Vézian ;
- la Rue Joseph Vidal ;
- le Boulevard Vieussens ;
- la Place Paul Vigné d'Octon ;
- la Rue Andy Warhol ;
- la Rue Elie Wiesel.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée (zone verte), aux emplacements prévus à cet effet sur :

- la Place de l'Abbé Crébassol ;
- l'Avenue Pierre d'Adhémar ;
- la Rue des Amarantes ;
- la Rue des Anémones ;

- la Rue Anterrieu ;
- la Rue des Asphodèles ;
- l'Avenue d'Assas ;
- la Rue Atgier-Hazard ;
- la Rue Azéma ;
- la Rue Baqué ;
- la Rue Paul Baron ;
- la Rue Bartholdi ;
- la Rue Frédéric Bazille ;
- la Rue Rémy Belleau ;
- la Rue des Bergeronnettes ;
- la Rue Guy et Robert Bourrier ;
- la Rue Bouschet de Bernard ;
- la Rue Boussinesq ;
- la Rue des Boutons d'Or ;
- la Rue Louis Braille ;
- la Rue Octavien Bringuier ;
- la Rue Jacques Brives ;
- la Rue des Cambiadours ;
- la Place Cardinal Verdier ;
- l'Avenue de Castelnau ;
- l'Avenue Chancel ;
- la Rue des Chardonnerets ;
- la Rue des Chasseurs ;
- la Rue des Cigales ;
- la Place du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie ;
- la Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie ;
- la Rue Cité Bousquet ;
- la Rue de Claret ;
- la Rue des Clématites ;
- la Rue de Coimbre ;
- la Rue du Colonel Marchand ;
- la Rue Condorcet ;
- la Rue des Coquelicots ;
- l'Allée de Corfou ;
- la Rue de la Cour du Recteur ;
- la Rue Gustave Courbet ;
- la Rue Adam de Craponne ;
- la Rue de la Croix Bonhomme ;
- l'Avenue de la Croix du Capitaine ;
- la Rue Crova ;
- la Rue du Dahlia ;
- la Rue de la Danse des Cordelles ;
- la Rue de la Danse des Treilles ;
- la Rue de la Danse du Chevalet ;
- l'Impasse Daube ;
- la Rue Delmas ;
- la Rue Denise ;
- la Rue du Docteur Louis Perrier ;
- la Rue Doyen de Rouville ;
- la Rue Jacques Draparnaud ;
- la Rue Duchesse d'Abrantes ;
- la Rue Emile Duployé ;
- la Rue Duval-Jouve ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- la Rue de l'Ecole Normale ;
- la Rue Edouard VII ;
- la Rue d'Epidaure ;

- la Rue de l'Equerre ;
- la Rue de l'Etoile Bleue ;
- la Rue Frédéric Fabrèges ;
- la Place Auguste Fages ;
- la Place du Lavoir ;
- la Rue du Faubourg Saint Jaumes ;
- la Rue de la Fauvette ;
- l'Avenue Charles Flahault ;
- la Rue de Font Carrade ;
- la Rue de Font Couverte ;
- la Rue de la Fontaine Saint Berthomieu ;
- la Rue de Forcrand ;
- la Rue des Frères Platter ;
- l'Avenue de la Gaillarde ;
- la Rue Pierre Galen ;
- la Rue Georges ;
- la Rue Frédéric Georges ;
- la Rue des Groscilliers ;
- la Rue Granier ;
- la Rue Gustave ;
- la Rue Guynemer ;
- la Rue Haguenot ;
- la Rue Emmanuel Hédon ;
- la Rue Hippolyte ;
- la Rue de l'Hirondelle ;
- la Rue des Hospices ;
- la Rue Guillaume Janvier ;
- le Passage de l'Imprimerie ;
- la Rue de l'Imprimerie ;
- la Rue des Iris ;
- la Rue Jean ;
- l'Allée Jullian ;
- l'Avenue de la Justice de Castelnau ;
- la Rue Labbé ;
- la Rue Lacombe ;
- la Rue Paul Lacroix ;
- la Rue Lafeuillade ;
- la Rue de la Lavande ;
- la Rue Bernard Lecache ;
- la Rue Sébastien Lenormand ;
- l'Avenue Lepic ;
- la Rue Emile Littré ;
- la Rue John Locke ;
- l'Avenue de Lodève ;
- la Rue des Loriots ;
- la Rue de Louvain ;
- la Rue Ramon Lull ;
- la Rue Maillart ;
- la Rue Aristide Maillol ;
- la Rue Marc ;
- l'Avenue du Maréchal Leclerc ;
- la Rue Marguerite ;
- la Rue Marioge ;
- la Rue Edouard Marsal ;
- la Rue Martin-Choisy ;
- la Rue du Mas de Lemasson ;
- la Rue Maury ;
- la Rue Alexandre Maury ;

- la Route de Mende ;
- l'Avenue Jean Mermoz ;
- la Rue de Metz ;
- le Boulevard Benjamin Milhaud ;
- la Rue François Mireur ;
- la Rue Monteil ;
- la Rue du Moulin de Sémalen ;
- le Boulevard Mounié ;
- la Rue Max Mousseron ;
- la Rue des Narcisses ;
- la Rue de Nazareth ;
- la Rue des Néfliers ;
- la Rue Adolphe Nourrit ;
- la Rue Pagès ;
- la Rue de la Paille ;
- la Rue des Pâquerettes ;
- la Rue de la Part Antique ;
- le Passage Soixante Quinze ;
- la Rue de la Pépinière ;
- la Rue du Père Bonnet ;
- la Rue du Père Fabre ;
- la Place du Père Régis ;
- l'Avenue du Père Soulas ;
- le Boulevard de la Perruque ;
- la Rue des Pervenches ;
- la Rue des Pinsons ;
- la Rue du Pioch de Boutonnct ;
- la Rue de la Portalière des Masques ;
- la Rue de Porto ;
- la Rue du Pous de Las Sers ;
- la Rue des Pradiers ;
- la Rue Jacques Prévert ;
- la Rue des Prévôts ;
- la Rue des Primevères ;
- la Rue du Printemps ;
- la Rue du Professeur Jean Granier ;
- l'Avenue du Professeur Grasset ;
- la Rue du Professeur Lombard ;
- la Rue du Professeur Sarla ;
- la Rue du Progrès ;
- la Rue Racine ;
- la Rue Raoul ;
- la Rue Hippolyte Rech ;
- le Boulevard Ernest Renan ;
- la Rue Théophraste Renaudot ;
- la Rue de Rethel ;
- la Rue des Rêves ;
- la Rue Reynes ;
- la Rue Ribot ;
- l'Avenue Xavier de Ricard ;
- la Rue Edouard Roche ;
- la Rue des Roitelets ;
- la Rue Ronsard ;
- la Rue des Roses ;
- la Rue des Rossignols ;
- la Rue Louis Roumieux ;
- la Rue Paul de Rouville ;
- la Rue Saint Cléophas ;

- l'Avenue de Saint Lazare ;
- l'Avenue Saint Maurice de Sauret ;
- l'Avenue de Saint Maur ;
- la Rue des Salins ;
- la Rue des Scarabées ;
- la Rue Marcel de Serres ;
- l'Allée des Sophoras ;
- la Rue de Las Sorbes ;
- la Rue Subleyras ;
- la Place de Tagaste ;
- la Rue des Tiercelets ;
- l'Avenue de Toulouse ;
- l'Impasse de la Tour Buffel ;
- la Rue de la Tour Buffel ;
- la Rue Tour Gayraud ;
- la Rue du Triolet ;
- la Rue Jules Troubat ;
- la Rue Val Maric ;
- la Rue Valette ;
- la Rue des Verveines ;
- la Rue des Vignes ;
- la Rue des Viguiers ;
- la Rue Arnaud de Villeneuve ;
- la Rue des Volontaires ;
- le Boulevard Charles Warnery.

Article 4 :

Le stationnement de tous les véhicules est interdit hors des emplacements matérialisés au sol dans les voies constituant les trois zones tarifaires définies aux articles 1, 2 et 3.

Ces emplacements sont réservés aux automobilistes désireux d'acquitter les droits proportionnels à la durée d'occupation.

Dans les trois zones tarifaires le stationnement est payant de 9h00 à 18h00 tous les jours du lundi au samedi. Le stationnement est gratuit les dimanches et jours fériés.

Le recouvrement des droits de stationnement est assuré au moyen :

* d'horodateurs implantés sur les trottoirs. Le paiement des droits se fera par pièces de monnaie, carte électronique, ou carte bancaire à insérer dans les horodateurs.

Les horodateurs délivreront un ticket sur lequel figureront :

- la date
 - l'heure de fin du stationnement
 - le prix payé
 - l'identification de la zone de stationnement (jaune, orange, verte)
 - le numéro de secteur et les premiers numéros de la plaque d'immatriculation pour les résidents
- Ce ticket doit être placé derrière le pare-brise du véhicule, être lisible de l'extérieur et placé côté trottoir afin de permettre un contrôle facile de la durée de stationnement autorisé.

* d'horodateurs embarqués (PIAF), boîtier rechargeable auprès du prestataire de service dûment désigné.

* d'un paiement dématérialisé. Les usagers devront au préalable adhérer au système de paiement dématérialisé mis en place par la collectivité auprès du prestataire de service dûment désigné qui leur fournira un macaron qui devra obligatoirement être affiché sur le pare-brise du véhicule. Le paiement des droits se fera soit par Internet soit par téléphone.

* de carte à gratter mensuelle.

Les automobilistes devront s'acquitter des droits de stationnement au tarif en vigueur dans la zone où ils stationnent.

En cas de non-fonctionnement d'un horodateur individuel embarqué, l'utilisateur est tenu de se reporter à un horodateur.

En cas de non-fonctionnement d'un horodateur, l'utilisateur est tenu de se reporter à un horodateur voisin, dans la même zone tarifaire, afin d'obtenir le ticket correspondant au paiement du stationnement.

Toute fraude ou reproduction du ticket est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

Article 5 :

Un régime de stationnement préférentiel est instauré à l'intérieur de chacune des trois zones tarifaires précitées, au bénéfice des résidents.

La qualité de " résident " n'est attribuée qu'aux seules personnes physiques remplissant l'ensemble des conditions suivantes :

- le domicile doit être reconnu dans l'une des 3 zones de stationnement payant définies aux articles 1, 2 et 3,
- le véhicule doit être immatriculé à l'adresse du domicile,
- le véhicule doit stationner dans l'une des rues composant la zone concernée.

Pour bénéficier du tarif préférentiel, propre à leur zone tarifaire, les résidents doivent s'acquitter du paiement des droits de stationnement au moyen de la carte " Oxygène ", de la carte mensuelle à gratter ou par paiement dématérialisé.

Deux véhicules par foyer pourront bénéficier de la qualité de résidents.

Cas particulier de la zone Verte :

- le stationnement des véhicules est gratuit pour les résidents de la zone Verte et dans le secteur de leur domicile uniquement,
- les véhicules de résidents sont reconnaissables au moyen d'un macaron devant être apposé, à l'intérieur du véhicule, sur le pare-brise pour être parfaitement visible de l'extérieur afin de permettre un contrôle facile de la qualité de résident,
- en cas de changement de domicile, le bénéficiaire est tenu de restituer le macaron. Il doit justifier, chaque année, de sa domiciliation pour obtenir le nouveau macaron de stationnement correspondant à l'année civile en cours,
- le macaron de stationnement, ne constituant en aucun cas un droit de réservation d'emplacement, ne donne lieu à aucune garantie ni ne soustrait l'utilisateur au respect des règles du Code de la Route,
- les résidents sont tenus de s'assurer qu'une signalisation modifiant temporairement les règles de stationnement n'a pas été implantée dans le périmètre où est stationné leur véhicule,
- toute fraude ou utilisation abusive du macaron est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

Article 6 :

Des emplacements sont réservés aux personnes à mobilité réduite.

Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Ils sont gratuits pour les véhicules pourvus du macaron décrit ci-dessous.

Les véhicules de ces utilisateurs doivent obligatoirement être pourvus de la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées, attestant qu'ils sont affectés au transport d'une personne handicapée.

Les véhicules de personnes à mobilité réduite doivent être impérativement stationnés sur les emplacements réservés pour bénéficier de la gratuité. En dehors de ces emplacements, il conviendra d'acquitter les droits de stationnement en respectant la zone concernée.

Toute utilisation induite de ces titres est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

Article 7 :

Des emplacements sont réservés aux véhicules effectuant des livraisons.
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs sont exonérés du paiement du droit de stationnement pendant les livraisons qui s'apparentent à un arrêt et non à du stationnement.
Cet arrêt correspondant à l'immobilisation momentanée d'un véhicule durant le temps nécessaire pour permettre son chargement ou son déchargement, le conducteur restant à proximité pour pouvoir le cas échéant le déplacer.

Les horaires réservés pour la livraison sont précisées sur la signalisation verticale en place.

Un délai d'arrêt de 30 minutes maximum est autorisé. Au-delà, le stationnement est considéré comme gênant.

Toute utilisation induite de ces emplacements est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

Article 8 :

Des emplacements sont réservés au stationnement des taxis.
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Le stationnement de tout autre véhicule sur ces emplacements est strictement interdit.

Article 9 :

Des emplacements sont réservés au stationnement des véhicules de transport en commun.
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Le stationnement de tout autre véhicule sur ces emplacements est strictement interdit.

Article 10 :

Des emplacements sont réservés au stationnement des véhicules de transport de fonds.
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Le stationnement de tout autre véhicule sur ces emplacements est strictement interdit.

Article 11 :

Toute occupation temporaire du domaine public sur les emplacements de stationnement payant (déménagements, travaux, dépôts de bennes...) ne peut s'effectuer qu'avec une autorisation délivrée par les services municipaux, et fait l'objet d'une facturation selon un tarif fixé par le Conseil Municipal.

Article 12 :

Le stationnement d'un véhicule non autorisé sur un emplacement réservé est qualifié de stationnement gênant, et constitue une infraction définie à l'article R 417.10 du Code de la Route. Le véhicule pourra être déplacé et mis en fourrière, conformément aux dispositions légales en vigueur, aux frais du propriétaire.

Est considéré comme un stationnement abusif, et passible des pénalités prévues par l'article R417.12 du Code de la Route, toute occupation par un même véhicule d'un même emplacement pendant une durée excédant 2 heures de stationnement en zone Jaune, 5 heures de stationnement en zone Orange et 9 heures en zone Verte.

Au-delà de cette durée limitée il est interdit de faire stationner à nouveau le véhicule sur un emplacement situé à moins de 100 mètres du point de stationnement qu'il vient de quitter.

Tout véhicule en stationnement gênant en dehors des emplacements matérialisés au sol ou en stationnement irrégulier plus de 48 heures sur l'un de ces emplacements pourra être déplacé et mis en fourrière, conformément aux dispositions légales en vigueur, aux frais et risques du propriétaire.

Article 13 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la Route.

Elles feront l'objet d'une verbalisation, en application du Code de la Route, par les agents verbalisateurs assermentés à cet effet.

Le défaut de paiement du droit de stationnement ou le dépassement de la durée correspondant à la taxe versée, fera l'objet de procès-verbaux de contraventions.

Article 14 :

Le stationnement sur les emplacements matérialisés dans les voies citées aux articles 1, 2 et 3 se fait aux risques et périls du propriétaire du véhicule, les taxes acquittées ne devant en aucun cas être considérées comme un droit de gardiennage. La Ville décline donc toute responsabilité en cas de vol, accident ou incident.

Article 15 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2009/NT/R/DGU-P237 du 10 novembre 2009 susvisé est abrogé.

Article 17 :

Le Directeur Général des Services de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur de la société "Transports de l'Agglomération de Montpellier" sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 décembre 2013

Madame le Maire




Hélène MANDROUX

Publié le : 06 JAN. 2014

ANNEXE 6

{ 1 }

Une voirie accessible à Montpellier

Le cadre législatif

– Loi n°2005-102 du 11 février 2005 (notamment l'article 45)

• La voirie et les espaces publics

– Décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

– Décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

– Arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

• La commission départementale de sécurité et d'accessibilité

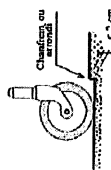
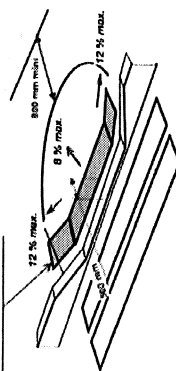
- Décret n°2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Décret n°2006 1658	Arrêté du 15 janvier 2007 modifié	Nos recommandations
<p><u>Cheminement :</u></p> <p>O Sol non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue, à la canne et au pied</p> <p>O Largeur suffisante</p>	<p>O 1,40m minimum libre de tout obstacle</p> <p>O 1,20m si aucun mur ou obstacle de part et d'autre du cheminement</p> <p>O Trous et fentes < 2 cm</p>	<p>O Cheminement le plus usuel, le plus direct et le plus court</p> <p>O Possibilité d'utiliser les couleurs et les différences de revêtement de sol pour faciliter le repérage par les déficients visuels</p> <p>O Pose d'appuis ischiatiques : hauteur 0,70 m. Les éléments ischiatiques doivent être conformes à la NFP -350 abaques de détection</p> <p>Bancs, Abris tous les 200 m</p> <p>O Largeur 1,80 m quand c'est possible : permet à deux personnes en fauteuil de se croiser.</p> <p>o sols avec des contrastes de couleur afin de permettre à une PDV d'identifier le cheminement. Nécessité de créer un fil conducteur tactile et visuel efficace pour permettre la détection à la canne blanche entre les espaces</p> <p>o importance d'éviter les obstacles. Les émergences devront être alignées et concentrées dans un espace dédié.</p>

11 avril 2013

<p><u>Profil en long et Pente</u></p> <p>Pente la plus faible possible Toute dénivellation importante peut être franchie par un plan incliné qui respecte les caractéristiques minimales définies par l'arrêté</p>	<p>o Pente 5% maximum</p> <p>o Si impossibilité technique : Pentes tolérées : 8% maximum sur 2m 12% maximum sur 0,50m</p> <p>o Palier de repos : - 1,20m x 1,40m - horizontal et hors obstacle - tous les 10m pour pente >4% - en haut et en bas de toute pente - à chaque changement de direction</p> <p>o Garde corps préhensible si rupture de niveau > à 0,40m</p>	<p>O Main courante à mi-hauteur</p> <p>O Bordure chasse roue le long des ruptures de niveau</p> <p>les barrières doivent être conformes à la NFP -350 abaque de détection, le chasse roue doit être contrasté visuellement.</p>
<p><u>Dévers</u></p> <p>Pente transversale la plus faible possible</p>	<p>o 2% maxi en cheminement courant</p>	<p>O 1% de dévers est préférable</p> <p>O Pour les sorties charretières, privilégier une largeur suffisante pour le passage d'un fauteuil sans dévers ou avec un dévers de 1 %</p> <div data-bbox="965 600 1101 750" data-label="Image"> </div> <p>O Chanfrein à ¼ confortable</p>
<p><u>Ressauts</u></p> <p>Minimum de ressauts avec bords arrondis ou chanfreinés</p>	<p>o 2,50 m minimum entre 2 ressauts sur les pentes o « pas d'âne » interdits</p>	

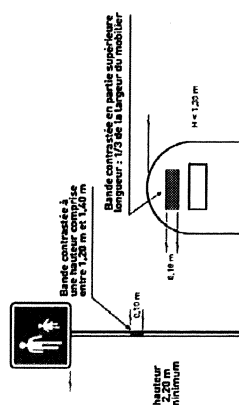
11 avril 2013

<p>s'ils ne peuvent être évités</p> <p>Traversée de chaussée</p> <p>Bateaux (abaissés) de trottoir</p> <p>Bande d'éveil de vigilance conforme</p>	<p>o Largeur minimale de l'abaissé de trottoir : 1,20 m</p> <p>o Mise en œuvre de la bande de vigilance (BEV) conforme à la norme NF P98-351 pour signaler la partie abaissée des bordures de trottoir au droit des traversées de chaussée matérialisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,50 m du bord du trottoir - sur toute la largeur de l'abaissement de la bordure de trottoir, rampants compris jusqu'à une hauteur de vue minimum de 54 cm 	<p>RESSAUTS ≤ 2 cm</p>  <p>Changement au trottoir</p>  <p>Largeur de BEV selon la norme</p> <p>o si largeur du trottoir inférieur à 1,40 m tout bateau doit laisser un passage minimum de 80 cm avec un dévers de 1% maxi. Si pour des contraintes techniques importantes ne pas faire un bateau mais une descente dans le trottoir</p> <p>Norme NFP 351 - avec contraste visuel</p> <p>Si présence de potelets : ils doivent être conformes à l'abaque 98-350</p> <p>La traversée piétonne doit être équipée d'un chemin de guidage positionné au centre et tout le long de la traversée</p>
<p>Passage piéton</p> <ul style="list-style-type: none"> - clairement identifié sur la chaussée - contraste tactile ou autre moyen équivalent 	<p>o Marquage conforme à l'arrêté du 16 février 1988 et à l'article 113 de l'ISR 7 e partie, contraste visuel entre chaussée et marquage (annexe 1)</p> <p>o Contraste tactile sur la chaussée pour repérer le passage ou ses limites ou tout autre dispositif assurant la même efficacité</p>	<p>o Zone 30 : c'est un secteur délimité comme un lotissement, panneau 30 à l'entrée du quartier. Pas d'aménagement spécifique. Existence de trottoirs</p> <p>o pas de traversée piétonne dans un arrondi de trottoir.</p> <p>Zones de rencontre : Tout est à plat. Les piétons peuvent marcher sur la route, les voitures roulent au pas. Pas de stationnement. Préconisation : Bordure pour délimiter la chaussée du trottoir.</p>

11 avril 2013

<p>Feux de signalisation</p> <p>O Dispositif conforme aux normes en vigueur permettant aux personnes aveugles et malvoyantes de connaître la période de traversée des piétons</p>	<p>O Complété par un dispositif sonore ou tactile conforme à l'arrêté du 21 juin 1991 et à l'article 110,2 de l'ISR 6^e partie</p> <p>O Conforme aux normes en vigueur NF S32-002</p> <p>O Hauteur des commandes entre 0,90 m et 1,30m (si elles existent)</p>	<p>o Dossier CERTU</p> <p>Répétiteurs de feux piétons pour personnes aveugles et malvoyantes</p> <p>o Les feux sonores doivent être face à face afin de créer un couloir sonore Ils doivent systématiquement annoncer le nom de la rue. Le signal sonore continu indiquant la possibilité de traverser est perturbant. Il est souhaitable de pouvoir l'interrompre, d'autant plus qu'il couvre le bruit des voitures.</p> <p>O Faire en sorte qu'il n'y ait pas de reflet (verre strié)</p>
<p>Escaliers</p>	<p>O Escalier (sauf escalier mécanique)</p> <p>largeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,20 m si aucun mur de chaque côté - 1,30 m si un mur d'un côté - 1,40 m entre 2 murs <p>marches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hauteur maximale : 16 cm - giron minimum : 28 cm <p>main courante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 3 marches dépassant la première et la dernière marche de chaque volée d'une largeur au moins égale au giron - passage minimum de 1,20 m entre mains courantes - hauteur de la main courante comprise entre 0,80 m et 1,00 m - double main courante intermédiaire s 	<p>O Hauteur minimale de la main courante : 0,90 m au dessus du nez</p> <p>O Une main courante à une hauteur intermédiaire pour les personnes de petite taille</p> <p>O Nez de marche saillant ou à claire-voie à éviter</p> <div data-bbox="877 470 1101 896"> </div> <p>L'ensemble des nez de marches et contre marches doit être contrasté à 70 %.</p>

11 avril 2013

<p>Equipements</p> <p>O Bornes et poteaux Bornes et poteaux aisément détectables par les personnes aveugles ou malvoyantes y compris en porte-à-faux</p>	<p>largeur supérieure à 4,20 m</p> <p>nez de première et dernière marche avec un dispositif contrastant, largeur mini : 5 cm (annexe 1)</p> <p>O Bornes et poteaux et autres mobiliers urbains comportent une partie contrastée avec le support ou l'arrière plan, constituée d'au moins 10 cm de hauteur sur au moins 1/3 de la largeur, apposée entre 1,20 m et 1,40 m du sol. Pour les bornes et poteaux comportant un resserrement ou un évidement, le contraste visuel sera réalisé dans la partie sommitale sur une hauteur d'au moins 10 cm.</p> <p>O Hauteur de passage libre de 2,20 m</p> <p>O Mobilier ou poteaux : si passage libre inférieur à 2,20 m élément bas installé au maximum à 0,40 m du sol</p> <p>O Les obstacles en saillie de plus de 15 cm situés en porte-à-faux à moins de 2,20 m de hauteur doivent être rappelés à l'aplomb du porte-à-faux par un élément bas installé au maximum à 0,40 m du sol par une surépaisseur au sol d'au moins 3 cm</p> <p>O Dispositif d'éclairage non éblouissant (annexe 2)</p> <p>O Abaque de détection des bornes et poteaux (annexe 3)</p> <p>O Cheminement avec passage sélectif doit</p>	<p>les bandes contrastées doivent être à une hauteur de 1,6 m pour se trouver dans le champ visuel</p> <p>Pour les bornes basses, elles doivent être conforme à la NFP 98 -350</p> <p>Barrière de chantier : se référer au manuel du chef de chantier CERTU</p>  <p>O Autres types de mobiliers concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toilettes publiques, cabines téléphoniques, escaliers mécaniques, trottoirs roulants... se reporter à la réglementation ERP/IOP neuf (arrêté du 1^{er} août 2006) - Barrières de chantier : lisse basse à 0,30 m du sol (NF P98-470)
--	--	--

11 avril 2013

11 avril 2013

11 avril 2013

<p>Tout emplacement et arrêt doit être conforme au schéma directeur d'accessibilité (loi du 11 février 2005 art.45)</p> <p>L'aménagement permet l'arrêt des véhicules au plus près du quai ou du trottoir</p> <p>L'accès est dégagé de tout obstacle</p> <p>Pour les transports guidés par rail, l'arrêt est équipé de bandes d'éveil de vigilance</p> <p>Avis de la CCDSA pour des dérogations d'ordre technique</p>	<p>O Hauteur adaptée aux véhicules utilisés</p> <p>O Un cheminement accessible entre trottoir et arrêt dégagé de tout obstacle</p> <p>O Passage entre nez de bordure et retour abri : 0,90 m, 1,40 m si cheminement piéton non accessible côté cadre bâti</p> <p>O Aire de rotation fauteuil : diam. 1,50 m</p> <p>En urbain, si impossibilité, les arrêts sont aménagés en alignement ou en avancée</p> <p>O Signalétique et informations</p> <p>Hauteur minimum des caractères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 cm pour l'identifiant de la ligne - 8 cm au minimum pour le nom de l'arrêt - des couleurs contrastées conformes (annexe 1) <p>o Pour le transport guidé :</p> <p>Hauteur quai > 26 cm équipé de bandes d'éveil de vigilance sur toute la longueur (NF P98-351)</p>	<p>O L'implantation de BEV conforme est recommandée pour les systèmes de transports guidés par un dispositif autre que le rail</p> <p>O Les prescriptions concernant les machines automatiques de vente de tickets sont celles applicables aux ERP en cohérence avec celles des gares (article 11 de l'arrêté du 1^{er} août 2006) et rendues aussi accessibles aux PDV et PMV</p> <p>O Les dimensions de l'espace d'usage assurant l'accessibilité des équipements sont de 0,90 m x 1,30 m</p> <p>O Repérage au sol pur signaler l'emplacement du bus.</p> <p>O Passage d'au moins 0,90 pour permettre à tout fauteuil de passer sans rouler sur la BEV La BEV est proscrite dans ces circonstances, c'est une bande d'intersection</p> <p>O Sur toute la longueur du plan incliné menant au quai, en continuité de la BEV mettre un listel de 2cm maxi servant au guidage des non-voyants, les listels seront chanfreinés à l'extrémité. et ils seront contrastés visuellement.</p> <p>O Les panneaux publicitaires seront disposés parallèlement au quai pur permettre la meilleure fluidité</p> <p>O Chaque fois que c'est possible créer des quais en continuité de l'espace public</p>
--	---	--

11 avril 2013

ANNEXES

Annexe 1 : Contraste visuel

Soit entre l'objet et son support
ou son arrière plan, soit entre
deux parties de l'objet

Cas objet moins lumineux :
contraste de luminance de 0,70
à la mise en œuvre : 0,40 à
maintenir de manière durable

Cas des objets plus lumineux :
contraste de luminance de 2,3 à
la mise en œuvre : 0,6 à
maintenir de manière durable

Possibilité de créer ce contraste

11 avril 2013

● **Contraste visuel**

Le contraste visuel C est la différence relative de l'éclairement moyen des surfaces réfléchissantes (luminances) entre l'objet (ou élément) considéré et son support ou environnement.

Les valeurs sont données selon que l'environnement (l'arrière plan) est plus clair ou plus foncé que l'élément étudié.

$$C = \frac{L_{\text{objet}} - L_{\text{support}}}{L_{\text{support}}}$$

● **Eclairage des cheminements**

Les installations d'éclairage sont encadrées par la norme NF X 31-001 qui définit des performances visuelles à maintenir dans le temps.

niveau lumineux et uniformité suffisants, en particulier.

● **Exemples d'installation de l'éclairage**

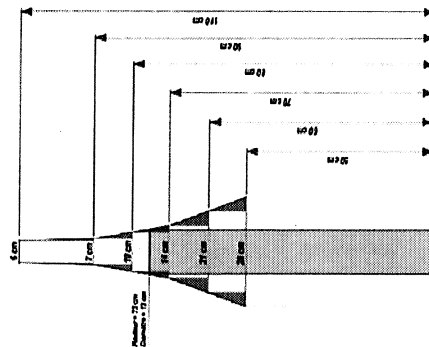
Taille minimale des bornes et poteaux :

Borne : hauteur 0,50 m et diamètre 0,20 m

Poteau : hauteur 0,70 m, largeur minimale de 0,14 m

Poteau : hauteur 0,90 m, largeur minimale de 0,07 m

Poteau : hauteur 1,10 m, diamètre minimal de 0,06 m



<p>avec des couleurs ou des matériaux différents</p> <p>Annexe 2 : Visibilité des cheminement</p> <p>Les installations d'éclairage et les matériaux doivent permettre le repérage des cheminement et des obstacles</p> <p>Les éclairages placés sous le niveau de l'œil ne doivent pas être éblouissants</p> <p>Annexe 3 : Abaque de détection d'obstacles bas</p> <p>Les bornes et poteaux doivent respecter l'abaque ci-contre</p> <p>Des resserrements ou évidements sont acceptés au-dessus de 0,50 m de hauteur</p> <p>Pour les bornes et poteaux comportant un resserrement ou un évidement, le contraste visuel prévu au 6° de l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 janvier 2007 est réalisé sur sa partie sommitale sur une hauteur d'au moins 10 cm</p>	
--	--

11 avril 2013

ANNEXE 7

<p>Sensibilisation à l'accueil d'un usager en situation de handicap et initiation à la langue des signes Formation Intra-muros - Ville de Montpellier / CNFPT Délégation régionale Languedoc Roussillon</p>	
<p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appréhender les situations de handicap, - S'approprier des modes de communication adaptés à l'accueil des usagers handicapés, - Repérer les spécificités de la déficience auditive et s'initier aux rudiments de la langue des signes. 	
<p>Accueil des stagiaires - tour de table</p> <p>La Loi de février 2005 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quels changements pour la cité ? - ou en est-on en 2013 à la veille de l'horizon de 2015 ? - normes d'accessibilité, qui est concerné ? <p>La notion du handicap en France :</p> <ul style="list-style-type: none"> - historique, quelle représentation du handicap ? - Qu'est-ce que le handicap - Qu'est-ce que l'incapacité - Qu'est-ce qu'une déficience <p>Savoir se comporter face à une personne à mobilité réduite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acceptation de l'autre - La notion d'empathie <p>Exercice en sous-groupe Correction en plénière</p> <p>13h30 - 16h30</p>	<p>9h - 12h</p> <p>Handicap auditif</p> <ul style="list-style-type: none"> La connaissance du handicap, les différentes typologies La représentation sociale du handicap auditif Clé pour une meilleure communication L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP) Quels comportements adapter pour recevoir au mieux ce public ? <p>Exercice : étude de cas en sous-groupe Correction en plénière</p> <p>La Langue des Signes Française Historique de la LSF La syntaxe de cette langue vivante - construction du signe Paramètres Classification pro-formes Utilisation des ressources personnelles en l'absence du signe Dactylogogie Communication non-verbale</p> <p>13h30 - 16h30</p> <p>La Langue des Signes Française - initiation</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accueil de la personne D.A. - Civilité - Personnes - Jours <p>Jeux de rôle en situation d'accueil La journée sera ponctuée de témoignages et de faits, relevés par les 2 formatrices, l'une en situation de handicap auditif, l'autre interprète LSF, avec une grande expérience professionnelle et personnelle de ce handicap. Elles s'appuieront sur les connaissances et expériences des stagiaires.</p>
<p>Handicap mental</p> <p>La connaissance du handicap, les différences typologiques</p> <p>Quels comportements adopter pour une meilleure aisance face à ce public</p> <p>Clé pour une meilleure communication</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP)</p> <p>Méthode interrogative, s'appuyant sur l'expérience et la connaissance des stagiaires</p> <p>Handicap psychique</p> <p>La connaissance du handicap, les différences typologiques</p> <p>Conséquence du handicap sur la personne</p> <p>Quel comportement adopter face au handicap psychique ?</p> <p>Clé pour une meilleure aisance face à ce public</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP)</p> <p>Exercice en sous-groupe</p> <p>13h30 - 16h30</p>	<p>9h - 12h00</p> <p>Evaluation des acquis des journées 1 et 2</p> <p>Handicap visuel</p> <ul style="list-style-type: none"> La connaissance du handicap, les différentes typologies Clé pour une meilleure communication Comment guider une personne déficiente visuelle L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP) Quels comportements adopter pour recevoir au mieux ce public <p>Exercice en salle, jeux de rôle Mini film</p> <p>Handicap mobileur :</p> <ul style="list-style-type: none"> La connaissance du handicap, les différences typologies Conséquences du handicap sur la personne Quel comportement adopter avec ce public L'accessibilité des locaux d'accueil <p>13h30 - 16h30</p> <p>Mise en situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> A l'aide de lunettes noires et cannes blanches, le stagiaire chemînera sur un parcours défini Mise en situation en fauteuil roulant Jeux de rôle en situation d'accueil <p>Bilan et clôture de la formation</p>
<p>Intervenants : Christel BERARD</p>	<p>Intervenants : Christel BERARD</p>
<p>Responsable pédagogique : Marie Christine Gire</p> <p>Intervenants : Cristel BERARD Formatrice et consultante sur le thème du handicap, Paule PELLECUER, Formatrice en LSF (langue des signes française)</p>	<p>Code Action : A2HAI</p>

ANNEXE 8



Mission Grand Cœur
Reconquête urbaine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 237

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

034-213401722-20130617-0000064277-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/06/2013

Réception en Préfecture : 20/06/2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Stéphane ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BEMIZECHE, Annie BENOUEARGHA-JAFFROT, Nicole BIGAS, Stéphane BLANPIED, Sylvie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Mathieu CASTRE, Joëlle CLAVERIE, Magalie COUVERT, Paris DANAN, Mirella DELAFOSSE, Géraldine DELONCLE, Danny DOMBRE-COSTE, Jacques DUMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL AYMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTIAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Bernard MALLIE, Mounira MARDOUT, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUQUET, Ingrid QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBIRA, Cécile SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Franck VIGUË.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Lucie FARGIER, Amel JULIEN, Océane LAMTELONGUE, Nadia MIRAKOR, Dominique PHUON, Frédéric TSITOUNIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGER-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martin PETITOU.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Lancement de la seconde phase de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Marc DUFOUR rapporte :

Depuis plus de dix ans, la Ville déploie un programme cohérent d'interventions en faveur du développement de l'habitat, d'aménagement des espaces publics, de valorisation du patrimoine et de renforcement du commerce et de l'artisanat du centre-ville : l'opération 'Montpellier Grand Cœur'.

A travers cette ambitieuse opération, la Ville de Montpellier souhaite rendre son cœur de ville vivant et attractif pour tous afin d'y accueillir de nouveaux habitants mais aussi des actifs, des visiteurs et des chaland.

Consciente que le commerce du cœur de ville joue un rôle urbain majeur (atout en termes de qualité de vie pour les résidents, secteur d'emploi à soutenir en période économique fragile, facteur de rayonnement urbain et métropolitain, vecteur d'image du patrimoine unique du cœur historique), la Ville de Montpellier a décidé de conduire une politique volontariste en matière de commerces, d'activités économiques dites de proximité et d'emploi.

Par la délibération n° 2012/ 184 en date du 29 mai 2012, la Ville de Montpellier a entériné le lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités (commerçants, artisans ou toute autre activité exerçant derrière la vitrine). Cette campagne vise à inciter les entreprises à concevoir et réaliser des devantures de qualité en leur proposant un accompagnement sous deux formes :

- une assistance architecturale, consistant en une information personnalisée des commerçants pour les aider dans la conception de leur projet de nouvelle devanture commerciale,
- une subvention sur les travaux ainsi que sur leur maîtrise d'œuvre.

Une participation de l'Etat au titre du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) est mobilisée afin de rendre le dispositif plus incitatif : la subvention de la Ville et du FISAC s'élève ainsi à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier.

La dépense totale maximum subventionnable s'élève à 14 000 € HT, répartis en 12 000 € HT pour la devanture et ses éléments et 2 000 € pour la maîtrise d'œuvre, avec un plafond de la subvention totale de 4 900€.

A cela s'ajoutent :

- une subvention pour travaux d'intérêt architectural (majoration de 2 000€ HT du montant des travaux éligibles, soit un maximum de 800 € supplémentaires)
- 300 € de prime forfaitaire si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux personnes à mobilité réduite.

La dépense est inscrite au budget de la Ville chapitre 908.

L'animation du dispositif fait en outre l'objet d'un partenariat étroit et efficace avec la Chambre de commerce et d'industrie, chargée de relayer l'information auprès des entreprises, de constituer et instruire les demandes de subvention des commerçants.

Pour renforcer l'impact urbain de cette campagne 'devantures', la délibération 2012/184 a défini le principe d'une mise en œuvre progressive en trois phases, dans trois secteurs dont la qualité patrimoniale est reconnue, secteurs protégés (secteur sauvegardé, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ou périmètre de ravalement obligatoire.

Le premier périmètre de campagne juillet 2012- juin 2014 concerne environ 950 entreprises, situées un premier périmètre correspondant environ aux secteurs du Sud de l'Ecusson (hors Jeu de Paume et rue de Loge), des rues Universités et Aiguillerie- Ecoles laïques dans le Nord de l'Ecusson, du quartier Gambetta-rue des Généraux-Faubourg du Courreau-Laissac- Rondelet et de l'avenue de Lodève.

Le démarrage graduel mais régulier de la campagne confirme le besoin de pouvoir faire bénéficier de ce dispositif à un nombre élargi d'entreprises de commerçants ou d'artisans. Il est proposé dans la présente délibération l'extension de la campagne à un deuxième périmètre qui sera éligible au dispositif d'aide du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2015.

Le périmètre de la deuxième phase de la campagne concerne les rues suivantes :

Dans l'Ecusson :

- boulevard du Jeu de Paume
- boulevard de l'Observatoire
- boulevard Ledru-Rollin

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- boulevard du Professeur Louis Vialleton
- boulevard Henry IV
- place Albert 1^{er}
- quai des Tanneurs
- rue de la Fontaine du Pila Saint Gély
- rue du Faubourg de Nîmes
- boulevard de Bonnes Nouvelles
- boulevard Sarraïl
- place de la Comédie (NB : côté pair entre le boulevard Sarraïl et la rue de la Loge)
- rue de la Loge
- rue de la Draperie rouge
- rue de l'Herberie
- place Castellane
- rue Draperie St Firmin
- rue du Bayle
- rue Ranchin
- rue Philippy

- place du Petit Scel
- rue de l'Huile
- rue de l'Amandier
- rue Poitevine
- boulevard Ledru-Rollin

Au Sud-Ouest :

- rue du Faubourg Figuerolles (côtés pair et impair)
- rue du Mas de Merle (côtés pair et impair) jusqu'à la rue François Coppee
- boulevard Renouvier jusqu'à la rue Chaptal (côtés pair et impair)

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes :

- avenue de Lodève
- rue Louis Braille inclus côté pair
- rue Haguenot dans la section rues Louis Braille – Rues Pierre Fermaud, inclus côté pair
- rue Pierre Fermaud inclus côté pair, avenue de la Liberté
- rue du Faubourg Figuerolles
- place Roger Salengro inclus côté impair
- rue Adam Craponne inclus côté impair
- cours Gambetta
- Plan Cabanes inclus côté pair
- Place Leroy-Beaulieu

Au Sud-Est :

- rue de la Méditerranée (les deux cotés de ces rues inclus)

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- boulevard Victor Hugo
- place Molière
- rue de Etuves
- boulevard de l'Observatoire
- rue d'Alger
- rue du Grand Saint-Jean inclus côté impair
- place du Bicentenaire
- rue Jules Ferry
- rue du Pont de Lattes
- rue des Deux Ponts
- place de Strasbourg
- rue du pavillon
- rue Colin
- boulevard Vieussens
- boulevard Rabelais
- avenue de Palavas
- rue du pont de Lattes
- avenue Henri Frenay
- rue Aristide Olivier
- rue Du Guesclin
- rue Baudin
- place de la Comédie côté impair

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le lancement d'une deuxième phase de campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités dans le nouveau périmètre tel que défini ci-dessus ;

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juiln 2013 |

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Marathon de Montpellier Le dimanche 19 Octobre 2014 Convention d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Le Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée (MAAM) organise, avec l'appui de la Ville de Montpellier, le « Cinquième marathon de Montpellier » le 19 Octobre 2014.

L'objectif de cet événement est d'organiser un des dix plus importants marathons de France en véhiculant des valeurs populaires et de convivialité.

Cette épreuve de course à pied se déroule entièrement sur le territoire de la ville de Montpellier sur une distance officielle de 42,195 kilomètres.

Le départ et l'arrivée auront lieu sur la place de la Comédie et le parcours forme une seule boucle desservant l'ensemble des quartiers de Montpellier.

Le parcours de l'édition 2014, extrêmement rapide et sans difficulté majeure, est inchangé par rapport à 2013, à l'exception d'ajustements à la marge permettant l'optimisation du confort des marathonniens.

Il combine le plus haut niveau et l'ensemble des coureurs populaires, à la recherche de la performance.

En même temps, un marathon relais est aussi organisé sous la forme d'une course de 42,195 kilomètres par équipe de 2 ou 6 relayeurs. Dans ce cadre, les coureurs se transmettent une puce dans des zones relais prédéfinies afin de contrôler le passage de relais et la performance chronométrique.

Par ailleurs, le MAAM, en lien avec la ville de Montpellier organise de nombreuses animations sportives et festives sur le parcours et au sein du village du marathon, situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle les vendredi 17, samedi 18 et dimanche 19 octobre.

Afin de finaliser l'organisation de cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, est nécessaire entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature, eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

Considérant que l'occupation du domaine public est de l'ordre de 5 000 m² (Esplanade et Comédie) et conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 Décembre 2013 fixant les tarifs 2014 applicables au domaine public occupé, le montant de la subvention en nature est de 82 500 € (5000m²*5.50 €*3 jours).

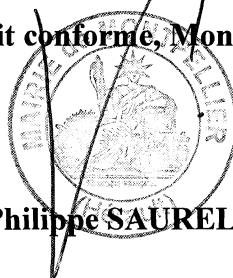
Celle-ci vient compléter la subvention de 62 500 € attribué au MAAM pour cet évènement par délibération du Conseil Municipal du 26 Juin 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente et à l'établissement d'une redevance par le service des affaires commerciales pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 82 500 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut le l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier Délégué à la Jeunesse et aux Sports, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 Avril 2014, d'une part

et

L'Association **Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée**

Représentée par son Président

Adresse : Stade Philippidès – 2 , avenue Charles Flahault – 34090 Montpellier

Téléphones domicile : professionnel : Portable :

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier accepte de mettre à disposition de l'Association Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée, dans le cadre de l'organisation du **MARATHON de MONTPELLIER**, l'Esplanade-Comédie :

- les 15 et 16 octobre 2014 (aménagement Village Marathon)
- les 17 et 18 octobre 2014 (fonctionnement du Village)
- le 19 octobre 2014 (village et course)

La ville accepte, également, le déroulement du Marathon dans les rues de Montpellier, le dimanche 19 octobre 2014.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différents services municipaux sont concernés :

Service Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation.

Police Municipale : présence et rondes sur le village, mise à disposition des effectifs de policiers municipaux pour la sécurité de la course le 19 octobre et activation du P.C. crise de la Mairie .

Service O.D.P. : autorisation de l'occupation du Domaine Public.

Service E.U.P. : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage et des containers

Service Hygiène : arrêtés de sonorisation.

Service Communication : mise en place des visuels , fourniture du portique Départ et mise en place du plan de communication .

Service Protocole : prêt de matériel , mise en place des coffrets électriques pour alimenter les stands du village et gestion des moments protocolaires (inauguration , remise des prix ...)

Service des Sports : coordination de la manifestation , prise en charge de la location de tentes , W.C. chimiques , gardiennage du site , confection des panneaux d'information et fourniture des sachets-repas (21500 Euros) , prêt de matériel , montage et démontage du village et , aménagement des différents points de ravitaillement sur le circuit , le jour de la course .

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public , à titre gratuit , est considérée comme une subvention en nature , valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal , en date du 16 décembre 2013 , soit : 5000m2 x 5,50 € x3 jours= 82500 €.

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'Association et dans le compte administratif de la ville .

Article 4 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

4-1 : Assurances

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

4-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

4-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

4-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

4-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

4-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 5 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 6 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué à la Jeunesse
et aux Sports

Fabien ABERT

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.
Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite favoriser le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes de prévention-santé tels que la prévention des chutes, d'entretien corporel, ou de maintien du lien social.

Depuis plusieurs années, des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive, de type « activités de gymnastique ».

Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. des moyens humains (éducateurs et animateurs sportifs) et des installations, pour assurer ces activités, et ce par l'intermédiaire d'une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

A ce titre, la contribution de la Ville est proposée à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre.

Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 47 500 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

Il est proposé de reconduire cette action pour la saison 2014/2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison 2014-2015;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 47 500 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE DANS LE CADRE D'ACTIVITES DE GYMNASTIQUE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 Octobre 2014, d'une part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale

Représentée par Madame Patricia MIRALLES,

Adresse : 125 Place Thermidor – BP 9511 – 34045 Montpellier

Vice - Présidente d'autre part

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Le centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) a choisi dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville, d'intervenir sous forme de diverses prestations, conformément à l'article L123-5 du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

Pour les personnes âgées, une grande variété d'animations et de loisirs sont proposées avec la carte âge d'or.

Toutefois, le Centre Communal d'Action Social ne possède ni le personnel compétent ni les structures en nombre suffisant pour organiser les activités de gymnastique proposées à ce public.

La présente convention a pour but de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville de Montpellier pour participer au fonctionnement des activités proposées par le C.C.A.S.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Dispositions Générales :

La Ville de Montpellier met à disposition du C.C.A.S. des moyens humains et des installations permettant la pratique de cours de gymnastique dans des lieux adaptés, à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre.

En effet, les activités gymnastiques Age d'Or permettent de réduire les risques liés à cette population cible dans le cadre de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social et la création d'une dynamique collective.

Article 2 : Public concerné

Toute personne retraitée et âgée d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'Or délivrée gratuitement par le C.C.A.S., valable 6 ans, mais validée tous les ans sur justificatif de domicile.

Article 3 – Définition des prestations :

3-1 Contribution de la Ville de Montpellier

La Ville mettra à disposition, à titre gratuit, des éducateurs et animateurs sportifs, ainsi que les lieux de pratique dans des installations sportives ou des salles de Maisons pour Tous. Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 47 500 € (salaires, mises à disposition des salles et matériels pédagogiques).

Ces prestations, réparties sur le territoire (cf. planning hebdomadaire 2014-2015), représentent 41 heures d'intervention (préparation des cours et rangement) pour un volume horaire de 22 heures d'activités de gymnastique proposées aux personnes âgées.

Les inscriptions se dérouleront sur les lieux de pratique les deux dernières semaines de septembre pour un public qui devra être muni de la Carte Age d'or, de la Carte Montpellier Sports pour vérifier l'aptitude physique et de la Carte des Maisons pour Tous, lorsque les cours s'y déroulent.

Le début des activités est prévu 1^{ère} semaine d'octobre pour se terminer le mi juin.

3-2 Contribution du C.C.A.S.

Le C.C.A.S. assurera la communication des activités de gymnastique proposées, dans la plaquette éditée avant chaque saison sportive, à l'intention des personnes âgées.

Dans le cadre de Montpellier Age d'or, ses services délivreront la carte Age d'Or et pourront proposer la carte Montpellier Sports pour ceux qui souhaitent bénéficier des activités sportives.

Le C.C.A.S. informera le public Age d'Or des modalités de mise en œuvre des activités de gymnastique : lieux de pratique, conditions d'inscriptions exigibles, fonctionnement des activités (cf. article 4 ci-dessous).

Article 4 : Durée

La convention est établie pour une durée de un an, à compter de la saison sportive 2014-2015 et renouvelable par reconduction expresse au 30 juin de chaque année.

Article 5 : Conditions d'exploitation

La Ville se réserve le droit de mettre en indisponibilité les équipements, en cas de manifestations exceptionnelles, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou fermeture annuelle nécessaire.

Les activités ne seront pas assurées pendant les vacances scolaires, fériés ou jours vagues, et lors d'absence de l'encadrement pédagogique nécessaire à la sécurité des pratiquants.

Les adhérents seront informés par un panneau qui sera apposé sur l'entrée du lieu de pratique. Les cours non assurés, ne seront pas récupérés.

Article 6 – Tarifs :

Les activités de gymnastique sont proposées à titre gratuit au public Montpellier Age d'Or. Les adhérents devront s'acquitter des cartes de Montpellier Sports et des Maisons pour tous au tarif en vigueur au 1^{er} septembre.

Article 7 : Résiliation sans faute

En cas de force majeure, la présente convention sera résiliée d'office et de plein droit sans indemnité de part ni d'autre.

Chacune des parties pourra, en outre, mettre fin à la présente convention avant son terme à charge pour elle d'en demander la résiliation moyennant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Direction Jeunesse Sports
emploi et Logement
Service Ressources Logement
Emploi

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 410

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

CONVENTION DE PARTENARIAT LOCAL CitésLab, le Réseau d'amorçage de projets

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Service d'amorçage de projet porté par l'association Boutique de Gestion BGE Montpellier permet une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires, définis dans le CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale), visant à développer le nombre de porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Ce service permet de :

- Déterminer les potentiels de projets en adéquation avec le territoire,
- Favoriser l'information de proximité des dispositifs de financement de la création d'entreprise.
- Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs locaux pour la création d'entreprises,
- Informer la population et les acteurs locaux des services proposés,
- Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises,
- Aider les personnes à formuler leur idée,
- Les faire entrer dans une démarche de construction de projet,
- Les orienter ensuite vers les services adaptés à leur besoin,
- Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou les institutions ressources.

Cette action lancée en 2007 est soutenue par la Caisse de Dépôts et Consignation, l'Etat, le Conseil Général de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier dans le cadre de l'appel à projet du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Compte tenu du bilan positif de cette action (576 contacts pris et 203 projets amorcés sur les 3 dernières années), il a été décidé par les différents partenaires de proposer la reconduction de cette convention de partenariat. Une nouvelle convention triennale 2014-2016, annexée en pièce jointe, précise donc le mode de fonctionnement de ce service et l'engagement des différents partenaires.

Il est donc proposé qu'au titre de cette action la Ville renouvelle ses précédents engagements, à savoir:

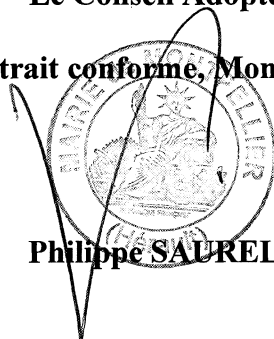
- Mettre à disposition du chef de projet CitésLab les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences notamment au sein des Maisons pour tous, des quartiers concernés.
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers,
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chacun des quartiers concernés.
- Co-financer le fonctionnement du dispositif CitésLab sous réserve du vote annuel du budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer cette convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

CONVENTION LOCALE
CitésLab, le réseau d'amorçage de projets

ENTRE

La Caisse des dépôts et consignations (CDC), Etablissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par **Monsieur Brice PAQUET Adjoint à la Directrice Régionale Languedoc Roussillon**, dûment habilité à l'effet des présentes,

ET

L'Etat, représenté par le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, Monsieur François BORDAS

ET

La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par **Madame Isabelle TOUZARD, Vice-présidente déléguée à l'Emploi - TPE et PME - Artisanat et agriculture, habilité par délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 et par arrêté n°A2014-81 en date du 25 avril 2014.**

ET

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur le Maire de Montpellier, habilité par délibération n° en date du

ET

Le Conseil Général de l'Hérault représenté par Monsieur le Président, habilité par délibération n° en date du

ET

Le groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier représenté par son Président, habilitée par délibération du Conseil d'administration en date du

ET

BGE Montpellier (Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises) , Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 3 rue Pagezy à Montpellier représentée par Madame Joelle VERNISSE agissant en qualité de Présidente du Conseil d'Administration dûment habilitée à l'effet des présentes,

ci-après dénommés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La CDC et l'Etat ont signé le 25 septembre 2001 un protocole national d'accord avec :

- l'Association pour le droit à l'initiative économique,
- l'Association France active,
- le Réseau des boutiques de gestion,
- et l'Association France initiative réseau,

ces entités, ainsi que les structures locales intervenant pour leur compte, étant ci-après dénommées ensemble les « Réseaux d'appui à la création d'entreprises ». Ce protocole a pour objet la mise en œuvre d'une expérimentation de stimulation de l'entrepreneuriat et de détection de porteurs de projets dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville. Les résultats positifs de cette expérimentation ont conduit les partenaires à étendre ce dispositif appelé « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets ». La Caisse des Dépôts l'a inscrit dans son programme de développement économique des Territoires sensibles.

Le 18 juin 2014 La CDC et l'Etat ont signé une convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires pour 2014-2020

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est portée candidate et a mobilisé les opérateurs locaux pour organiser la reconduction d'un tel dispositif sur son territoire.

Les Réseaux d'appui à la création d'entreprises, membres du comité de pilotage national, sont représentés, sur le territoire de **La Communauté d'Agglomération de Montpellier**, par les structures suivantes :

- BGE Montpellier (Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises), association régie par la loi de 1901, créée en 1994, adhérente au Réseau BGE, disposant du label qualité BGE,
- L'AIRDIE, association régie par la loi de 1901, créée en 1994 qui a pour objectif de permettre aux personnes en voie d'exclusion et en mesure de créer leur propre emploi, de bénéficier d'un concours financier sans lequel elles n'auraient pu lancer leur projet professionnel.

Ceci étant exposé, il a été conclu par la présente convention, destinée à définir les conditions de mise en œuvre, du dispositif CitésLab *Montpellier* et, dans cette perspective, les engagements de chacune des Parties.

ARTICLE 1 : Objet

Les Parties souhaitent marquer leur soutien et définir leur contribution à une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires visant à développer le nombre des porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Pour cela, les Parties conviennent de se mobiliser afin de permettre aux porteurs de projets issus des quartiers définis à l'article 3 (les « Quartiers ») ou souhaitant s'implanter dans ces derniers d'accéder à une offre de services complète et de qualité.

Il s'agit par conséquent d'assurer un service qui permette de :

- ✓ Déterminer les potentiels de projets en adéquation avec le territoire.

- ✓ Favoriser l'information de proximité des dispositifs de financement de la création d'entreprise.
- ✓ Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs locaux pour la création d'entreprises.
- ✓ Informer la population et des acteurs locaux des services proposés.
- ✓ Assurer un service au public permettant de :
 - Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises,
 - Aider les personnes à formuler leur idée,
 - Les faire entrer dans une démarche de construction de projet,
 - Les orienter ensuite vers les services adaptés à leur besoin,
 - Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou institutions ressources.

Dans ce but, les Parties décident la mise en place du dispositif CitésLab *Montpellier*, dont l'objet est d'intervenir au sein de chacun des Quartiers.

ARTICLE 2 : Conditions de mise en œuvre

Le dispositif CitésLab s'inscrit dans le cadre d'une coopération entre les organismes d'appui à la création d'entreprises et d'activités marchandes signataires de la présente convention.

Les Parties constituent le comité de pilotage local du dispositif CitésLab, prévu à l'article 6.

Elles confient à *BGE Montpellier* le soin d'assurer la mise en œuvre opérationnelle du dispositif CitésLab *Montpellier* et de porter auprès du public l'offre globale d'accompagnement et de financement qu'il comporte.

ARTICLE 3 : Périmètre d'intervention

L'action concerne *prioritairement* les quartiers de :

- la Mosson (Paillade et Hauts de Massane),
- le Petit Bard – Pergola
- la ZUS des Cévennes,
- Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson,
- la ZUS Pas du Loup – Paul Valéry – Val de Croze,
- Saint Martin et Tournezy.

ARTICLE 4 : Engagements des Parties

Afin de garantir le fonctionnement effectif du dispositif CitésLab *Montpellier*, chacune des Parties s'engage à :

- participer activement au comité de pilotage défini à l'article 6,
- désigner un interlocuteur attitré pour le chef de projet CitésLab (tel que défini à l'article 5.1),

- orienter vers le dispositif CitésLab *Montpellier* les publics auxquels il est destiné,
- informer le chef de projet CitésLab (tel que défini à l'article 5.1) du devenir des projets que celui-ci aura orienté vers la Partie compétente.

4.1 : Engagements de la structure porteuse du service, BGE Montpellier

BGE Montpellier s'engage à désigner en son sein une personne dédiée exclusivement à l'amorçage de projets, dite « chef de projet CitésLab ».

Afin de garantir les meilleures conditions de mise en œuvre du CitésLab Montpellier, BGE Montpellier s'engage à :

- Porter directement le service en ayant un lien d'autorité direct sur le chef de projet CitésLab qui lui est dédié, sans sous-traitance ni mise à disposition.
- Mettre à jour la fiche de poste ou la lettre de mission en adéquation avec l'objet défini à l'article 1 et validée par le comité de pilotage local prévu à l'article 6.
- Fournir l'encadrement, la logistique, l'appui technique et méthodologique nécessaires au chef de projet CitésLab dans le cadre de l'exercice de sa mission.
- Réaliser un *reporting* d'activité en utilisant le logiciel mis à disposition par la CDC conformément à l'article 5.2.
- Présenter, avant chaque réunion du comité de pilotage local, un tableau de bord issu de ce *reporting*, accompagné d'une note d'avancement.
- Contribuer activement à toute démarche d'évaluation ou de capitalisation engagée par l'un des financeurs ou par le comité de pilotage national.
- S'assurer de la présence du chef de projet CitésLab à chaque regroupement national d'animation-formation mis en place par la CDC conformément à l'article 5.2.
- S'assurer de la bonne mise en œuvre par celui-ci des méthodes, outils et contenus de communication élaborés ou identifiés lors des regroupements nationaux et s'assurer de sa contribution active au travail collectif.
- Veiller à ce que le chef de projet CitésLab réalise la mise en relation entre les porteurs de projets et les intervenants adéquats.

4.2 : Engagements de la CDC

La CDC s'engage à co-financer le fonctionnement de CitésLab Montpellier sur une période de 3 ans.

Ce cofinancement sera assuré dans les limites suivantes :

- 50 % du budget de fonctionnement de CitésLab Montpellier au titre de sa première année de mise en œuvre, soit pour la période courant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014
- 40 % du budget de fonctionnement de CitésLab Montpellier au titre de sa deuxième année de mise en œuvre, soit pour la période courant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

- 30 % du budget de fonctionnement de CitésLab Montpellier au titre de sa troisième année de mise en œuvre, soit pour la période courant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016

En outre, le cofinancement assuré par la CDC en vertu du présent article sera expressément limité :

- à la somme de 15 000 € sur trois ans, soit 5 000 € par an
- sans pouvoir excéder le montant total des contributions des collectivités locales (communes, intercommunalités, départements, régions) sur la même période.

Dans cette perspective, une convention financière et des avenants annuels au titre des deuxième et troisième années de mise en œuvre du dispositif CitésLab Montpellier seront établis entre la CDC et la structure porteuse du service, BGE Montpellier

La CDC s'engage également à mettre en place un dispositif national d'animation-formation des chefs de projet CitésLab affectés à l'amorçage de projets et à leur mettre à disposition un outil de *reporting* permettant une consolidation nationale des résultats.

4.3 : Engagements de l'Etat

L'action prévue à l'article 1 de la présente convention est éligible à un financement du BOP 147 dans le cadre de la programmation annuelle du CUCS de Montpellier, puis du contrat de ville de Montpellier.

4.4 : Engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

- *Mettre à disposition du chef de projet CitésLab les locaux nécessaires à l'accomplissement des éventuelles actions de communication, sous réserve de disponibilités*
- Mobiliser l'ensemble de ses services et plus particulièrement les services de la direction économique et de l'emploi
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers de la politique de la ville.
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.
- Co-financer le fonctionnement du dispositif CitésLab Montpellier sous réserve du vote annuel du budget.

4.5 : Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Mettre à disposition du chef de projet Citéslab les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences,
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les Quartiers,
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier,
- Cofinancer le fonctionnement du dispositif CitésLab Montpellier **sous réserve du vote annuel du budget.**

4.6 : Engagements du Conseil Général de l'Hérault

Le Conseil Général de l'Hérault s'engage à :

- Mettre à disposition du chef de projet CitésLab les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences, si besoin est,
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les Quartiers.
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.
- Cofinancer le fonctionnement du dispositif CitésLab Montpellier sous réserve du vote annuel du budget.

4.7 : Engagements du GIP-DSUA

Le GIP-DSUA s'engage à :

- Mobiliser ses services et notamment le service du Développement Economique-Insertion - Emploi
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont il dispose concernant les Quartiers.
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chaque Quartier.

4.8 : Engagements des Réseaux d'appui à la création d'entreprises

Les Réseaux d'appui à la création d'entreprises s'engagent à faciliter la mise en œuvre du dispositif CitésLab Montpellier ainsi que le travail de *BGE Montpellier* et notamment du chef de projet CitésLab.

Pour ce faire, elles s'engagent à :

- Faciliter au chef de projet CitésLab l'exercice de sa mission.
- Lui dispenser une formation initiale à leurs outils et modes d'intervention.
- Effectuer toutes les démarches permettant d'offrir une gamme complète de services aux porteurs de projets, directement ou à travers des partenariats avec des associations extérieures à leur propre réseau.
- Fournir toute information relative au projet permettant son évaluation.

ARTICLE 5 : Le pilotage local

5.1 : Le comité de pilotage

Un comité de pilotage local composé d'un représentant de chacune des Parties est reconduit.

Il est co-animé par la CDC et le représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le comité de pilotage local se réunit en tant que de besoin pour suivre l'avancement du projet et au minimum deux fois par an.

Son rôle est de :

- définir les objectifs locaux du dispositif CitésLab Montpellier,
- veiller à leur cohérence avec les objectifs nationaux,

- actualiser en permanence les constats à l'origine du dispositif CitésLab Montpellier au fur et à mesure de sa mise en œuvre et ajuster les objectifs en conséquence,
- valider un plan d'action local,
- suivre sa mise en œuvre et les résultats obtenus.

5.2: Le comité technique

Un comité technique est mis en place.

Ce comité dont les membres le sont à titre bénévole a pour objectifs de :

- suivre et faciliter l'implantation et le développement du service
- proposer des actions conjointes
- suivre l'évolution des projets de création d'entreprises émergents.

Sa composition doit permettre une bonne coordination des actions menées sur les quartiers cibles, surtout quand d'autres associations y mènent des actions qui relèvent de l'émergence. Il comporte dans la mesure du possible des représentants des chambres consulaires et de structures d'accompagnement à la création d'activités intervenant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le fonctionnement du comité technique ainsi constitué fera l'objet d'une évaluation qui pourra éventuellement conduire à le restreindre si les inconvénients posés par le nombre de participants dépassaient les atouts liés à la richesse des différents apports.

ARTICLE 6 : Suivi - Evaluation

Des moyens seront mis en œuvre pour évaluer l'action :

- nombre de contacts
- nombre de porteurs reçus
- nombre de projets amorcés
- nombre de projet orientés vers les structures d'accompagnement

Un suivi quantitatif et qualitatif sera également effectué des créations issues du dispositif CitésLab (y compris après accompagnement par les organismes spécialisés)

Un consultant pourra éventuellement être missionné par le comité de pilotage national, par le comité de pilotage local ou par l'une quelconque des Parties pour conduire une évaluation en continu de l'ensemble du programme. Les règles d'imputation et, le cas échéant, de répartition des coûts occasionnés par ce recours à un consultant seront définies, au cas par cas, d'un commun accord entre les Parties.

Les Parties s'engagent à fournir toute information permettant au cabinet susmentionné de mener à bien la mission qui lui aura été confiée.

ARTICLE 7 : Durée

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et est conclue pour une durée de trois ans. Elle est modifiable par avenant écrit signé par les Parties.

ARTICLE 8 : Résiliation

En cas de résiliation de la convention financière visée à l'article 5.2, conclue entre la CDC et la structure porteuse du service, *BGE Montpellier*, les Parties conviennent de se réunir afin de déterminer les conditions d'une éventuelle poursuite du dispositif CitésLab Montpellier sous de nouvelles modalités et/ou avec d'autres intervenants.

Dans l'hypothèse où aucun accord ne serait trouvé dans cette perspective entre les Parties dans un délai de 6 mois à compter de la résiliation de ladite convention financière, la présente convention sera résiliée automatiquement et de plein droit, ceci sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient, le cas échéant, être réclamés à la Partie responsable de cette résiliation.

ARTICLE 9 : Election de domicile – Attribution de compétence

Pour l'exécution de la présente convention :

- *La CDC fait élection de domicile en ses locaux : Immeuble Oz'one – 181, place Ernest Granier – CS 99025 34965 Montpellier cedex 2*
- *BGE Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 3 rue Pagezy à Montpellier*
- *La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 50 place Zeus à MONTPELLIER*
- *La Ville de Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2*
- *Le Conseil Général de l'Hérault fait élection de domicile en ses locaux : 1000 rue d'Alco à Montpellier*
- *Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier fait élection de domicile en ses locaux : 11 place du Nombre d'Or à Montpellier*
- *La DDSC fait élection de son domicile en ses locaux : rue Serge Lifar – 34184 Montpellier cedex 4.*

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal compétent du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Fait à Montpellier., le2014
En autant d'exemplaires originaux que de Parties

**Pour la Caisse des Dépôts et
Consignations
L'Adjoint à la Directrice Régionale**

**Pour l'Etat,
Le Directeur Départemental de la Cohésion
Sociale de l'Hérault**

Brice PAQUET

François BORDAS

**Pour la Communauté d'Agglomération de
Montpellier
La Vice Présidente déléguée à l'Emploi,
TPE&PME, Artisanat, Agriculture.**

**Pour le Conseil Général de l'Hérault
Le Président**

Madame Isabelle TOUZARD

**Pour la Ville de Montpellier
Monsieur le Maire**

**Pour le GIP-DSUA
Le Président**

Philippe SAUREL

**Pour BGE Montpellier
La Présidente**

Joëlle VERNISSE

Direction des Relations aux
Publics
Direction des Relations aux
Publics

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 411

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 02 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Centenaire de la Guerre de 14/18 Mise en valeur des plaques commémoratives, Monument aux Morts. Autorisation d'urbanisme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du Centenaire de la guerre 1914-1918, et afin de rendre hommage aux enfants de Montpellier morts pour la France, la Ville de Montpellier a décidé de sortir les plaques énumérant leurs noms de la crypte du monument aux morts et de les fixer sur la partie extérieure du monument, visible de tous.

Le projet porte sur la pose de 19 plaques en marbre dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à M. Nougaret, Architecte, en marché à procédure adaptée.

Avant de réaliser les travaux, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette opération ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville de Montpellier ; ligne 24468 - chapitre 900, nature 2313,
- De solliciter les subventions les plus larges possible.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Recensement de la Population 2015 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2011, publié le 1^{er} janvier 2014, est de 268 244 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 15 janvier 2015 et se termineront courant mars 2015, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2015 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 60 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2015, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,70 €, contre 0,69 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,96 €, contre 0,95 € l'année précédente

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 60 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014-2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des cinq premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de cent-vingt conférenciers et plus de 57.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéos, sur internet.

Le programme de cette sixième saison 2014 - 2015 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des trois universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 24, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 5 novembre 2014 au 27 mai 2015. Les conférenciers invités sont au nombre de 27 étant donné que trois des conférences seront prononcées à deux voix.

Pour sa 6^e saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « (R)évolutions ». Chaque mercredi une conférence sera donnée sur un objet du savoir se rattachant à ce concept, et permettra de convoquer, semaine après semaine, de nombreuses disciplines.

Antoine Compagnon, historien de la littérature et Professeur au Collège de France, ouvrira cette 6^e saison par une leçon inaugurale sur le thème suivant : « Baudelaire, dépolitiqué ! », le mercredi 5 novembre 2014.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration à concurrence d'une enveloppe maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférencier est

fixé à 500 € pour 25 d'entre eux et à 1 000 € pour le conférencier invité à donner la conférence inaugurale, et celui invité à donner la conférence de clôture, soit un total de 14.500 euros pour l'ensemble de la saison.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 27 conférenciers sont les suivants : Antoine COMPAGNON, Priscilla BAYLE, Gilles BŒUF, Éliane VIENNOT, Vincent AZOULAY, Étienne GHYS (*sous réserve de confirmation*), Jean-Luc MARION, Olivier PICARD, Audé DÉRUELLE et Jean-Marie ROULIN, Sylvie CATELLIN, Mars LACHIEZE-REY, Sylvie CHAPERON, Jacques LÉVY, Bernard STIEGLER, Heinz WISSMAN et Étienne KLEIN, Claudia SENIK, François JARRIGE, Virginie DUVAT, Philippe VAN PARIJS, Fabien GANDON, Nathalie HEINICH, Dominique SCHNAPPER, Sandra LAUGIER et Albert OGIEN, Michèle PERROT.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 14 500 € (quatorze mille cinq cent euros) TTC ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Demeurant : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »
D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »
D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur XXXXXXXXXX donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier, une conférence grand public, le mercredi XX XXXXXXXXXX, à 20h30, au Centre Rabelais, sur le thème : "XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX".

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT À L'IMAGE ET DE REPRODUCTION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation vidéo et d'une diffusion en différé sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet, d'autre part, d'une diffusion radiophonique en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio associative montpelliéraine, et de ses partenaires.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, et les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos que d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LE CONFÉRENCIER certifie que les dits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT DU RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et de la prestation pour la conférence, fixé par délibération, s'élève à 500 € TTC (cinq cents euros) versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

ARTICLE 4 – MODE DE RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :

N°:

Domiciliation :

Agence :

La note de prestation sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

ARTICLE 5 – ANNULATION

Ce contrat ne constitue en aucun cas un contrat de travail. En conséquence, il n'ouvre pas droit à la sécurité sociale, au chômage ou à la retraite. L'intervenant devra être en mesure de fournir les attestations prouvant son respect des obligations sociales et fiscales.

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure.

ARTICLE 6 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE CONFÉRENCIER

Monsieur

L'ORGANISATEUR

Pour Monsieur le Maire
L'Adjoint délégué à la Culture

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Dénomination du Théâtre de Grammont Théâtre des Treize Vents

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Centre Dramatique National du Languedoc Roussillon est né en 1968. Jérôme Savary, en 1982, baptise le CDN Nouveau Théâtre Populaire de la Méditerranée et inaugure la salle Bobby Lapointe construite sur le domaine municipal de Grammont par la Ville de Montpellier.

Jacques Nichet, de 1986 à 1997, dirige le CDN et le dénomme *Théâtre des Treize Vents*, du nom d'un lieu-dit de l'arrière pays.

Par délibération du 28 novembre 2002, l'équipement également désigné Théâtre de Grammont, est transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la compétence construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels. La Ville conserve toutefois la propriété du bâtiment lui-même.

A ce titre et afin de maintenir le lien avec l'histoire du lieu, il est proposé de confirmer la dénomination du bâtiment abritant le Centre Dramatique National : *Théâtre des Treize Vents*.

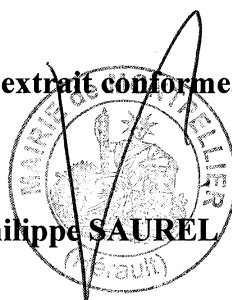
En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- De maintenir la dénomination du théâtre situé sur le domaine de Grammont : *Théâtre des Treize Vents* ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Cinéma Municipal Nestor Burma

organisation d'un concours de nouvelles liées au cinéma, dans le cadre du prix national Jean Lescure

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Chaque année, l'Association Française des Cinémas d'Art et Essai (AFCAE) et le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) proposent le prix Jean Lescure, concours national de nouvelles, auquel les salles de cinéma peuvent s'inscrire pour inciter leurs usagers à participer.

Pour la deuxième année, le Cinéma Municipal Nestor Burma participe à ce prix Jean Lescure en proposant aux cinéphiles de remettre, avant le 30 septembre, une nouvelle de 10 pages maximum sur le thème du cinéma. Cette participation permet au Cinéma Nestor Burma, salle de cinéma de proximité de l'ouest montpellierain, d'impliquer le public dans une démarche de création amateur, répondant ainsi aux objectifs de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

A l'instar des autres salles participantes, le Cinéma Nestor Burma sélectionnera un lauréat dont la nouvelle sera soumise au jury national composé par l'AFCAE et le CNC.

Cette première sélection par le Cinéma Nestor Burma permettra au lauréat du concours de bénéficier d'une année de projection gratuite au sein du cinéma municipal, sachant que le prix d'une place est de 6 €.

Les résultats de ce concours en région seront proclamés avant le 30 octobre. Au niveau national, le jury retiendra trois lauréats au cours du mois de janvier 2015.

Les prix remis par l'AFCAE et le CNC aux trois lauréats sont :

- Premier prix : un séjour pour une personne au festival de Cannes 2015
- Deuxième prix : un laissez-passer d'un an, valable pour deux personnes dans toutes les salles Art et Essai de France (adhérents AFCAE)
- Troisième prix : des ouvrages de cinéma

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver l'organisation de ce concours au sein du Cinéma Municipal Nestor Burma ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créé en 2011 à l'initiative de la Maison de l'Architecture, « Projeté – Architecture & Cinéma » est un cycle de conférences et de projections mettant en évidence la place importante que tiennent les concepts architecturaux dans le cinéma. Chaque année, un thème est le fil conducteur des rencontres. Ainsi pour la saison 2013/2014, le thème retenu était « Lumière, lumières » et a permis notamment la projection de *Ordet*, de Carl Theodor Drewyer ou de *la Belle et la Bête*, de Jean Cocteau.

Pour cette édition 2014/2015, « Projeté - Architecture & Cinéma » mettra à l'honneur « le lieu » et proposera quatre projections, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et sur l'espace public, comme c'est le cas chaque année sur la place Sainte Anne à Montpellier.

Pour la Ville de Montpellier, ville au patrimoine culturel et architectural très fort, ces rencontres alliant à la fois images cinématographiques et réflexion architecturale sont une belle opportunité d'offrir aux Montpelliérains un cycle de projections et de conférences dont la qualité est une exigence. Cinéphiles, architectes, curieux, néophytes ou étudiants sont ainsi invités à découvrir ou redécouvrir de grands classiques du cinéma sous un nouvel angle, non plus seulement narratif mais architectural.

La Ville de Montpellier soutient depuis son origine ce projet porté par la Maison de l'Architecture, aux côtés de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et de l'Ordre des Architectes. Outre un accompagnement en termes de communication, la Ville de Montpellier met à disposition de la Maison de l'Architecture, le Cinéma Municipal Nestor Burma qui prend en charge les coûts de location et de projection du film présenté.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014





-Convention de partenariat / *projeté* architecture & cinéma – Cycle 2014-2015
Conseil Municipal 02 octobre 2014

CONVENTION DE PARTENARIAT
projeté
architecture & cinéma – cycle 2014-2015

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe Saurel, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 octobre 2014.

Dénommée La Ville de Montpellier

d'une part,

et :

L'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon- Direction Régionales des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon-

5, rue de la Salle l'Évêque CS 49 020 - 34967 Montpellier cedex2

Représentée par Monsieur Alain Daguerre de HUREAUX, Directeur.

Dénommée la DRAC

et :

L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier

179, rue de l'Espérou – 34093 Montpellier cedex 5

Représentée par Monsieur Alain Derey, directeur.

Dénommée l'ensam

et :

L'Ordre Régional des Architectes Languedoc-Roussillon

1, place Paul Bec – Les Échelles de la Ville – 34 000 Montpellier

Représentée par Monsieur Philippe Capelier, Président, élu par le Conseil de l'Ordre.

Dénommée l'Ordre des architectes

et :

La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon

1, place Paul Bec – Les Échelles de la Ville – 34 000 Montpellier

Représentée par Monsieur Cyril Outrebon, Président, élu par le Conseil d'Administration.

Dénommée La Maison de l'architecture

D'autre part,

Propos en forme de préambule

Créé à l'initiative de la Maison de l'Architecture (MaLR) à l'automne 2011, « projeté », un cycle de conférences et projections dédiées aux liens entre architecture et cinéma, s'est déroulé au Cinéma municipal Nestor Burma ainsi qu'à l'ensam (Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier) sur le premier semestre 2012. Cette première édition ayant rencontré un vif succès, l'événement a été reconduit sur l'année scolaire 2013/2014.

Les partenaires souhaitent aujourd'hui reconduire le cycle sur l'année 2014/2015.

Ainsi il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires dans la mise en œuvre du projet « projeté » composé, pour le cycle 2014-2015 de quatre rencontres, de *petites conversations* et de projections dénommé : ***projeté - architecture & cinéma***.

Article 2 : Désignation du coordinateur du projet *projeté*

Les parties signataires confient d'un commun accord la coordination et le pilotage du projet « *projeté* 2014-2015 » à la Maison de l'architecture. Patricia AUDOUY, architecte et enseignante à l'ENSAM, en assure la direction artistique.

***projeté* 2014/2015** consiste en quatre rendez-vous qui s'étaleront de septembre à avril avec un professionnel de l'architecture ou du cinéma. L'opération est destinée à un public le plus large possible : citoyens, étudiants, professionnels et décideurs.

Les quatre rendez-vous se déroulent au cinéma « Nestor BURMA », à l'ensam, sur l'espace public, sous réserve de l'autorisation d'occupation du domaine public délivrée par la Ville de Montpellier et dans d'autres lieux de la ville, en fonction de l'avant-programme et du calendrier.

Article 3 : Contributions des partenaires

- A) L'État - Préfecture de région LR – DRAC** – participe à l'opération par une aide financière attribuée à la Maison de l'architecture et un accompagnement de promotion de l'action, dans le cadre de la publication du programme du Mois de l'architecture, du site Internet et de la revue d'informations *chantiers*.
- B) La Ville de Montpellier** participe à l'opération par le biais du cinéma municipal et un soutien en communication.

Le cinéma municipal accueille le cycle 2014-2015 et prend à sa charge le coût de location des films, le coût de projection des films se déroulant au cinéma « Nestor Burma », selon le calendrier de l'avant-programme défini d'un commun accord et annexé en pièce jointe à la présente convention.

La Ville de Montpellier assurera la communication de la manifestation sur différents supports : le programme mensuel de cinéma et les réseaux d'affichage que sont les bus et lieux municipaux (maisons pour tous ...) en diffusant les flyers et affiches fournis par la Maison de l'architecture. Le premier rendez-vous bénéficiera, en fonction de sa disponibilité, du réseau d'affichage grand format, en lien avec la Direction de la Communication de la Ville.

L'organisation des projections et la validation des films projetés au cinéma Nestor Burma, se fera en collaboration avec la directrice du cinéma Nestor Burma, Mme Céline Delfour. Cette dernière sera l'interlocutrice des distributeurs choisis et assurera la négociation des films.

- C) L'ordre des architectes** participe à l'opération par une aide financière attribuée à la Maison de l'Architecture et un accompagnement de promotion de l'action, dans le cadre de son mail info et de sa Lettre info.
- D) L'Ensam** mettra à disposition ses locaux pour l'accueil d'une séance *projeté* sur les quatre séances programmées. Elle contribuera également au cycle par une aide de moyens, soit par la prise en charge des séances qu'elle accueille, soit par une aide financière attribuée à la Maison de l'Architecture.
- E) La Maison de l'architecture** coordonnera l'ensemble de la programmation, en s'appuyant sur la directrice artistique et son personnel salarié et bénévole. Elle prendra en charge les dépenses liées à l'organisation générale de l'opération (honoraires de la directrice artistique, honoraires d'intervention, charges afférentes aux interventions, conception de la communication, impression, réception ...)

Article 4 : Comité de suivi et de concertation

Il est institué un comité de suivi et de concertation de l'opération animé par la Maison de l'architecture et regroupant les représentants des partenaires signataires de l'opération ; il assurera la concertation pour la mise en œuvre du projet, pour toute modification du programme et pour l'évaluation de l'opération ainsi que son évolution.

Article 5 : Communication

La Maison de l'Architecture fournira la maquette des supports de communication indispensables pour la publicité de ce cycle intégrant les logos des partenaires (affiches, cartons d'invitation, flyers) et qui sera validé par le comité de suivi pour l'ensemble de la programmation. La diffusion des documents sera partagée dans les réseaux spécifiques des différents partenaires institutionnels et professionnels (mails, news-letters, site internet, facebook...)

Article 6 : Tarification

Il est convenu entre les différents partenaires signataires, qu'en accord avec les règles commerciales du CNC, un tarif de 3€ sera appliqué pour les séances de projections se tenant au Cinéma Nestor Burma. Deux invitations par partenaire signataire seront réservées au cinéma. Les autres projections seront réalisées en non-commercial et bénéficieront du régime de la gratuité.

Article 7: Durée, modification, prorogation

La présente convention de partenariat concerne l'année scolaire 2014-2015. Le cycle court d'octobre 2014 à avril 2015, en fonction de l'annexe descriptive de l'opération. Elle pourra être modifiée ou prorogée par voie d'avenant entre les parties.

Article 8 : Litiges.

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les quinze jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant les juridictions compétentes de Montpellier.

Fait en cinq exemplaires originaux,*
À Montpellier, le

Pour la Maison de l'Architecture
Languedoc-Roussillon

Le Président
Cyril Outrebon

Pour la Ville de Montpellier

Le Maire
Philippe SAUREL

Pour l'École Nationale Supérieure
d'Architecture de Montpellier

Le Directeur
Alain Derey

Pour le Préfet de Région
et par délégation

Le Directeur Régional
des Affaires Culturelles
Alain Daguerre de HUREAUX

Pour l'Ordre Régional des Architectes
Languedoc-Roussillon

Le Président
Philippe Capelier

** Parapher chaque page*

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles du territoire afin de diversifier les événements proposés au public et assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents, propose au public une programmation artistique et culturelle dans le domaine du spectacle vivant. Pour la saison 2014-2015, le Théâtre des 13 vents élargit sa programmation et organise un cycle de conférences thématiques avec des intervenants spécialisés.

Les conférences proposées, gratuites et ouvertes à tout public, sont les suivantes :

Mercredi 15 octobre 12h30	Intervenant : Isabelle Ginot Titre spectacle lié : <i>Matadouro</i> de Marcelo Evelin
Jeudi 16 octobre 12h30	Intervenant : Jan Fabre Modératrice : Rosita Boisseau Titre spectacle lié : <i>Le pouvoir des folies théâtrales</i> de Jan Fabre
Vendredi 21 novembre 12h30	Intervenante : Beatriz Preciado <i>Le manifeste contra-sexuel</i>

Jeudi 27 novembre 12h30	Intervenant : Jan Lauwers Modérateur : Yvon Tranchant Titre spectacle lié : <i>Needlapb / What do you mean</i> de Needcompany Jan Lauwers
Mercredi 21 janvier 2015 12h30	Intervenant : Robert Pfaller Titre spectacle lié : <i>Et balancez mes cendres sur Mickey</i> de Rodrigo Garcia

L'interdisciplinarité étant au cœur du projet artistique et culturel de la Panacée et du projet d'établissement, un premier partenariat avec le Centre Dramatique National permettrait de poser les jalons de collaborations plus fortes entre le Centre Dramatique National et la Ville de Montpellier. Ce premier partenariat porterait ainsi sur la mise à disposition gracieuse de l'auditorium.

Cette mise à disposition correspond à une subvention en nature de 69.63 € par jour d'utilisation de l'auditorium (195.5 m2, 130 € par m2 et par an, soit 69.63 € par jour) ; cette somme sera inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

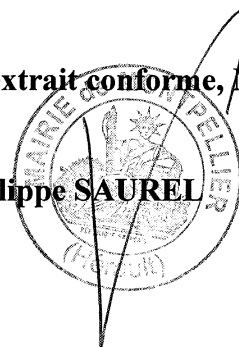
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National pour l'organisation de 5 conférences
- D'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération
- D'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire ;
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux selon les termes de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE L'AUDITORIUM DE LA PANACEE

Entre :

- la Ville de Montpellier représentée par M. Cédric de Saint Jouan, Adjoint au Maire, agissant en sa qualité de représentant légal du Maire en vertu d'un arrêté portant délégation partielle de fonction en date du 29 avril 2014

Ci-après dénommée « le propriétaire »

Et

- le Centre Dramatique National de Montpellier, sis Domaine de Grammont - CS 69060 - 34965 Montpellier cedex 2, et dont la mission est de produire et coproduire, créer, diffuser des pièces de théâtre contemporaines et de répertoire et d'accueillir des spectacles de théâtre régionaux, nationaux et internationaux représentée par son directeur, Rodrigo Garcia

Ci-après dénommée « l'occupant »

Vu la délibération du Conseil municipal du 2 octobre 2014,

PREAMBULE

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles de son territoire afin de diversifier les événements proposés au public et assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose par ailleurs d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville de Montpellier met la salle de l'auditorium, son équipement et la régie à la disposition de l'occupant.

ARTICLE 2 : GESTION DES LOCAUX ET ENTRETIEN DES BATIMENTS

La gestion directe des locaux est effectuée par la Ville de Montpellier, propriétaire, qui en synchronise les mises à disposition.

La Ville de Montpellier assure l'entretien quotidien des installations ainsi que leur gardiennage par tous moyens à sa convenance.

ARTICLE 3 : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

La mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit, pour l'usage suivant :

Objet de la manifestation : cycle de 5 conférences

Dates et horaires d'utilisation :

Mercredi 15 octobre 12h30	Intervenant : Isabelle Ginot Titre spectacle lié : <i>Matadouro</i> de Marcelo Evelin
Jeudi 16 octobre 12h30	Intervenant : Jan Fabre Modératrice : Rosita Boisseau Titre spectacle lié : <i>Le pouvoir des folies théâtrales</i> de Jan Fabre
Vendredi 21 novembre 12h30	Intervenante : Beatriz Preciado <i>Le manifeste contra-sexuel</i>
Jeudi 27 novembre 12h30	Intervenant : Jan Lauwers Modérateur : Yvon Tranchant Titre spectacle lié : <i>Needlapb / What do you mean</i> de Needcompany Jan Lauwers
Mercredi 21 janvier 2015 12h30	Intervenant : Robert Pfaller Titre spectacle lié : <i>Et balancez mes cendres sur Mickey</i> de Rodrigo García

Effectifs accueillis simultanément :

Personne désignée par l'occupant pour faire le lien avec les services de la Ville de Montpellier et recevoir le cas échéant le badge :

La capacité d'accueil maximum est de 188 personnes. Tout dépassement de ce seuil de sécurité engage la seule responsabilité de l'utilisateur.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

Cette mise à disposition est réalisée à titre gratuit par la Panacée, Ville de Montpellier. L'occupant prend en charge l'organisation de l'accueil des publics liés aux manifestations et la Panacée l'encadrement technique.

Cette mise à disposition est considérée comme une subvention en nature et devra, à ce titre, être inscrite dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes du bénéficiaire. Sa valorisation est estimée à 130 € par m² et par an, soit pour 195.5m² à 25415 € par an et 69.63 € par jour d'utilisation.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'UTILISATEUR

L'occupant s'engage à :

- utiliser les locaux dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et de la sécurité,
- se limiter strictement à l'objet de la manifestation tel qu'il est décrit dans l'article précédent,
- ne rien accrocher, coller ou peindre sur les murs,
- rendre la salle en parfait état de propreté,
- réparer toute détérioration des locaux, du matériel et du mobilier après utilisation,
- ne pas fumer ni introduire de boisson alcoolisée ou de produits illicites dans les locaux,
- informer le propriétaire de toutes dégradations, toutes détériorations et plus généralement tous problèmes et dommages pouvant survenir dans l'application de la présente convention. Au cas où il manquerait à cet engagement il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations et serait responsable vis-à-vis de la Ville de Montpellier de l'aggravation du dommage survenu après la date à laquelle elle l'a constaté,
- entretenir des relations de bon voisinage avec les habitants du quartier et jouir des locaux en bon père de famille,
- faire état du soutien de la Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier dans sa communication, notamment par l'apposition du logo de la Ville et de celui de la Panacée sur tous les documents
- prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements.

Préalablement à l'usage des locaux, l'occupant s'engage à :

- souscrire une police d'assurance couvrant l'ensemble des dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition et couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité. Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.
- avoir pris connaissance, des consignes générales, particulières et spécifiques de sécurité et s'engage à les appliquer ;
- avoir effectué une visite des locaux, des voies d'accès et issues de secours qui seront utilisés en constatant l'emplacement des dispositifs d'alerte et des moyens d'extinction.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE

La Ville de Montpellier assure les travaux liés à la sécurité du bâtiment et au maintien du patrimoine.

Elle est couverte en responsabilité civile pour tout accident lié à un défaut de ce dernier ou du matériel dont elle est propriétaire. Toutefois, cette responsabilité ne saurait être engagée en cas de malveillance, négligence, de mauvaise utilisation par des personnes utilisatrices ou en dehors des plages autorisées.

En cas de dégradations par d'autres utilisateurs, la Ville de Montpellier poursuivra individuellement la personne morale impliquée. L'occupant devra prévenir dans les plus brefs délais la Ville de Montpellier pour des défauts constatés sur l'équipement ou les matériels.

ARTICLE 7 : MESURES D'ORDRE PUBLIC

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts survenus dans les lieux mis à disposition troublant la continuité normale de l'activité, la Ville de Montpellier se réserve le droit de procéder à la fermeture temporaire des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif, et sans être tenue au versement d'une indemnisation.

ARTICLE 8 : CESSIION ET SOUS-LOCATION

La présente convention étant conclue *intuitu personae*, toute cession des droits en résultant ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile dans leurs sièges respectifs.

ARTICLE 10 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention sera porté devant le tribunal territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour le Centre Dramatique National

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Théâtre Jean Vilar, programmation 2014-2015 Demandes de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2011, le théâtre Jean Vilar, implanté dans le quartier Mosson, est un service municipal rattaché à la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou certaines associations.

Il convient donc d'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de la programmation 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

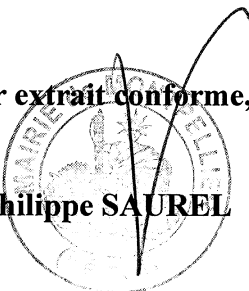
- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Théâtre Jean Vilar demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le théâtre Jean Vilar organise depuis de nombreuses années des activités artistiques et théâtrales en milieu scolaire ; ces activités sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention au titre de la programmation 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre relatif aux activités en milieu scolaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Boutographies 2014

Acquisition de tirages réalisés par Jan Q. Maschinski, lauréat du Prix du Jury

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat du prix du jury 2014 est Jan Q. Maschinski, de nationalité allemande, né à Dortmund en 1983. Il a suivi des études de graphisme, design et arts à l'université de Bielefeld (Westphalie).

La Ville a ainsi choisi d'acquérir quatre tirages de la série Vortex, qui « *met en connexion des moments introspectifs et les regards spécifiques qui leur sont associés. En évitant les histoires personnelles – le travail ne concerne pas les expériences intimes des individus en particulier – je peux révéler des sentiments refoulés et des étrangetés intangibles, qui sont le vrai propos de mes images. L'esthétique morbide des 'scènes de crime', est accentuée par une mise en scène assumée et l'utilisation de fonds très colorés. Le spectateur découvre ainsi une image à la fois hyper-réaliste et improbable, qui fait référence à un passé mis à distance, tout en laissant place à ses propres évocations* » (Jan Q. Maschinski).

« *Jan Q. Maschinski saisit ce que l'extase fait du corps, et n'en fait pas mystère. L'instant est d'une intensité sourde et douloureuse, mais n'invoque ni pardon ni élévation. Ici, la mort n'est pas le chemin unique et obligé vers un au-delà où tout serait racheté, mais la petite mort impardonnable, celle de la répétition voulue à l'infini. Cet instant-là ne prétend pas à la transcendance, il accepte le corps comme seul refuge de l'émotion, sous peine de n'en retenir -sous les cieus vides, dans l'absence des regards- que la chair, les veines, la peau... la stricte matérialité de sa présence au moment, à la lumière, à la couleur* » (Christian Maccotta, Directeur Artistique des Boutographies).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

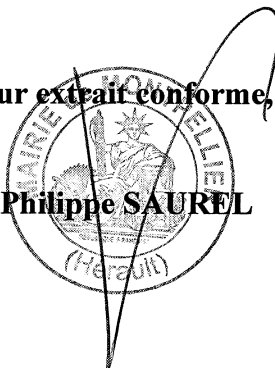
- D'autoriser la signature du contrat de vente de photographies, joint en annexe, pour un montant global de 2 500 € nets ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



CONTRAT DE VENTE DE PHOTOGRAPHIES

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier:

Hôtel de Ville de Montpellier

1 Place Georges Frêche

34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 67 34 88 84

Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET: 213 401 72 20 1787

Code APE: 8411Z

Représenté par M. Philippe SAUREL, Maire agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

Ci-après dénommé l'« ACHETEUR »,

ET:

Jan Q. Maschinski

Arndstrasse, 4a

33602 Bielefeld

Allemagne

Régime fiscal d'une micro-entreprise (« Kleinunternehmer ») non assujetti à la TVA.

Numéro d'identification fiscale allemand (Steuernummer) : 305/5145/2818.

Ci-après dénommé(e) : le « PHOTOGRAPHE »

PREAMBULE :

Les parties déclarent que le présent contrat constitue l'intégralité de l'accord passé entre elles et qu'il ne pourra être modifié, en partie ou en totalité, que par un accord écrit signé par chacune des parties. La présente convention à vocation à régir les rapports des cocontractants sur l'ensemble du territoire national Français ainsi qu'à s'y appliquer.

Vu le préambule,

ONT CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet :

Le PHOTOGRAPHE, vend à l'acheteur qui accepte les quatre œuvres dont les caractéristiques sont les suivantes :

Photo n°1 :



Sans titre, n° 1, issue de la série « Vortex » 2014

Format image : (avec cadre) 70 cm x 100 cm

Tirage : 60 cm x 90 cm sur papier Hahnemühle Photorag Pearl

Support : monté sur alu-dibond, encadré Blanc Max Aab profile 102, avec passepartout et verre de protection

N° : 1/15

Photo n°2 :



Sans titre, n° 2, issue de la série « Vortex » 2014

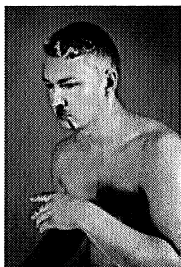
Format image : (avec cadre) 70 cm x 100 cm

Tirage : 60 cm x 90 cm sur papier Hahnemühle Photorag Pearl

Support : monté sur alu-dibond, encadré Blanc Max Aab profile 102, avec passepartout et verre de protection

N°: 1/15

Photo n°3:



Sans titre, n° 3, issue de la série « Vortex » 2014

Format image : (avec cadre) 70 cm x 100 cm

Tirage : 60 cm x 90 cm sur papier Hahnemühle Photorag Pearl

Support : monté sur alu-dibond, encadré Blanc Max Aab profile 102, avec passepartout et verre de protection

N° : 1/15

Photo n°4 :



Sans titre, n° 4, issue de la série « Vortex » 2014

Format image : (avec cadre) 70 cm x 100 cm

Tirage : 60 cm x 90 cm sur papier Hahnemühle Photorag Pearl

Support : monté sur alu-dibond, encadré Blanc Max Aab profile 102, avec passepartout et verre de protection

N° : 1/15

Article 2 : Tirage original :

Le PHOTOGRAPHE déclare que la photographie est un tirage original, qu'elle a été réalisée par lui et qu'elle est signée de sa main.

Sur chacune des photographies, la signature est apposée au dos de la photographie, en bas à droite.

Chaque photographie porte le numéro : 1 sur une série comprenant : 15 tirages, plus deux épreuves d'image.

Article 3 : Conditions financières :

Le prix est fixé à (*en chiffres et lettres*) la somme de :

625 euros (six cent vingt-cinq euros) nets par photographie.

Soit un montant total net de 4 x 625 euros = 2500,00 euros (deux mille cinq cents euros).

dont 60% seront payés dans les 30 jours ouvrés suivant la signature du présent contrat et le solde à la livraison. Dans l'hypothèse où cette dernière serait concomitante à la signature le paiement interviendra dans le même délai.

Tant que la totalité du prix n'est pas payée, la propriété de l'œuvre demeure au photographe.

Article 4 : Livraison :

Le PHOTOGRAPHE livre lui-même ou fait assurer la livraison de l'œuvre, à ses frais et sous son entière responsabilité, au domicile de l'ACHETEUR, d'un commun accord.

Article 5 : Droit d'auteur : à valoir sur l'ensemble du territoire national

Le PHOTOGRAPHE cède à l'ACHETEUR les droits de représentation et de reproduction de l'œuvre pour une durée de 70 ans post mortem. Cette autorisation est consentie à titre gratuit.

Sont également autorisées dans le strict cadre des activités de documentation, exposition ou de promotion autour de la collection photographique de la Ville de Montpellier, la reproduction et la diffusion sous des formes et moyens divers (notamment : textes, images, diffusion par voie de presse, carton d'invitation et de présentation, affiches de promotion, panneaux de promotion, tout types de productions informatiques et numériques, site internet).

Si par la suite, l'ACHETEUR souhaite reproduire ou représenter tout ou partie de la ou des photos acquise(s) dans un autre cadre que celui de la présentation ou la promotion de sa collection photographique, le PHOTOGRAPHE en sera informé. Un contrat particulier sera éventuellement signé avec le PHOTOGRAPHE en vue des reproductions / représentations des œuvres et de la rémunération s'y rattachant.

Article 6 : Obligations de l'acheteur :

L'ACHETEUR s'engage à respecter les droits moraux du photographe, notamment à indiquer ou faire indiquer le nom de l'auteur, de manière explicite, pour toute représentation ou reproduction de l'œuvre, à ne pas détruire, altérer, endommager ou modifier l'œuvre, sans le consentement écrit du PHOTOGRAPHE.

Chaque représentation ou reproduction des œuvres concernées par la présente convention fera l'objet d'une information préalable auprès du PHOTOGRAPHE.

Article 7 : Garantie :

Le PHOTOGRAPHE garantit à l'ACHETEUR la jouissance entière, paisible et libre de droits, des œuvres cédées.

Le PHOTOGRAPHE déclare avoir pris les mesures nécessaires afin de se voir consentir la cession ou l'autorisation d'exploitation des droits correspondants à des œuvres, personnes ou tout autre élément qui pourraient être incorporés dans les photographies objet.

Article 8 : Clause de résiliation :

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, le contrat est résilié de plein droit et le

prix payé restitué à l'acheteur, déduction faite d'un dédommagement (équivalent à 20% du montant du présent contrat) à la charge du contractant irrespectueux.

Article 9 : Election de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

Article 10 : Loi applicable :

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Article 11 : Litiges :

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les tribunaux du ressort de la Ville de Montpellier seront seuls compétents.

Fait à Montpellier, le

Le PHOTOGRAPHE :

.....
.....
.....

L'ACHETEUR:

La Ville de Montpellier,

Pour Monsieur le Maire

L'Adjoint délégué

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Création d'une chaussée réservoir avenue Paul Rimbaud Autorisation de demande de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le projet de renouvellement urbain du quartier du Petit Bard comprend un volet de rénovation du patrimoine bâti et s'accompagne d'une requalification des espaces publics visant à désenclaver le quartier, introduire la mixité et enrichir les espaces. Cette opération s'étend sur une emprise de 20 ha située dans la partie amont du bassin versant du Rieucoulon particulièrement exposé aux phénomènes de ruissellement urbain et de saturation des réseaux d'assainissement des eaux pluviales.

Ces travaux d'aménagement urbain représentent ainsi une opportunité de promouvoir la rétention à la source en mettant en œuvre des techniques innovantes de collecte des eaux pluviales visant à compenser l'imperméabilisation de ce secteur densément urbanisé.

Malgré l'étroitesse des emprises disponible, la Ville a privilégié la rétention à la source en aménageant 6 bassins enterrés par un procédé innovant de structure alvéolaire ultralégère (SAUL), compatibles avec les équipements de surface. Ces bassins sont situés sous les squares, terrains de sports et aires de jeux. Ces travaux ont été réalisés en 2013 et 2014.

En accompagnement, la Ville réaménage également l'avenue Paul Rimbaud. Dans ce cadre, un 7^{ème} bassin de type « chaussée réservoir » d'un volume de 900 m³, destiné à recueillir les eaux de ruissellement de la voirie, sera réalisé en 2015. Le coût du projet s'élève à 750 000€ HT. Les crédits de paiements sont inscrits au programme pluriannuel d'investissement en 2015.

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour la « Lutte contre la pollution pluviale », les actions visant à retenir les eaux pluviales à la source par des techniques alternatives peuvent être subventionnées à hauteur de 50 %.

Sous réserve de l'obtention des aides, la répartition du financement de l'opération sera la suivante :

- Agence de l'Eau (50 % du montant HT) : 375 000 € HT
- Ville de Montpellier (50 % du montant HT) : 375 000 € HT

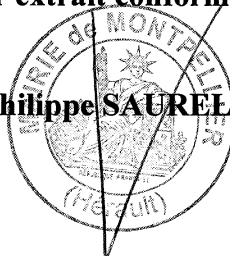
En conséquence, nous vous proposons :

- de solliciter l'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention Constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents

Aménagement de réseaux nécessaires dans le cadre du PAE Saint- Lazare : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie Réalisation des réseaux d'eaux pluviales Reprise des réseaux d'eaux usées et d'eau potable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil Municipal a approuvé le Programme d'aménagement d'ensemble (PAE) de l'îlot Saint-Lazare.

Ce projet d'aménagement prévoit la requalification des espaces et équipements publics d'infrastructure (voirie, réseaux) en particulier pour les voies suivantes : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie.

Dans le cadre de ce projet, la Ville doit réaliser la pose de réseaux d'eaux pluviales pour assurer l'assainissement pluvial des chaussées. La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit également procéder à la rénovation des conduites d'eaux usées et d'eau potable.

L'encombrement du sous-sol et l'imbrication de ces projets sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, la réalisation de travaux de terrassement commun et des travaux de pose de réseaux et d'aménagement de surface à l'avancement. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation des travaux de pose de ces canalisations.

Ce marché unique permettra notamment de réaliser des tranchées communes pour les réseaux et de réaliser à l'avancement les terrassements de voirie, et la pose des réseaux humides.

Pour ce faire, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville sera désignée coordonnateur du groupement.

Elle sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des collectivités pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

- **580 000 € HT soit 696 000 € TTC** pour le réseau d'eaux pluviales à la charge financière de la Ville,
- **271 500 € HT soit 328 800 € TTC** pour la part des réseaux d'eau potable à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- **356 000 € HT soit 427 200 € TTC** pour la part des réseaux d'eaux usées à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;

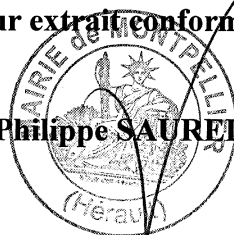
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux d'aménagement dans le cadre du PAE Saint-Lazare, jointe en annexe;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 03 octobre 2014



Ville de Montpellier

Communauté d'Agglomération de Montpellier

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

**AMENAGEMENT DE RESEAUX NECESSAIRES
DANS LE CADRE
DU PAE SAINT LAZARE**

**REPRISE DES RESEAUX D'EAUX USEES, D'EAUX PLUVIALES
ET D'EAU POTABLE**

**Convention de groupement de commandes publiques
relative aux aménagements de réseaux nécessaires dans le cadre du PAE St Lazare**

Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, dûment habilité par la délibération n° 2014/135 en date du 24/04/2014.

ci-après dénommée **la Ville**

d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Vice Président chargé de l'eau et des milieux aquatiques, Monsieur René REVOL, dûment habilité aux fins des présentes par l'arrêté A2014-83 du 25/04/2014,

ci après dénommée **CAM**,

d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier prévoit de réaliser un réseau d'eaux pluviales, sur le secteur compris entre l'avenue de Castelnau, l'avenue de St Lazare, l'avenue de la reine d'Italie, la rue de Ferran et le rond-point du Souvenir Français.

Dans ce cadre de ces travaux, et à la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement de ce secteur, la CAM se propose de réhabiliter les réseaux d'assainissement et d'eau potable. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux routiers, pluviaux et de réseaux d'eaux usées et potable doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages, et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Le coût estimé de l'opération s'élève à :

- 580 000,00 € HT soit 696 000 € TTC pour le réseau d'eaux pluviales à la charge de la Ville,
- 271 500,00 € HT soit 328 800 € TTC pour la part des réseaux d'eau potable à la charge de la CAM
- 356 000,00 € HT soit 427 200 € TTC pour la part des réseaux d'eaux usées à la charge de la CAM

Ceci exposé il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, ci-après désigné « le groupement » sur le fondement de l'article 8 du code des marchés publics, en vue de la passation et l'exécution d'un ou plusieurs marchés uniques relatifs aux travaux d'aménagement de l'avenue de Castelnau, l'avenue de St Lazare, l'avenue de la reine d'Italie, la rue de Ferran et le rond-point du Souvenir Français, pour le compte de ses membres.

Article 2 – Membres de groupement

Les membres du groupement sont la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier.

Le présent groupement est formé sur le fondement de l'article 8-I 2° du code des marchés publics.

Article 3 – Définition des besoins et engagements respectifs des membres

Les besoins de chaque membre du groupement font l'objet d'une définition reportée aux annexes 1 et 2 de la présente convention.

Article 4 – Coordonnateur du groupement

4.1 : La Ville est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commandes objet des présentes.

4.2 : En vertu de l'article 8-II alinéa 3 du code, la ville, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, CCAP, CCTP, etc....) et d'engager les procédures de passation des marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation.....) et d'avenants sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun de ses membres (cf annexe 3).

Article 5 – Commission d'appel d'offres

Sur le fondement de l'article 8-VII du code des marchés publics, la Commission d'appel d'offres de la ville est reconnue compétente pour procéder à la désignation du titulaire du ou des marchés conformément au Code des marchés publics.

Sur la base de l'article 23 du Code des marchés publics, des personnalités désignées par le Président de la Commission, en tant que représentantes de Montpellier Agglomération, pourront siéger à leur demande dans cette Commission. Ces personnes auront voix consultatives.

L'analyse des offres sera effectuée conjointement par la Ville et l'Agglomération.

Article 6 – Signature et notification du ou des marchés

6.1 : Sur le fondement de l'article 8-VII 2° du code des marchés publics, le coordonnateur du groupement pourra, au nom des membres du groupement, signer, notifier et exécuter le ou les marchés passés conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres du groupement.

A ce titre, l'exécution technique et financière du ou des marchés relève de la compétence du coordonnateur du groupement (cf annexe 3).

6.2 : Préalablement à la signature du ou des marchés, le coordonnateur du groupement devra recueillir l'accord de ses membres sur la désignation proposée à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville.

6.3 : Préalablement à la décision de réception de l'ouvrage, le coordonnateur du groupement devra recueillir l'accord des membres sur la proposition de réception.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier sera utilement sollicitée, conformément aux dispositions décrites dans l'annexe 3 de la présente convention.

Article 7 – Maîtrise d'œuvre

Les études d'avant-projet et projet seront menées conjointement par les services de la Ville et de l'Agglomération et aboutiront à la production de dossier de synthèse et d'un dossier de consultation des entreprises validé par simple lettre ou mail par les 2 parties.

Une équipe de maîtrise d'œuvre mixte est constituée en phase travaux. Elle est composée de représentants de la Ville et de représentants de l'Agglomération. Cette équipe est pilotée par le coordonnateur du groupement.

La Ville - dit maître d'œuvre général – coordonnateur du groupement assure la maîtrise d'œuvre de l'ensemble de l'opération objet de la présente convention.

En ce qui concerne la maîtrise d'œuvre en matière d'eaux usées et d'eau potable (compétences CAM), il est décidé par la présente convention que la Direction de l'eau et l'assainissement de la CAM assurera la phase AVP, PRO, DCE, ACT, VISA, DET et OPR.

L'annexe 3 de la présente convention régit les relations qui existent entre les 2 intervenants : Ville de Montpellier, CAM. Elle précise également les prestations restant à la charge de la CAM malgré la constitution du présent groupement.

Article 8 – Documents nécessaire à la réception des travaux :

Les essais et plans de récolement nécessaires à la réception des travaux seront commandés et payés directement par la collectivité compétente. Elle devra programmer l'intervention des prestataires, en accord avec le coordonnateur, pour ne pas perturber le déroulement général du chantier.

Article 9 – Réception des travaux :

La réception des travaux est organisée par le coordonnateur du groupement qui conviera les représentants qualifiés des membres du groupement.

Article 10 – Calcul de la part due par chaque membre du groupement

10.1 : Le ou les marchés seront conclus à prix unitaires.

10.2 : La part de chacun des membres du groupement sera calculée par application desdits prix aux besoins qu'il aura préalablement définis ;

10.3 : La participation financière de Montpellier Agglomération sera réévaluée à la hausse ou la baisse en fonction des coûts définitifs TTC de l'opération telle qu'il résultera des différents décomptes généraux définitifs des marchés publics.

10.4 : Il est précisé qu'en cas de survenance de sujétions techniques imprévues, au sens de la jurisprudence administrative, la réévaluation à la hausse de la présente participation ne pourra être limitée dans son montant et correspondra au surcoût constaté.

Article 11 – Modalités de paiement, de répartition et de financement des travaux par chaque membre

Le marché de travaux sera un marché à prix unitaires et comportera un seul lot pour la réalisation des réseaux eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales.

Pour permettre un partage équitable et légitime des coûts de réalisation des différents réseaux, le détail quantitatif et estimatif du marché sera établi en chapitres distincts :

- un chapitre eaux pluviales mettra à la charge financière de la Ville les dépenses relevant de sa compétence,
- un chapitre eaux usées mettra à la charge de l'Agglomération les dépenses relevant de sa compétence,
- un chapitre eau potable mettra à la charge de l'Agglomération les dépenses relevant de sa compétence.

La répartition des travaux par chapitre est la suivante :

Travaux voiries commun	Travaux en tranchée commune	Travaux séparés
Répartition des coûts sur la base d'un plan masse de découpage des travaux élaborée en phase projet et validée par les deux parties et annexée à la présente convention.	Répartition des coûts sur la base d'une coupe type élaborée en phase projet et validée par les deux parties (*) et annexée à la présente convention.	Prise en charge de l'ensemble des coûts par le maître d'ouvrage compétent.

(*) Tout changement de la coupe type au-delà de l'accord établi préalablement, induira la prise en charge des surcoûts liés aux modifications par le demandeur.

La facturation établie par le titulaire du marché devra respecter cette répartition par chapitre, qui permettra à la ville de financer la part eaux pluviales et à la communauté d'agglomération de financer les travaux d'eaux usées et d'eau potable.

Article 12 – Durée du groupement

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du ou des marchés et levée de toutes les réserves.

Article 13 – Modalités de sortie du groupement et résiliation du groupement

13.1 : Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement sous réserve d'un préavis de 3 mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée à l'autre partie.

13.2 : Le retrait de l'un des membres du groupement entraîne la résiliation de plein droit de la présente convention. La prise en charge des frais engagés fait l'objet d'une répartition et d'une liquidation définitive entre les parties.

13.3 : Toutefois, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ne pourront intervenir dès lors que la procédure de passation du marché aura été engagée, à savoir après que l'avis d'appel public à la concurrence ait été envoyé à la publication, sauf décision contraire et unanime des parties à la convention.

A défaut, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ouvrent droit à réparation du préjudice subi par l'autre membre du groupement qui, du fait de l'abandon de la procédure de passation du ou des marchés, devront lancer une ou des nouvelles consultations.

Les indemnités versées par la partie défaillante du groupement seront fixées à dire d'expert.

Article 14 – Règlement des litiges

Le coordonnateur du groupement sera chargé d'exercer toute action judiciaire en cas de difficulté constatée dans l'exécution du ou des marchés ou de nécessité de faire jouer les garanties contractuelles.

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Article 15 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de ses suites, la Ville de Montpellier fait élection de domicile 1 place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER CEDEX 2, et Montpellier Agglomération en son siège.

Fait à Montpellier, le
(en cinq exemplaires originaux)

**Pour Montpellier Agglomération,
Le Vice Président**

**Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire**

René REVOL

Philippe SAUREL

Annexe 1 : Programme de l'opération

Aménagement de réseaux nécessaire dans le cadre du PAE St LAZARE Création de réseaux d'eaux pluviales, de rénovation des collecteurs d'eaux usées et d'eau potable.

Les travaux de création de réseau d'eaux pluviales nécessitent la réalisation des prestations suivantes :

A – Part de la Ville :

Objet de l'opération : Création de réseaux d'eaux pluviales

- Installations générales de chantier ; au prorata des montants globaux de travaux
- Travaux préparatoires de chantier ; au prorata des montants globaux de travaux
- Terrassements ; selon coupe type
- Fourniture et pose de canalisation d'eaux pluviales ;
- Assainissement pluvial des chaussées ;
- Réfection de chaussée (remise à l'identique) selon coupe type

B – Part de Montpellier Agglomération :

Objet de l'opération : Réhabilitation de réseaux d'assainissement et d'eau potable

- Installations générales de chantier ; au prorata des montants globaux de travaux
- Travaux préparatoires de chantier ; au prorata des montants globaux de travaux
- Terrassements ; selon coupe type
- Fourniture et pose de canalisation d'assainissement ;
- Fourniture et pose de canalisation d'eau potable
- Réfection de chaussée (remise à l'identique) selon coupe type

Annexe 2 : Répartition financière de l'opération

Les dépenses respectives sont réparties financièrement comme suit, sans préjudice de l'application de l'article 10 de la présente convention :

	Coût TOTAL HT en Euros	Coût Ville HT en Euros	Montpellier Agglomération
Installation de chantier, travaux préparatoires,	122 000,00	80 000,00	42 000,00
Terrassement	455 000,00	152 000,00	303 000,00
Réseaux EU	64 000,00		64 000,00
Réseaux AEP	110 000,00		110 000,00
Réseaux EP	250 000,00	250 000,00	0
Voiries	193 000,00	88 000,00	105 000,00
Chaussées, Trottoirs, Bordures, etc...	13 500,00	10 000,00	3 500,00
Total HT en euros	1 207 500,00	580 000,00	627 500,00
TVA 20% en euros	241 500,00	116 000,00	125 500,00
Montant TTC en euros	1 449 000,00	696 000,00	753 000,00

La présente participation financière de Montpellier Agglomération est estimée selon l'état d'avancement actuel des études.

Il est cependant retenu comme base de la convention le montant prévisionnel global de **1 207 500 € HT, soit 1 449 000 € TTC.**

Annexe 3 : Cadrage des interfaces opérationnelles du groupement

Préambule : En tant que propriétaire des réseaux, Montpellier Agglomération assumera seul la charge des suggestions diverses liées aux travaux sur les réseaux en service, en particulier : information préalable des usagers et réponses à leurs interrogations, gestion des interfaces avec le concessionnaire de réseau, gestion des coupures éventuelles, programmation et réalisation des essais préalables aux mises en service, etc...

Descriptif de l'interfaces opérationnelles du groupement

La ville de Montpellier assure la maîtrise d'œuvre interne de ce projet.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM) dispose d'une Maîtrise d'œuvre interne pour les études et les travaux.

La CAM, maître d'ouvrage en matière d'eau potable et d'assainissement, de part son savoir faire interne en maîtrise d'œuvre, souhaite garder une interface opérationnelle sur la maîtrise d'œuvre de l'ensemble de l'opération qui concerne les réseaux de sa compétence.

Conformément à l'article 7 de la présente convention, la Ville, coordonnateur du groupement, assurera la coordination entre les différents intervenants en matière de maîtrise d'œuvre selon les principes détaillés ci-après, **CONCERNANT UNIQUEMENT LES PRESTATIONS LIEES AUX RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT.**

En phase « études », les prestations suivantes restent à la charge de la Maîtrise d'œuvre de la CAM :

- **AVant Projet, PROjet (AVP/PRO) :** élaboration des éléments techniques (CCTP + détail estimatif + bordereau des prix unitaires + avant-métré + dossier de plans) et s'assurer de la cohérence de ces pièces par rapport au projet de la ville : géotechnique, plan général de coordination de la sécurité et de la protection de la santé

Accompagnant aux Contrats de Travaux (ACT) :

- Avis d'appel public à concurrence : fournir les principales caractéristiques (références, qualifications,...) et s'assurer de la cohérence par rapport au projet de réseaux,
- Rapport : assister les intervenants de la ville (service de la Ville et son maître d'œuvre) pour l'analyse des offres pour la partie relative aux réseaux de Montpellier Agglomération.

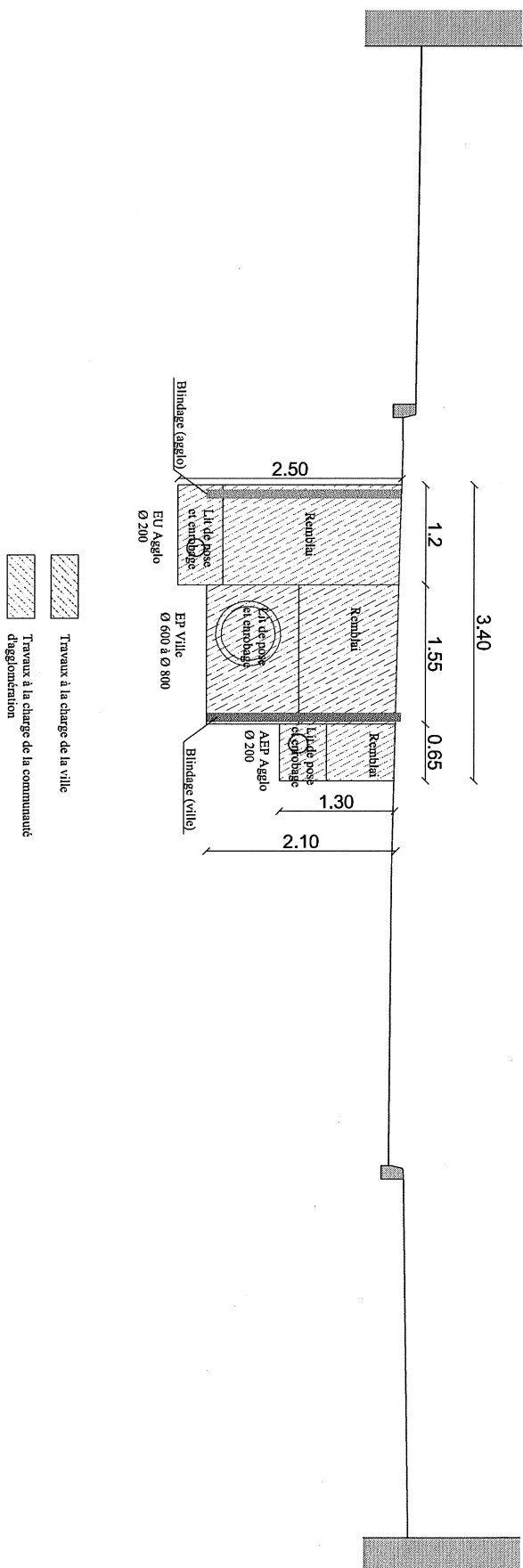
Pendant la phase « travaux », la maîtrise d'œuvre étant confiée au prestataire de la ville, les services de la CAM souhaitent être associés au suivi de l'opération de la manière suivante :

Etudes d'exécution (VISA) : Les services de la CAM seront associés à l'examen des documents d'exécution, notamment le calendrier de remise des documents, les plans d'exécution et notes de calcul de ses réseaux, ...

- **Direction Exécution des Travaux (DET) :** Les services de la CAM seront conviés à toutes les réunions préparatoires, puis, à leur convenance, aux réunions de chantier pendant toute sa durée (puis participation aux réunions à la demande de la ville après l'achèvement). Les services de la CAM seront destinataires de tous les PV de réunion de chantier, ainsi que des copies de l'ensemble des Ordres de Services (OS), constats contradictoires,... Les projets de décomptes mensuels, les prolongations de délai, les prix nouveaux, les pénalités, les mémoires en réclamations, et plus généralement tous les documents liés à la gestion administratives des contrats de travaux seront soumis pour avis préalable à la CAM.
- **Missions annexes aux contrats de travaux :** En tant que maître d'ouvrage, la CAM et la Ville assureront les missions et prestations annexes nécessaires pour s'assurer de la conformité aux contrats de travaux des documents produits par l'entrepreneur et de l'exécution des travaux, notamment :
 - Préparation des actes de sous-traitance ;
 - Rapport de présentation ;
 - Fourniture du Plan Général d'implantation des ouvrages ;

- Piquetage général ;
 - Piquetage spécial ;
 - Précision des matériels et méthodes ;
 - Contrôle de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction ;
 - Gestion du contrôle extérieur (dont contrôles laboratoire) ;
 - Contrôle des lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux ;
 - Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves ;
 - Détermination contradictoire des quantités de matériaux et produits ;
 - Contrôle des lieux de dépôts des déblais en excédent ;
 - Gestion des essais et contrôle des ouvrages ;
 - Contrôle des documents à fournir après exécution (notices de fonctionnement et d'entretien ultérieur des ouvrages, plans et autres documents conformes à l'exécution) ;
 - Plan particulier de sécurité et de protection de la santé.
- Opérations Préalable à la Réception (OPR) :
 - Les services de la CAM participeront aux Opérations Préalables à la Réception et formuleront un avis au maître d'œuvre général ;
 - Les services de la CAM assisteront aux levées de réserves et ce jusqu'à la réception sans réserves ;
 - Les services de la CAM seront associés à la constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), document nécessaire à leur exploitation devant comprendre entre autres les plans de récolement.
 - Parfait achèvement : Contrôler l'évolution durant le parfait achèvement (1 an après date d'effet de la réception) : en autonomie, mais avec sollicitation pour avis du maître d'œuvre général et information après exécution,
 - Contrôle extérieur : En outre, la CAM prend à sa charge le contrôle extérieur pour les prestations liées au déplacement et à la création de ses réseaux (canalisations, étanchéité, terrassement et notamment portance des arases, contrôles de compactage, remblaiements, essais de charge, etc...) ainsi que les prestations et essais nécessaires pour la mise en service des canalisations d'eau potable.

Avenue de St Lazare



Ville de Montpellier



Direction du Génie Urbain :
Le Directeur :
C. GAY
Service des eaux :
Le Chef de Service :
B. MARTI
Concepteur :
G. REYNE

Réseaux humides PAE St Lazare

Avant Projet
Coupe type tranchée

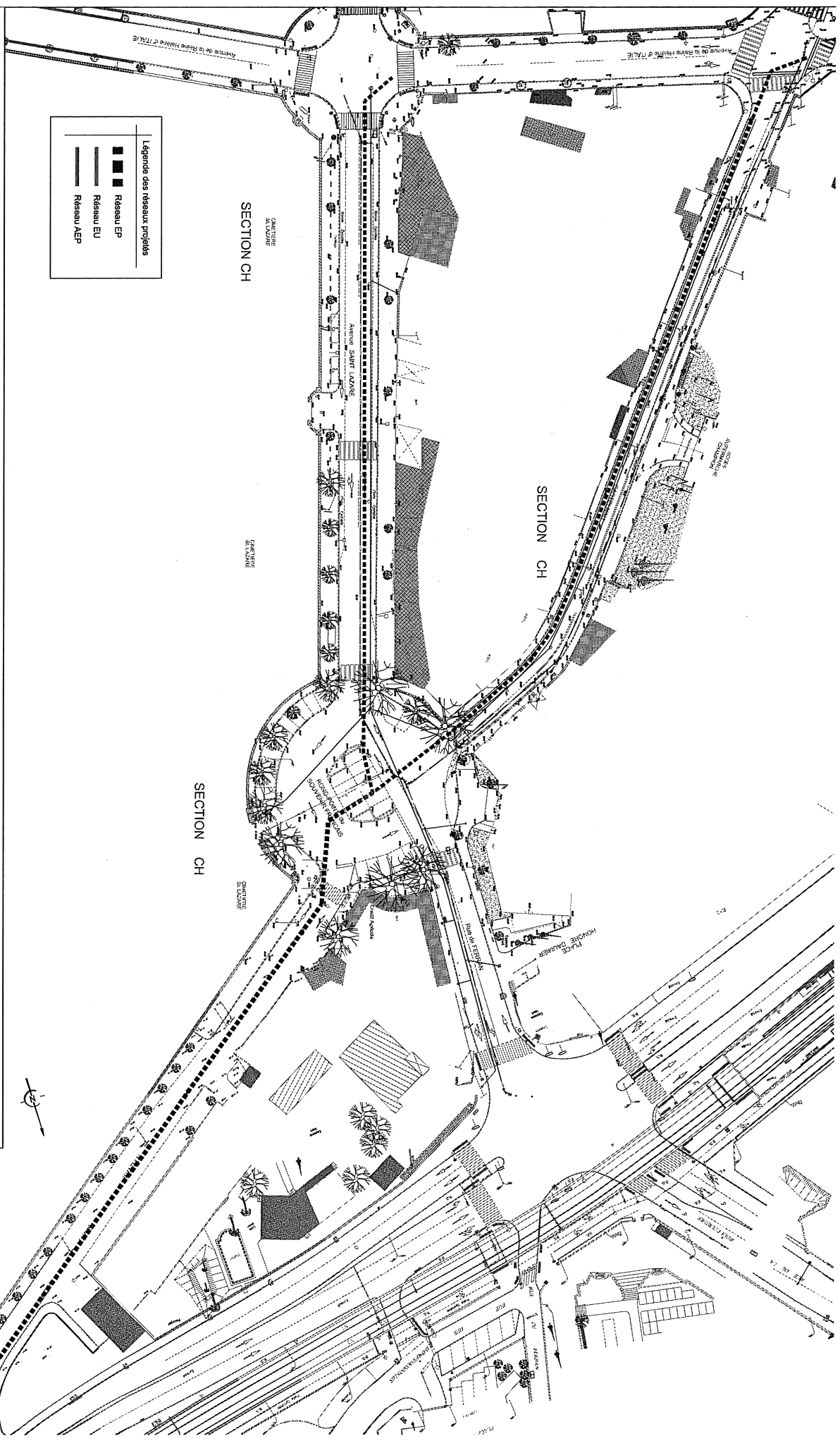
Date: 09/2014
Echelle : 1/50°

AVP

Dossier : 13-005
Plan :

Index / Date : Intervention :

Modifications :



Légende des réseaux projetés

- Réseau EP
- Réseau EU
- Réseau AEP

Ville de Montpellier

Montpellier Agglomération

Direction du Génie Urbain :
Le Directeur :
CGAV

Service des eaux :
Le Chef de Service :
B. MARTI

Concepteur :
G. REYNE

Réseaux humides PAE St Lazare

Avant Projet

Plan des réseaux

Date: 09/2014	AVP	Dossier : 13-005
Echelle :		Plan :
Indice / Date : Intervenant :	Modifications :	

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention de remise par GrDF à son concédant de canalisations de gaz combustible abandonnées Rue Aristide Olivier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

GrDF assure la distribution de gaz combustible sur la commune de Montpellier en vertu d'un traité de concession en date du 19 février 1997.

L'article 13 de ce traité de concession fixe les dispositions suivantes : « au titre des dispositions que le concessionnaire est tenu d'adopter lorsqu'une canalisation du réseau concédé, à l'exception des branchements et des conduites montantes, est mise hors exploitation, comptent les actions suivantes dans l'ordre de priorité(...) »

4) la remettre à l'autorité concédante comme bien de retour avant le terme de la concession pour un autre usage que celui du service concédé, sous réserve de son acceptation. La remise de la canalisation abandonnée fera l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

La Ville, par ailleurs, est à l'initiative de la reconquête de la friche située rue Du Guesclin par une opération d'urbanisation comprenant près de 5.200 m² de commerces et de services et 79 logements dont 37 logements locatifs sociaux, dotée de 128 places de stationnement dont 74 ouvertes au public fréquentant les commerces. Dans le cadre de cette opération, il est nécessaire de dévier le réseau d'adduction d'eau potable de l'assiette foncière à libérer pour cette opération. Ce dévoiement implique, pour l'Agglomération de Montpellier, la réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable en franchissement sous le domaine ferré. L'abandon de la conduite de gaz à cet endroit constitue une opportunité, techniquement et financièrement, pour réaliser ces travaux de réseaux à moindre coût pour la collectivité et pour minimiser la gêne aux riverains et aux usagers durant ces travaux.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver la convention, tel que prévu au traité de concession GrDF, actant de la remise de cette conduite abandonnée, située rue Aristide Olivier, à la collectivité ;
- De dire que cette remise se fait naturellement à titre gracieux ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à la conclusion et à l'exécution de cette convention.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



**Convention de remise par GRDF
à son concédant de canalisations de gaz combustible abandonnées,
rue Aristide Olivier à Montpellier**

ENTRE :

La commune de Montpellier, pris en sa qualité d'autorité concédante, représentée par Monsieur Luc ALBERNHE, en sa qualité d'Adjoint au Maire dûment habilité par délibération du 24 juillet 2014,

ET

GrDF, Société Anonyme au capital de 1 800 000 000 euros, dont le siège social est à Paris (9ème), 6, rue Condorcet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 et représentée par M. Maurice Mennereau directeur de la direction Réseau Méditerranée dûment habilité dont les bureaux sont situés au clos des muses 178 rue Raimon Trencavel à Montpellier

ci-après dénommée « GrDF »;

Il a été convenu et exposé ce qui suit :

EXPOSE

GrDF assure la distribution de gaz combustible sur la commune de Montpellier en vertu d'un traité de concession en date du 19 février 1997.

Le concédant a demandé le bénéfice de l'application de l'article 13 du cahier des charges dudit traité.

Aux termes de cet article 13 « Au titre des dispositions que le concessionnaire est tenu d'adopter lorsqu'une canalisation du réseau concédé, à l'exception des branchements et des conduites montantes, est mise hors exploitation, comptent les actions suivantes dans l'ordre de priorité : ... 4) la remettre à l'autorité concédante comme bien de retour avant le terme de la concession pour un autre usage que celui du service concédé, sous réserve de son acceptation. La remise de la canalisation abandonnée fera l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'autorité concédante et le concessionnaire ».

Article 1 : Remise du bien

GrDF remet, en tant que bien de retour et sous les conditions ci-après précisées à son concédant qui l'accepte expressément, une canalisation du réseau concédé mise préalablement hors exploitation par le concessionnaire.

La canalisation est remise en l'état ainsi que ses accessoires.

Le concédant reconnaît être informé que l'ouvrage a été implanté conformément à l'article L 113-3 du code de la voirie routière et ne bénéficie d'un droit d'occupation qu'au titre de la distribution publique de gaz.

Article 2 : Localisation et caractéristiques des canalisations :

Les caractéristiques techniques sont reprises dans le tableau ci dessous :

	Rue Aristide Olivier
année de pose	1960
longueur	20 m
diamètre	200
nature et matériaux	Acier
éventuellement pression du gaz avant abandon	BP
Numéro de plan en annexe	N°1 Tronçon AB

Article 3 : Responsabilité

Le concédant qui accepte par cette convention la remise de la canalisation, en sa qualité de plein propriétaire, en devient le gardien et l'exploitera à ses frais et à ses risques et périls pour un autre usage que celui de la distribution publique de gaz combustible. Il sera seul responsable des dommages qui pourraient éventuellement être occasionnés par la canalisation et renonce à tout recours à ce titre contre GrDF et son assureur ;

GrDF atteste avoir procédé à la mise hors exploitation de la canalisation conformément à la réglementation en vigueur.

Du fait de la modification possible du sol, de manière naturelle ou du fait de travaux divers réalisés à proximité, le concédant s'engage à prendre toutes précautions techniques, notamment pour détecter la présence éventuelle de fluides à l'intérieur de la canalisation, tant lors des fouilles que des percements qui seront mis en œuvre postérieurement à la remise objet de la présente.

Article 4 : Inventaire

Les parties s'engagent à traduire leur volonté par le retrait de l'ouvrage sur l'inventaire physique et financier (prévu à l'article 32 du cahier des charges de concession dans le modèle de cahier des charges 1994), retrait qui prendra effet à la date de signature de la présente convention.

Article 5 : Date de la remise

La remise de la canalisation à l'autorité concédante prend effet à la date de signature de la présente convention.

Fait en trois exemplaires.

A Montpellier, le ,

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué,

Pour GrDF

Luc ALBERNHE

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

REDEVANCE SPECIALE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 2014

Convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 19 septembre et du 16 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a instauré la Redevance Spéciale pour les déchets non ménagers. La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 la rend obligatoire pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, mais qui ont opté pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette Redevance Spéciale concerne les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé. Elle est calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés. Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages le coût de l'élimination des déchets pris en charge par la collectivité publique, qu'il s'agisse des déchets produits :

- ▶ par les établissements publics, exonérés de droit de la TEOM,
- ▶ par les établissements privés commerciaux ou artisanaux dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

Une convention doit être signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier. Elle a pour objet de définir les conditions générales portant règlement de la Redevance Spéciale, ainsi que les conditions particulières et le prix des prestations d'élimination des déchets assimilés auxquels s'applique cette redevance. A Montpellier, les sites concernés sont : les écoles publiques, les crèches, les maisons pour tous et les maisons de quartier, et autres bâtiments municipaux...

Le montant de la redevance annuelle pour 2014 s'élève à 604 104, 01 € TTC. La convention est conclue pour un an à compter du 1^{er} janvier 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

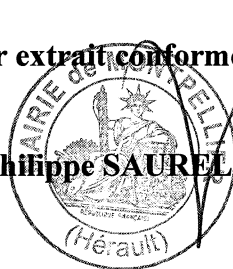
- d'adopter cette convention,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014





Montpellier
Agglomération

CONVENTION RELATIVE A LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

REDEVANCE SPECIALE

2014

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier
Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Président,

Ci-après nommée Montpellier Agglomération,

ET

La Commune de MONTPELLIER

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL
Hôtel de Ville
1, Place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER cedex 2

Préambule

Par délibérations du Conseil de Communauté n°6679 et n°6834 respectivement du 19 septembre 2005 et du 16 décembre 2005, Montpellier Agglomération a instauré, conformément à l'article L2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, la redevance spéciale.

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales portant règlement de la redevance spéciale, ainsi que les conditions particulières et le prix des prestations d'élimination des déchets assimilés auxquels s'applique la redevance spéciale.

1ère partie : Conditions générales d'exécution portant règlement de la redevance spéciale

Article 1 : Nature des déchets soumis ou exclus du règlement de la redevance spéciale

Les déchets concernés par la présente convention sont les déchets qui peuvent être éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères, sans sujétions techniques particulières eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, et sans risque pour les personnes et l'environnement.

La notion de « déchets assimilés » est définie par la combinaison de trois critères :

- l'origine des déchets : personnes morales de droit public telles que administrations, établissements publics, collectivités territoriales et personnes morales de droit privé telles que sociétés, entreprises ou usines commerciales, artisanales, industrielles et de service... ;
- la nature des déchets : ils doivent avoir la ou les mêmes caractéristiques que les déchets produits par les ménages ;
- les quantités produites : elles ne doivent pas soumettre le service d'élimination à des sujétions techniques particulières. Il est précisé qu'à partir de 5 000 litres hebdomadaires de déchets produits, la collectivité se réserve le droit de ne pas répondre favorablement à une demande de collecte. De la même manière, la collectivité se réserve le droit de ne pas accepter à la collecte publique, tous producteurs ayant déjà contractés avec un prestataire privé pour la collecte et le traitement de ses déchets ménagers assimilés et qui souhaiterait utiliser le service public.

Sont exclus d'une façon générale tous les déchets spécifiques ou dangereux qui, en raison de leur spécificité, de leur toxicité, de leur inflammabilité et/ou de leur pouvoir corrosif ne peuvent être mélangés avec les déchets ménagers, et notamment :

- les résidus de peinture, solvants, colles et vernis,
- les produits basiques ou acides,
- les produits chimiques sous toutes leurs formes,
- les déchets médicaux contaminés,
- les déchets radioactifs,
- les déchets encombrants (appareil hors d'usage, etc.),
- les gravats et déchets de démolition,
- les pneus,
- les palettes,
- les déchets d'activité de boucherie.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 2 : Producteurs assujettis ou exonérés de la redevance spéciale

2-1 Producteurs assujettis à la redevance spéciale

- Sont assujettis à la redevance spéciale proportionnellement aux volumes de déchets présentés à la collecte publique en porte à porte : les personnes morales de droit public ou privé ou les personnes physiques exonérées de TEOM.
- Sont assujettis à la redevance spéciale pour le volume dépassant le seuil des 3000 litres par semaine de déchets présentés à la collecte publique en porte à porte: les personnes morales de droit privé et les personnes morales de droit public ou physiques acquittant la TEOM dans le cadre de leur activité.
- Sont assujettis à la redevance spéciale les personnes morales de droit privé et les personnes morales de droit public ou physiques indépendamment de leur situation au regard de la TEOM à partir du moment où une colonne à verre a été mise à leur disposition sur leur domaine privé.

2-2 Producteurs exonérés de redevance spéciale

Sont exonérées de la redevance spéciale :

- les personnes morales assurant l'élimination de leurs déchets par tous moyens conformes à la réglementation en vigueur,
- les personnes morales de droit privé ou public acquittant la TEOM dès lors que le volume hebdomadaire de déchets produits est inférieur ou égal à 3000 litres.

Article 3 : Obligations de Montpellier Agglomération

Pendant la durée de la présente convention, Montpellier Agglomération s'engage à :

- équiper les sites appartenant au redevable, de conteneurs roulants (norme AFNOR ou équivalente) et/ou d'une colonne adaptée pour le verre,
- assurer pour le redevable, la collecte des conteneurs (**uniquement ceux fournis par Montpellier Agglomération**), et l'élimination de ses déchets respectant l'article 2 de la présente convention.

Il est précisé toutefois qu'en cas d'interruption du service de collecte imputable à Montpellier Agglomération : les débordements lors de la première collecte suivant l'interruption seront tolérés, aucun dégrèvement ne sera appliqué.

- assurer uniquement la maintenance des conteneurs mis à disposition.

Article 4 : Obligations du producteur

- s'acquitter de la redevance selon les modalités définies à l'article 5,
- fournir sur demande de Montpellier Agglomération tous documents ou informations nécessaires au recouvrement de la redevance,
- avertir la Communauté d'Agglomération de Montpellier de tout changement pouvant intervenir concernant l'activité poursuivie, son lieu d'exercice, la nature des déchets produits et plus généralement tous éléments susceptibles d'influer sur l'exécution de la convention (changement d'adresse, de propriétaire, de gérant, fin d'activité, liquidation, etc.),
- respecter les prescriptions du règlement de collecte communautaire.

4-1 Concernant la collecte en porte à porte des conteneurs roulants

Pendant la durée de la présente convention, le cocontractant s'engage à :

- respecter les prescriptions de l'arrêté municipal de la ville concernée, notamment les jours et heures de sorties des conteneurs,
- assurer le nettoyage et la désinfection du ou des conteneur(s),
- ne pas tasser le contenu des conteneurs de telle manière que l'intégrité du conteneur soit mise en péril et ne pas laisser déborder les déchets (le couvercle du conteneur devant être fermé entièrement),
- respecter les conditions des collectes sélectives mises en place par l'Agglomération,
- ne pas déposer de sacs, cartons, autres déchets, ou autres poubelles à côté du conteneur lors de la collecte.

4-2 Concernant la collecte de ou des colonnes à verre sur le domaine privé

- respecter les engagements techniques précisés dans l'annexe à la présente convention.

Article 5 : Calcul et paiement de la redevance

D'une manière générale :

- les prix annuels au litre ou/ et à la tonne seront fixés chaque année par délibération du Conseil communautaire,
- le tarif est applicable de plein droit.

5-1 Calcul de la redevance spéciale pour des déchets collectés en porte à porte

- V_{omr} = volume hebdomadaire de déchets non recyclables (ordures ménagères résiduelles)
- V_{rs} = volume hebdomadaire de déchets recyclables secs en mélange
- V_p = volume hebdomadaire de papiers blancs collectés sélectivement
- V_b = volume hebdomadaire de bio-déchets collectés sélectivement
- C_o = coefficient d'ouverture de l'établissement
- $po1$ = prix au litre de déchets non recyclables
- $po2$ = prix au litre des déchets recyclables secs en mélange
- $po3$ = prix au litre du papier blanc
- $po4$ = prix au litre de bio-déchets
- RS = montant annuel de la redevance spéciale

La redevance est un montant forfaitaire calculé annuellement en prix nets sans taxe d'après la quantité de déchets produits évaluée avec le volume de conteneurs livrés et présentés ou, dans les secteurs collectés en sacs ou dans le cas de bacs collectifs, sur la base du nombre de salariés déclarés et des usages constatés, selon la formule :

5-1-1 Pour les personnes morales de droit public exonérées de TEOM

$$RS = (V_{omr} \times po1 + V_{rs} \times po2 + V_p \times po3 + V_b \times po4) \times 52 \times C_o$$

5-1-2 Pour les personnes morales de droit privé ou public assujetties à la TEOM

La redevance est calculée annuellement en prix nets sans taxes d'après la quantité de déchets produits évaluée avec le volume de conteneurs livrés et présentés, selon la formule :

- Si $V < \text{ou égal à } 3\,000 \text{ litres}$. $P = 0$
- Si $V > 3\,000 \text{ litres}$, 4 cas de figures peuvent se présenter en fonction des volumes produits et des différentes fractions triées présentées à la collecte :

	Cas n°1	Cas n°2
Vomr	> 3000 l	< ou = 3000 l
Vomr + Vrs		> 3000 l
Vomr + Vrs + Vb		
Vomr + Vrs + Vb + Vp		
RS	$[(Vomr - 3000) \times po1 + Vrs \times po2 + Vb \times po4 + Vp \times po3] \times 52 \times C_o$	$[(Vomr + Vrs - 3000) \times po2 + Vb \times po4 + Vp \times po3] \times 52 \times C_o$

	Cas n°3	Cas n°4
Vomr		
Vomr + Vrs	< ou = 3000 l	
Vomr + Vrs + Vb	> 3000 l	< ou = 3000 l
Vomr + Vrs + Vb + Vp		> 3000 l
RS	$[(Vomr + Vrs + Vb - 3000) \times po4 + Vp \times po3] \times 52 \times C_o$	$[(Vomr + Vrs + Vb + Vp - 3000) \times po3] \times 52 \times C_o$

5-2 Calcul de la redevance spéciale pour la mise à disposition d'une colonne et collecte du verre

La redevance spéciale pour la collecte du verre est calculée en fonction exclusivement des tonnages ramassés et du prix délibéré en conseil communautaire :

RSv = montant de la redevance annuelle pour le verre

PO = prix à la tonne pour le verre

T = tonnage verre

$RSv = T * PO$

Un relevé mensuel des pesées, base de la facturation, sera transmis par le prestataire de collecte à Montpellier Agglomération.

Ce justificatif pourra être transmis au redevable par simple demande de sa part à la cellule redevance spéciale.

La fréquence de collecte étant définie à l'amiable avec le redevable, le prestataire et Montpellier Agglomération pourront toutefois la faire varier en fonction des besoins.

5-3 Recouvrement

De manière globale :

La redevance devra être versée à Montpellier Agglomération par mandat administratif ou chèque à l'ordre du Trésor Public après réception d'un titre de paiement émanant de Montpellier Agglomération.

Dans le cas contraire, et sans lettre d'avertissement, Montpellier Agglomération pourra suspendre la collecte.

5-3-1 Concernant la redevance spéciale des déchets collectés en porte à porte

La redevance sera payable par semestre ou annuellement dans les cas suivants :

- le conventionnement n'a pu se réaliser avant le 1^{er} semestre,
- la collectivité procède à une facturation d'office,
- dans toutes autres hypothèses si la collectivité l'accepte.

5-3-2 Concernant la redevance spéciale pour la collecte du verre

La redevance sera payable par semestre (à terme échu soit juillet et janvier de l'année suivante).

Article 6 : Durée de la convention

La redevance spéciale est instaurée à partir du 1^{er} janvier 2006.

La présente convention est conclue pour une année civile soit un an à compter du 1^{er} janvier 2014.

A l'expiration de ce délai, la convention sera prorogée par reconduction expresse par période de un an.

A cet effet, Montpellier Agglomération adressera avant le 30 septembre de chaque l'année au producteur un courrier simple mentionnant l'évolution tarifaire pour l'année civile à venir et sollicitant la reconduction express de la convention.

Article 7 : Révision de la convention

Les conditions particulières et le prix de la prestation de collecte réalisée visées dans la 2^{ème} partie de la présente convention pourront être révisés en tant que de besoin, afin de se conformer au juste calcul de la redevance, à la demande de l'une ou l'autre des parties, notamment dans les cas suivants (liste non limitative) :

- suite à un changement par Montpellier Agglomération des prestations de collecte réalisées (fréquence, etc.) qui entraînerait une modification du volume global des conteneurs présentés à la collecte,
- suite à une modification du volume des conteneurs fournis et présentés à la collecte par le Producteur.

Il est rappelé que le producteur doit présenter à la collecte uniquement les bacs comptabilisés dans le calcul de sa redevance.

Pour ce faire, la partie à l'origine de la révision pourra saisir l'autre partie par courrier.

Article 8 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois par simple lettre recommandée avec accusé de réception, par l'une des parties pour non respect des obligations prévues par la dite convention.

Dans tous les cas de résiliation, la personne morale cocontractante sera tenue de rendre les conteneurs précédemment mis à sa disposition.

8-1 Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité volontaire, le producteur cocontractant devra informer Montpellier Agglomération avec un préavis de 2 mois de la date effective de l'arrêt de son activité.

En cas de liquidation judiciaire ou de dissolution, la convention sera réputée résiliée à la date de la liquidation ou de la dissolution.

Dans tous les cas, le producteur cocontractant devra obligatoirement justifier de l'arrêt de son activité.

8-2 Modification par le producteur de son mode d'élimination des déchets

Le producteur a toute latitude pour passer un contrat avec une entreprise agréée pour la collecte et l'élimination de ses déchets assimilés.

Il devra en informer Montpellier Agglomération au moins un mois avant le changement effectif de son mode d'élimination des déchets.

Il devra notamment, sur demande du service de la prévention et de la gestion des déchets de Montpellier Agglomération, être en mesure de présenter les factures afférentes à ces prestations ou toutes pièces justificatives attestant de la bonne destination des déchets collectés.

8-3 Règlement des litiges

Tous les litiges nés de la conclusion, l'exécution et l'interprétation de la convention, ne pouvant être résolus à l'amiable entre les parties, seront de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

2ème partie : Conditions particulières et prix de la prestation de collecte réalisée :

Article 1 : Facturation

-Montant Total de la redevance annuelle : = 604 104,01 €

1, Place Georges FRECHE – 34000 MONTPELLIER

SIRET : 21 340 172 200 011

Article 2 : Caractéristique de l'abonnement

- Lieux d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés :

Cf tableau des lieux de collecte des bacs et calcul de la RS :

Etablissement	Adresse	Volume en litres OM	Volume en litres TS	Volume en litres FFOM	Volume en litres P.B	Frq OM	Frq TS	Frq FFOM	Frq PB	Volume hebd OM	Volume hebd TS	Volume FFOM	Volume hebd PB	Coefficient d'ouverture	Montant Redevance Speciale hors verre
Bâtiments techniques															
Centre Horticole Grammont	Avenue Albert Einstein	680	0	0	0	3	1	2		2 040	0	0	0	1,00	2 800,51 €
Office du Tourisme	Eplanade Ch, De Gaulle	0	1980	0	680	5	1		1	0	1 980	0	680	1,00	3 088,59 €
Pavillon de l'Hôtel de Ville	Eplanade Ch, De Gaulle	340	240	0	0	5	1			1 700	240	0	0	1,00	2 638,27 €
Centre Municipal Garosud	Avenue Etienne Mehul	3980	5940	0	0	3	1			11 940	5 940	0	0	1,00	23 927,90 €
Parc Zoologique Lunaret	50, Avenue val d'Agropolis	3000	1320	0	0	5	1			15 000	1 320	0	0	1,00	22 266,82 €
Ancienne Mairie	1, Place Georges FRECHIE <i>Fe Courge</i>	1980	1980	0	0	5	1		1	9 900	1 980	0	0	1,00	16 102,94 €

Mairie Hôtel de Ville	1, Place François Ponge <i>Georg</i>	5940	8580	0	1020	3	1		1	17 820	8 580	0	1 020	1,00	36 214,15 €
Maison des Relations Internationales	14, rue Descente en Barrat	1000	340	0	0	5	1			5 000	340	0	0	1,00	7 295,39 €
Mission Grand Cœur	17, boulevard du Jeu-de- Paume	340	340	0	0	5	1			1 700	340	0	0	1,00	2 765,15 €
Centre Communal d'Action Sociale	125, place Thermidor	660	660	0	340	5	1		0,5	3 300	660	0	170	1,00	5 511,74 €
Maison des Seniors	16, rue Ferdinand- Fabre	1320	340	0	0	5	1			6 600	340	0	0	1,00	9 491,87 €
Cimetière Saint Lazare	Avenue Saint Lazare	5940	0	0	0	5	1			29 700	0	0	0	0,19	7 840,80 €
Cimetière Saint Etienne	Avenue Albert Einstein	1980	0	0	0	3	1			5 940	0	0	0	0,19	1 568,16 €
Cimetière Celleneuve		660	0	0	0	5	1			3 300	0	0	0	0,19	871,20 €
Cuisine Centrale	950, allée de la Martelle	1380	0	0	0	3	1			4 140	0	0	0	1,00	5 683,39 €

Domaine de Grammont	Avenue Albert Einstein	3300	660	0	0	3	1				9 900	660	0	0	1,00	14 428,13 €
Domaine de Meric		480	120	0	0	5	1				2 400	120	0	0	1,00	3 446,98 €
La Panacé	rue école de pharmacie	680	680	0	0	7	1				4 760	680	0	0	0,67	2 206,96 €
Maison de la Démocratie	Rue de La Republique	1020	1020	0	340	5	1			0,5	5 100	1 020	0	170	1,00	8 439,55 €
Ecoles Maternelle																
Etablissement	Adresse	Volume en litres OM	Volume en litres TS	Volume en litres FFOM	Volume en litres P.B	Frq OM	Frq TS	Frq FFOM	Frq PB	Volume hebdo OM	Volume hebdo TS	Volume FFOM	Volume hebdo PB	Coefficient d'ouverture	Montant Redevance Speciale hors verre	
Ecole maternelle Aliénor-d'Aquitaine	694, rue Jacques-Bounin	340	340	0	0	4	1			1 360	340	0	0	0,67	1 547,00 €	
Ecole maternelle Alphonse-Daudet	2, allée des Sophoras	240	0	0	0	4	1			960	0	0	0	0,67	887,04 €	

<u>Ecole maternelle Bertie-Albrecht</u>	1, place de Fontjun	680	660	0	0	4	1		2 720	660	0	0	0,67	3 076,92 €
<u>Ecole maternelle Hélène-Boucher</u>	240, quai Flora-Tristan	920	1240	0	0	3	1		2 760	1 240	0	0	0,67	3 609,20 €
<u>Ecole maternelle Lily-Boulanger</u>	25, rue Robespierre	580	0	0	0	4	1		2 320	0	0	0	0,67	2 143,68 €
<u>Ecole maternelle Ludwig-Van-Beethoven</u>	381, chemin de Poutingon	680	0	0	0	3	1		2 040	0	0	0	0,67	1 884,96 €
<u>Ecole maternelle Marcel-Pagnol</u>	305, rue Georges-Brassens	680	0	0	0	4	1		2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
<u>Ecole maternelle Marcelline Desbordes-Valmore</u>	460, rue du Lavandin	240	240	0	0	3	1		720	240	0	0	0,67	870,24 €
<u>Ecole maternelle Robert-Surcouf</u>	215, boulevard Pédro-de-Luna	680	0	0	0	4	1		2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
Hôpitaux - Facultés														
<u>Ecole maternelle Agrippa d'Aubigné</u>	147, rue des quatre Seigneurs	1340	340	0	0	3	1		4 020	340	0	0	0,67	4 004,84 €

<u>Ecole maternelle Charlie-Chaplin</u>	120, rue de la Jalade	1000	0	0	0	4	1			4 000	0	0	0	0,67	3 696,00 €
<u>Ecole maternelle Luis-de-Camoens</u>	2, rue des Tourterelles	340	0	0	0	3	1			1 020	0	0	0	0,67	942,48 €
<u>Ecole maternelle Marguerite- Yourcenar</u>	71, rue Jean Joseph Laborde	1020	0	0	0	4	1			4 080	0	0	0	0,67	3 769,92 €
<u>Ecole maternelle Pauline-Kergomard</u>	5, rue Colonel Marchand	680	680	0	0	4	1			2 720	680	0	0	0,67	3 094,00 €
<u>Ecole maternelle Teresa</u>	30, rue Antoine- Laurent-de- Jussieu	1320	240	0	0	3	1			3 960	240	0	0	0,67	3 864,00 €
Les Cévennes															
<u>Ecole maternelle Geneviève-Bon</u>	971, rue Paul- Rimbaud	480	680	0	0	4	1			1 920	680	0	0	0,67	2 354,80 €
<u>Ecole maternelle Jeanne-Deroin</u>	88, rue Viollet le Duc	480	660	0	0	4	1			1 920	660	0	0	0,67	2 337,72 €
<u>Ecole maternelle Johann Wolfgang Von Goethe</u>	3, rue des Coronilles	580	340	0	0	4	1			2 320	340	0	0	0,67	2 434,04 €

<u>Ecole maternelle Jules-Michelet +Cantine</u>	Rue des Araucarias	1320	0	0	0	4	1		5 280	0	0	0	0,67	4 878,72 €
<u>Ecole maternelle Madeleine-Bres</u>	183, allée de l'Aqueduc	680	0	0	0	3	1		2 040	0	0	0	0,67	1 884,96 €
<u>Ecole maternelle Maria-Callas</u>	843, rue de la Croix de Figuerolles	1020	0	0	0	4	1		4 080	0	0	0	0,67	3 769,92 €
<u>Ecole maternelle Rudyard-Kipling</u>	311, avenue Saint Clément	680	0	0	0	4	1		2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
<u>Ecole maternelle Victor-Duruy</u>	20, rue Edmond Lautard	340	340	0	0	4	1		1 360	340	0	0	0,67	1 547,00 €
Centre														
<u>Ecole maternelle Anatole-France</u>	10, rue du Général Lafon	120	0	0	0	4	1		480	0	0	0	0,67	443,52 €
<u>Ecole maternelle Aristote</u>	446, boulevard d'Antigone	720	1000	0	0	4	1		2 880	1 000	0	0	0,67	3 515,12 €
<u>Ecole maternelle Chaptal + Cantine</u>	9, boulevard des Arceaux	340	0	0	0	4	1		1 360	0	0	0	0,67	1 256,64 €

<u>Ecole maternelle</u> <u>Docteur Roux</u>	96, rue du Faubourg Figuierolles	240	660	0	0	4	1			960	660	0	0	0,67	1 450,68 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Francis-Garnier</u>	2, rue Général- René	340	0	0	0	4	1			1 360	0	0	0	0,67	1 256,64 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Ingrid-Bergman</u>	20, boulevard Mounié	240	0	0	0	3	1			720	0	0	0	0,67	665,28 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Jean-de-la-Fontaine</u>	27, quai des Taneurs	240	0	0	0	4	1			960	0	0	0	0,67	887,04 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Jean-Jacques- Rousseau</u>	21, rue d'Aigrefeuille	340	0	0	0	4	1			1 360	0	0	0	0,67	1 256,64 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Louis-Figuiet</u>	9, boulevard des Arceaux	680	120	0	0	4	1			2 720	120	0	0	0,67	2 615,76 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Louis-Pasteur</u>	15, rue Saint Sépulcre	340	660	0	0	4	1			1 360	660	0	0	0,67	1 820,28 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Mozart</u>	60, avenue d'Assas	240	680	0	0	4	1			960	680	0	0	0,67	1 467,76 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Pierre-Claris-de- Florian</u>	49, rue de la Méditerranée	240	240	0	0	4	1			960	240	0	0	0,67	1 092,00 €

<u>Ecole maternelle</u> <u>Vasco-de-Gama +</u> <u>Cantine</u>	156, rue de la Croix du sud	680	0	0	0	0	0	4	1	2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
Mosson															
<u>Ecole maternelle</u> <u>Indira-Gandhi</u>	380, rue Pierre-Cardenal	340	0	0	0	0	0	4	1	1 360	0	0	0	0,67	1 256,64 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Averroès</u>	47, rue Jauré Rudel	1020	0	0	0	0	0	4	1	4 080	0	0	0	0,67	3 769,92 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Jacques-Prévert</u>	297, avenue du Comité de Nice	660	340	0	0	0	0	4	1	2 640	340	0	0	0,67	2 729,72 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>James-Joyce</u>	122, rue de Bologne	480	680	0	0	0	0	4	1	1 920	680	0	0	0,67	2 354,80 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Madeleine-Renaud</u>	360, avenue de Barcelone	480	120	0	0	0	0	4	1	1 920	120	0	0	0,67	1 876,56 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Marie-Pape-</u> <u>Carpantier +</u> <u>Cantine</u>	12, rue des Ecoles	680	340	0	0	0	0	4	1	2 720	340	0	0	0,67	2 803,64 €
<u>Ecole maternelle</u> <u>Martin-Luther-King</u>	65, rue Charles- Bonaparte	680	0	0	0	0	0	4	1	2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €

<u>Ecole maternelle Miguel-de-Cervantes</u>	91, rue Charles-Bonaparte	660	0	0	0	0	0	4	1		2 640	0	0	0	0,67	2 439,36 €
<u>Ecole maternelle Nicolas-Copernic</u>	Rue Pierre-Nicolas	340	0	0	0	0	0	4	1		1 360	0	0	0	0,67	1 256,64 €
<u>Ecole maternelle Pablo-Neruda</u>	53, rue de Salamanque	480	0	0	0	0	0	4	1		1 920	0	0	0	0,67	1 774,08 €
<u>Ecole maternelle Pablo-Picasso</u>	41, avenue Guilhem de Poitiers	240	240	0	0	0	0	4	1		960	240	0	0	0,67	1 092,00 €
<u>Ecole maternelle Vincent-Van-Gogh</u>	242, rue d'Oxford	680	660	0	0	0	0	4	1		2 720	660	0	0	0,67	3 076,92 €
<u>Ecole maternelle Virginia-Woolf</u>	255, rue de Bari	680	0	0	0	0	0	4	1		2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
Port Marianne																
<u>Ecole maternelle Geneviève-de-Gaulle-Anthonioz</u>	10, chemin des Barques	120	340	0	0	0	0	4	1		480	340	0	0	0,67	733,88 €
<u>Ecole maternelle Louise-Michel</u>	501, avenue de la Pompignane	1320	120	0	0	0	0	3	1		3 960	120	0	0	0,67	3 761,52 €

<u>Ecole maternelle Sarah-Bernhardt</u>	Rue Denis-Papin	660	660	0	0	4	1			2 640	660	0	0	0,67	3 003,00 €
<u>Ecole maternelle Sergueï-Prokofiev</u>	85, avenue Alphonse-Juin	660	0	0	0	4	1			2 640	0	0	0	0,67	2 439,36 €
<u>Ecole maternelle l'hôpital</u>	380, route de Vauguières	660	680	0	0	3	1			1 980	680	0	0	0,67	2 410,24 €
<u>Ecole Cheng du</u>	74, rue Ray Charles	1980	2640	680	0	2	1	1		3 960	2 640	680	0	0,67	6 372,94 €
Près d'Arènes															
<u>Ecole maternelle Anne-Frank</u>	686, avenue du Pont Trinquat	1320	660	0	0	4	1			5 280	660	0	0	0,67	5 442,36 €
<u>Ecole maternelle Jean-Cocteau</u>	16, rue de la Bandido	680	340	0	0	4	1			2 720	340	0	0	0,67	2 803,64 €
<u>Ecole maternelle Paul-Eluard</u>	219, rue de Saint Hilaire	680	0	0	0	4	1			2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
<u>Ecole maternelle Simone-Signoret</u>	1, impasse des Marmousets	660	0	0	0	3	1			1 980	0	0	0	0,67	1 829,52 €

<u>Ronsard</u>	700, rue Jacques Bounin	900	340	0	0	4	1				3 600	340	0	0	0,67	3 616,76 €
<u>Victor Schoelcher</u>	65, rue Robespierre	480	660	0	0	4	1				1 920	660	0	0	0,67	2 337,72 €
<u>Voltaire</u>	157, rue Henri Sellier	480	0	0	0	4	1				1 920	0	0	0	0,67	1 774,08 €
<u>Winston Churchill</u>	424, rue du lavandin	660	660	0	0	4	1				2 640	660	0	0	0,67	3 003,00 €
Hôpitaux - Facultés																
<u>Docteur Calmette + Cantine</u>	147, rue des Quatre Seigneurs	1000	1000	0	0	3	1				3 000	1 000	0	0	0,67	3 626,00 €
<u>Eugène Pottier</u>	120, rue de la jalade	1000	680	0	0	4	1				4 000	680	0	0	0,67	4 276,72 €
<u>Jean Sibelius + Cantine</u>	120, rue de la jalade	1000	660	0	0	4	1				4 000	660	0	0	0,67	4 259,64 €
François Mitterand	ZAC de Malbosc	1980	1320	0	0	3	1				5 940	1 320	0	0	0,67	6 615,84 €

<u>Jules Ferry</u>	88, rue Antoine-Laurent de Jussieu	1320	340	0	0	3	1			3 960	340	0	0	0,67	3 949,40 €
<u>Sigmund Freud</u>	2, rue des Tourterelles	1980	340	0	0	3	1			5 940	340	0	0	0,67	5 778,92 €
Les Cévennes															
<u>Charles Baudelaire</u>	311, Avenue saint Clément	1000	680	0	0	4	1			4 000	680	0	0	0,67	4 276,72 €
<u>Dante Alighieri</u>	759, rue de la Croix de Figuerolles	1980	680	0	0	4	1			7 920	680	0	0	0,67	7 898,80 €
<u>Emile Combes</u>	20, rue Edmond Lautard	660	340	0	0	4	1			2 640	340	0	0	0,67	2 729,72 €
<u>Joseph Delteil</u>	Rue des Araucarias	660	340	0	0	4	1			2 640	340	0	0	0,67	2 729,72 €
<u>Julie Daubie</u>	183, allée de l'Aqueduc	1320	660	0	0	3	1			3 960	660	0	0	0,67	4 222,68 €
<u>Louis Armstrong</u>	971, rue Paul Rimbaud	1320	340	0	0	4	1			5 280	340	0	0	0,67	5 169,08 €

<u>Paul Langevin</u>	5, rue de Clémentville	1320	340	0	0	0	4	1			5 280	340	0	0	0,67	5 169,08 €
<u>Spinoza</u>	110, rue Viollet le DUC	1980	0	0	0	0	4	1			7 920	0	0	0	0,67	7 318,08 €
<u>Sun Yat Sen</u>	759, rue de la Croix de Figuerolles	680	660	0	0	0	4	1			2 720	660	0	0	0,67	3 076,92 €
Centre																
<u>Auguste Comte</u>	2, rue Emile ZOLA	680	0	0	0	0	4	1			2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
<u>Berthe Morisot</u>	60, Avenue d'Assas	1320	680	0	0	0	4	1			5 280	680	0	0	0,67	5 459,44 €
<u>Charles Davier</u>	5, rue Colonel Marchand	680	1000	0	0	0	4	1			2 720	1 000	0	0	0,67	3 367,28 €
<u>Condorcet</u>	13, rue du Faubourg Boutonnet	680	0	0	0	0	4	1			2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
<u>Frédéric Bazille</u>	146, rue du mas de merle	1000	1000	0	0	0	4	1			4 000	1 000	0	0	0,67	4 550,00 €

<u>Gambetta</u>	20, rue des soldats	340	0	0	0	0	4	1			1 360	0	0	0	0,67	1 256,64 €
<u>Jean Mermoz</u>	196, rue de la Croix du sud	660	680	0	0	0	4	1			2 640	680	0	0	0,67	3 020,08 €
<u>Jean Moulin</u>	20, boulevard Mounié	660	0	0	0	0	3	1			1 980	0	0	0	0,67	1 829,52 €
<u>Jeanne d'Arc</u>	9, Bd des Arceaux	480	680	0	0	0	4	1			1 920	680	0	0	0,67	2 354,80 €
<u>Jules Simon</u>	45, rue de la Méditerranée	240	0	0	0	0	4	1			960	0	0	0	0,67	887,04 €
<u>Lamartine</u>	30, rue de la Valfère	340	340	0	0	0	4	1			1 360	340	0	0	0,67	1 547,00 €
<u>Louis Blanc</u>	8, boulevard Louis Blanc	680	0	0	0	0	4	1			2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
<u>Paul Bert-Victor Hugo</u>	19, rue du Général Riu	660	340	0	0	0	4	1			2 640	340	0	0	0,67	2 729,72 €
<u>Péricles</u>	528, boulevard d'Antigone	660	1000	0	0	0	4	1			2 640	1 000	0	0	0,67	3 293,36 €

<u>Séviné</u>	5, rue Bernard de Tréviers	680	0	0	0	0	0	0	4	1				2 720	0	0	0	0,67	2 513,28 €
Mosson																			
<u>André Bouloche</u>	123, rue de Lausanne	680	660	0	0	0	0	0	4	1				2 720	660	0	0	0,67	3 076,92 €
<u>Antoine Balard</u>	123, rue de Salamanque	1000	680	0	0	0	0	0	4	1				4 000	680	0	0	0,67	4 276,72 €
<u>Ecole Elémentaire Marc Bloch</u>	135, allée des hauts de Montpellier	680	680	0	0	0	0	0	4	1				2 720	680	0	0	0,67	3 094,00 €
<u>Galilée</u>	47, rue Jauré Rudel	1000	660	0	0	0	0	0	4	1				4 000	660	0	0	0,67	4 259,64 €
<u>Heidelberg</u>	310, rue de liège	1320	680	0	0	0	0	0	4	1				5 280	680	0	0	0,67	5 459,44 €
<u>Kurosawa</u>	400, rue Pierre Cardenal	680	660	0	0	0	0	0	4	1				2 720	660	0	0	0,67	3 076,92 €
<u>Léo Malet</u>	5, allée Pierre Carabasse	680	660	0	0	0	0	0	4	1				2 720	660	0	0	0,67	3 076,92 €

<u>Léopold Sedar Senghor</u>	26, rue de Bologne	680	680	0	0	4	1		2 720	680	0	0	0,67	3 094,00 €
<u>Louisville/Heidelberg</u>	431, Avenue de Louisville	0	680	0	0	4	1		0	680	0	0	0,67	580,72 €
<u>Roosevelt</u>	25, rue de Lausanne	660	660	0	0	4	1		2 640	660	0	0	0,67	3 003,00 €
<u>Simon Bolivar</u>	300, avenue de Barcelone	1000	660	0	0	4	1		4 000	660	0	0	0,67	4 259,64 €
<u>Francois Mitterrand</u>	rue de Malbosc	1320	1980	0	0	6	1		7 920	1 980	0	0	0,67	9 009,00 €
Port Marianne														
<u>Blaise Pascal + Cantine</u>	100 rue Louis Lépine	1980	660	0	0	4	1		7 920	660	0	0	0,67	7 881,72 €
<u>Jean Jaurès</u>	12 chemin des Barques	120	0	0	0	4	1		480	0	0	0	0,67	443,52 €
<u>Jean Zay</u>	85 avenue Alphonse Juin	120	0	0	0	4	1		480	0	0	0	0,67	443,52 €

<u>Painlevé</u>	601 avenue de la Pompi gnane	720	0	0	0	0	3	1				2 160	0	0	0	0,67	1 995,84 €
Prés d'Arènes																	
<u>Charles Dickens</u>	686, avenue du pont Trinquat	2640	1000	0	0	0	4	1				10 560	1 000	0	0	0,67	10 611,44 €
<u>Diderot</u>	16 bis, rue de la Bandido	720	240	0	0	0	4	1				2 880	240	0	0	0,67	2 866,08 €
<u>Jacques Brel</u>	5, impasse des Marmousets	340	680	0	0	0	3	1				1 020	680	0	0	0,67	1 523,20 €
<u>Jean Mace</u>	289, rue de saint Hilaire	660	0	0	0	0	4	1				2 640	0	0	0	0,67	2 439,36 €
Creches Municipales																	
Etablissement	Adresse	Volume en litres OM	Volume en litres TS	Volume en litres FFOM	Volume en litres P.B	Ftq OM	Ftq TS	Ftq FFOM	Ftq PB	Volume hebdo OM	Volume hebdo TS	Volume FFOM	Volume hebdo PB	Coefficient d'ouverture	Montant Redevance Speciale hors verre		

<u>Crèche Cléonice Pouzin</u>	64, rue Lunaret	340	240	0	120	5	1	0,5	1 700	240	0	60	0,90	2 430,56 €
<u>Crèche Edelweiss</u>	21, rue Général Riu	240	340	0	0	5	1		1 200	340	0	0	0,90	1 878,87 €
<u>Crèche Petit Prince de Boutonnet</u>	20, rue Emile Littré	680	340	0	0	5	1		3 400	340	0	0	0,90	4 608,63 €
<u>Crèche Cambon Adelaïde</u>	120, place G. FRECHE	680	1320	0	0	5	1		3 400	1 320	0	0	0,90	5 732,50 €
<u>Crèche Pinocchio</u>	16, rue Ferdinand Fabre	660	340	0	0	5	1		3 300	340	0	0	0,90	4 484,55 €
Mosson														
<u>Crèche Louise-Guiraud</u>	35, rue de Tipasa	680	0	0	0	5	1		3 400	0	0	0	0,90	4 218,72 €
<u>Crèche La Petite Sirène</u>	115, rue de Fés	680	340	0	0	5	1	0	3 400	340	0	0	0,81	4 118,35 €
Haltes garderies municipales														

<u>Halte-garderie La Coupole</u>	45, place Zeus	Collectif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
<u>Halte-garderie La Maison des Enfants</u>	1, rue Embouque d'Or	240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 488,96 €
<u>Halte-garderie Les Coquelicots</u>	42, avenue St-Lazare	720	340	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 856,79 €
<u>Halte-garderie Les Farfadets</u>	4-6, rue Albert Samain	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	744,48 €
<u>Halte-garderie L'île au Trésor</u>	16, rue Ferdinand Fabre	660	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 094,64 €
Halte-garderie Les Copains d'Abord	43, avenue Guilhaum de Poitiers	240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 488,96 €
<u>Police Municipale</u>																
Police municipale Aiguelongue	rue des Cétoines	Collectif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00 €
Police municipale Croix d'Argent	1523, avenue Villeneuve d'Angoulême	240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 647,36 €

Police municipale Hauts de Massane	45, avenue Guilhem de Poitiers	120	120	0	0	0	5	1		600	120	0	0	1,00	975,94 €
Police municipale Petit- Bard	14, avenue du Petit-Bard	660	0	0	0	0	5	1		3 300	0	0	0	1,00	4 530,24 €
Police municipale Saint-Martin	1, rue Vachet	120	0	0	0	0	5	1		600	0	0	0	1,00	823,68 €
TOTAL															604 104,01 €

Montpellier, le
La personne morale,
(Nom et qualité du signataire)

Lu et approuve les conditions générales et particulières du règlement financier et technique de la redevance spéciale

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Mandat spécial, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Chengdu du 19 au 26 Octobre 2014

Dans le cadre du cinquantenaire des relations diplomatiques franco-chinoises, et suite à la réalisation de différents projets communs initiés par les Villes de Montpellier et de Chengdu, une délégation de la Ville de Montpellier composée d'Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, et Robert COTTE, Conseiller Municipal délégué aux Jumelages, se rendra à Chengdu afin de représenter la ville lors de différents événements.

L'Ecole de Montpellier à Chengdu, construite à la demande du maire de Chengdu, M. GE Honglin, sur le modèle de l'école Chengdu à Montpellier, sera inaugurée à cette période. Cet établissement accueille, depuis le mois de septembre, 1600 élèves et compte parmi ces enseignements, six classes de français à destination des jeunes chinois.

Se déroulera également, du 24 au 26 Octobre, la première édition du Festival International des Sports Extrêmes en Chine et plus particulièrement dans la ville jumelle de Montpellier. Cet événement sera l'occasion d'enrichir les échanges, de soutenir les initiatives culturelles et sportives entre la France et la Chine, et plus particulièrement entre Montpellier et Chengdu.

Du 23 au 26 Octobre aura lieu la Foire Internationale de la Chine de l'Ouest en présence d'environ 1000 entreprises françaises et chinoises dont des entreprises de l'Agglomération de Montpellier, représentant dix secteurs d'activités.

Cette mission permettra aussi de faire le point avec les services de la Ville de Chengdu sur les projets de coopération en cours avec les partenaires chinois (sport, éducation, médecine, urbanisme, tourisme....).

D'autres délégations de partenaires locaux se rendront à Chengdu sur cette période tels qu'une délégation de l'Agglomération de Montpellier; une délégation du Rectorat, de l'architecte montpelliérain André ARRIOTTI et des élèves des collèges Fontcarrade et Rabelais qui suivent depuis l'année dernière des enseignements de chinois pour l'inauguration de l'école Montpellier à Chengdu; de représentants des universités UM1 et UM2; d'une délégation du CHRU qui viendra signer une convention sur un projet de Centre Alzheimer et de diabète.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal:

- D'accorder à Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, et Robert COTTE, Conseiller Municipal délégué aux Jumelages, un mandat spécial pour le déplacement à Chengdu du 19 au 26 Octobre 2014;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs invités par M. le Maire;
- D'autoriser, pour le déplacement en Chine, Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, et Robert COTTE, Conseiller Municipal délégué aux jumelages à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement (estimées à un maximum de 9 300 €) sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise Knapnougél, Max LEVITA.

Absents :

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les avenants aux conventions d'occupation du domaine public Approbation de redevances minorées

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations développant des projets en lien avec les jumelages existants et de nature internationale en général. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Jacques Premier d'Aragon, voient leurs conventions arrivées à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, à compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs seront revues.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
--------------	--------------------	-----------------	--------------------	-------------------------

Casa Amadis	117 rue des Etats Généraux	9191 €	35 €	9156 €
Colonia Espagnola	117 rue des Etats Généraux	4004 €	35 €	3969 €
Iberia Cultura	117 rue des Etats Généraux	4004 €	35 €	3969 €
Casa de España	117 rue des Etats Généraux	4004 €	35 €	3969 €
Amigos de Europa Centre Valenciano del exterior Gransur	117 rue des Etats Généraux	3861 €	35 €	3826 €
Amitiés Franco- colombiennes de Montpellier	117 rue des Etats Généraux	4147 €	35 €	4112 €
Montpellier Cuba Solidarité	117 rue des Etats Généraux	4147 €	35 €	4112 €
Senzala	117 rue des Etats Généraux	2383 €	35 €	2348 €
Theavida	117 rue des Etats Généraux	1911 €	35 €	1876 €
Hispanothèque	117 rue des Etats Généraux	3679 €	35 €	3644 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les avenants n° 1 de prolongation des conventions joints en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



CONVENTION DE LOCATION AVENANT N° 1

Les actions de l'association Colonia Espagnola contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Colonia Espagnola, dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Isabel ALONSO, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Colonia Espagnola, un local d'une superficie de 30.8 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier. Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014. Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 30.8m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 4004 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3969 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

Philippe SAUREL

La Présidente de l'association

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT n° 1

Les actions de l'association Iberia Cultura contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Iberia Cultura, dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Dolores LOPEZ, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Iberia Cultura, un local d'une superficie de 30.8 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 30.8m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 4004 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3969 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

Philippe SAUREL

La Présidente de l'association

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION

Avenant n° 1

Les actions de l'association Casa de España contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Casa de España, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Inesta BLAS, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association casa de España, un local d'une superficie de 30.8 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 30.8 m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 4004 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3969 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

Le Président de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT N° 1

Les actions de l'association Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier, dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Mariangela GUERRERO, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier, un local d'une superficie de 31.9 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 31.9m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 4147 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4112 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

La Présidente de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT N° 1

Les actions de l'association Montpellier Cuba Solidarité contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Montpellier Cuba Solidarité, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Michel GRAMOND, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Montpellier Cuba Solidarité, un local d'une superficie de 31.9 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 31.9m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 4147 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4112 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

Le Président de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT N° 1

Les actions de l'association Théavida contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Théavida, dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Gabrielle GONZALES, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Théavida, un local d'une superficie de 14.7m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 14.7m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 1911 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 1876 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

La Présidente de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT N° 1

Les actions de l'association Hispanothèque contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Hispanothèque, dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Blanca AZCARRAGA, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Hispanothèque, un local d'une superficie de 28.3 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 28.3 m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 3679 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3644 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

La Présidente de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT n° 1

Les actions de l'association Casa Amadis contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Casa Amadis, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Tito Livio SANTOS MOTA, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Casa Amadis, un local d'une superficie de 70.7 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 70.7 m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 9191 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 9156 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

Le Président de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE LOCATION AVENANT n° 1

Les actions de l'association Amigos de Europa Centro Valenciano Del Exterior Gransur contribuant au développement de projets de nature internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité
Par délibération du 2 octobre 2014

D'autre part,

L'association Amigos d'Europa Centro Valenciano Del Exterior Gransur, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Georges ROMERO, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date de février 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Amigos de Europa Centro Valenciano Del Exterior Gransur, un local d'une superficie de 29.7 m² situé, à l'Espace Jacques premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats généraux, 34000 Montpellier.

Ladite convention prévoyait que la mise à disposition expirerait en avril 2014.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 29.7 m² situé à l'Espace Jacques premier d'Aragon est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs de la Ville seront revues.

La valeur annuelle locative de ces locaux est de 3861 €.

Toutefois, compte-tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3826 € qui devra être reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions.

Fait à Montpellier,

Le.....

Le Maire de Montpellier

Le Président de l'association

Philippe SAUREL

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014 , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Réforme du régime des concessions de logement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation de la liste des logements de fonction de la Ville de Montpellier

Le décret 2012-752 du 9 mai 2012 modifie le régime des concessions de logement. Les mesures de ce décret doivent s'appliquer au plus tard le 1^{er} septembre 2015. Elles s'appliquent immédiatement pour les agents ayant obtenu une attribution de logement après la parution du décret 2012-752.

La présente délibération a pour objet d'établir les conditions de mise en œuvre de ce décret pour les logements ne disposant pas de compteur individuel et ne pouvant de ce fait relever d'une application automatique du décret. Une réponse à une question parlementaire (n°39435) précise en effet qu'il appartient à l'organe délibérant d'apprécier le mode de répartition qu'il souhaite mettre en place.

Rappel des modifications introduites par le décret

- Les logements pour nécessité absolue de service

Il est mis fin au principe de la gratuité de la fourniture des fluides, à savoir l'eau, l'électricité et le gaz. De plus, les arrêtés d'attribution individuels devront désormais préciser la superficie des locaux, le nombre et la qualité des personnes à charge.

- Les logements pour utilité de service prennent une nouvelle appellation et deviennent avec « occupation précaire avec astreinte ». La redevance doit être égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Au regard des contraintes d'application technique, deux modalités du paiement des fluides sont mises en place :

- Un paiement direct de l'agent à l'opérateur (compteur individuel)

- Un paiement en fonction de ratios (en raison de l'absence de compteur individuel). Le service Energie prend alors en charge le paiement global des fluides et indique aux services des finances les bases de calcul pour la refacturation à l'agent.

Le mode de calcul proposé pour les logements sans compteur individuel sont les suivants :

- Chauffage/gaz/électricité/ : Le service Energie se base sur les données de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) établissant la consommation moyenne des ménages en kwh/m2. Cette consommation moyenne est ensuite multipliée par le coût du kwh payé par la ville de Montpellier l'année N-1 (en €TTC /kwh). Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de cette facture moyenne au m2 par le nombre de m2 du logement occupé. A titre indicatif elle est pour 2014 de 15.96€TTC/m2/an pour le chauffage et de 3.51€TTC/m2/an pour l'électricité.
- Eau : les données nationales fixent la consommation moyenne annuelle par personne à 50m³. Le ratio est donc = 50m³ * prix du m³ de l'eau (fixé par les services de l'eau de l'agglomération). A titre indicatif, le prix de l'eau en 2014 est de 3.32 €/m3. Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de ce ratio par le nombre de personnes occupant le logement. Ainsi en 2014, ce ratio est de 166€ par personne et par an.

L'annexe jointe à la délibération fixe la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

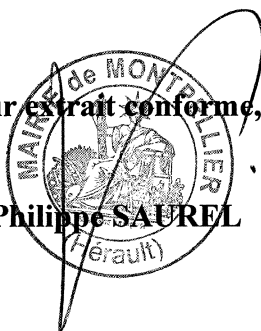
- D'adopter les dispositions ci-dessus présentées
- D'adopter la liste en annexe,

Le Conseil Adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



LOGEMENTS POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE ET CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC ASTREINTE - VILLE I

Logement pour nécessité absolue de service			
Les modalités de paiement des fluides	Gaz	compteur individuel	forfait
	Electricité	compteur individuel	compteur individuel
	eau		forfait
Directeur Général des Services			
Directeur technique du Zoo			
Concierge maison pour tous Léo Lagrange			
Concierge maison pour tous St Martin - Escoutaire			
Concierge salle Pétrarque			
Concierge Espace Mosson			
Concierge cimetière Saint Lazare			
Concierge cimetière Saint Etienne			
Gardien stade de la Rauze			
Gardien Centre Municipal Garosud			
Complexe Léon Cazal			
Gardien Domaine de Méric			
Gardien Aire de Bionne -			

Les modalités de paiement des fluides			
Logement avec convention d'occupation précaire avec astreinte	Gaz	compteur individuel	compteur individuel
	Electricité	compteur individuel	compteur individuel
	eau		compteur individuel
Directeur de la réglementation et tranquillité publique			

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 428

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Modifications du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Créations de postes :

Filière médico-sociale :

Infirmier cadre de santé : création d'un poste suite nomination concours

Filière sportive :

Educateur APS : création d'un poste suite nomination concours

Filière technique :

Ingénieur : création de deux postes suite à réintégration congé parental et recrutement sur un grade différent

Adjoint technique de 1^{ère} classe : création de deux postes suite à nomination concours

II – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Attaché : Suppression d'un poste de coordinateur des interventions sur le territoire au cabinet et de deux postes à la direction de la communication (chargé de mission communication et chargé de communication et des relations publiques), vus les Comités Techniques Paritaires du 22 mai et du 2 octobre 2014 modifiant les organigrammes de ces directions pour des motifs d'organisation des services (la suppression interviendra à la date effective de départ des agents occupant les fonctions susmentionnées).

Filière animation :

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste suite nomination concours

Filière médico-sociale :

Puéricultrice de classe normale : Suppression d'un poste suite à avancement de grade

Infirmier de classe normale : suppression d'un poste suite nomination concours

Auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe : Suppression de deux postes suite à avancement de grade

Filière sportive :

Educateur APS principal de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste suite à avancement de grade

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction de la Communication :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur de l'information. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



Direction Architecture et
Immobilier
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 429

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F Parcelle cadastrée HW 98

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise en esthétique des réseaux aériens de la rue Général Maureilhan, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) souhaite installer un câble aérien d'une longueur de 6 mètres sur la façade du bâtiment rue Général Maureilhan à Montpellier, parcelle cadastrée HW 98, propriété de la Ville. Ce bâtiment abrite l'école élémentaire Gambetta.

Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

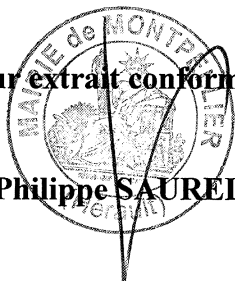
- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage en façade d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée HW 98, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF, à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014





FICHE D'IDENTITE PROPRIETAIRE
PASSAGE DE LIGNES ELECTRIQUES (souterraines ou aériennes)

Affaire :D325/115520 Suivie par : Mickaël RATEAU

☐ Câbles souterrains
*** cocher la mention adéquate**

☒ Câbles aériens

Adresse exacte d'implantation des ouvrages: rue des soldats
Référence(s) cadastrale(s) :
Section(s) :HW Numéro(s) 98

Longueur totale des lignes électriques : 6 m

INDEMNITES :

☒ Au titre de l'intangibilité des ouvrages, une indemnité unique et forfaitaire de 50 euros (Cinquante Euros) sera versée au propriétaire par Electricité Réseau Distribution France (ERDF).

NB : L'Indemnité ne sera versée qu' après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié

IDENTITE DU PROPRIETAIRE

☐ Personne morale (société, association)
***cocher la mention adéquate**

☐ Personne physique (particulier)

Nom ou Dénomination sociale :
Prénom **et/ou** Forme juridique (SA., SARL., SCI., EURL., SNC.) :
Nationalité : ou Capital social de : €

Date de naissance **ou** de constitution :Lieu :
Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés :
Adresse du siège social :

Personne habilitée à représenter la société ou l'association
Qualité (PDG, Directeur, Gérant) :
Adresse où doit être transmise la correspondance (si différente de l'adresse précitée):
.....
Téléphone domicile : Téléphone travail :

Copie du titre de propriété **ou** coordonnées du notaire détenant le titre :

Si personne physique

Nom et prénom du conjoint :

Nom de jeune fille :

Régime matrimonial :

Si collectivité locale

Département ou Mairie de :

Nom et prénom de la personne habilitée à signer :

Adresse :

Pour les copropriétés :

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) :

Nom du syndicat :

Adresse :

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société ou le règlement de copropriété :

Copie du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.

Je Soussigné,.....
autorise :

ERDF Electricité réseau de distribution France
Unité Réseau Electricité Languedoc Roussillon
2, rue de Verdun
30901 Nîmes Cedex

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre ERDF et moi-même.

Fait à : Le

Signature du propriétaire



Affaire :D325/115520 Suivie par : Mickaël RATEAU

Commune de **MONTPELLIER**

N° Insee 34172

Département de l'Hérault

Ligne électrique aérienne :

[410V, Rue Général Maureilhan]

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92 085 Paris La Défense Cedex,
représentée par Karim RAFAI , agissant en qualité de Directeur Régional, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

Et

La Ville de Montpellier

1 Place Georges Frêche

34267 Montpellier CEDEX 2

Agissant en qualité de propriétaire des bâtiments et terrains sis :

HW 98

Désignée ci-après par l'appellation « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

<u>Commune</u>	<u>Section(s)</u>	<u>Numéro(s)</u>	<u>Lieux-dits</u>	<u>Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)</u>
MONTPELLIER	HW	98	RUE MAUREILHAN GENERAL	

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ~~Exploitée(s) par lui-même~~

~~— Exploitée(s) par , habitant à , qui sera indemnisé directement par ERDF en vertu du dit décret s'il l'/les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur~~

~~— Non exploitée(s)~~

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et ERDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à ERDF

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à ERDF, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure 0 support(s) (équipés ou non) et ancrages pour conducteurs aériens d'électriciens à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses des bâtiments

Pour les supports, les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement :

- pour le premier support
- pour le second support
- pour le troisième support

2/ Faire passer les conducteurs aériens d'électricité au-dessus des dites parcelles désignées sur une longueur totale d'environ 0 mètres

Le plan doit indiquer le passage des câbles électriques souterrains ou aériens

3/ Encastrer un coffret(s) et/ou ses accessoires notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de 6 mètres.

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'ERDF pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Par voie de conséquence, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence

ARTICLE 2 : Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1^{er}.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er}, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1^{er}, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs aériens, à conditions que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance supérieure à celle prescrite par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 - Indemnité

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1^{er}, ERDF s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de 50 euros (*Cinquante euros*).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles¹ conclus entre la profession agricole et ERDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

¹ Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

Le plan doit indiquer le passage des câbles électriques souterrains ou aériens

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1/ feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à ERDF des droits plus étendus que ceux prévus par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître notaire à _____, les frais dudit acte restant à la charge d'ERDF.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

A....., le

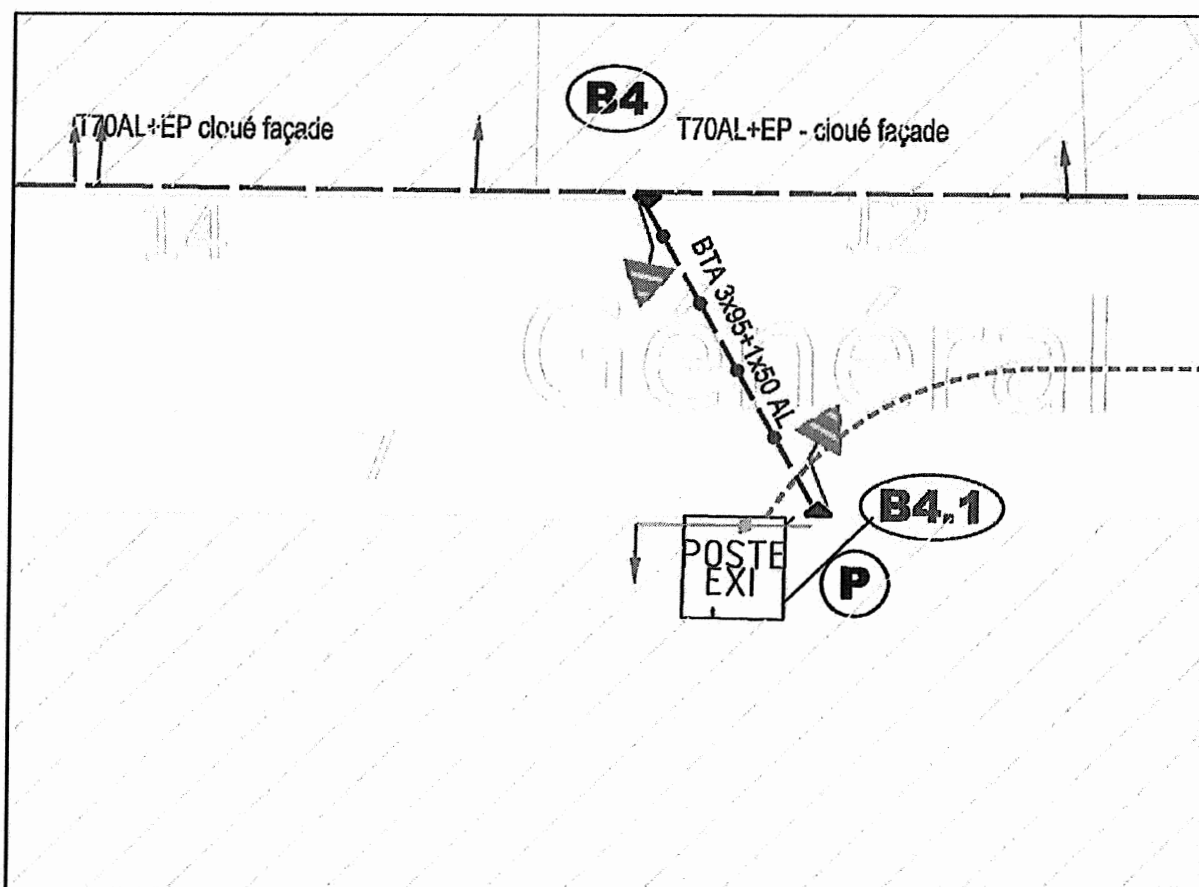
A, le

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU et APPROUVE »

Dépose câbles aériens



Direction Architecture et
Immobilier
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 430

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Quartier Méditerranée (secteur 3)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet de renouvellement partiel du réseau Basse Tension rue de la Méditerranée (secteur 3) sur la commune de Montpellier, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) souhaite installer un câble Basse Tension aérien d'une longueur de 36 mètres sur la façade du bâtiment rue de la Méditerranée à Montpellier, parcelle cadastrée HL 99, propriété de la Ville. Ce bâtiment abrite l'école préélémentaire Florian. Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

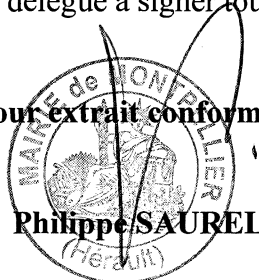
- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage en façade d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée HL 99, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF, à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

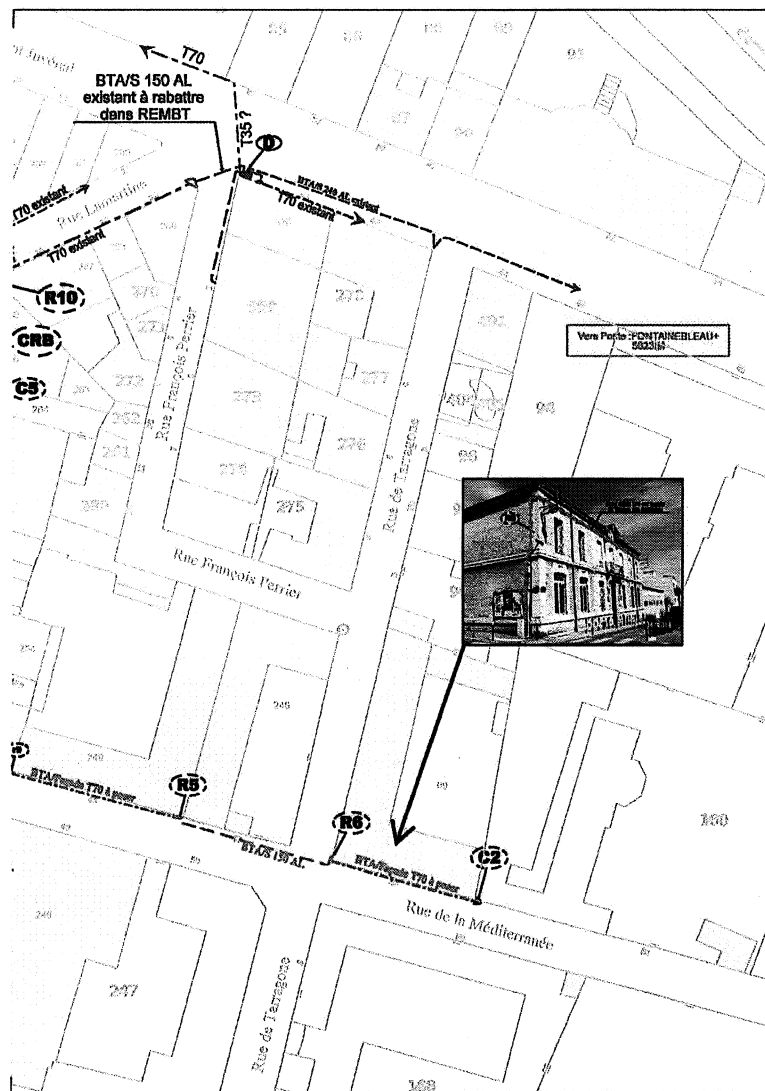
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014





Commune : MONTPELLIER
Département : HERAULT
Objet renouvellement partiel du réseau Basse Tension - Quartier Méditerranée (secteur 3) 49 rue de la Méditerranée
Ligne électrique aérienne : Basse Tension 230-400V

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92 085 Paris La Défense Cedex, représentée par M. RAFAI, agissant en qualité de agissant en qualité de Directeur de ERDF - Pôle Technique de Nîmes - 2, rue de Verdun - 30901 NÎMES CEDEX 9 dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

Et

Commune de Montpellier, propriétaire
demeurant : Hôtel de Ville - 1 Place Georges Freche - 34267 MONTPELLIER

Représentée par M./Mme(1)..... Maire/Maire-Adjoint(1), dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
Et en vertu des arrêtés portant délégation de fonction et de signature en date du

Direction générale des Services Technique et Foncier opérationnel de la Ville de Montpellier,
gerant, mandataire, gestionnaire
demeurant : 1 place Francis Ponge - 34064 MONTPELLIER Cedex 2

Représentée par dûment habilité(e) et ayant pouvoir de signature.

Agissant en qualité de propriétaire et de gerant/mandataire/gestionnaire des bâtiments et terrains sis MONTPELLIER
désignés ci-après par l'appellation "le propriétaire" ;

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/ appartiennent :

Commune	Section(s)	Numéro(s)	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
MONTPELLIER	HL	99		

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement 1 :

- Exploitée(s) par lui-même
- Exploitée(s) par M habitant à qui sera indemnisé directement par ERDF en vertu du dit décret s'il l'/les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur
- Non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et ERDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis au distributeur

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à ERDF, les droits suivants :

Apposer vos initiales au bas de cette page

1 ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : rayer les mentions inutiles

SIGNATURE DES PROPRIETAIRES, POUR ACCORD DE TRAVAUX

DATE :

SIGNATURE(1) :

(1) faire précéder la signature de la mention manuscrite « Vu et approuvé »

258

1/ Etablir à demeure néant support (équipé ou non) et néant ancrage pour conducteurs aériens d'électriciens à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses des bâtiments.

2/ Faire passer les conducteurs aériens d'électricité au-dessus des dites parcelles désignées sur une longueur totale d'environ néant mètre

3/ Encastrer néant coffret et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée-éclou sur façade de 36 mètres

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'ERDF pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 : Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois de faire sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1^{er}, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à ERDF par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; ERDF sera tenue de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, ERDF sera tenue de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par ERDF et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si ERDF est amenée à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, ERDF sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord 2, conclus entre la profession agricole et ERDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Apposer vos initiales au bas de cette page

Dans des seules hypothèses, ERDF verse à l'ensemble du propriétaire et du gérant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1^{er}, une indemnité de 50,00 € (cinquante euros) (inscrire la somme en toutes lettres).

- Implantation de néant support : néant euros
- Façade : 36 mètres : 50,00 € (cinquante euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abatages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 – Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par ERDF des formalités nécessaires.

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

A....., le, A, le

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

Commune de Montpellier

Direction générale des Services Technique et
Foncier opérationnel de la Ville de Montpellier

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU et APPROUVE »



FICHE D'IDENTITE PROPRIETAIRE

PASSAGE DE LIGNES ELECTRIQUES (souterraines ou aériennes)

☐ Câbles souterrains

☒ Câbles aériens

* **cocher la mention adéquate**

Adresse exacte d'implantation des ouvrages : **MONTPELLIER**

Référence(s) cadastrale(s) : Section(s) : **HL - Numéro(s) : 99**

Longueur totale des lignes électriques sur façade : **36 mètres**

INDEMNITES :

- Au titre de l'intangibilité des ouvrages, une indemnité unique et forfaitaire **50,00 € (cinquante euros)** (*inscrire la somme en toutes lettres*) sera versée à l'ensemble du propriétaire et du gérant par Electricité Réseau Distribution France (ERDF).

NB : L'indemnité ne sera versée qu'après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié

IDENTITE DU PROPRIETAIRE

■ Personne morale (société, association)

☐ Personne physique (particulier)

*cocher la mention adéquate

Nom et Prénom ou Dénomination sociale : **Commune de Montpellier**

Forme juridique (SA., SARL., SCI., EURL., SNC.) :

Nationalité : ou Capital social de :€

Date de naissance ou de constitution : Lieu :

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : Adresse du siège social :

Personne habilitée à représenter la société ou l'association

Qualité (PDG, Directeur, Gérant) :

Adresse où doit être transmise la correspondance (*si différente de l'adresse précitée*):

Hôtel de Ville - 1 Place Georges Freche - 34267 MONTPELLIER

Téléphone domicile : Téléphone travail :

Copie du titre de propriété ou coordonnées du notaire détenant le titre :

Si personne physique

Nom et prénom du conjoint :

Nom de jeune fille :

Régime matrimonial :

Si collectivité locale

Département ou Mairie de :

Nom et prénom de la personne habilitée à signer :

Adresse :

Pour les copropriétés :

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) :

Nom du syndicat :

Adresse :

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société ou le règlement de copropriété :

Copie du Procès Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.

La Commune de Montpellier, représentée par
Autorise :

ERDF - Pôle Technique de Nîmes - 2, rue de Verdun - 30901 NIMES CEDEX 9

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre ERDF et moi même.

Fait à : Le

Signature du propriétaire

Direction Architecture et
Immobilier
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 431

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Parcelle cadastrée HW 100

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise en esthétisme des réseaux aériens de la rue des soldats, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) souhaite installer un câble aérien d'une longueur de 40 mètres sur la façade du bâtiment rue des soldats à Montpellier, parcelle cadastrée HW 100, propriété de la Ville. Ce bâtiment abrite l'école maternelle Francis Garnier.

Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage en façade d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée HW 100, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF, à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





Affaire :D325/115519 Suivie par : Mickaël RATEAU

Commune de **MONTPELLIER**
N° Insee 34172
Département de l'Hérault
Ligne électrique aérienne :

[410V, Rue des Soldats]

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92 085 Paris La Défense Cedex,
Représentée par Karim RAFAI, agissant en qualité de Directeur Régional, dûment habilité à cet effet,

Désignée ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

Et
La Ville de Montpellier
1 Place Georges Frêche
34267 Montpellier CEDEX 2
Agissant en qualité de propriétaire des bâtiments et terrains sis :
HW 100

Désignée ci-après par l'appellation « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

<u>Commune</u>	<u>Section(s)</u>	<u>Numéro(s)</u>	<u>Lieux-dits</u>	<u>Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)</u>
MONTPELLIER	HW	100	RUE DES SOLDATS	

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ~~Exploitée(s) par lui-même~~

~~Exploitée(s) par , habitant à , qui sera indemnisé directement par ERDF en vertu du dit décret s'il l'/les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur~~

~~Non exploitée(s)~~

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et ERDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à ERDF

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à ERDF, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure 0 support(s) (équipés ou non) et ancrages pour conducteurs aériens d'électriciens à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses des bâtiments

Pour les supports, les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement :

- pour le premier support
- pour le second support
- pour le troisième support

2/ Faire passer les conducteurs aériens d'électricité au-dessus des dites parcelles désignées sur une longueur totale d'environ 0 mètres

Le plan doit indiquer le passage des câbles électriques souterrains ou aériens

3/ Encastrer un coffret(s) et/ou ses accessoires notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de 40 mètres.

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'ERDF pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Par voie de conséquence, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence

ARTICLE 2 : Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1^{er}.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er}, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1^{er}, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs aériens, à conditions que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance supérieure à celle prescrite par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 - Indemnité

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1^{er}, ERDF s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de 50 euros (*Cinquante euros*).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles¹ conclus entre la profession agricole et ERDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

¹ Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

284

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1/ feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à ERDF des droits plus étendus que ceux prévus par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître notaire à _____, les frais dudit acte restant à la charge d'ERDF.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,
A....., le

A, le

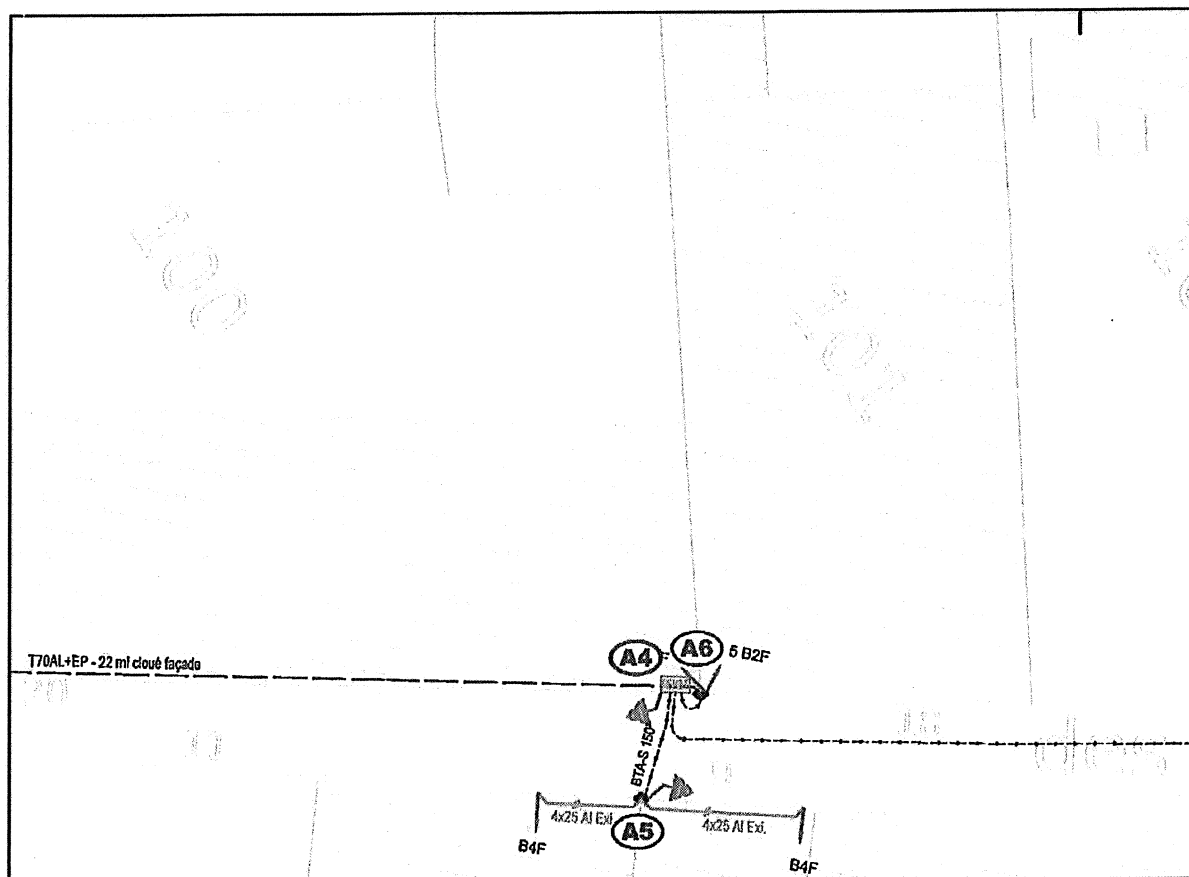
(1) LE PROPRIETAIRE

(1) ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU et APPROUVE »

Dépose câbles aériens
+ console

Dépose câbles aériens + console





FICHE D'IDENTITE PROPRIETAIRE
PASSAGE DE LIGNES ELECTRIQUES (souterraines ou aériennes)

Affaire :D325/115519 Suivie par : Mickaël RATEAU

☐ Câbles souterrains
* *cocher la mention adéquate*

☒ Câbles aériens

Adresse exacte d'implantation des ouvrages: rue des soldats
Référence(s) cadastrale(s) :
Section(s) :HW Numéro(s) 100

Longueur totale des lignes électriques : 40 m

INDEMNITES :

☒ Au titre de l'intangibilité des ouvrages, une indemnité unique et forfaitaire de 50 euros (Cinquante Euros) sera versée au propriétaire par Electricité Réseau Distribution France (ERDF).

NB : L'indemnité ne sera versée qu' après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié

IDENTITE DU PROPRIETAIRE

☐ Personne morale (société, association)
*cocher la mention adéquate

☐ Personne physique (particulier)

Nom ou Dénomination sociale :
Prénom et/ou Forme juridique (SA.. SARL., SCI., EURL., SNC.) :
Nationalité : ou Capital social de : €

Date de naissance ou de constitution :Lieu :
Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés :
Adresse du siège social :

Personne habilitée à représenter la société ou l'association
Qualité (PDG, Directeur, Gérant) :
Adresse où doit être transmise la correspondance (si différente de l'adresse précitée):
.....
Téléphone domicile : Téléphone travail :

Copie du titre de propriété ou coordonnées du notaire détenant le titre :

Si personne physique

Nom et prénom du conjoint :

Nom de jeune fille :

Régime matrimonial :

Si collectivité locale

Département ou Mairie de :

Nom et prénom de la personne habilitée à signer :

Adresse :

Pour les copropriétés :

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) :

Nom du syndicat :

Adresse :

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société ou le règlement de copropriété :

Copie du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.

Je Soussigné,.....
autorise :

ERDF Electricité réseau de distribution France
Unité Réseau Electricité Languedoc Roussillon
2,rue de Verdun
30901 Nîmes Cedex

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre ERDF et moi-même.

Fait à : Le

Signature du propriétaire

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise Knapnougel, Max Levita.

Absents :

LES DIMANCHES DU PEYROU: Marché à la Brocante et aux Antiquités - Modification Tarifaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier organise depuis deux ans les Dimanches du Peyrou, marché de brocante et d'antiquités.

Ce marché se déroule tous les dimanches matin depuis le 23 septembre 2012, avec plusieurs journées continues au moment des fêtes de fin d'année, de ventes thématiques comme le Vintage au mois de juillet, ou encore des grands déballages pouvant réunir jusqu'à 100 exposants.

Sur l'année 2013 et le premier semestre 2014, la manifestation a accueilli une quarantaine d'exposants en moyenne. Il s'agit donc d'un véritable succès pour ce marché de qualité qu'il convient toutefois de soutenir afin d'en assurer la pérennité.

En effet, une offre d'abonnement (20€ par dimanche soit 260€/trimestre) a été mise en place depuis le début de l'année mais à ce jour seuls cinq exposants ont souscrit à cette offre, les commerçants préférant venir en tant que journalier. Cette faiblesse de l'abonnement fragilise le marché puisque les exposants ne sont pas fidélisés.

Afin de favoriser la présence de commerçants réguliers, la Ville de Montpellier propose une nouvelle tarification à destination des antiquaires brocanteurs professionnels qui souhaitent s'abonner.

Le tarif proposé est donc volontairement attractif, 175.50 €/trimestre, puisqu'il abaisse le prix du dimanche à 13.50 € et permet la participation aux grands déballages sans surcoût.

Le tarif pour les journaliers restant sur la base suivante : 25€ par dimanche et 50€ la participation aux grands déballages.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le nouveau tarif d'abonnement à 175,50€ par trimestre ;
- de supprimer le tarif « supplément grand déballage pour les abonnés »
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

**Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est
réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la
présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1) Attribution de subventions

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

○ Dans le cadre de la thématique SOCIAL :

• COHESION SOCIALE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
	PIL'EMPLOI	CUCS	Période préalable de socio-professionnalisation dans le cadre du CIPI	1 000 €
TOTAL				1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498 fonction 925

• SOLIDARITE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		11 500 €

TOTAL	11 500 €
--------------	-----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497 fonction 925

- **EXCLUSION :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3090	ASSOCIATION INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCES SOCIALE (ISSUE)	Fonctionnement		9 000 €
TOTAL				9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966 fonction 925

- **Dans le cadre de la thématique ENFANCE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE ALPJ	Fonctionnement		6 000 €
TOTAL				6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963 fonction 925

- **Dans le cadre de la thématique ECONOMIE :**

- **EMPLOI :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390 fonction 929

- **Dans le cadre de la thématique ECOLOGIE URBAINE :**

- **QUALITE ESPACE PUBLIC :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5417	ASSOCIATION DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE	Projet	Salon de l'écologie 2014	500 €
3620	UNIVERSITE MONTPELLIER I	Projet	PRIMAVERA 2014	1 500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS	Projet	Temps des jardins en Languedoc Roussillon	603 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Projet	Journées Européennes du Patrimoine	1 000 €
TOTAL				3 603 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375 fonction 928

- **Dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
	ACADEMIE DE MONTPELLIER	Projet	Mise en œuvre d'un environnement	4 255,50 €

			numérique de travail	
	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE VICTOR HUGO	Classes découvertes	Classes vertes centre équestre Grammont	5 000 €
TOTAL				9 255,50 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495 fonction 922

○ **Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT:**

• **SPORTS:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		3 000 €
928	MUC FOOTBALL	Projet	Animation de la Ville	1 900 €
TOTAL				4 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776 fonction 924

• **JEUNESSE:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4790	ASSOCIATION CBS2 ETUDIANTS DE L'ECOLE DOCTORALE	Projet	Organisation de la 23 ^{ème} édition du colloque des thésards du CRBM	500 €
6057	ASSOCIATION DES NOUVEAUX INTERNES DE MONTPELLIER NÎMES	Projet	Cérémonie de remise des diplômes médecine	500 €
TOTAL				1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937 fonction 924

○ **Dans le cadre de la thématique SANTE:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5940	FRAMMSE - FORMATION RECHERCHE ACTION A MONTPELLIER MEDITERRANEE EN SANTE ET ENVIRONNEMENT	Projet	Les chercheurs : le Midi en action	500 €
1220	ASSOCIATION CREMATISTE DE MONTPELLIER ET SON AGGLOMERATION	Fonctionnement		500 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		500 €
TOTAL				1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563 fonction 925

○ **Dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Projet	15 ^{ème} FESTIVAL INTERNATIONAL DE GIULIANOVA	3 000 €

TOTAL	3 000 €
--------------	----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260 fonction 920.

2) Modification d'attribution de subventions

- Par délibération du 17/02/2014 la Ville a attribué à l'association Collectif rue Pierre Cardinal une subvention d'un montant de 4 000 €. L'association ayant changé de dénomination il convient de modifier l'attribution de cette subvention comme suit :

5765	H2M	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498 fonction 925;

- Une subvention de 12 350 000 € a été attribuée au Centre Communal d'Action Sociale pour l'exercice 2014. Chaque année, une partie du résultat excédentaire d'exploitation est affecté en section d'investissement au moment du budget supplémentaire afin d'autofinancer de nouveaux investissements. Cette année, du fait d'encaissements de crédits importants en investissement grâce au FCTVA, il n'a pas été nécessaire d'affecter une partie du résultat d'exploitation en section d'investissement lors du budget supplémentaire. Cela a permis de dégager des recettes nouvelles en fonctionnement qui, par sincérité budgétaire ont été proposées pour partie en diminution de la subvention de la ville. Ainsi il est proposé au conseil municipal de procéder à une minoration de la subvention pour un montant de 350 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

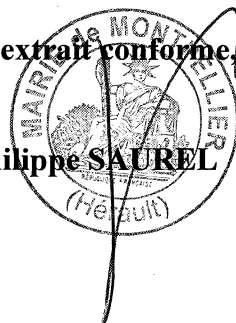
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus,
- D'approuver les modifications d'attribution de subvention telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver l'avenant à la convention, pour la modification de la subvention au CCAS, annexé à cette délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014



Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE - Exercice 2014**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par **M. Philippe SAUREL**, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 02 octobre 2014,
D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**, représentée par Mme Christiane FOURTEAU, Vice-Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 29 janvier 2014,
D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet la modification du montant de la subvention attribuée au Centre Communal d'Action Sociale pour l'exercice 2014.

Article 2 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de 12 000 000 euros.

Article 3 : Modalité de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera selon l'échéancier ci-dessous et est conditionné par la réception du présent avenant signé.

Echéancier 2014 :

- 2 000 000 € en janvier 2014
- 1 035 000 € en février 2014
- 1 035 000 € en mars 2014
- 1 035 000 € en avril 2014
- 1 035 000 € en mai 2014
- 1 035 000 € en juin 2014
- 1 035 000 € en juillet 2014
- 1 035 000 € en août 2014
- 1 035 000 € en septembre 2014
- 1 035 000 € en octobre 2014
- 685 000 € en novembre 2014

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

-Pièce n°3 : Le compte administratif 2013,

-Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2013.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 3 : Les autres articles sont inchangés

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

La Vice-Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Service Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 434

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Admission en non-valeur Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur le Trésorier Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville après analyse donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 234 272.44 € acceptés en non valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération).

Il s'agit de titres correspondant aux exercices de 2005 à 2010.

- 82 896.72 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération).

Il s'agit de titres correspondant aux exercices de 2006 à 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

De donner suite à la proposition du Trésorier Municipal pour un montant de :

- 234 272.44 € pour les admission en non valeur

- 82 896.72 € pour les créances éteintes

Dont les listes sont jointes à la présente délibération, montant prévu au budget 2014 au chapitre 931.

Le Conseil Adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 03 octobre 2014

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2006	3374	42	GENTIL & PARTENAIRES	13,00 €
2007	752		GENTIL & PARTENAIRES	56,00 €
2007	1897	51	GENTIL & PARTENAIRES	435,03 €
2007	4907	756	DIAGONAL FILMS	62,90 €
2007	680		SAEZ	282,90 €
2007	2979	49	SAEZ	56,16 €
2007	5019	201	SAEZ	40,56 €
2008	3349		FERNANDEZ	198,14 €
2008	4472	675	DIAGONAL FILMS	64,10 €
2009	2626	118	MEDITERRANEE FACADE	343,00 €
2009	4091	94	MEDITERRANEE FACADE	207,00 €
2010	436		SAIL MOHAMED	10,25 €
2010	437		SAIL MOHAMED	221,52 €
2010	438		SAIL MOHAMED	16,31 €
2010	439		SAIL MOHAMED	180,96 €
2010	2813	41	SAIL MOHAMED	86,40 €
2010	1002		MOUGEOT	177,75 €
2010	2659		MOUGEOT	172,80 €
2010	3726		MOUGEOT	205,65 €
2010	2603		RAKOTOMALALA	224,50 €
2010	414		ZEBO	273,00 €
2010	454	117	LACHAISE-TECHNI RENOV	542,80 €
2010	1657		LACHAISE-TECHNI RENOV	7 182,00 €
2010	3829		LACHAISE-TECHNI RENOV	6 552,00 €
2010	992899	125	LACHAISE-TECHNI RENOV	4 536,00 €
2010	454	115	GENTIL & PARTENAIRES	1 734,00 €
2010	1657	107	GENTIL & PARTENAIRES	3 697,00 €
2010	992899		GENTIL & PARTENAIRES	602,00 €
2010	992899	17	BATI SDL	139,00 €
2010	3829	12	BATI SDL	400,00 €
2010	992899	114	MEDITERRANEE FACADE	203,00 €
2010	3829	93	MEDITERRANEE FACADE	96,00 €
2010	931		BSE	198,50 €
2010	1261		ELITHEA	2 834,99 €
2010	4350	594	ELITHEA	358,20 €
2010	2503		RAJ	405,00 €
2010	2509		PASTA CONCEPT	450,00 €
2010	2516		CHANEL JOUANEAU	1 620,00 €
2010	2718		LA STUWA	480,00 €
2010	2720		DONATELLO	240,00 €
2010	3829	43	EXCEL TOITURE	343,00 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	3829	93	MEDITERRANEE FACADE	96,00 €
2010	4160	10	COBOS	329,65 €
2010	4161	10	COBOS	98,82 €
2010	4350	39	DTM	237,60 €
2010	4350	127	FACADIUM	199,80 €
2010	4350	130	FUNLOC'S	149,22 €
2010	4350	160	WIN CART	161,64 €
2010	4350	208	CYBERSTADE	144,00 €
2010	4350	229	ODYSSEELLE	2 131,92 €
2010	4350	282	PLANET ASIE	803,76 €
2010	4350	284	PRIMEUR B2M	212,94 €
2010	4350	302	ASTROFIGHTER	1 837,08 €
2010	4350	372	PARE BRISE 34	687,12 €
2010	4350	428	SNOOKER PALACE	329,94 €
2010	4350	543	LE PREMIER REGARD	523,20 €
2010	4350	588	AXAUTO INDUSTRIES	966,00 €
2010	4350	646	BUGATTI AUTO SERVICES	2054.16
2010	4350	714	PAUVERT	173,52 €
2010	4350	838	MOULIAS	196,38 €
2010	4350	947	FRANCE CASH DIFFUSION	234,90 €
2010	4350	996	MUSANGER	163,98 €
2011	2635	135	LACHAISE-TECHNI RENOV	840,00 €
2011	4422		BATI SDL	65,70 €
2011	274		ATX LOCATION	537,66 €
2011	296		LA BANDE ANNONCE	270,00 €
2011	3758	39	LA BANDE ANNONCE	330,00 €
2011	417		COBOS	472,50 €
2011	418		COBOS	94,50 €
2011	1570		COBOS	472,50 €
2011	1571		COBOS	94,50 €
2011	2841		COBOS	472,50 €
2011	2842		COBOS	94,50 €
2011	1570	39	RAHMANI	1 692,00 €
2011	1571	39	RAHMANI	282,00 €
2011	2841	36	RAHMANI	1 692,00 €
2011	2842	36	RAHMANI	282,00 €
2011	3758	78	RAHMANI	715,00 €
2011	4384	33	RAHMANI	564,00 €
2011	4385	33	RAHMANI	94,00 €
2011	4576		CHANEL JOUANEAU	6 840,00 €
2012	524	107	FACADIUM	233,10 €
2012	524	110	FUNLOC'S	174,09 €
2012	524	169	CYBERSTADE	168,00 €
2012	524	189	ODYSSEELLE	3 375,54 €
2012	524	249	ASTROFIGHTER	2 908,71 €
2012	524	362	SNOOKER PALACE	384,93 €
2012	524	519	AXAUTO INDUSTRIES	1 328,25 €
2012	524	539	SNC OLIVIER GUILLOT	210,00 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2012	524	634	PAUVERT	202,44 €
2012	524	828	FRANCE CASH DIFFUSION	274,05 €
2012	4628		INGRAO	1 400,00 €
2013	1474	820	CYBERSTADE	192,00 €
2013	1474	634	ODYSSEELLE	4 619,16 €
2013	1474	474	ASTROFIGHTER	3 980,34 €
2013	1474	446	AXAUTO INDUSTRIES	1 690,50 €
2013	1474	561	PAUVERT	231,36 €

MONTANT TOTAL	82 896,72 €
----------------------	--------------------

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2005	T-3820	51	LE MAQUIS MR GNANCHOU	137,00 €
2006	T-2134	830	PIRAS CLAUDE .	188,11 €
2006	T-2134	264	M'RAH AMINA .	142,00 €
2006	T-2134	600	MOUSSY EMILIE .	114,42 €
2006	T-2134	450	MENASRIA HOURIA .	162,50 €
2006	T-2135	113	SALIN SARAH .	323,76 €
2006	T-4223	987	LANCETTE LEILA .	170,04 €
2006	T-4223	560	HEREDIA VIRGINIE .	180,42 €
2006	T-4224	751	NTSAME NGUEMA MARIE-N	94,38 €
2006	T-4224	968	PIRAS CLAUDE .	91,20 €
2006	T-4224	443	MENASRIA HOURIA .	119,71 €
2006	T-4225	742	TIMBE NGOUNZA JEAN-BO	110,43 €
2006	T-4225	556	SERVIOLE MERCEDES .	143,62 €
2006	T-4225	229	RIDET HERVE .	153,64 €
2007	T-2974	40	ENTREPRISE GENERATION	1 326,00 €
2007	T-3923	34	ENTREPRISE GENERATION	2 752,98 €
2007	T-2988	1	M.P.T.PAUL EMILE VICT	30,00 €
2007	T-4659	1	MADJDI ABDERAHIM -MAD	44,56 €
2007	T-4908	633	MAILING SHOP .	47,60 €
2007	T-2976	295	BATIER AURELIE .	137,16 €
2007	T-2976	930	CLERMONT CELINE .	216,15 €
2007	T-2976	621	BOUHAFS HAVEDA .	37,40 €
2007	T-2976	553	BOHEIM CHRISTINE .	71,45 €
2007	T-2976	539	BLASENHAEUER CECILE .	249,72 €
2007	T-2976	257	BALCA QUYEN-SON .	132,08 €
2007	T-2977	755	HELLIL SALIMA .	122,08 €
2007	T-2977	766	HEREDIA VIRGINIE .	204,00 €
2007	T-2977	509	FREDERICO ANDREDE GLO	65,52 €
2007	T-2977	959	KHELIFI NORA .	211,12 €
2007	T-2977	947	KHALIFA NASREDDINE .	181,90 €
2007	T-2977	942	KHACHAA NORA .	51,11 €
2007	T-2977	893	KAIMBA PRINCESSE CZ M	157,21 €
2007	T-2977	435	FERNANDEZ ANNE-MARIE	97,02 €
2007	T-2977	695	LECOMTE GUILLEMAIN SY	210,80 €
2007	T-2977	576	GELLY MYRIEM .	68,00 €
2007	T-2977	592	GHARBI DJAMILA .	211,56 €
2007	T-2977	603	GIMENEZ EDWIGE .	41,76 €
2007	T-2977	199	DOGAN KENAN .	244,80 €
2007	T-2977	28	DAGUERRE SONIA Nc	180,20 €
2007	T-2977	375	ESPINAS ROSE-MARIE .	136,87 €
2007	T-2977	220	DOUNIAMA-DIHOULOU ELI	31,05 €
2007	T-2978	747	PIALA SABRINA .	44,08 €
2007	T-2978	649	OUFIDA SALIHA .	53,80 €
2007	T-2978	617	OLIVET FREDERIC .	254,77 €
2007	T-2978	605	NTSAME NGUEMA MARIE-N	129,46 €
2007	T-2978	66	LANCETTE LEILA .	355,34 €
2007	T-2978	64	LANAUD CORINNE .	119,00 €
2007	T-2978	43	LAHJOUJI LATIFA .	158,04 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2007	T-2978	10	LABATI ANNE SOPHIE .	169,76 €
2007	T-2978	859	RAFIA AICHA Nc	74,88 €
2007	T-2978	496	MOREIRA STEPHANIE .	100,71 €
2007	T-2978	493	MORALES CAROLINE .	166,78 €
2007	T-2978	436	MILLARD FABIENNE RAFI	229,54 €
2007	T-2978	359	MAZEDIER SYLVIANE .	359,60 €
2007	T-2978	342	MATHIEU CELINE .	495,28 €
2007	T-2978	269	MANCER IDIR .	65,48 €
2007	T-2978	629	OTERO CELINE Nc	32,16 €
2007	T-2978	226	M'RAH AMINA .	555,01 €
2007	T-2978	372	MEGHANI NAIMA Nc	37,44 €
2007	T-2978	383	MELLAH FATIMA .	216,66 €
2007	T-2978	258	MALIGY RACHIDA Nc	170,00 €
2007	T-2978	645	OUCHACHE YAMINA Nc	160,16 €
2007	T-2978	440	MINATCHY JUANITA .	104,16 €
2007	T-2978	86	LAROSE MYLENE Nc	111,97 €
2007	T-2978	922	REFREGE SYLVIE .	125,80 €
2007	T-2979	172	SEUROT ALICE .	65,52 €
2007	T-2979	116	SAVAUT INGA .	115,60 €
2007	T-2979	279	TAOUITI MARIAM .	239,19 €
2007	T-2979	138	SCOTTO BRIGITTE .	90,65 €
2007	T-2979	290	TEBIB FATMA-ZOHRA .	74,80 €
2007	T-2979	170	SERVIOLE MERCEDES .	273,74 €
2007	T-2979	327	THOMAS SYLVIE .	102,72 €
2007	T-5015	870	BOUGHELITA NADIA .	102,00 €
2007	T-5015	726	BESSE STEPHANIE CZ JA	21,13 €
2007	T-5015	874	BOUHAFS HAVEDA .	39,14 €
2007	T-5015	725	BESSE SANDRA .	79,07 €
2007	T-5015	768	BLACHIER EMILIE Nc	115,60 €
2007	T-5015	934	BOUSSADA HADHOUM Nc	144,14 €
2007	T-5015	909	BOUMEDINE Samira	97,52 €
2007	T-5015	214	ANDRE NATHALIE Nc	73,82 €
2007	T-5015	576	BEN MOULENE ZOULIKHA	174,60 €
2007	T-5015	718	BERTRANNE SOPHIE .	366,49 €
2007	T-5016	229	CHATON ESTHER Nc	23,80 €
2007	T-5016	978	FERNANDEZ ANNE-MARIE	35,70 €
2007	T-5016	582	DERONZIER MARILYNE .	29,10 €
2007	T-5016	613	DIAKHATE LAMINE .	38,76 €
2007	T-5016	827	EL MALKI HASSANA Nc	116,80 €
2007	T-5016	900	ESPOSITO SYLVIE Nc	149,60 €
2007	T-5016	59	CAMISON LAURE Nc	207,13 €
2007	T-5016	367	CORTES MARIE CARMEN .	34,00 €
2007	T-5016	898	ESPINAS ROSE-MARIE .	71,40 €
2007	T-5016	428	DAGUERRE SONIA Nc	187,00 €
2007	T-5016	208	CHARDIN STEPHANIE Nc	142,80 €
2007	T-5016	768	EL BADAOUI NOURADDIN	26,40 €
2007	T-5016	488	DE CRISTOFARO MARIE .	110,67 €
2007	T-5016	11	BROSSARD CHRISTINE .	118,51 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2007	T-5017	713	KHERIFI FATIHA .	17,00 €
2007	T-5017	773	LABATI ANNE SOPHIE .	129,20 €
2007	T-5017	819	LAHJOUI LATIFA .	116,90 €
2007	T-5017	847	LAMIRAL KARINE .	48,42 €
2007	T-5017	859	LANCETTE LEILA .	121,94 €
2007	T-5018	117	MALIGY RACHIDA Nc	166,60 €
2007	T-5018	231	MATHIEU CELINE .	167,47 €
2007	T-5018	688	OUCHACHE YAMINA Nc	354,80 €
2007	T-5018	406	MIRANDA ESELLE .	112,20 €
2007	T-5018	977	RAMDANI ABDELKADER Nc	185,34 €
2007	T-5018	694	OUFAIDA SALIHA .	104,91 €
2007	T-5018	673	OUAISSA NADIA .	87,04 €
2007	T-5018	664	OUADI ABDEL .	213,42 €
2007	T-5018	399	MINATCHY JUANITA .	66,80 €
2007	T-5018	476	MOREIRA STEPHANIE .	97,81 €
2007	T-5018	469	MORALES CAROLINE .	114,17 €
2007	T-5018	863	PONTHUS EDDY Nc	201,01 €
2007	T-5018	447	MONDAMBO FLORE .	44,45 €
2007	T-5018	250	MATTASSOGLIO NATHALIE	144,54 €
2007	T-5018	60	M'RAH AMINA .	144,33 €
2007	T-5018	569	NAUBERT DUVENTA Nc	119,43 €
2007	T-5018	133	MANCER LOUISA Nc	24,19 €
2007	T-5018	866	PORCELLINI BARBARA .	136,82 €
2007	T-5019	511	TAOUITI MARIAM .	124,51 €
2007	T-5019	333	SCOTTO BRIGITTE .	156,90 €
2007	T-5019	667	VALVERDE IRENE .	98,67 €
2007	T-5019	550	THETIO STEPHANIE Nc	24,96 €
2007	T-5019	861	ZIANI NASSIRA .	32,32 €
2007	T-5019	160	SABATIER RUBIO STEPHA	85,70 €
2007	T-5019	564	THOMAS SYLVIE .	68,32 €
2007	T-5019	376	SEURAT ALICE .	99,84 €
2007	T-5019	43	REY BEATRICE .	30,16 €
2007	T-5019	842	ZBAIRI GHARIBA Nc	252,79 €
2007	T-5019	118	ROQUES THIERRY .	112,20 €
2007	T-5019	24	REFREGE SYLVIE .	188,20 €
2007	T-5019	596	TOUCHANI DALILA Nc	31,47 €
2007	T-5019	374	SERVIOLE MERCEDES .	119,00 €
2008	T-4473	434	ABIB MAÇONNERIE GENER	99,20 €
2008	T-4473	366	AGENCE VOYAGES WASTE	127,40 €
2008	T-4300	1	AJEMMAA SIHAM Nc	198,14 €
2008	T-4473	196	ALIMENTATION GENERALE	99,20 €
2008	T-4472	282	ALLO FRANCE Nc	27,60 €
2008	T-4473	290	ALLO LE MONDE MR ABBA	55,20 €
2008	T-4473	763	ANCIENNES DEMEURES AG	128,40 €
2008	T-4473	2	ARS LUDICA L'ELIXIR N	55,80 €
2008	T-4472	222	ASSAS IMMO Nc	56,60 €
2008	T-3480	1	BASSARD RUDY Nc	198,14 €
2008	T-4472	224	BEAUTY ZEN Nc	84,20 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2008	T-3521	1	BENAISSA ABDALLAH Nc	198,14 €
2008	T-4473	205	BIO MONDE MR BRUNIAUX	338,60 €
2008	T-4472	455	BMV MR MAMMAD	84,20 €
2008	T-3622	1	BOTMAMA MOHAMED Nc	198,14 €
2008	T-4279	10	BOUDIAG Nc	70,60 €
2008	T-4473	804	BOULANGERIE BUZON L'A	142,00 €
2008	T-4473	296	BOULANGERIE D.BESNARD	42,00 €
2008	T-3611	1	CABARD BRUNO Nc	198,14 €
2008	T-4472	844	CABINET GRAND SUD Nc	99,20 €
2008	T-4472	749	CABINET REVERBEL .	42,60 €
2008	T-4473	449	CARBET RESTAURANT CRE	70,40 €
2008	T-4473	831	CARTENA BRASSERIE LA	213,80 €
2008	T-4279	15	CASAR ROSE EP ESPINAS	70,60 €
2008	T-4473	834	CAVE LA GRENATIERE	99,40 €
2008	T-700400000	1	CHALUMEAU THOMAS Thom	67,20 €
2008	T-4473	307	CINEBANK VIDEO 24H/24	342,40 €
2008	T-3351	1	CODJO SENOUMANTIN Nc	198,14 €
2008	T-4473	126	CUBATINEX RED LOUNGE	99,00 €
2008	T-4472	767	DILLOY'S COIFFEUR Nc	170,20 €
2008	T-3619	1	DIOUR BAMBY Nc	198,14 €
2008	T-3448	1	DOUTRE JULIEN Nc	198,14 €
2008	T-2157	1	ELOISE NICOLAS Nc	198,14 €
2008	T-4473	459	EPICERIE DE NUIT DU G	101,00 €
2008	T-3686	15	FABRE EMILIE Nc	70,60 €
2008	T-4472	89	FERMOBA	99,20 €
2008	T-4529	1	FRANCO MEBARKI FATIHA	287,75 €
2008	T-3481	1	GRAUWIN JEROME Nc	198,14 €
2008	T-4472	307	HUIT A HUIT Nc	70,20 €
2008	T-3764	1	ICHALALEN FARID Nc	198,14 €
2008	T-4473	324	IMMOBILIERE SAINT JEA	198,40 €
2008	T-4472	90	INFORAD Nc	27,60 €
2008	T-3627	1	INTERABRA VENTURE SPO	686,45 €
2008	T-4294	1	JEAN GILLES MATHIEU N	198,14 €
2008	T-4472	496	JEUX MAGE'INN Nc	55,20 €
2008	T-1197	1	KENGUELEOUA PEHAUT RO	7,68 €
2008	T-3615	1	KHAYRI ELOUCINE .	198,14 €
2008	T-4472	244	KING KEBAB	226,60 €
2008	T-4472	392	LA CICOULANE Nc	169,20 €
2008	T-4472	883	LA PLANETE DU THE Nc	27,60 €
2008	T-4473	609	LA PYRAMIDE BAR-RESTA	198,80 €
2008	T-4472	396	LA ROMANTICA Nc	85,60 €
2008	T-4473	467	LA TERANGA-RESTO MUSI	70,40 €
2008	T-4289	1	LARBI ABD EL HAJIDI N	198,14 €
2008	T-4473	241	LAVERIE LIBRE SERVICE	42,80 €
2008	T-4473	473	LE SOLEIL DES BEAUX A	27,60 €
2008	T-4472	194	LE SPHINX Nc	113,00 €
2008	T-4473	403	LE TOUAREG SALON DE T	56,60 €
2008	T-3769	1	LELEUX VINCENT Nc	198,14 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2008	T-4472	952	L'ENOTEGA DU VERDI Nc	113,20 €
2008	T-4473	698	LES PATES FOLLES M.KH	42,80 €
2008	T-3515	1	LILLO JEAN CLAUDE Nc	198,14 €
2008	T-4472	407	MAILING SHOP .	99,40 €
2008	T-3693	1	MAISONNEUVE STEPHANE	23,20 €
2008	T-908	1	MARMI ASSIA .	15,24 €
2008	T-4473	343	MARTINEZ CYCLES SIBAD	98,40 €
2008	T-4473	72	MD PHONE TAXI PHONE N	70,20 €
2008	T-4472	108	MISHIMA Nc	56,60 €
2008	T-4473	53	MME KACEM NAJDA .	53,20 €
2008	T-1656	1	MORABIT FATIMA .	22,86 €
2008	T-3474	1	NACIRI HAMID Nc	198,14 €
2008	T-4473	346	NAJAH COIFFURE MARICH	41,40 €
2008	T-4472	974	NO LIMIT OCAK BASI Nc	112,80 €
2008	T-4473	482	NORWICH-UNION ASSURAN	42,80 €
2008	T-4303	1	OUARDI SIDI MOHAMED N	198,14 €
2008	T-4472	980	PIZZA ET TRADITION Nc	227,80 €
2008	T-4790	3	PLOVDIV Nc	47,20 €
2008	T-3621	1	PUY DENIS Nc	197,14 €
2008	T-4472	203	RANIA COM Nc	42,80 €
2008	T-3531	1	REBBANI MUSTAPHA ET A	198,14 €
2008	T-4473	353	RESTAURANT DE L'AVENI	28,20 €
2008	T-4473	354	RESTAURANT LE CARTTAG	56,60 €
2008	T-4473	355	RESTAURANT VERDI PIZZ	142,20 €
2008	T-4472	342	ROYAL KEBAB .	56,60 €
2008	T-2944	1	SISSAOUI MAHFOUD Nc	198,14 €
2008	T-4472	427	SNACK INDIEN Nc	198,40 €
2008	T-4472	433	THAI BANGKOK Nc	64,10 €
2008	T-4472	215	THE GATES .	113,20 €
2008	T-4472	818	THE GREYHOUND PUB .	21,30 €
2008	T-4473	359	THEATRE COPY STE C.P.	42,80 €
2008	T-1429	1	VIDAL SANDRINE .	19,47 €
2008	T-4473	286	Yael BIJOUX FANTAISIE	56,60 €
2008	T-700400000	1	YAHYAOUI ABERRAHIM Nc	153,00 €
2008	T-4472	437	YLB INSTITUT Nc	99,20 €
2008	T-2723	522	TOURE GARABA .	204,14 €
2008	T-2723	899	THOMAS SYLVIE .	172,36 €
2008	T-2723	466	PONTHUS EDDY Nc	253,46 €
2008	T-2723	321	DEGER SANIYE Nc	44,98 €
2008	T-2723	324	DIALLO BINTA Nc	312,42 €
2008	T-2723	63	RUIU HENRI Nc	99,38 €
2008	T-2723	785	MANCER LOUISA .	217,00 €
2008	T-2723	191	OUADI ABDEL .	317,70 €
2008	T-2723	827	OUAISSA NADIA .	83,68 €
2008	T-2723	197	RAFIA AICHA Nc	216,18 €
2008	T-2723	979	BELABBES SAIDA Nc	152,50 €
2008	T-2723	990	BENFATAH NADIA Nc	217,94 €
2008	T-2723	952	ANDRE NATHALIE Nc	110,72 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2008	T-2723	272	BELAH MALIKA.	56,04 €
2008	T-2723	480	REY BEATRICE .	98,23 €
2008	T-2723	506	SEUROT ALICE .	127,20 €
2008	T-2723	115	CIKAN YUNUS NC	60,42 €
2008	T-2723	127	DOGAN KENAN NC	100,34 €
2008	T-2723	184	NOBOU ZOHER NC	138,40 €
2008	T-2723	420	MENNAD AICHA NC	16,36 €
2008	T-2723	467	POPA MIHAELA NC	93,24 €
2008	T-2723	637	CIURAR IOVUTA NC	105,30 €
2008	T-2723	672	FARGET FRANCK NC	141,86 €
2008	T-2723	744	KHIYARI SIHAM .	43,58 €
2008	T-2723	986	BENARD MELANIE NC	31,14 €
2008	T-2723	595	BENSAID DIDIA .	100,34 €
2008	T-2723	164	M'RAH AMINA .	315,12 €
2008	T-2723	168	MANCER IDR .	46,20 €
2008	T-2723	245	AKLE FOURIA .	149,39 €
2008	T-2723	454	PERDU SYLVIE .	213,02 €
2008	T-2724	834	SABATIER RUBIO STEPHA	96,30 €
2008	T-2724	54	CHEKALI NADIET NC	224,90 €
2008	T-2724	620	ESPOSITO SYLVIE .	103,80 €
2008	T-2724	430	ZBAIRI GHARIBA NC	306,88 €
2008	T-2724	98	DESTRAC DORINA .	83,04 €
2008	T-2724	527	BRUNET MARJORIE NC	51,92 €
2008	T-2724	555	CLERMONT CELINE .	77,86 €
2008	T-2724	788	OUCHACHE YAMINA NC	379,02 €
2008	T-2724	206	KHARROU MALIKA NC	109,60 €
2008	T-2724	229	LAMIRAL KARINE .	38,14 €
2008	T-2724	231	LANAUD CORINNE .	38,06 €
2008	T-2724	900	ANDRADE DEOLINDA .	193,76 €
2008	T-2724	21	BOUHAFS HAVEDA .	129,14 €
2008	T-2724	293	MIRANDA ESELLE .	65,74 €
2008	T-2724	316	OUFALDA SALIHA .	178,10 €
2008	T-2724	704	LAHIOUJI LATIFA .	335,75 €
2008	T-2724	361	ROQUES THIERRY .	243,08 €
2008	T-2724	377	SATGER MARTINE .	322,06 €
2008	T-2724	470	BARRALE MONIQUE .	178,66 €
2008	T-2724	299	MONDAMBO FLORE NC	86,82 €
2008	T-2724	504	BLACHIER EMILIE NC	222,32 €
2008	T-2724	580	DELCHROIX AUDREY NC	110,21 €
2008	T-2724	597	ECHCHAIB SAMIRA NC	58,82 €
2008	T-2724	656	GIMENEZ VANESSA NC	484,40 €
2008	T-2724	485	BEN MAIT SAADIA .	148,68 €
2008	T-2724	260	MADJIDI MERIEM NC	110,56 €
2008	T-2724	383	SERCEAU SANDRA .	26,12 €
2008	T-2724	395	TAOUITI MARIAM .	123,08 €
2008	T-2724	85	DAGUERRE SONIA NC	200,68 €
2008	T-2724	150	GHARBI DJAMILA NC	198,16 €
2008	T-2724	154	GIMENEZ EDWIGE .	32,88 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2008	T-2724	271	MATHIEU CELINE.	238,74 €
2008	T-2724	49	CHADID DIAMILA Nc	155,03 €
2008	T-2724	351	REFREGE SYLVIE.	253,46 €
2008	T-2724	332	PONCET VALERIE.	54,67 €
2008	T-2724	335	POURRET CECILE.	243,68 €
2008	T-2724	184	HEROUAT MERYEM Nc	53,66 €
2008	T-2724	813	PRADIE VIRGINIE Nc	268,55 €
2008	T-2724	814	PRIEUR FREDERIC.	86,50 €
2008	T-2724	948	BOHEIM CHRISTINE.	169,82 €
2008	T-2724	954	BOUMEDINE Samira	77,66 €
2008	T-2724	844	SCOTTO BRIGITTE.	129,96 €
2008	T-2725	344	EL GOURII BOUCHRA Nc	108,56 €
2008	T-2725	151	MORALES CAROLINE.	234,82 €
2008	T-2725	420	MATTALIA SAHMADIA Nc	261,80 €
2008	T-2725	438	NOUIOUA LAHOUARIA Nc	33,10 €
2008	T-2725	247	ZOUNIE EL HASSAN.	34,98 €
2008	T-2725	267	BELMOUMENE FATHIA Nc	229,84 €
2008	T-2725	752	PORCELLINI BARBARA.	364,84 €
2008	T-2725	466	SERVIOLE MERCEDES.	262,96 €
2008	T-2725	171	PATRAC MARCELINE Nc	31,14 €
2008	T-2725	432	MOREIRA STEPHANIE.	181,04 €
2008	T-2725	556	EL MOUSSAOUI JAMAL Nc	125,74 €
2008	T-2725	723	KACI MEBARKI MALIKA N	143,89 €
2008	T-2725	800	CHRISTINE SAINT ANGE	45,91 €
2008	T-2725	737	MARTINEZ CHRISTOPHE.	321,78 €
2008	T-2725	296	BOUSSADA HADHOUM Nc	347,26 €
2008	T-2725	77	HEREDIA VIRGINIE.	96,88 €
2008	T-2725	895	MATTASSOGLIO NATHALIE	152,24 €
2008	T-2725	907	RAVONIARISOA JOCELYNE	59,88 €
2008	T-2725	478	TOUCHE CHRISTELLE.	69,70 €
2008	T-2725	828	MAGNIN PAUL-STEPHANE	34,60 €
2008	T-2725	927	BEN ZAIED SALHI AICHA	76,66 €
2008	T-2725	23	EL MALKI MOHAMED Nc	100,34 €
2008	T-2725	352	EL SINGABY HESHAN.	251,54 €
2008	T-2725	579	KHALIFA NASREDDINE.	304,14 €
2008	T-2725	581	LABATI ANNE SOPHIE.	139,24 €
2008	T-2725	591	MALATESTA NATHALIE.	59,70 €
2008	T-2725	885	KOUAME BOSSON DEBORAH	95,40 €
2008	T-2725	616	RAMDANI ABDELKADER Nc	178,22 €
2008	T-2725	517	BLASENHAUER CECILE.	96,88 €
2008	T-2725	535	CHARDIN STEPHANIE Nc	235,28 €
2008	T-2725	538	COMABELLA BRIGITTE.	38,94 €
2008	T-2726	14	ITOUA NGAPORO EVANGEL	109,60 €
2008	T-2726	42	BESSE STEPHANIE CZ JA	128,02 €
2008	T-2726	65	ROSSIGNOL TOUZAN LAET	31,80 €
2008	T-2726	82	NTSAME NGUEMA MARIE-N	64,84 €
2008	T-2726	89	BEKALEY J V/CZ MLL SE	231,82 €
2008	T-2726	156	NAUBERT DUVENTA CZ KO	125,78 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-5072	1	ABDELWAFI SAMIRA Nc	220,39 €
2009	T-5088	1	BARDIE YANNICK Nc	388,62 €
2009	T-4960	1	BECHLER MICHEL Nc	1 600,53 €
2009	T-5076	1	DEMIZIEUX MARJORY Nc	103,29 €
2009	T-4948	1	GONDEAU JEAN ANTOINE	243,81 €
2009	T-5170	1	HASSANALY SOEREYA Nc	776,50 €
2009	T-5013	1	ION TREDOR Nc	15,24 €
2009	T-4951	1	LAITAOUI ABDEL MADJID	408,74 €
2009	T-4949	1	LHARFOUFI RIDA Nc	255,94 €
2009	T-5094	1	MASOKA GOYO Nc	111,00 €
2009	T-4973	1	PUJOL FABIENCE Nc	433,35 €
2009	T-5169	1	SALLAZES ALEXANDRE/SA	317,47 €
2009	T-5079	1	YAKHOU MOHAND-MOHAMED	189,45 €
2009	T-5060	1	ZIANE LINDA Nc	124,08 €
2009	T-21	14	A NEUF Nc	50,40 €
2009	T-4832	1	AARAB MOUSSA Nc	198,50 €
2009	T-3503	1	AAROUROU MAJID Nc	198,50 €
2009	T-1257	1	ABAKKOU HAFID Nc	198,50 €
2009	T-3506	1	ABBAS HAKIM Nc	198,50 €
2009	T-267	1	ABROUKI MOHAMED Nc	198,14 €
2009	T-3967	1	ADAM MICHAEL Nc	198,50 €
2009	T-1620	3	ADYAL Nc	45,00 €
2009	T-1620	4	ADYAL Nc	45,00 €
2009	T-700400001	1	AFKIR NORDINE Nc	201,00 €
2009	T-2444	1	AGOUS BRAHIM Nc	198,50 €
2009	T-256	1	AHOUGI QUINTAO ANDRE	198,14 €
2009	T-254	1	AIT AMAR MOHAMED Nc	198,14 €
2009	T-748	1	AIT LEFKI HOCINE Nc	198,50 €
2009	T-3954	1	ALDON SEBASTIEN Nc	198,50 €
2009	T-3617	15	AMAR ZOURGUI CLARISSE	72,00 €
2009	T-252	1	AMAROUCHE SAMIR BZS N	198,14 €
2009	T-4381	1	AMATO PIETRO Nc	198,50 €
2009	T-753	1	AMBOURHOUET IGOR Nc	198,50 €
2009	T-2788	1	AMICHAUD MICHEL-MARCE	198,50 €
2009	T-1504	1	AMRI AICHA Nc	198,50 €
2009	T-2463	1	AMRI EL MUSTAPHA Nc	198,50 €
2009	T-2579	835	AMROUCHE SAFIA CZ BOU	448,55 €
2009	T-2411	1	ANGLES CLAUDINE Nc	198,50 €
2009	T-21	50	AQUEDUC BETON Nc	28,80 €
2009	T-3513	1	ARIR AISSA Nc	198,50 €
2009	T-1255	1	ASARE SAMUEL Nc	198,50 €
2009	T-2434	1	ASIKAN SAMI Nc	198,50 €
2009	T-2952	1	ASSIE WILFRIED Nc	205,20 €
2009	T-904	1	ATTARD JOCELYNE Nc	198,50 €
2009	T-700400000	1	AVENANCE	279,74 €
2009	T-3975	1	AVZOUIL SONITA Nc	198,50 €
2009	T-2412	1	AYBECK VICTOR Nc	198,50 €
2009	T-2419	1	AYIH BRUNEAU MICHAEL	198,50 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2415	1	AYRIX ANDRE Nc	198,50 €
2009	T-2416	1	AYRIX ANDRE Nc	198,50 €
2009	T-3502	1	AZAHOU M DRISS Nc	198,50 €
2009	T-2965	1	AZIB PHILIPPE Nc	48,44 €
2009	T-3200	1	AZIB PHILIPPE Nc	48,43 €
2009	T-2579	320	BACHAR ZEMOULI FADILA	73,20 €
2009	T-1556	1	BAHMED SAFIA Nc	142,12 €
2009	T-3339	1	BAIET SYLVAIN Nc	198,50 €
2009	T-3091	1	BALITI MAMID HAMID Nc	198,50 €
2009	T-2853	1	BARACAND LAURE .	67,32 €
2009	T-4386	1	BARACAND LAURE .	30,36 €
2009	T-2790	1	BARTHEZ DAVID Nc	198,50 €
2009	T-2476	1	BASILE ANTONIMA Nc	30,80 €
2009	T-3337	1	BEATRIX GAETAN Nc	198,50 €
2009	T-1249	1	BELHADJ ZIANE Nc	198,50 €
2009	T-3512	1	BELHAJ AMAR .	198,50 €
2009	T-3949	1	BELHAJ JAMILA Nc	198,50 €
2009	T-281	1	BELHOURI ABDELMAJID N	198,14 €
2009	T-1253	1	BELOT WILLIAM Nc	198,50 €
2009	T-705	1	BEN CHABANE KACEM Nc	198,50 €
2009	T-2937	1	BEN HAMOU BRUNO Nc	1 591,11 €
2009	T-1659	1	BENAMARA ZAIA Nc	198,50 €
2009	T-751	1	BENAMEUR ZOUBBIR Zoub	198,50 €
2009	T-3174	2	BENAYAD NADIA Nc	48,10 €
2009	T-4158	1	BENMOULOUD ABDELMAJID	198,50 €
2009	T-4139	1	BENNOURINE ABDELKADER	198,50 €
2009	T-2163	1	BENOIST JEROME Nc	1 671,00 €
2009	T-708	1	BENSAIDI RACHID Nc	198,50 €
2009	T-262	1	BIQUE ALAIN Nc	198,14 €
2009	T-696	1	BISSIERE MANUEL Nc	198,50 €
2009	T-4173	1	BODARD XAVIER Nc	198,50 €
2009	T-3099	1	BOMOURRA MOHAMED Nc	821,00 €
2009	T-2467	1	BONNET JESSICA .	198,50 €
2009	T-737	1	BOUAICH AZIZ Nc	198,50 €
2009	T-750	1	BOUAZIZI HAYET Nc	198,50 €
2009	T-2779	1	BOUDJAJ ABDELLAH Nc	198,50 €
2009	T-278	1	BOUGHANMI TALEB Nc	198,14 €
2009	T-2446	1	BOUHOU BADR Nc	198,50 €
2009	T-700400001	1	BOULARES LUDIVINE Nc	37,00 €
2009	T-877	1	BOURDON LUC .	25,00 €
2009	T-1666	1	BOUSSOUF MOURAD Nc	198,14 €
2009	T-2784	1	BOUYAJRA FOUAD Nc	98,50 €
2009	T-3845	1	BOUZIANE SID AHMED Nc	233,30 €
2009	T-2943	1	BOUZID HAMID Nc	2 258,08 €
2009	T-1985	1	BOYE DON BELIN DAVID	1 410,49 €
2009	T-4521	1	BROUARD GILLES Nc	39,30 €
2009	T-2579	851	BROURATE DALILA CZ SA	0,05 €
2009	T-266	1	BUKORS MOHENI Nc	198,14 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2315	1	CADIERGUES CELINE Nc	35,91 €
2009	T-324	1	CAMPOS MANUEL Nc	198,14 €
2009	T-3953	1	CAPPEZZONE CHARLY Nc	198,50 €
2009	T-268	1	CARPENTIER FATIMA Nc	198,14 €
2009	T-1664	1	CARRIER WILFRID Nc	175,44 €
2009	T-532622011	1	CASINO FRANCE CG810	29,22 €
2009	T-3966	1	CASTRO CERANO Nc	198,50 €
2009	T-5015	1	CAUMETTE GLADYS Nc	29,44 €
2009	T-2422	1	CEDOINE MALIK Nc	198,50 €
2009	T-749	1	CESARE RAPHAEL Nc	198,50 €
2009	T-253	1	CETIN SEVDA Nc	198,14 €
2009	T-2626	10	CFRC Nc	32,20 €
2009	T-700400000	1	CHALUMEAU THOMAS Thom	206,00 €
2009	T-3511	1	CHAOUCHE FERIEL Nc	198,50 €
2009	T-1245	1	CHARBONNIER ZOULIKHA	198,50 €
2009	T-3985	1	CHATT JEHANE Nc	20,90 €
2009	T-3848	1	CHEMINAL KEVIN OU MLE	30,00 €
2009	T-2451	1	CHERANTI ABDELKADER N	198,50 €
2009	T-2435	1	CHETOUI ABDEL AKIM AM	198,50 €
2009	T-2449	1	CHOUGUI AKIM Nc	198,50 €
2009	T-3015	1	CICEKLI MUSTAFA .	198,50 €
2009	T-1620	6	COGIT	60,00 €
2009	T-2939	1	COLLECTIF CITE BENOIT	1 000,00 €
2009	T-3000	1	COLLECTIF RESPECT CON	1 000,00 €
2009	T-3498	1	COLORS AUTO SARL	198,50 €
2009	T-2579	200	COMABELLA CHRISTIANE	233,87 €
2009	T-2579	855	CONSTANTIN VIRGINIE J	29,88 €
2009	T-701	1	CORTES JEAN Nc	198,50 €
2009	T-2579	856	CORTES LOUIS .	15,50 €
2009	T-4138	1	COULON ANDRE Nc	198,50 €
2009	T-707	1	COURSEL ALDRIN Nc	198,50 €
2009	T-2404	1	COURTIAL JEAN-LOUIS N	198,50 €
2009	T-700400001	1	DA COSTA WALDIR JOSE	24,86 €
2009	T-1957	1	DA COSTA WALDIR JOSE	62,79 €
2009	T-1958	1	DA COSTA WALDIR JOSE	127,19 €
2009	T-1959	1	DA COSTA WALDIR JOSE	251,16 €
2009	T-700400000	1	DA SILVA ERIC Nc	22,70 €
2009	T-762	1	DAIN THIERRY Nc	198,50 €
2009	T-1503	1	DANIGO FABIEN Nc	198,50 €
2009	T-3201	1	DANTAS GABRIELA-DOS S	35,64 €
2009	T-514	1	DARRAS PHILIPPE Nc	198,14 €
2009	T-700400001	1	DE TAVERNIER CHRISTEL	31,32 €
2009	T-2579	863	DE TAVERNIER-FOELLER	427,15 €
2009	T-1661	1	DELPUECH PATRICK Nc	198,50 €
2009	T-2325	1	DERRADJ RANNY Nc	60,00 €
2009	T-2991	1	DERRADJ RANNY Nc	60,00 €
2009	T-3593	1	DERRADJ RANNY Nc	60,00 €
2009	T-3974	1	DHOARI-DARI-IBRAHIM N	198,50 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2789	1	DI FRAYA SANDRINE Nc	198,50 €
2009	T-260	1	DIAKUMPUNA M BALA Nc	198,14 €
2009	T-1246	1	DIARA OUMAR DIARRA Nc	198,50 €
2009	T-3013	1	DIJOUX CHRISTOPHE Nc	198,50 €
2009	T-318	4	DIVERSIN ALLISON Nc	48,10 €
2009	T-3183	34	DIVINOU GENYPHAUE Nc	18,75 €
2009	T-4166	1	DIAAFRI HUGO Nc	387,41 €
2009	T-2579	573	DJILALI DJEBBOUR FATH	38,32 €
2009	T-3609	1	DORAI RIM	16,02 €
2009	T-3515	1	DOS SANTOS LEITAO FAT	47,00 €
2009	T-918	1	DRIDI VANESSA Nc	17,50 €
2009	T-1250	1	DUDENHOEFFER KARIM Nc	198,50 €
2009	T-4830	1	EDDABBOUE YAHIA Nc	198,50 €
2009	T-3183	38	EL BOUMAKHLOUFI DJAMI	16,67 €
2009	T-1948	1	EL BOUYAHYAOUI HAMID	34,16 €
2009	T-2316	1	EL BOUYAHYAOUI HAMID	34,16 €
2009	T-1510	1	EL GUERAB ABDELLAH Nc	198,50 €
2009	T-516	1	ELJED AHMED-CHENTOUF	40,32 €
2009	T-3947	1	EL MOUSSAOUI BOUCHRA	198,50 €
2009	T-4932	1	EL YAKOUBI NADIA Nc	80,30 €
2009	T-697	1	ELMAROUANI MOHAMED Nc	198,50 €
2009	T-2450	1	EN NAIMI LHOUSSAIN Nc	198,50 €
2009	T-2448	1	ENTREPRISE AXE SUD AS	198,50 €
2009	T-2626	7	ERA	121,00 €
2009	T-2439	1	ESPACE SUD AUTOMOBILE	198,50 €
2009	T-3617	10	ESPINAS LAILA Nc	72,00 €
2009	T-2438	1	FANOUI ILYAS Nc	198,50 €
2009	T-4432	1	FANOUI ILYAS Nc	1 142,32 €
2009	T-2452	1	FARAH ABDELKADER Nc	198,50 €
2009	T-4927	1	FARHAT HADI KOUIDER N	368,35 €
2009	T-631	1	FARHAT HADI KOUIDER/A	240,47 €
2009	T-258	1	FARRE MAGALIE Nc	198,14 €
2009	T-4798	1	FERCHICHE DJILALI Nc	198,50 €
2009	T-2421	1	FERDINAND ROMAIN Nc	198,50 €
2009	T-3476	1	FERNANDEZ ANTONIO Nc	87,53 €
2009	T-1507	1	FERREIRA CELINE Nc	171,15 €
2009	T-3465	1	FORMIGLI MARJORIE Nc	673,10 €
2009	T-3955	1	FOURNIE VALERIE Nc	198,50 €
2009	T-2579	885	FRAGNIERE ANGELIQUE/S	164,25 €
2009	T-264	1	FREDERICO ANDRADE JOS	198,14 €
2009	T-1259	1	FREREY CARINE Nc	106,94 €
2009	T-1260	1	FREREY CARINE Nc	61,52 €
2009	T-1261	1	FREREY CARINE Nc	104,32 €
2009	T-1262	1	FREREY CARINE Nc	130,46 €
2009	T-1263	1	FREREY CARINE Nc	171,34 €
2009	T-1264	1	FREREY CARINE Nc	245,74 €
2009	T-2425	1	GABOREAU MATHIEU Nc	58,50 €
2009	T-2626	11	GAIA Nc	159,40 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-167	1	GAMBIN DOMINIQUE MICH	701,86 €
2009	T-2579	16	GARCIA MAS PATRICIA N	73,90 €
2009	T-4915	1	GELY BRUNO Nc	198,50 €
2009	T-759	1	GIANGRASSO ANTOINE Nc	198,50 €
2009	T-2462	1	GINER RICHARD Nc	198,50 €
2009	T-544	1	GONZALEZ MARIE JOSEE	63,00 €
2009	T-700	1	GRANDADAM FLORENT Nc	198,50 €
2009	T-4136	1	GRIOT VIRGILE Nc	198,50 €
2009	T-2478	1	GUNERI-GORUR BERIVAN	383,76 €
2009	T-2440	1	HADAD MOURAD-FOUAD Nc	198,50 €
2009	T-683	1	HADCH HALIMA Nc	198,50 €
2009	T-3958	1	HAJANE AHMED Nc	198,50 €
2009	T-3514	1	HAIJOUI HOUCINE Nc	159,18 €
2009	T-2443	1	HAKKI NAIMA Nc	198,50 €
2009	T-2485	1	HALLEL MOUNIR Nc	327,60 €
2009	T-1487	1	HALLEL MOUNIRA Nc	436,80 €
2009	T-2484	1	HALLEL MOUNIRA Nc	386,80 €
2009	T-2968	1	HALLEL MOUNIRA Nc	401,20 €
2009	T-4137	1	HAMEL JESSY Nc	198,50 €
2009	T-2913	1	HANTSON GIOVANNI Nc	180,00 €
2009	T-1511	1	HAOUBAOU-HAOUHAOU AHM	198,50 €
2009	T-2579	743	HARECH ZAHRA/DRACH MA	58,75 €
2009	T-1508	1	HASNAOUN MOUNA Nc	198,50 €
2009	T-1663	1	HASSOUNE JAOUAD Nc	198,50 €
2009	T-169	1	HERFOUF ABDEERAHIM N	31,68 €
2009	T-2785	1	HOCINE DENIA Nc	198,50 €
2009	T-5018	1	HOUSTI MOHAMED Nc	41,34 €
2009	T-271	1	HUMBLLOT LAETTITA Nc	198,14 €
2009	T-2424	1	ICHOU SIDI MOHAMED Nc	168,50 €
2009	T-2431	1	IDRISSI MOHAMED Nc	47,67 €
2009	T-1252	1	JAMIL KHADJA Nc	198,50 €
2009	T-1485	1	JBIRA FATIHA Nc	38,00 €
2009	T-934	1	JBIRA FATIHA Nc	15,24 €
2009	T-2579	895	JEAN FRANCOIS MARIE C	85,51 €
2009	T-870	1	JENDOUBI SAID .	25,44 €
2009	T-3467	1	JENDOUBI SAID Nc	25,92 €
2009	T-2579	49	JULIO ADELINO -DANY N	16,45 €
2009	T-5045	1	KAILALI AHMED Nc	52,80 €
2009	T-232	1	KALIFA VERONIQUE .	19,00 €
2009	T-2579	592	KARA DEGREMONT LAETTIT	69,35 €
2009	T-1512	1	KARAM MOUNIR Nc	198,50 €
2009	T-2472	1	KARIM MOHAMED-KRAIMI	126,50 €
2009	T-537	1	KARIM MOHAMED-KRAIMI	283,82 €
2009	T-692	1	KELIF SERGE Nc	198,50 €
2009	T-3507	1	KHACHAA ADDA Nc	198,50 €
2009	T-2453	1	KHADDAR OTMAN Nc	198,50 €
2009	T-903	1	KHAMMES MOHAMED Nc	198,50 €
2009	T-3952	1	KISLER JEAN MICHEL Nc	198,50 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-4452	1	KIALIB KARIMA Mouftok	36,50 €
2009	T-4172	1	LAARAJ RIDA Nc	198,50 €
2009	T-700400001	1	LABIOUJ HASNA.	87,80 €
2009	T-746	1	IACROIS ALAIN/LACROIX	178,50 €
2009	T-3617	11	LADUREE DAVID Nc	48,10 €
2009	T-283	1	LAGBO SAINT CYR Nc	198,14 €
2009	T-1309	1	LAKHAL KOUIDER.	72,00 €
2009	T-2155	1	LALLEMAND CEDRIC Nc	150,00 €
2009	T-4831	1	LARDI OURDI Nc	198,50 €
2009	T-2024	11	LAUDEHO-LEROY ANNICK	72,00 €
2009	T-1274	1	LAURENT GEFROY SEVER	103,40 €
2009	T-2854	1	LAURENT GEFROY SEVER	33,00 €
2009	T-3617	4	LE SPHINX Nc	48,10 €
2009	T-2579	244	LEDAUPHIN BERNADETTE	70,55 €
2009	T-233	1	LELOUP ROGER.	19,00 €
2009	T-2579	245	LEMOADDEM ABDELHAFID	60,77 €
2009	T-684	1	L'ORGE SARL	43,34 €
2009	T-3617	14	LUCILIUS ROSELINE Nc	72,00 €
2009	T-630	1	M HAMED OUEBBOUR Nc	154,70 €
2009	T-700400001	1	M JAMAL EL MOUSSAOUI	75,60 €
2009	T-3965	1	MADJIDI MOHAMED Nc	198,50 €
2009	T-1826	1	MADJIDI MOHAMMED.	1 708,60 €
2009	T-2442	1	MAHCER MOURAD Nc	198,50 €
2009	T-691	1	MANCE IDER/MANCER Nc	198,50 €
2009	T-752	1	MANCER NAIMA Nc	198,50 €
2009	T-2575	781	MARTIN MICKAEL Nc	97,35 €
2009	T-700400000	1	MARTIN OLIVIA.	36,41 €
2009	T-2579	79	MASEGOSA ANNE-MARIE N	261,55 €
2009	T-638	1	MASINI NATHALIE Nc	39,60 €
2009	T-3341	1	MATHEIU EMMANUEL Nc	198,50 €
2009	T-171	1	MATHEIU SONY Nc	228,00 €
2009	T-5039	1	MAZEAS YANN.	20,16 €
2009	T-282	1	MAZOUJI HOUCINE Nc	198,14 €
2009	T-1256	1	MED BATIMENT D OC	198,50 €
2009	T-3508	1	MEKKI DAOUADJI MOHAME	198,50 €
2009	T-4520	1	MELLY DANCE ORIENTALE	725,00 €
2009	T-2470	1	MER JEROME Nc	87,10 €
2009	T-4437	1	MER JEROME Nc	20,10 €
2009	T-2780	1	MESSAHLI HAMEN/HAMEN	198,50 €
2009	T-4826	1	MESSOUCI KARIM Nc	198,50 €
2009	T-230	1	MEZIANE VANESSA Nc	18,28 €
2009	T-682	1	MICHEL CHRISTOPHE Nc	96,00 €
2009	T-3617	13	MIKALE FREDERIC Nc	48,10 €
2009	T-3960	1	MOKHILIS FATIMA Nc	198,50 €
2009	T-4146	1	MONDAMBO AROGHA FLORE	56,80 €
2009	T-2575	837	MONDAMBO FLORE Nc	202,30 €
2009	T-932	1	MORABIT FATIMA Zennou	22,86 €
2009	T-2420	1	MORARU AUREL Nc	198,50 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-4171	1	MORAZZANI ERIC Nc	198,50 €
2009	T-2579	520	MORLAAS COURTIES MAUD	44,50 €
2009	T-908	1	MOSSOLIN CHRISTOPHE N	198,50 €
2009	T-3164	1	MOULAN MOULLAN RECHAD	782,00 €
2009	T-3165	1	MOULAN MOULLAN RECHAD	126,50 €
2009	T-4163	1	MOULAN MOULLAN RECHAD	782,00 €
2009	T-4164	1	MOULAN MOULLAN RECHAD	126,50 €
2009	T-2579	779	MOUSSAMOU MISSIMA NAT	19,26 €
2009	T-1170	1	MOUSSAOUI MOUSSA Nc	58,00 €
2009	T-3963	1	MOUSSAOUI SAIDA Nc	198,50 €
2009	T-2430	1	MTUIGIUI HASNAA Nc	198,50 €
2009	T-706	1	MULOT JULIEN Nc	198,50 €
2009	T-2579	94	NASCIMENTO CARACO JEN	100,10 €
2009	T-251	1	NASSIR KHALIB/KHALID	198,14 €
2009	T-629	1	NAZINGUAR SANDRINA Nc	43,55 €
2009	T-2483	1	NEDROMI RACHIDA Nc	19,00 €
2009	T-4170	1	NIANG PAPA ALIOUNE Nc	198,50 €
2009	T-910	1	NOEL CHRISTOPHE Nc	198,50 €
2009	T-5042	1	NOORYAZDAN HAMID.	69,96 €
2009	T-2787	1	NOUAR BENALI Nc	198,50 €
2009	T-5023	1	OKOMO NGUEMA ARMELLE	80,41 €
2009	T-4463	1	ONDO ANAIS Nc	152,46 €
2009	T-4797	1	OSSATURE COUVERTURE B	198,50 €
2009	T-2414	1	OUADRHIRI YOUSSEF Nc	198,50 €
2009	T-2579	524	OUAHRANI TAIEB/MOUFID	32,85 €
2009	T-2579	424	OUHRICH-SADOUKI HAYAT	3,00 €
2009	T-2466	1	OURAHOU ABDELLAH Nc	198,50 €
2009	T-257	1	PAGAN ANTOINE Nc	198,14 €
2009	T-2410	1	PALMEIRA FLORENT Nc	198,50 €
2009	T-2944	1	PALOMARES MICHEL SIMO	450,00 €
2009	T-4091	77	PAOLUCCI PIERRE Nc	21,10 €
2009	T-231	1	PASTOR VERONIQUE EPOU	400,00 €
2009	T-2409	1	PEIRO VICENTE Nc	198,50 €
2009	T-3300	1	PELEGRY VALERIE Nc	173,28 €
2009	T-3301	1	PELEGRY VALERIE Nc	82,01 €
2009	T-3302	1	PELEGRY VALERIE Nc	285,36 €
2009	T-4795	1	PERCHAT GUY Nc	198,50 €
2009	T-760	1	PERRIER FRANCK/PERIER	198,50 €
2009	T-2579	271	PIPAON JEAN-FRANCOIS	23,75 €
2009	T-4926	1	POBA BOUROBOU LAURE N	36,30 €
2009	T-3092	1	PUIG GREGORY Nc	198,50 €
2009	T-272	1	QABIL YOUSSEF Nc	198,14 €
2009	T-4924	1	RABGAOUI SAIDA Nc	15,24 €
2009	T-1658	1	RADADI LAILA Nc	70,50 €
2009	T-2579	784	RADOUNDY FOREST CHRIS	125,94 €
2009	T-1665	1	RAHOU SAID Nc	198,50 €
2009	T-2579	428	RANDRIAMALALA CLAUDIA	43,55 €
2009	T-703	1	RANNOU MARIE ANNICK N	198,50 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2914	1	RAVEL NICOLAS Nc	263,07 €
2009	T-710	1	REBAOUI RADHOUEANE Nc	198,50 €
2009	T-280	1	REDON JEAN LUC Nc	198,14 €
2009	T-711	1	REZGANE KAMAL Nc	198,50 €
2009	T-2158	1	RIVE SYLVAIN Nc	243,81 €
2009	T-4936	1	ROBIN JESSICA Nc	101,25 €
2009	T-4380	1	ROSEE ALLAN Nc	198,50 €
2009	T-1662	1	ROUSSEAU SANDRINE Nc	198,50 €
2009	T-4800	1	SAADAOUI MOHAMED .	198,50 €
2009	T-2579	787	SAHEL NORA CZ MR BENH	211,05 €
2009	T-700400000	1	SAHMADIA BELKEBICHE N	166,40 €
2009	T-2441	1	SAHNOUNE YASMINA Nc	198,50 €
2009	T-747	1	SAINTE COLOMBE MICKAE	198,50 €
2009	T-3849	1	SARL BRICE OLIVIER	1 400,00 €
2009	T-616	1	SAURET VIRGINIE Nc	34,92 €
2009	T-3956	1	SCATENA BRELIVET MYRI	198,50 €
2009	T-2474	1	SEIDLINGER FLORIE Nc	165,42 €
2009	T-897	1	SELMA SARL	137,00 €
2009	T-898	1	SELMA SARL	137,00 €
2009	T-902	1	SEMGANE LHOUSSAINE .	198,50 €
2009	T-4933	1	SERCEAU SANDRA Nc	127,82 €
2009	T-3338	1	SERRE CHARLES Nc	198,50 €
2009	T-3973	1	SERROU ZAKARIA ALI Nc	198,50 €
2009	T-4283	1	SIDI-IKHFEL KHADIJA N	15,24 €
2009	T-2471	1	SLYEMI KHEIDIDJA Nc	118,72 €
2009	T-3089	1	SNASSEN KARIM Nc	198,50 €
2009	T-3340	1	SOLERE ALAIN Nc	198,50 €
2009	T-4191	1	SONMEZ HEDIYE Nc	15,24 €
2009	T-4140	1	SOULIERS LUC Nc	198,50 €
2009	T-2338	1	SPILLER FRANCK Nc	1 989,69 €
2009	T-3207	1	STEIS JOHN Nc	540,00 €
2009	T-686	1	SUFFREN JEAN MARC Nc	198,50 €
2009	T-637	1	SY OMAR ET DALLO Nc	102,96 €
2009	T-2579	708	TACHEKAT FATIHA C/GA	228,65 €
2009	T-2941	1	TAHRA NOR EDDINE Nc	100,00 €
2009	T-276	1	TANDJIO HORTENSE Nc	198,14 €
2009	T-1500	1	TAVENART CHRISTOPHE N	198,50 €
2009	T-259	1	TEDBIR TOUFIK Nc	198,14 €
2009	T-4187	1	TEISSIER SERGE Nc	124,80 €
2009	T-1244	1	TEIXEIRA PATRICE Nc	198,50 €
2009	T-4456	1	TEROSJET ALEXIS Nc	25,00 €
2009	T-4531	1	THE GREYHOUND PUB	150,00 €
2009	T-4953	543	TOROSSIAN SERGE Nc	117,10 €
2009	T-1620	69	TOTEM PROMOTION .	75,00 €
2009	T-928	1	TOURE MOUMOUNI Nc	15,24 €
2009	T-713	1	TRAORE SOULEYMANE Nc	198,50 €
2009	T-3840	1	URDANETA VAILLANT OSC	50,00 €
2009	T-1486	1	VALERO CEDRIC Nc	19,00 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-899	1	VALERO CEDRIC Nc	19,00 €
2009	T-2579	152	VAN ACKER CLOTILDE Nc	16,75 €
2009	T-743	1	VERDIN VINCENT Nc	198,50 €
2009	T-3509	1	VICTOIRE LAURENT Nc	198,50 €
2009	T-4827	1	VIGNON CELINE Nc	198,50 €
2009	T-3948	1	WAIKEDRE LAURENT Nc	198,50 €
2009	T-3497	1	WELCOM LA GRANDE FAMI	198,50 €
2009	T-4169	1	WILHELM MATHIEU Nc	198,50 €
2009	T-2159	1	XIAO ZHEM Nc	499,43 €
2009	T-937	1	YACOUBI YASSINE Nc	15,24 €
2009	T-715	1	YAHIA NACIRA Nc	198,50 €
2009	T-3962	1	YAHYA HADDOU Nc	198,50 €
2009	T-355	1	YAKHOU MOHAND-MOHAMED	153,45 €
2009	T-1309	6	YESSERT SABRINA Nc	48,10 €
2009	T-2579	762	ZAFITSIARENDRIKA AGNO	30,15 €
2009	T-5025	1	ZAMPARO MARJORIE Nc	23,37 €
2009	T-1984	1	ZAROUALI BRAHIM Nc	1 071,85 €
2009	T-553	1	ZEGGAI YAHIA/OUHAMI Y	1 056,11 €
2009	T-791	1	ZEMOULI KHALED Nc	55,48 €
2009	T-3174	10	ZENASNI RACHIDA-BOUHM	48,10 €
2009	T-2579	544	ZERHOUNI YUCEF DJAME	68,65 €
2009	T-4884	1	ZIAD ALEXANDRA Nc	30,48 €
2009	T-4796	1	ZIATNI HANINA Nc	198,50 €
2009	T-273	1	ZOURGUI MOKTAR Nc	198,14 €
2009	T-2573	76	ENG SARETH Nc	127,16 €
2009	T-2573	825	GRENIER YVON .	187,15 €
2009	T-2573	738	DJARI FATIHA Nc	436,25 €
2009	T-2573	267	DOGAN KENAN Nc	132,30 €
2009	T-2573	782	FERET EMILIE Nc	190,65 €
2009	T-2573	139	RUIU HENRI Nc	109,50 €
2009	T-2573	959	MENNAD AICHA Nc	41,25 €
2009	T-2573	619	BELAH MALIKA .	68,76 €
2009	T-2573	374	M'RAH AMINA .	85,30 €
2009	T-2573	378	MANCER IDIR .	21,00 €
2009	T-2573	656	BOUTA LOUBNA/MAZERA L	141,90 €
2009	T-2573	455	SANZ AUDREY Nc	106,93 €
2009	T-2573	456	SAVAUT INGA .	83,95 €
2009	T-2573	237	CIKAN YUNUS Nc	53,60 €
2009	T-2573	733	DIALLO BINTA Nc	276,30 €
2009	T-2574	907	PIALA SABRINA .	26,80 €
2009	T-2574	39	PATRAC LYDIA Nc	376,77 €
2009	T-2574	870	OUAISSA NADIA .	214,45 €
2009	T-2574	881	PAGES VALERIE Nc	193,45 €
2009	T-2574	813	MEGHANI NAIM Nc	130,25 €
2009	T-2574	818	MENARD KARINE .	62,25 €
2009	T-2574	456	CRESTA CELINE Nc	176,40 €
2009	T-2574	942	RIBOULET ROSA Nc	96,00 €
2009	T-2574	404	CAMISON LAURE .	239,43 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2574	854	NAVE GUILHEM Nc	22,80 €
2009	T-2574	571	GARCIA CELINE .	101,84 €
2009	T-2574	94	REY BEATRICE .	64,74 €
2009	T-2574	691	KHIYARI SIHAM .	47,45 €
2009	T-2574	703	LABDIA JAMILA .	242,35 €
2009	T-2574	707	LABIDI FATHIA .	69,35 €
2009	T-2574	731	LASSERRE ELIE .	336,05 €
2009	T-2574	264	ARAYA CLAUDIA Nc	138,35 €
2009	T-2574	8	NIVET ASTREE Nc	166,03 €
2009	T-2574	66	POPA MIHAELA/CIURCA N	493,42 €
2009	T-2574	334	BENSAID DIDIA .	124,10 €
2009	T-2574	427	CHATON ESTHER Nc	193,45 €
2009	T-2574	851	NACERI YAMINA Nc	83,26 €
2009	T-2575	699	LANAUD CORINNE .	18,25 €
2009	T-2575	657	KHERIFI FATIHA .	31,65 €
2009	T-2575	217	BENARD MELANIE Nc	248,20 €
2009	T-2575	202	BELABBES SAIDA .	63,80 €
2009	T-2575	447	DESTRAC DORINA .	127,75 €
2009	T-2575	988	RUBIO PRECILIA .	45,35 €
2009	T-2575	935	RABGAOUI SAIDA .	122,80 €
2009	T-2575	41	THORAIN DELMY Nc	36,85 €
2009	T-2575	601	HEROUAT MERYEM Nc	115,80 €
2009	T-2575	402	CORBAT NICOLAS Nc	208,30 €
2009	T-2575	415	DAGUERRE SONIA Nc	125,00 €
2009	T-2575	891	OURAHOU NAJAH .	54,75 €
2009	T-2575	801	MAZOUZI YAMINA Nc	94,95 €
2009	T-2575	222	BENFATAH NADIA Nc	210,55 €
2009	T-2575	548	GIMENEZ EDWIGE .	32,85 €
2009	T-2575	190	BATIER AURELIE Nc	156,05 €
2009	T-2575	905	PAYET MARJORIE Nc	245,65 €
2009	T-2575	912	PIALA PATRICIA .	20,35 €
2009	T-2575	923	POURRET CECILE .	277,80 €
2009	T-2575	844	MOSCA LAETITIA/VERDU	194,06 €
2009	T-2575	786	MATHIEU CELINE .	240,90 €
2009	T-2575	697	LAMIRAL KARINE Nc	105,85 €
2009	T-2575	283	BOUHAFS HAVEDA Nc	101,86 €
2009	T-2575	831	MIRANDA ESELLE .	36,50 €
2009	T-2575	351	CHADID DJAMILA Nc	109,50 €
2009	T-2575	756	MADJIDI MERIEM Nc	58,48 €
2009	T-2575	764	MALIGY RACHIDA Nc	25,55 €
2009	T-2575	653	KHARROU MALIKA .	221,30 €
2009	T-2575	711	LAURENT CELINE .	111,60 €
2009	T-2576	58	TEJOU CHRISTEL Nc	38,90 €
2009	T-2576	875	MEZOUAR MOHAMED .	61,05 €
2009	T-2576	301	BLACHIER EMILIE Nc	337,60 €
2009	T-2576	619	GBORKA DZIGBODI Nc	76,60 €
2009	T-2576	631	GIMENEZ VANESSA Nc	215,35 €
2009	T-2576	638	GOMEZ STEPHANIE Nc	64,98 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2576	17	SERCEAU SANDRA Nc	258,80 €
2009	T-2576	253	BEN MAIT SAADIA Nc	109,50 €
2009	T-2576	992	PRIEUR FREDERIC .	94,90 €
2009	T-2576	54	TAOUITI MARIAM Nc	73,00 €
2009	T-2576	90	VALVERDE IRENE Nc	26,78 €
2009	T-2576	861	MENASRIA HOURIA Nc	169,55 €
2009	T-2576	7	SATGER MARTINE .	161,85 €
2009	T-2576	541	EL MOUDDEN PAUL Nc	29,67 €
2009	T-2576	936	OUCHACHE YAMINA Nc	131,55 €
2009	T-2576	462	DA SILVA SOPHIE Nc	288,65 €
2009	T-2576	520	ECHCHAIB SAMIRA Nc	224,85 €
2009	T-2576	483	DELCROIX AUDREY Nc	56,11 €
2009	T-2576	847	MATRAS STEPHANE Nc	101,15 €
2009	T-2576	368	BROULARD ORPHEE Nc	60,45 €
2009	T-2576	370	BRUNET MARJORIE Nc	222,27 €
2009	T-2577	71	SCOTTO BRIGITTE .	249,40 €
2009	T-2577	743	DEFFO MENGUY VERONIQUE	143,95 €
2009	T-2577	303	BOHEIM CHRISTINE .	59,31 €
2009	T-2577	3	RAKOTOARIMANANA TIANA	232,05 €
2009	T-2577	325	BOUMEDINE SAMIRA Nc	70,55 €
2009	T-2577	590	HEREDIA VIRGINIE .	25,55 €
2009	T-2577	225	BARTEAU SAMANTHA Nc	71,75 €
2009	T-2577	197	ANDRADE DEOLINDA .	207,10 €
2009	T-2577	62	SANTACRUZ MARIE .	69,50 €
2009	T-2577	450	DJEMMALI AOUATEF Nc	25,55 €
2009	T-2577	44	SABATIER RUBIO STEPHA	112,75 €
2009	T-2577	764	MORALES CAROLINE .	214,15 €
2009	T-2577	756	MINKOV FERDINAND Nc	154,67 €
2009	T-2578	768	MALATESTA NATHALIE .	73,30 €
2009	T-2578	92	BOUSSADA HADHOUM Nc	418,47 €
2009	T-2578	677	EL MOUSSAOUI JAMAL Nc	78,55 €
2009	T-2578	125	CHAULIAC JULIENNE Mpo	194,50 €
2009	T-2578	302	JOURNET STEPHANIE Nc	47,31 €
2009	T-2578	28	BELMOUMENE FATHIA .	149,97 €
2009	T-2578	380	MAZEDIER SYLVIANE Nc	190,74 €
2009	T-2578	295	IRIBARNE FRANCOIS Nc	54,75 €
2009	T-2578	223	EL SINGABY HESHAN .	217,00 €
2009	T-2578	11	AZA-GNANDJI MARIS Nc	27,40 €
2009	T-2578	427	PENARD EMMANUELLE Nc	107,07 €
2009	T-2578	742	LABATI ANNE SOPHIE .	164,25 €
2009	T-2578	731	ITOUUMBOU MICHELINE Nc	169,80 €
2009	T-2578	625	COMABELLA BRIGITTE .	25,55 €
2009	T-2578	415	OBMALAY SEBASTIEN Nc	24,00 €
2009	T-2578	377	MATTALIA SAHMADIA Nc	365,44 €
2009	T-2579	780	NTSAME NGUEMA MARIE-N	78,40 €
2009	T-2579	627	ROUSSEAU BASER SANDRI	47,75 €
2009	T-2579	76	MARTINEZ CHRISTOPHE .	222,90 €
2009	T-2579	534	SABATIER CINDY JEANIN	34,86 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-2579	468	BEN ZAIED SALHI AICHA	171,79 €
2009	T-2579	313	ALOUARIT KACHAF AICHA	102,97 €
2009	T-2579	147	TOURHZAFINE FAIROUZ .	598,50 €
2009	T-2579	822	LENFANT LEPARMENTIER	138,72 €
2009	T-2579	819	LACHE ESTELLE CHEZ MM	200,75 €
2009	T-2579	197	CHRISTINE ST ANGE .	33,50 €
2009	T-2579	794	BEKALEY J V/CZ MLL SE	229,95 €
2009	T-2579	677	LECOMTE/BELLINA FLORE	31,79 €
2009	T-2579	671	ITOUA NGAPORO EVANGEL	65,70 €
2009	T-2579	109	PORCELLINI BARBARA .	586,60 €
2009	T-2579	50	KACI MEBARKI MALIKA N	171,60 €
2009	T-2579	24	GIRARDEAU CATHERINE N	114,05 €
2009	T-2579	429	RAVONIARISOA JOCELYNE	33,65 €
2009	T-2579	417	MUSSA SHEIK SAAD LULA	65,89 €
2009	T-2579	750	MELLAH SAMIA NEE BENA	78,36 €
2009	T-4917	721	GRANCIA LAURA Nc	322,78 €
2009	T-4917	596	BENSAID DIDIA .	93,42 €
2009	T-4917	471	PIAU AURELIE .	153,14 €
2009	T-4917	477	POPA MIHAELA Nc	368,80 €
2009	T-4917	845	OUAISSA NADIA .	69,79 €
2009	T-4917	876	RENAUD GILLES .	170,86 €
2009	T-4917	111	CIKAN YUNUS Nc	38,46 €
2009	T-4917	123	DOGAN KENAN Nc	103,80 €
2009	T-4917	844	OUAHABI FOUAD Nc	150,53 €
2009	T-4917	849	PAGES VALERIE Nc	44,98 €
2009	T-4917	940	ZIANI NASSIRA Nc	50,54 €
2009	T-4917	686	FARGET FRANCK Nc	169,54 €
2009	T-4917	756	KANOUN FATIMA Nc	31,32 €
2009	T-4917	332	DIALLO BINTA Nc	207,34 €
2009	T-4917	353	FERET EMILIE Nc	179,34 €
2009	T-4917	58	RUIU HENRI Nc	60,28 €
2009	T-4917	464	PATRAC LYDIA Nc	276,08 €
2009	T-4917	195	RAFIA AICHA .	168,54 €
2009	T-4917	333	DJARI FATIHA Nc	108,75 €
2009	T-4917	168	M'RAH AMINA .	210,52 €
2009	T-4917	171	MANCER IDIR .	71,76 €
2009	T-4917	385	HADID KARIMA .	20,53 €
2009	T-4917	661	DEVAUX SAMUEL Nc	79,58 €
2009	T-4917	815	MEGHANI NAIM Nc	52,59 €
2009	T-4918	266	MATHIEU CELINE Nc	169,54 €
2009	T-4918	229	LANAUD CORINNE .	44,98 €
2009	T-4918	256	MALIGY RACHIDA Nc	86,50 €
2009	T-4918	321	PAYET MARJORIE Nc	228,36 €
2009	T-4918	289	MONDAMBO FLORE Nc	88,86 €
2009	T-4918	316	OURAHOU NAJAH .	31,14 €
2009	T-4918	756	MENASRIA HOURIA .	131,30 €
2009	T-4918	326	PIALA PATRICIA .	48,74 €
2009	T-4918	331	POURRET CECILE .	198,34 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-4918	380	SATGER MARTINE .	122,72 €
2009	T-4918	401	TAOUITI MARIAM .	110,72 €
2009	T-4918	537	BRUNET MARJORIE Nc	130,16 €
2009	T-4918	579	DA SILVA SOPHIE Nc	111,35 €
2009	T-4918	2	BELABBES SAIDA .	49,34 €
2009	T-4918	817	PINTILIE SYLVIA Nc	151,83 €
2009	T-4918	607	ECHCHAIB SAMIRA Nc	160,06 €
2009	T-4918	659	GIMENEZ VANESSA Nc	173,00 €
2009	T-4918	910	ANDRADE DEOLINDA .	138,40 €
2009	T-4918	966	BOUMEDINE Samira	92,28 €
2009	T-4918	6	BENARD MELANIE Nc	55,36 €
2009	T-4918	99	DAGUERRE SONIA Nc	167,58 €
2009	T-4918	508	BLACHIER EMILIE Nc	164,42 €
2009	T-4918	524	BOUSQUET SYLVIE Nc	38,36 €
2009	T-4918	488	BEN MAIT SAADIA .	80,24 €
2009	T-4918	615	EL MOUDDEN PAUL Nc	17,30 €
2009	T-4918	33	BOUHAFS HAVEDA Nc	152,36 €
2009	T-4918	91	CORBAT NICOLAS Nc	105,28 €
2009	T-4918	115	DESTRAC DORINA .	44,98 €
2009	T-4918	140	ERRABI DRISSIA Nc	37,96 €
2009	T-4918	165	GHARBI DJAMILA Nc	105,60 €
2009	T-4918	189	HEROUAT MERYEM Nc	40,16 €
2009	T-4918	206	KHARROU MALIKA Nc	46,58 €
2009	T-4918	799	OUCHACHE YAMINA Nc	155,44 €
2009	T-4918	819	POHIER SANDRINE Nc	31,44 €
2009	T-4918	237	LAURENT CELINE Nc	126,16 €
2009	T-4919	470	PENARD EMMANUELLE Nc	73,16 €
2009	T-4919	289	BELMOUMENE FATHIA .	106,39 €
2009	T-4919	575	COMABELLA BRIGITTE .	41,52 €
2009	T-4919	487	RODHAIN ANGELIQUE Nc	63,60 €
2009	T-4919	778	PORCELLINI BARBARA .	16,20 €
2009	T-4919	551	BLASENHAUER CECILE Nc	181,56 €
2009	T-4919	631	MALATESTA NATHALIE .	52,20 €
2009	T-4919	569	CHAUSSENOT NICOLAS Nc	147,18 €
2009	T-4919	799	TOURHZAFINE FAIROUZ .	175,79 €
2009	T-4919	446	MATTALIA SAHMADIA Nc	175,51 €
2009	T-4919	455	MOREIRA STEPHANIE .	91,16 €
2009	T-4919	828	CHRISTINE ST ANGE .	42,75 €
2009	T-4919	621	LABATI ANNE SOPHIE Nc	56,64 €
2009	T-4919	367	EL GOURII BOUCHRA Nc	37,12 €
2009	T-4919	410	JOURNET STEPHANIE Nc	100,29 €
2009	T-4919	62	GAUCHER SANDRINE Nc	43,05 €
2009	T-4919	151	MINKOV FERDINAND Nc	85,19 €
2009	T-4919	25	DJEMMALI AOuatef Nc	44,98 €
2009	T-4919	261	ZOUINE EL HASSAN .	86,60 €
2009	T-4919	154	MORALES CAROLINE .	56,43 €
2009	T-4919	94	HEREDIA VIRGINIE .	38,06 €
2009	T-4919	279	AZA-GNANDJI MARIS .	40,00 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-4919	471	PEREZ ROSE HELENE Nc	73,14 €
2009	T-4920	121	BEKALEY J V/CZ MLL SE	187,92 €
2009	T-4920	98	COLELLA BOULINGUER SY	173,60 €
2009	T-4920	152	CORTES LOUIS .	62,58 €
2009	T-4920	19	ROUSSEAU BASER SANDRI	80,62 €
2009	T-4921	467	DEGER SANIYE Nc	24,22 €
2009	T-4921	307	SAVAUT INGA .	24,22 €
2009	T-4921	729	SEUROT ALICE .	22,26 €
2009	T-4922	853	MIRANDA ESELLE .	20,76 €
2009	T-4922	942	ROQUES THIERRY .	15,48 €
2009	T-4922	94	KHIYARI SIHAM .	23,60 €
2009	T-4922	554	DEBORA NICOLAS Nc	19,08 €
2009	T-4923	596	RAKOTOARIMANANA TIANA	28,62 €
2009	T-4923	286	DIHOULOU NADEGE .	4,51 €
2009	T-4924	147	RAMI NOUR-EDDINE .	17,23 €
2009	T-4924	86	DEFFO MENGUY VERONIQUE	17,30 €
2009	T-4924	97	MINATCHY JUANITA .	20,76 €
2009	T-4924	578	SERVIOLE MERCEDES Nc	20,76 €
2009	T-4924	370	DE MATOS VIRGINIE Nc	17,82 €
2009	T-4925	123	OUIFAK AMEURA MYRIAM	24,22 €
2009	T-4925	228	RAVONIARISOA JOCELYNE	23,46 €
2009	T-4952	234	BELAH MALIKA .	178,08 €
2009	T-4952	92	CIKAN YUNUS Nc	66,65 €
2009	T-4952	676	NAVE GUILHEM Nc	154,20 €
2009	T-4952	675	NACERI YAMINA Nc	78,70 €
2009	T-4952	11	TOTO JOEL .	102,20 €
2009	T-4952	872	CHERIFI MURIEL Nc	296,28 €
2009	T-4952	812	BENFATAH NADIA Nc	153,50 €
2009	T-4952	744	TITOUAH MOUAD .	28,85 €
2009	T-4952	317	HADID KARIMA .	116,80 €
2009	T-4952	638	LABIDI FATHIA .	36,50 €
2009	T-4952	514	BENSAID DIDIA .	102,20 €
2009	T-4952	513	BENOIT CYBELE .	126,15 €
2009	T-4952	283	DRISSI LAMIA Nc	41,21 €
2009	T-4952	281	DJARI FATIHA .	375,00 €
2009	T-4952	280	DIALLO BINTA Nc	186,15 €
2009	T-4952	798	BATIER AURELIE .	351,70 €
2009	T-4952	708	RHALIB MALIKA Nc	100,63 €
2009	T-4952	977	KHERIFI FATIHA .	71,85 €
2009	T-4952	976	KHARROU MALIKA .	127,75 €
2009	T-4952	226	BAALI HAKIMA Nc	87,06 €
2009	T-4952	624	JANNOT SYLVIA Nc	151,35 €
2009	T-4952	628	KANOUN FATIMA .	82,03 €
2009	T-4952	181	SANZ AUDREY Nc	196,77 €
2009	T-4952	138	LE CAZ YVES Nc	115,60 €
2009	T-4952	905	DESTRAC DORINA .	40,15 €
2009	T-4952	898	DARDOURY SOFIA .	47,45 €
2009	T-4952	406	POPA MIHAELA/CIURCA N	295,79 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-4952	401	PIAU AURELIE .	164,25 €
2009	T-4953	117	RUBIO PRECILIA .	166,15 €
2009	T-4953	561	VINCENT VALERIE NC	99,39 €
2009	T-4953	301	DELCROIX AUDREY NC	119,52 €
2009	T-4953	133	SERRA MERCEDES NC	44,55 €
2009	T-4953	52	MOSCA LAETTIA/VERDU	149,49 €
2009	T-4953	821	SAMAZAN FLORENCE NC	32,85 €
2009	T-4953	247	BRUNET MAJORIE NC	141,61 €
2009	T-4953	246	BROULARD ORPHEE NC	119,25 €
2009	T-4953	778	MENGUY VERONIQUE NC	120,78 €
2009	T-4953	441	MENASRIA HOURIA NC	73,46 €
2009	T-4953	1	LAURENT CELINE .	36,50 €
2009	T-4953	399	LAHROUCHI HANAE NC	58,16 €
2009	T-4953	344	EXPOSITO JEROME NC	160,80 €
2009	T-4953	598	BARTEAU SAMANTHA NC	78,48 €
2009	T-4953	329	EL MOUDDEN PAUL NC	155,94 €
2009	T-4953	783	MORALES CAROLINE .	102,45 €
2009	T-4953	782	MORA LOBOS WALDO NC	186,15 €
2009	T-4953	498	RAHMOUNI GALEM NC	36,50 €
2009	T-4953	494	POURRA FREDERIC NC	80,60 €
2009	T-4953	277	CLERMONT CELINE .	33,75 €
2009	T-4953	49	MONDAMBO FLORE NC	85,70 €
2009	T-4953	902	BOUSSADA HADHOUM NC	189,29 €
2009	T-4953	84	POURRET CECILE .	189,10 €
2009	T-4953	322	ECHCHAIB SAMIRA NC	57,27 €
2009	T-4953	582	ANDRADE DEOLINDA .	116,80 €
2009	T-4953	364	GIMENEZ VANESSA NC	47,45 €
2009	T-4953	224	BLANCHIER EMILIE NC	120,45 €
2009	T-4953	291	COUTEAU VIVIANE NC	181,80 €
2009	T-4953	237	BOUSQUET SYLVIE NC	93,05 €
2009	T-4953	470	NOUIDHIR JAMILA NC	207,20 €
2009	T-4954	5	MARTIN ANNE MARIE NC	176,95 €
2009	T-4954	8	MATTALIA SAHMADIA NC	215,37 €
2009	T-4954	332	LEBON RODRIGO CARMEN	30,80 €
2009	T-4954	469	CORBACI EMINE ET BAYR	49,70 €
2009	T-4954	517	DELAUNAY MARIE MADELE	172,95 €
2009	T-4954	246	KACI MEBARKI MALIKA .	233,25 €
2009	T-4954	614	LENFANT LEPARMENTIER	57,80 €
2009	T-4954	635	BOUMEDINE SAMIRA CZ S	78,80 €
2009	T-4954	656	GAGNON VIRGINIE OU SP	36,85 €
2009	T-4954	683	NOBLECOURT SEBASTIEN	38,95 €
2009	T-4954	687	OUCHACHE YAMINA CZ ME	158,65 €
2009	T-4954	688	PATRAC LYDIA CZ PATRA	269,16 €
2009	T-4954	698	SOULIER STEPHANIE OU	60,74 €
2009	T-4954	116	EL MOUSSAOUI JAMAL NC	57,80 €
2009	T-4954	145	LABATI ANNE SOPHIE NC	92,13 €
2009	T-4954	264	MARTINEZ CHRISTOPHE .	114,05 €
2009	T-4954	292	TOURHAZFINE FAIROUZ .	543,75 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2009	T-4954	212	CHAMONTIN CATHERINE N	486,90 €
2009	T-4954	567	MELLAH SAMIA NEE BENA	86,54 €
2009	T-4954	389	HOUARI MAZOUZI YAMINA	23,03 €
2009	T-4954	22	OBMALAY SEBASTIEN Nc	64,50 €
2009	T-4954	306	BOHOLLO BALIA ANGELA	240,75 €
2010	T-5049	8	AMAR NACERA Nc	304,04 €
2010	T-5218	1	AMAR TOULISAG SIDI HA	198,50 €
2010	T-5114	1	ARJONA OLIVIER Nc	198,50 €
2010	T-5104	1	ATSE ALEXANDRE Nc	971,54 €
2010	T-5214	1	BAILLY JULES Nc	198,50 €
2010	T-5106	1	BRAVE MEDERIC Nc	198,50 €
2010	T-5223	1	COLORS AUTO SARL	198,50 €
2010	T-5216	1	CORZELIUS JEAN CLAUDE	198,50 €
2010	T-5100	1	HASSAN HABIB Nc	1 082,50 €
2010	T-5108	1	KANOURZEWski NICOLAS	198,50 €
2010	T-5049	14	KAOUK MAHER COMM Nc	25,10 €
2010	T-5219	1	LAITAOUI ABDEL MADJID	198,50 €
2010	T-5221	1	MABAH XAVERIE Nc	198,50 €
2010	T-5222	1	MATTERA CORENTIN Nc	198,50 €
2010	T-5115	1	METZER LIONEL Nc	198,50 €
2010	T-5049	39	MOULAN RECHAD Nc	782,00 €
2010	T-5105	1	MOUSSAOUI SAIDA Nc	355,80 €
2010	T-5112	1	MRISSITA NABIL Nc	198,50 €
2010	T-5215	1	NASRI NOURREDINE Nc	198,50 €
2010	T-5212	1	RAJI ABDERRAHMANE Nc	198,50 €
2010	T-5107	1	RIPOLL CORINNE .	159,75 €
2010	T-5220	1	VENAVENTE HENRI Nc	198,50 €
2010	T-2812	146	RUIU HENRI Nc	34,68 €
2010	T-2812	587	BELOUFA MAMA Nc	18,02 €
2010	T-2812	163	WOHO MARIE Nc	213,97 €
2010	T-2812	969	PANER FATIHA Nc	116,04 €
2010	T-2812	174	AHAJJI AMAL Nc	16,75 €
2010	T-2812	687	DIALLO BINTA Nc	212,60 €
2010	T-2812	759	GOUYOU ALINE Nc	427,05 €
2010	T-2812	780	HADID KARIMA Nc	147,00 €
2010	T-2812	131	ONCU MURAT Nc	41,05 €
2010	T-2812	140	RAMI BAHIA .	113,86 €
2010	T-2812	500	ZEKRI HANAE Nc	47,15 €
2010	T-2812	535	AMEUR FATIMA Nc	136,85 €
2010	T-2812	360	LITA NUTICA Nc	28,55 €
2010	T-2812	943	NORDEN WILLY Nc	113,90 €
2010	T-2812	957	OTERO CELINE Nc	122,29 €
2010	T-2812	966	OZGUL GULSEN Nc	128,35 €
2010	T-2812	629	BRINIS LEILA Nc	164,25 €
2010	T-2812	373	MANCER IDIR Nc	71,25 €
2010	T-2812	519	AISSOU LAURA Nc	106,04 €
2010	T-2812	542	ANDRE SANDRA Nc	83,95 €
2010	T-2812	872	MAKAOUI MINA Nc	80,40 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-2812	458	SUNNA FATMA NC	37,15 €
2010	T-2812	620	BOUTA LOUBNA NC	54,45 €
2010	T-2812	97	ION TREDOR NC	310,25 €
2010	T-2812	321	ION DECBAL NC	270,10 €
2010	T-2812	334	KAOUK MAHER.	62,80 €
2010	T-2812	214	BEKDI LIHLA NC	192,32 €
2010	T-2812	351	LE CAZ YVES NC	81,60 €
2010	T-2812	898	MENZHE ILHAM NC	29,50 €
2010	T-2812	906	MILOUA ZINEB NC	31,65 €
2010	T-2812	506	AABI CHERIFA NC	45,05 €
2010	T-2812	511	ABBA AMIRALY NC	87,10 €
2010	T-2812	233	CIKAN YUNUS NC	52,65 €
2010	T-2812	679	DEGER EKREM NC	32,85 €
2010	T-2812	698	DRISSI LAMIA NC	121,54 €
2010	T-2812	56	ASLI SIHEM NC	81,20 €
2010	T-2812	178	AKADI NOURA NC	181,80 €
2010	T-2812	186	AMAR FARIZA NC	171,30 €
2010	T-2812	206	BADR MYRIAM NC	256,65 €
2010	T-2812	207	BADRI DIDIA NC	183,20 €
2010	T-2812	850	LAOUES WALID NC	59,50 €
2010	T-2812	424	RMILI AHMED NC	19,90 €
2010	T-2812	432	RUIZ HELENE NC	221,60 €
2010	T-2812	888	MAZ ISABELLE NC	62,95 €
2010	T-2812	967	PAGES GILLES NC	20,42 €
2010	T-2812	994	POPA MIHAELA/CIURCA N	417,66 €
2010	T-2812	445	SANZ AUDREY NC	274,45 €
2010	T-2812	586	BELAH MALIKA NC	162,04 €
2010	T-2812	156	SITA KATIA NC	32,85 €
2010	T-2813	576	LABIDI FATHIA NC	21,90 €
2010	T-2813	878	TISSIR FATIMA NC	21,30 €
2010	T-2813	174	AMEURA HAFIDA NC	29,10 €
2010	T-2813	592	LAROSE MYLENE NC	220,75 €
2010	T-2813	595	LASSEL CECILE NC	75,60 €
2010	T-2813	719	NIMILI FATHIA NC	29,20 €
2010	T-2813	733	PAGES VALERIE NC	32,85 €
2010	T-2813	468	GARCIA CELINE NC	111,40 €
2010	T-2813	511	HASSANI SALHA NC	47,45 €
2010	T-2813	521	HOFFMAN IRENE NC	28,85 €
2010	T-2813	127	YALA HANANE NC	83,20 €
2010	T-2813	551	KANOUN FATIMA NC	71,65 €
2010	T-2813	710	NAVE GUILHEM NC	43,80 €
2010	T-2813	118	VALLA CELINE.	74,70 €
2010	T-2813	136	ZAHAF ANISSA NC	22,45 €
2010	T-2813	321	CAMPS MARLENE NC	208,05 €
2010	T-2813	327	CHAA BEATRICE NC	144,55 €
2010	T-2813	241	BELARBI SARAH NC	276,00 €
2010	T-2813	295	BOUSSATA SANA NC	164,31 €
2010	T-2813	660	MATHIEU KATIA NC	36,85 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-2813	670	MEDIAH SANIA NC	73,00 €
2010	T-2813	686	MILLOUDI AICHA NC	365,06 €
2010	T-2813	697	MOUELLE LYDIE NC	160,60 €
2010	T-2813	707	NACERI YAMINA NC	222,95 €
2010	T-2813	354	COTON CORINNE NC	45,39 €
2010	T-2813	254	BENOIT CYBELE NC	228,70 €
2010	T-2813	255	BENSAID DIDIA NC	73,00 €
2010	T-2813	286	BOUET MELANIE NC	73,33 €
2010	T-2813	207	AZAM BOUEMAA NC	113,15 €
2010	T-2813	214	BAERT VALERIE NC	346,35 €
2010	T-2813	628	LUVUVAMU ROSE NC	251,35 €
2010	T-2813	814	SAHEL DJAMILA NC	40,15 €
2010	T-2813	775	REYNAUD KAREN NC	22,20 €
2010	T-2813	776	RHALIB MALIKA NC	295,65 €
2010	T-2813	822	SANCHEZ JENNY NC	42,40 €
2010	T-2813	827	SAVANE SAMIRA NC	25,32 €
2010	T-2813	862	TAYLAN NESRIN NC	88,25 €
2010	T-2813	876	THORAIN DELMY NC	84,70 €
2010	T-2813	783	RIOLET INGRID NC	194,21 €
2010	T-2814	749	RUBIO PRECILIA NC	157,70 €
2010	T-2814	653	OUGADE MALIKA NC	103,10 €
2010	T-2814	414	IDRISSI BRAHIM NC	23,30 €
2010	T-2814	838	VELLA PATRICIA NC	80,30 €
2010	T-2814	658	OURAHHOU NAJAH NC	91,25 €
2010	T-2814	445	KHARROU MALIKA NC	255,80 €
2010	T-2814	448	KHERIFI FATIHA NC	53,85 €
2010	T-2814	689	POURRET CECILE NC	276,75 €
2010	T-2814	698	RABGAOUI SAIDA NC	25,55 €
2010	T-2814	110	BOUHAFS HAVEDA NC	77,20 €
2010	T-2814	19	BATIER AURELIE NC	478,25 €
2010	T-2814	29	BELABDES SAIDA NC	463,05 €
2010	T-2814	607	MONDAMBO FLORE NC	297,85 €
2010	T-2814	612	MOSCA LAETITIA/VERDU	63,40 €
2010	T-2814	51	BENFATAH NADIA NC	292,00 €
2010	T-2814	640	NINOUS HASSIBA	90,49 €
2010	T-2814	943	BAGHOUT KHADIA NC	165,35 €
2010	T-2814	946	BALIARDO JEANNE NC	37,57 €
2010	T-2814	948	BAOUASSI-LALHAOUI FAT	26,85 €
2010	T-2814	782	SERRA MERCEDES NC	21,90 €
2010	T-2814	789	SOLER VIRGINIE NC	181,75 €
2010	T-2814	133	BRETON SABRINA NC	108,40 €
2010	T-2814	983	BENHAMIDA SANAA NC	405,81 €
2010	T-2814	557	MATHIEU CYNDIE NC	17,34 €
2010	T-2814	562	MATHIEU SYLVIA NC	56,60 €
2010	T-2814	191	CHERIFI MURIEL NC	564,00 €
2010	T-2814	875	ZIAD ALEXANDRA NC	273,60 €
2010	T-2814	4	BACOU LAURENCE NC	55,65 €
2010	T-2814	240	DARDOURY SOFIA NC	73,00 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-2814	256	DESTRAC DORINA Nc	54,75 €
2010	T-2814	474	LAIDOUNI SARAH Nc	27,40 €
2010	T-2814	484	LASNE GWENDAL Nc	654,75 €
2010	T-2814	569	MAZOUZI DAMIEN Nc	110,20 €
2010	T-2814	901	AKARZABI JAMILA Nc	337,58 €
2010	T-2815	76	BROULARD ORPHEE Nc	125,45 €
2010	T-2815	920	BOUANANI KHADIJA Nc	84,83 €
2010	T-2815	720	SOURANG MARIENE Nc	187,89 €
2010	T-2815	830	ANDRADE DEOLINDA Nc	203,10 €
2010	T-2815	839	ASSERHAOU MOKTAR Nc	43,80 €
2010	T-2815	853	BARTEAU SAMANTHA Nc	182,05 €
2010	T-2815	854	BATISTA ANGELINA Nc	230,65 €
2010	T-2815	159	COUTEAU VIVIANE Nc	98,45 €
2010	T-2815	694	SANTACRUZ MARIE Nc	148,45 €
2010	T-2815	481	MANYRI SANDRINE Nc	289,05 €
2010	T-2815	164	DAMOUNE ZOUBIDA Nc	165,10 €
2010	T-2815	329	GIMENEZ VANESSA Nc	36,50 €
2010	T-2815	332	GOLDFARB MYRIAM Nc	258,95 €
2010	T-2815	505	MATHIEU REBECCA Nc	62,05 €
2010	T-2815	759	TRIQUET MICKAEL Nc	267,85 €
2010	T-2815	246	EL MOUDDEN PAUL Nc	234,65 €
2010	T-2815	253	ELAROUBI FATIMA Nc	366,75 €
2010	T-2815	819	AIT ICHOU HABIBA Nc	266,68 €
2010	T-2815	129	CHIBANE SOFIANE Nc	425,00 €
2010	T-2815	140	COLLINET ESTHER Nc	178,85 €
2010	T-2815	21	BLACHIER EMILIE Nc	35,05 €
2010	T-2815	636	RAHMOUNI GHALEM Nc	69,35 €
2010	T-2815	27	BOUAJAJ RADHIJA Nc	158,45 €
2010	T-2815	914	BOHEIM CHRISTINE .	147,39 €
2010	T-2815	517	MENASRIA HOURIA Nc	179,94 €
2010	T-2815	529	MEZOUAR MOHAMED Nc	66,60 €
2010	T-2815	534	MOKHTARI MYRIAM Nc	366,70 €
2010	T-2815	548	MOUGENOT ODETTE Nc	34,68 €
2010	T-2815	744	TEXIER DELPHINE Nc	257,95 €
2010	T-2815	763	VALAIS JENNIFER Nc	112,65 €
2010	T-2815	764	VALENTIN ELODIE Nc	231,20 €
2010	T-2815	772	VENTADOUR KATHY Nc	40,15 €
2010	T-2815	405	KHELKHAL ANISSA Nc	43,98 €
2010	T-2815	991	CLARAC STEPHANIE Nc	43,55 €
2010	T-2815	224	EL ALLACHI SAID Nc	51,65 €
2010	T-2815	78	BRUNET MARJORIE Nc	229,02 €
2010	T-2816	761	IGHZERNALI KARIMA Nc	32,85 €
2010	T-2816	601	CALDERON VIRGINIE Nc	743,30 €
2010	T-2816	264	MARTINEZ BERNARD Nc	41,20 €
2010	T-2816	993	BEAUGRAND CHRISTIE Nc	236,30 €
2010	T-2816	300	MORALES CAROLINE Nc	178,82 €
2010	T-2816	302	MOTOS CANDELARIA Nc	36,50 €
2010	T-2816	367	RAGOUSSI VALERIE .	18,12 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-2816	413	SEGURA ALEXANDRA .	162,10 €
2010	T-2816	715	FIORINO ALEXANDRA Nc	59,76 €
2010	T-2816	719	FOUASSIEI LYSIANE Nc	62,05 €
2010	T-2816	724	FREVILLERS INGRID Nc	156,95 €
2010	T-2816	734	GHEZIEL ABDELGANI Nc	42,60 €
2010	T-2816	946	VASQUEZ ANGELIQUE Nc	131,40 €
2010	T-2816	282	MENGUY VEROINIQUE Nc	221,10 €
2010	T-2816	673	DIAGNE ANTA NGOMA Nc	405,61 €
2010	T-2816	165	HEREDIA VIRGINIE .	40,15 €
2010	T-2816	541	BENOIST STEPHANIE Nc	223,50 €
2010	T-2816	35	DELPECH SEVERINE Nc	18,25 €
2010	T-2816	48	DOS REIS MANUELA Nc	62,00 €
2010	T-2816	862	NOURREDINE BAKHTA Nc	460,78 €
2010	T-2816	826	MATTALIA SAHMADIA Nc	122,90 €
2010	T-2816	863	OBMALAY SEBASTIEN Nc	111,95 €
2010	T-2816	479	ZOUNE EL HASSAN .	224,00 €
2010	T-2816	338	PATRAC MARCELINE Nc	66,40 €
2010	T-2816	341	PELISSIER CORYSE Nc	220,15 €
2010	T-2816	198	KINDOU CATHERINE Nc	165,45 €
2010	T-2816	369	RAMI NOUR-EDDINE Nc	38,80 €
2010	T-2816	643	COUDROY STEPHANIE Nc	21,90 €
2010	T-2816	667	DEPAULE CATHERINE Nc	118,45 €
2010	T-2816	455	VALTAIN DELPHINE Nc	120,45 €
2010	T-2816	458	VARLET BERANGERE Nc	309,50 €
2010	T-2816	490	ALCACER FRANCOISE Nc	25,55 €
2010	T-2816	509	AZA-GNANDJI MARIS Nc	80,65 €
2010	T-2816	543	BENZEMOURI KHEIRA Nc	257,70 €
2010	T-2816	548	BERTHAUD LAURENCE-ALB	214,05 €
2010	T-2816	564	BONNAIRE DELPHINE Nc	29,20 €
2010	T-2816	589	BOUSSADA HADHOUN Nc	320,60 €
2010	T-2816	829	MAZEDIER SYLVIANE Nc	158,95 €
2010	T-2817	871	LAKHDAR SAMIRA Nc	13,91 €
2010	T-2817	366	COLLINGWOOD DEBORAH N	66,95 €
2010	T-2817	919	ZIANI MOHAMED/ALLAOU	75,30 €
2010	T-2817	65	CORNEVIN CATHERINE Nc	460,90 €
2010	T-2817	198	MARTINEZ ANNE LISE Nc	59,95 €
2010	T-2817	741	GHENNAI PIERI DJAMILA	75,92 €
2010	T-2817	215	MONTANARI CAROLINE Nc	122,25 €
2010	T-2817	751	HOUARI MAZOUZI YAMINA	221,79 €
2010	T-2817	628	LEBON RODRIGO CARMEN	91,70 €
2010	T-2817	17	BLASENHAUER CECILE Nc	142,35 €
2010	T-2817	784	MUSSA SHEIK SAAD LULA	158,52 €
2010	T-2817	799	RANDRIAMALALA CLAUDIA	22,30 €
2010	T-2817	43	CASANOVA JEAN-MARC .	170,10 €
2010	T-2817	50	CHEVALIER LAETITIA Nc	62,15 €
2010	T-2817	578	COMABELLA CHRISTIANE	364,20 €
2010	T-2817	341	BOLDRINI CHRISTELLE N	231,70 €
2010	T-2817	648	OUIFAK AMEURA MYRIAM	27,15 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-2817	171	LABATI ANNE SOPHIE Nc	34,86 €
2010	T-2817	175	LANOIR MARIE LAURE Nc	241,75 €
2010	T-2817	669	SASSATELLI VERONIQUE	62,05 €
2010	T-2817	686	ALOUARIT KACHAF AICHA	35,84 €
2010	T-2817	418	GIRARDEAU CATHERINE N	18,55 €
2010	T-2817	354	BUONGIORNO DANIELLE N	298,55 €
2010	T-2817	990	MAURICE BELLAY SANDRI	102,80 €
2010	T-2817	463	MARTINEZ CHRISTOPHE .	146,00 €
2010	T-2817	465	MASEGOSA ANNE-MARIE N	266,45 €
2010	T-2817	361	CHAMONTIN CATHERINE N	395,90 €
2010	T-2817	385	DRIZI FATMA-CHERIFA N	208,05 €
2010	T-2817	107	EL MOUSSAOUI JAMAL Nc	170,25 €
2010	T-2817	110	ES-SEBBANI NASSERA Nc	106,91 €
2010	T-2817	305	ABOUABDALLAH IKRAME N	43,55 €
2010	T-2817	510	SALAMONE CHRYSTELLE N	78,10 €
2010	T-2817	530	TOURHZAFINE FAIROUZ N	751,70 €
2010	T-2817	533	VALETTE CHRYSTELLE Nc	157,45 €
2010	T-2818	300	DAHMANI NAOUAL OU ABD	33,04 €
2010	T-2818	594	STANEGRIE FRANCOISE M	18,09 €
2010	T-2818	587	SILVA NATHALIE CZ VOG	113,25 €
2010	T-2818	270	NTSAME NGUEMA MARIE-N	20,70 €
2010	T-2818	279	SAHEL NORA CZ MR BENH	263,85 €
2010	T-2818	284	VARGA CZ ASSOCIATION	29,20 €
2010	T-2818	554	PATRA LYDIA CZ PATRA	282,48 €
2010	T-2818	434	DE TAVERNIER-FOELLER	28,85 €
2010	T-2818	120	SEGARD CASANOVA NATHA	309,15 €
2010	T-2818	124	TACHEKRAFT FATIHA C/GA	171,80 €
2010	T-2818	135	YAAKOUBI NABIL ET RAZ	152,78 €
2010	T-2818	137	AIDAL ABDELKRIM ET RA	161,95 €
2010	T-2818	187	HARECH ZAHRA/DRACH MA	55,70 €
2010	T-2818	197	MELLAH SAMIA NEE BENA	107,44 €
2010	T-2818	209	ROSSIGNOL GAGNON VIRG	31,12 €
2010	T-2818	244	COLELLA BOULINGUER SY	149,95 €
2010	T-2818	250	ES-SAHL MOHAMED OU KH	131,18 €
2010	T-2818	401	BOUMEDINE SAMIRA CZ S	40,82 €
2010	T-2818	418	CLOPOTAR A CZ ASSOCIA	91,25 €
2010	T-2818	349	DRABINOWSKI MU CZ SWA	38,05 €
2010	T-2818	469	FORTE PHILIPPE CHEZ M	42,50 €
2010	T-2818	155	CHAMPIGNY MARIE-CHRIS	86,70 €
2010	T-2818	360	ALVERNHE SARAH CZ ALV	202,37 €
2010	T-2818	364	AMROUCHE SAFIA CZ BOU	23,10 €
2010	T-2818	375	BANGUI CHRISTIAN ET R	50,19 €
2010	T-2818	382	BELLAHCENE BELDJILALI	478,33 €
2010	T-2818	383	BEN SLAMA SAMIR Nc	94,09 €
2010	T-2818	62	EL-YAHIAOUI DRISSI DR	17,00 €
2010	T-2818	592	SOUPLIER STEPHANIE OU	499,23 €
2010	T-2818	324	LENFANT LEPARMENTIER	178,37 €
2010	T-4610	716	OTERO CELINE Nc	42,63 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-4610	147	AZIB KERIMA NC	46,95 €
2010	T-4610	728	PANEK FATIHA NC	100,36 €
2010	T-4610	751	POPA MIHAELA/CIURCA N	357,50 €
2010	T-4610	926	BAERT VALERIE NC	28,00 €
2010	T-4610	949	BELARBI SARAH NC	165,05 €
2010	T-4610	276	MANCER IDIR NC	57,85 €
2010	T-4610	993	BOUSSATA SANA NC	61,05 €
2010	T-4610	376	ZEKRI HANAE NC	27,70 €
2010	T-4610	843	VAILLE MARIE NC	149,65 €
2010	T-4610	224	HARI HOURIA NC	36,50 €
2010	T-4610	234	ION DECEBAL NC	160,60 €
2010	T-4610	569	GRICH RAHIMA NC	17,34 €
2010	T-4610	593	HINGHI BRUNO .	51,10 €
2010	T-4610	247	KAOUK MAHER .	106,00 €
2010	T-4610	261	LE CAZ YVES NC	165,15 €
2010	T-4610	959	BENSAID DIDIA NC	54,75 €
2010	T-4610	467	BOUTA LOUBNA NC	72,15 €
2010	T-4610	24	TOTO JOEL NC	40,15 €
2010	T-4610	825	TAHRA HALIMA NC	27,76 €
2010	T-4610	829	TAOUIL AICHA NC	25,55 €
2010	T-4610	849	VILAR JOHANE NC	34,40 €
2010	T-4610	322	RUIZ HELENE NC	205,10 €
2010	T-4610	471	BRIKIL ILHAM NC	26,01 €
2010	T-4610	69	ION TREDOR NC	183,60 €
2010	T-4610	487	CHATT JEHANE NC	56,58 €
2010	T-4610	502	DEGER EKREM NC	21,90 €
2010	T-4610	508	DIALLO BINTA NC	182,90 €
2010	T-4610	86	MER JEROME NC	21,99 €
2010	T-4610	91	ONCU MURAT NC	35,20 €
2010	T-4610	112	WOHO MARIE NC	91,81 €
2010	T-4610	391	AISSOU LAURA NC	104,29 €
2010	T-4610	860	ZAHAF ANISSA NC	15,75 €
2010	T-4610	132	ALLAL ASSIA NC	30,15 €
2010	T-4610	151	BADR MYRIAM NC	156,80 €
2010	T-4610	157	BEKDI LIHLA NC	89,72 €
2010	T-4610	124	AKADI NOURA NC	171,55 €
2010	T-4611	300	MILOUDI AICHA NC	129,48 €
2010	T-4611	989	LASNE GWENDAL NC	527,05 €
2010	T-4611	382	REVERDY MARIE NC	78,90 €
2010	T-4611	384	REYNAUD KAREN NC	28,60 €
2010	T-4611	385	RHALIB MALIKA NC	178,85 €
2010	T-4611	390	RIOLET INGRID NC	165,31 €
2010	T-4611	13	CAMPS MARLENE NC	150,35 €
2010	T-4611	21	CHAA BEATRICE NC	40,15 €
2010	T-4611	577	BACOU LAURENCE NC	80,30 €
2010	T-4611	582	BAOUFRIH SANAA NC	73,00 €
2010	T-4611	953	KHARROU MALIKA NC	106,45 €
2010	T-4611	50	CRESTA CELINE NC	49,25 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-4611	149	GUIGNIER AUDE Nc	233,20 €
2010	T-4611	839	FAGNONI SANDRA Nc	22,96 €
2010	T-4611	841	FARRAS CORINNE Nc	237,25 €
2010	T-4611	956	KHERIFI FATIHA Nc	20,10 €
2010	T-4611	591	BATIER AURELIE Nc	243,00 €
2010	T-4611	815	EL HAMRI HASNA Nc	96,29 €
2010	T-4611	287	MEDJIAH SANIA Nc	36,50 €
2010	T-4611	291	MENARD KARINE Nc	27,88 €
2010	T-4611	131	GARCIA CELINE Nc	171,72 €
2010	T-4611	146	GUEMART SONIA Nc	21,60 €
2010	T-4611	168	HASSANATI ALI Nc	18,25 €
2010	T-4611	669	BOUHAFS HAVEDA Nc	38,55 €
2010	T-4611	919	HOFFMANN ROGER Nc	29,20 €
2010	T-4611	278	MATHIEU KATIA Nc	43,55 €
2010	T-4611	696	BRETON SABRINA Nc	139,60 €
2010	T-4611	314	NACERI YAMINA Nc	98,55 €
2010	T-4611	464	THORAIN DELMY Nc	76,00 €
2010	T-4611	760	CORNE ISABELLE Nc	77,55 €
2010	T-4611	772	DARDOURY SOFIA Nc	66,00 €
2010	T-4611	226	LAROSE MYLENE Nc	94,90 €
2010	T-4612	98	MOSCA LAETITIA/VERDU	139,55 €
2010	T-4612	188	RIBEIRO ISAURA Nc	32,85 €
2010	T-4612	306	AKARZABI JAMILA Nc	238,08 €
2010	T-4612	469	CHIBANE SOFIANE Nc	248,75 €
2010	T-4612	475	CLAUDE SANDRINE Nc	90,57 €
2010	T-4612	780	MENASRIA HOURIA Nc	43,83 €
2010	T-4612	207	RUBIO PRECILIA Nc	224,90 €
2010	T-4612	226	SERCEAU SANDRA Nc	1,28 €
2010	T-4612	229	SERRA MERCEDES Nc	69,35 €
2010	T-4612	553	EL MOUDDEN PAUL Nc	31,13 €
2010	T-4612	510	DELCROIX AUDREY Nc	156,95 €
2010	T-4612	384	BOUAJAJ RADHIJA Nc	36,10 €
2010	T-4612	539	EL ALLACHI SAID Nc	65,70 €
2010	T-4612	771	MATHIEU REBECCA Nc	29,20 €
2010	T-4612	773	MATRAS STEPHANE Nc	57,05 €
2010	T-4612	427	BROULARD ORPHEE Nc	113,05 €
2010	T-4612	429	BRUNET MARJORIE Nc	159,62 €
2010	T-4612	53	MATHIEU SYLVIA Nc	80,40 €
2010	T-4612	59	MAZOUZI DAMIEN Nc	103,85 €
2010	T-4612	704	LAHROUCHI HANAE Nc	37,04 €
2010	T-4612	911	SANTACRUZ MARIE Nc	39,00 €
2010	T-4612	355	BENHAMIDA SANAA Nc	125,86 €
2010	T-4612	287	ZIAD ALEXANDRA Nc	190,40 €
2010	T-4612	952	TEXIER DELPHINE Nc	18,25 €
2010	T-4612	480	COLLINET ESTHER Nc	76,65 €
2010	T-4612	489	COUTEAU VIVIANE Nc	144,05 €
2010	T-4612	497	DAMOUNE ZOUBIDA .	117,70 €
2010	T-4612	622	GIMENEZ VANESSA Nc	29,20 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-4612	625	GONZALEZ HELENE Nc	67,00 €
2010	T-4612	159	POURRET CECILE Nc	138,70 €
2010	T-4612	129	OUGGADE MALIKA Nc	36,11 €
2010	T-4613	952	BEAUGRAND CHRISTIE Nc	171,55 €
2010	T-4613	764	IRIBARNE FRANCOIS Nc	44,70 €
2010	T-4613	60	BELHAMANE MYRIAM Nc	69,36 €
2010	T-4613	100	BOUANANI KHADIJA Nc	75,84 €
2010	T-4613	666	COUDROY STEPHANIE Nc	18,25 €
2010	T-4613	685	DEPAULE CATHERINE Nc	171,85 €
2010	T-4613	623	BOUSSADA HADHOUM Nc	245,40 €
2010	T-4613	635	CALDERON VIRGINIE Nc	595,05 €
2010	T-4613	413	NASRALLAH MICHEL Nc	62,05 €
2010	T-4613	735	FREVILLERS INGRID Nc	135,05 €
2010	T-4613	487	SEGURA ALEXANDRA .	29,20 €
2010	T-4613	519	VARLET BERANGERE Nc	184,30 €
2010	T-4613	534	ZOUINE EL HASSAN .	87,05 €
2010	T-4613	811	MATTALIA SAHMADIA Nc	131,40 €
2010	T-4613	156	CLOUET CHRISTIAN Nc	47,45 €
2010	T-4613	163	CONCHOU SANDRINE Nc	185,20 €
2010	T-4613	986	CANDELIER AMANDINE Nc	32,50 €
2010	T-4613	992	CASANOVA JEAN-MARC .	29,50 €
2010	T-4613	997	CHEVALIER LAETITIA Nc	92,54 €
2010	T-4613	469	RUOLT EMMANUELLE Nc	142,87 €
2010	T-4613	8	ABAUKOMA DJEFSON Nc	25,68 €
2010	T-4613	16	AIT BENAZZI NORA Nc	27,51 €
2010	T-4613	370	MARTINEZ BERNARD Nc	58,40 €
2010	T-4613	589	BENOIST STEPHANIE Nc	182,50 €
2010	T-4613	33	ASSERHAOU MOKTAR Nc	21,90 €
2010	T-4613	47	BARTEAU SAMANTHA Nc	145,85 €
2010	T-4613	48	BATISTA ANGELINA Nc	113,15 €
2010	T-4613	591	BENZEMOURI KHEIRA Nc	177,60 €
2010	T-4613	23	ALVES-PELLISSIER EDSO	90,45 €
2010	T-4613	199	DOS REIS MANUELA Nc	25,55 €
2010	T-4613	383	MENGUY VERONIQUE Nc	161,60 €
2010	T-4614	375	SALAMONE CHRYSTELLE N	42,60 €
2010	T-4614	206	ADA NGUEMA PATRICIA N	17,05 €
2010	T-4614	448	EL BADAOUI NOURADDIN	115,00 €
2010	T-4614	438	COMABELLA CHRISTIANE	318,25 €
2010	T-4614	793	CORBACI EMINE ET BAYR	86,56 €
2010	T-4614	528	ALOJARIT KACHAF AICHA	84,64 €
2010	T-4614	774	AZAIS STEPHANIE ESPIN	28,90 €
2010	T-4614	53	EL MOUSSAOUI JAMAL Nc	160,90 €
2010	T-4614	13	CORNEVIN CATHERINE Nc	73,00 €
2010	T-4614	10	COMABELLA BRIGITTE .	54,75 €
2010	T-4614	127	MARTINEZ ANNE LISE Nc	21,10 €
2010	T-4614	951	TACHEKAFT FATIHA C/GA	35,15 €
2010	T-4614	514	SASSATELLI VERONIQUE	142,35 €
2010	T-4614	390	TOURHZAFINE FAIROUZ N	281,30 €

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer
2010	T-4614	381	SKANDRANI CATHERINE N	78,45 €
2010	T-4614	339	MASEGOSA ANNE-MARIE N	183,00 €
2010	T-4614	337	MARTINEZ CHRISTOPHE .	110,20 €
2010	T-4614	973	CHAMPIGNY MARIE-CHRIS	28,90 €
2010	T-4614	962	BAHAE VIRGINIE ET YOU	62,21 €
2010	T-4614	959	AIDAL ABDELKRIM ET RA	79,10 €
2010	T-4614	244	BUONGIORNO DANIELLE N	174,20 €
2010	T-4614	253	CHAMONTIN CATHERINE N	166,25 €
2010	T-4614	294	GAUDILLIERE VANESSA N	20,82 €
2010	T-4614	725	LAKHDAR SAMIRA Nc	23,23 €
2010	T-4614	249	CASSEFIERES CORINNE N	67,45 €
2010	T-4614	579	EN-NOUARI EL MUSTAPHA	60,30 €
2010	T-4614	958	YAAKOUBI NABIL ET RAZ	29,65 €
2010	T-4615	150	MONDAMBO AROGHA HERME	307,15 €
2010	T-4615	288	GBORKA DZIGBODI CZ SO	23,87 €
2010	T-4615	403	TEGGAR YAMINA ET ABDE	17,34 €
2010	T-4615	46	COLELLA BOULINGUER SY	156,95 €
2010	T-4615	401	STANEGRIE FRANCOISE M	17,34 €
2010	T-4615	394	SILVA NATHALIE CZ VOG	41,10 €
2010	T-4615	202	BEN SLAMA SAMIR Nc	101,12 €
2010	T-4615	201	BELLAHCENE RANIA CHEZ	165,15 €
2010	T-4615	6	MELLAH SAMIA NEE BENA	29,76 €
2010	T-4615	369	PATRAC LYDIA CZ PATRA	93,82 €
2010	T-4615	367	OUCHACHE YAMINA CZ ME	128,05 €
2010	T-4615	200	BELLAHCENE BELDJILALI	280,45 €
2010	T-4615	176	ALVERNHE SARAH CZ ALV	110,43 €
2010	T-4615	236	CLOPOTAR A CZ ASSOCIA	135,35 €
2010	T-4615	397	SMEWING OLIVIA IMPARA	24,00 €
2010	T-4615	116	DAHMANI NAOUAL OU ABD	25,37 €
2010	T-4617	1	ZAOUI DIGOURDI SAFIA	217,00 €

MONTANT TOTAL	234 272,44 €
----------------------	---------------------